



HAL
open science

**Les petites prospérités rurales en Itasy, Madagascar :
apport d'une analyse microéconomique des classes
sociales intermédiaires dans l'étude des dynamiques du
changement structurel**

Tsiry Andrianampiarivo

► **To cite this version:**

Tsiry Andrianampiarivo. Les petites prospérités rurales en Itasy, Madagascar : apport d'une analyse microéconomique des classes sociales intermédiaires dans l'étude des dynamiques du changement structurel. Economies et finances. Université de Bordeaux, 2016. Français. NNT : 2016BORD0292 . tel-01449204

HAL Id: tel-01449204

<https://theses.hal.science/tel-01449204v1>

Submitted on 30 Jan 2017

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

THÈSE PRÉSENTÉE
POUR OBTENIR LE GRADE DE

DOCTEUR DE L'UNIVERSITÉ DE BORDEAUX

ÉCOLE DOCTORALE ENTREPRISE, ÉCONOME ET SOCIÉTÉ N°42
SPÉCIALITÉ : SCIENCES ÉCONOMIQUES

Par Tsiry ANDRIANAMPIARIVO

Les petites prospérités rurales en Itasy, Madagascar
Apport d'une analyse microéconomique des classes sociales
intermédiaires dans l'étude des dynamiques du changement structurel

Sous la direction de :

François COMBARNOUS et Claire GONDARD-DELCROIX

Soutenue publiquement le 1^{er} décembre 2016

Membres du jury :

M. BERNARD Tanguy,
Professeur des universités, GREThA, université de Bordeaux, **Examineur**

Mme GONDARD-DELCROIX Claire,
Maître de Conférences ADT, GREThA, université de Bordeaux, **directrice de thèse**

Mme WAMPFLER Betty,
Professeure des universités, IRC, Montpellier SupAgro, MOISA, **Rapporteure**

Mme WOUTERSE Fleur,
Research Fellow, IFPRI, ISS, **Rapporteure**

Titre : Les petites prospérités rurales en Itasy, Madagascar. Apport d'une analyse microéconomique des classes sociales intermédiaires dans l'étude des dynamiques du changement structurel

Résumé :

L'agriculture et le secteur rural jouent un rôle primordial dans le processus de développement des pays à base agricole. Cette fonction ne peut être assurée qu'à l'aide de politiques publiques qui tiennent compte de la diversité et de la complexité des milieux ruraux. Le préalable est donc d'avoir des connaissances approfondies de chaque contexte et des dynamiques qui y sont en cours. Ce travail propose alors d'analyser, dans une perspective microéconomique, les relations entre structuration sociale des milieux ruraux et transformation structurelle avec une application à Madagascar, dans la région d'Itasy. La classe de la Petite Prospérité, qui est une adaptation de la notion de classe moyenne en milieu rural pauvre, est alors utilisée comme grille d'analyse. A cette fin, la première étape de recherche consiste en une construction conceptuelle, théorique et méthodologique de la classe de la Petite Prospérité en mobilisant le cadre conceptuel des moyens d'existence ruraux afin de produire un cadre d'analyse opérationnel. Dans un second temps, le cadre défini est mis en œuvre dans la stratification multidimensionnelle de l'espace social en Itasy à l'aide d'une méthode de classification mixte sur des données quantitatives de 2008. Cette étape permet de mettre en évidence les différentes classes sociales et de Petites Prospérités en Itasy qui reflètent l'hétérogénéité de la nature et de l'efficacité des moyens d'existence des ménages ruraux. Dans une troisième étape, une analyse dynamique des groupes de Petites Prospérités est menée à l'aide de la combinaison de méthodes quantitatives et qualitatives sur une période d'observation longue. Plusieurs trajectoires associées aux différentes classes sont observées et permettent de comprendre les processus de construction et de transformation des organisations productives familiales en Itasy. La dernière étape du travail traite la problématique spécifique de la demande de crédit et de l'adéquation de l'offre sur le marché financier en Itasy. Il apparaît une forte segmentation de la demande de financement en fonction des groupes sociaux et la difficulté de l'offre disponible à satisfaire leurs besoins, malgré l'existence de produits innovants. Des politiques inclusives et adaptées à chaque classe de ménages s'avèrent donc nécessaires pour assurer un processus de transformation structurelle rapide et harmonieux en Itasy.

Mots-clefs : Changement structurel, transformation agricole et rurale, structure sociale rurale, Petite Prospérité, classe moyenne, moyens d'existence ruraux, organisations productives familiales, mobilité sociale, microcrédit, financement rural et agricole, Itasy, Madagascar

Title: Moderate Prosperity in Itasy, Madagascar. A microeconomic analysis of intermediary social classes in the study of the dynamics of structural change

Abstract:

Agriculture and rural sector play a key role in the development process of agriculture-based countries. This function can be ensured only by public policy that takes into account the diversity and complexity of rural areas. It is therefore essential to deepen the knowledge of each context and the ongoing dynamics. This study introduces an analysis of the relationships between rural social structure and structural transformation through a microeconomic perspective, with an application in Madagascar, in the Itasy region. Specifically, the Moderate Prosperity class, which is an adaptation of the middle class notion to poor rural areas, is used as an analytical framework. To this end, the first step aims to conduct a conceptual, theoretical and methodological construction of the Moderate Prosperity notion by using the rural livelihoods framework and provides an operational conceptual framework. Second, the conceptual framework, thus defined, is used to implement a multidimensional stratification of the social space in Itasy by conducting a classification method on quantitative data dating from 2008. This step aims to define the various Moderate Prosperity and social classes that reflect the heterogeneity of the nature and profitability of the rural households' livelihoods. Third, a dynamic analysis of the Moderate Prosperity groups is conducted by combining quantitative with qualitative methods based on a longer observation period. Several trajectories linked to the various classes can be observed. They allow us to understand the construction and transformation process of the family productive organizations in Itasy. The last step uses the Moderate Prosperity framework to study the specific issue of the credit demand and the supply adequacy on the financial market in Itasy. It appears that the financing demand is highly segmented according to the social groups and the available supply cannot meet their financing needs, despite the existence of innovative products. Inclusive policies that are adapted to each household profile are therefore necessary to ensure a rapid and harmonious structural transformation in Itasy.

Keywords: Structural change, agricultural and rural transformation, rural social structure, Moderate Prosperity, middle class, rural livelihoods, family productive organizations, social mobility, microcredit, rural and agricultural finance, Itasy, Madagascar

Remerciements

Au terme de ce travail, je tiens à manifester toute ma gratitude envers toutes les personnes qui m'ont accompagné durant ces années de recherche et qui ont contribué de près comme de loin à la réalisation et à la finalisation de cette thèse.

J'adresse d'abord mes sincères remerciements aux membres du jury Fleur Wouterse, Betty Wampfler et Tanguy Bernard d'avoir accepté de lire ce travail et d'y apporter leur regard critique.

Ensuite, un très grand merci à Claire Gondard-Delcroix, ma directrice de thèse, pour la confiance qu'elle m'a accordée dès le début de ce projet de recherche. Je lui suis reconnaissant pour sa disponibilité, sa bienveillance et son suivi constant, pour ses relectures minutieuses, ses précieux conseils et encouragements qui m'ont été d'une très grande aide et m'ont permis de mener à bien ce travail.

Je tiens également à remercier François Combarous, mon directeur de thèse, d'avoir accepté la direction officielle de cette thèse qui m'a permis de réaliser ce projet. Je lui adresse ainsi qu'à Matthieu Clément mes sincères remerciements pour leur contribution au suivi de la thèse, pour leur soutien, leurs conseils avisés et les relectures appliquées qui ont permis d'améliorer ce travail.

Je remercie Bezaka Rivolala, directeur des observatoires ruraux de Madagascar, de m'avoir permis d'accéder aux données qui ont été exploitées dans le cadre de cette thèse.

J'adresse également mes remerciements à Isabelle Droy pour les conseils prodigués dans le cadre de l'exploitation et de la mise en valeur de ces données.

Mes sincères remerciements également aux contacts auprès de diverses institutions, notamment à Andry de l'Observatoire du Riz, ainsi qu'à Patrick Rasolofo pour leur disponibilité et leur bienveillance. Je salue aussi toutes les personnes, notamment Noël Mamy et Jenny, qui ont aidé dans la préparation des études de terrain en Itasy.

Je remercie par ailleurs tous les experts de diverses disciplines, Dominique Darbon, Jean-Luc Dubois, Jean-Michel Sourisseau, Pierre Gasselin, Pierre-Marie Bosc, Florian Stoll, Hélène David-Benz et Jean François Bélières, rencontrés au cours de séminaires ou de colloques, pour leurs commentaires pertinents qui ont enrichi la démarche de recherche et amélioré le travail.

Par ailleurs, je tiens à remercier le GREThA et les membres du personnel pour m'avoir accueilli au sein du laboratoire et offert les conditions de travail favorables pour mener à bien mes recherches.

Je remercie également toute l'équipe développement Olivier Baron, Eric Rougier, Eric Berr, André Meunié, Jean-Philippe Berrou ainsi que tous les collègues doctorants Dan, François M., Pierre, Nicolas, Suneha, Thibault, Marjorie, Robin, Lucile, Amza, Claudia, Huihiu, Romain, François C., Viola, Jeanne qui m'ont accompagné durant ces années de thèse.

Je remercie particulièrement Suneha et Riana pour leur aide précieuse durant la finalisation de ce travail.

Un grand merci aussi pour Omar pour ses encouragements constants durant ce parcours et à Pauline qui a été présente durant tous les moments forts de ces années de thèse, surtout pendant les derniers mois.

Une pensée également pour tous les anciens collègues, qui ont partagé le bureau D317 et qui m'ont toujours apporté leur soutien. Merci à Sébastien, Céline, Ela, Ahmadou, Mamane, Coralie, Azyadé et Erdem.

Je remercie aussi ma chère famille de la STK à Bordeaux pour les moments importants que nous avons partagés durant ces années. Je remercie également Dominique pour avoir apporté ses remarques pertinentes sur ce travail et pour sa relecture.

J'adresse également mes sincères remerciements aux Andriambahinisoa, Dadafara, Tatie Oly, Tsiferana, Soatiana, Mahatsangy, à Tatie Fara et Antenaina ainsi qu'à Toky & Toky pour leur soutien moral et affectif.

Je remercie également la famille Rahamefy pour son aide durant les missions de terrain. De même, je salue particulièrement Mamy et surtout Hasina qui m'ont accompagné sur le terrain et m'ont assisté dans tous les entretiens. Merci également à Claire de m'avoir initié aux entretiens qualitatifs.

Pour ma famille proche, une pensée affectueuse et un grand merci pour le soutien inconditionnel malgré la distance : à Dada malalako, à Neny malalako, aux zoky malalako Ando et Imisa et Orima et aux zandry malalako Tsiory et Jade qui m'ont beaucoup aidé dans la finalisation de la thèse.

Enfin, à Laureen malalako, merci d'être là, à mes côtés.

A vous tous, mes très vifs remerciements.

Misaotra ny Tompoko.

Sommaire

INTRODUCTION GENERALE	7
CHAPITRE 1 : DES CLASSES MOYENNES AUX PETITES PROSPERITES RURALES : UNE CONSTRUCTION CONCEPTUELLE, THEORIQUE ET METHODOLOGIQUE	23
1. Introduction	23
2. Les analyses en termes de classe sociale et de Classe Moyenne : un outil théorique pertinent pour analyser les jeux d'acteurs	25
3. Inadaptation de concept de Classe Moyenne dans le contexte des pays à base agricole africains	39
4. L'approche de la Petite Prospérité : une alternative pour analyser les positions intermédiaires dans les pays africains à base agricole et en milieu rural	57
5. Conclusion	75
CHAPITRE 2 : LES PETITES PROSPERITES EN ITASY : UNE IDENTIFICATION EMPIRIQUE	77
1. Introduction	77
2. Agriculture et économie rurale à Madagascar : une difficile transition agraire	79
3. Le rôle conjoint de l'Etat et des ménages ruraux : la pertinence d'une analyse en termes de Petite Prospérité	96
4. Identification empirique des Petites Prospérités en Itasy : une structure de classes de la paysannerie malgache	112
5. Conclusion	146
CHAPITRE 3 : LES PROCESSUS DE FORMATION DES PETITES PROSPERITES D'ITASY : UNE ANALYSE DYNAMIQUE	149
1. Introduction	149
2. Une analyse dynamique par la combinaison des méthodes quantitatives et qualitatives	151
3. Les trajectoires des moyens d'existence des ménages et les mécanismes sous-jacents selon les deux démarches	166
4. Les grandes tendances et les mécanismes sous-jacents à la transformation structurelle en Itasy à travers la triangulation des résultats des deux démarches	192
5. Conclusion	204
CHAPITRE 4 : LES PETITES PROSPERITES ET LE MARCHE FINANCIER RURAL EN ITASY : UNE ANALYSE DE L'ADEQUATION ENTRE LA DEMANDE ET L'OFFRE DE CREDIT RURAL	207
1. Introduction	207
2. La demande et l'offre de financement agricole et rural dans les pays en développement : une mise en adéquation difficile	209
3. Petites Prospérités et marché financier rural en Itasy : contexte, cadre d'analyse et cadre conceptuel	224
4. Les Petites Prospérités d'Itasy comme déterminants de la demande et de choix de financement rural : méthodes et résultats empiriques	240
5. Conclusion	263
CONCLUSION GENERALE	265
Bibliographie	273
Annexes	303
Liste des Tableaux	317
Liste des Figures	318
Liste Annexes	319
Table des Matières	321

INTRODUCTION GENERALE

Depuis une dizaine d'années, l'agriculture est revenue au centre de l'agenda de développement, clôturant ainsi les « décennies perdues » des années 1980 et 1990, marquées par un faible niveau de priorité et un sous-investissement dans les secteurs agricole et rural. Le regain d'intérêt pour l'agriculture au sein de la communauté internationale des chercheurs, des bailleurs de fonds et des décideurs politiques a été entériné par deux publications déterminantes : (i) *L'agriculture au service du développement* du Rapport sur le Développement dans le Monde de 2008 (RDM08) de la Banque Mondiale (Banque mondiale, 2007) ; (ii) et *Agriculture at a Crossroads* de l'*International Assessment of Agricultural Knowledge, Science and Technology for Development* (IAASTD, 2009).

Pour Byerlee, de Janvry et Sadoulet (2009), l'agriculture est au centre d'un nouveau paradigme dans lequel elle n'est pas seulement le moteur du changement structurel et de la croissance mais un véritable atout pour le développement. Dans le cadre de l'ancien paradigme du changement structurel, l'agriculture est au service du processus d'urbanisation et d'industrialisation, fournissant de la main d'œuvre et des produits agricoles aux meilleurs prix et un marché pour les produits manufacturiers et les services. Elle bénéficie en retour des innovations technologiques qui permettent de la moderniser et d'augmenter la productivité agricole, formant un cercle vertueux, particulièrement opérant dans les premiers stades du développement (Johnston et Mellor, 1961 ; Chenery et Srinivasan, 1998 ; Mellor, 1998 ; Timmer, 2002 ; Self et Grabowski, 2007, Herrendorf *et al.*, 2014). Le paradigme contemporain de « l'agriculture pour le développement », reconnaissant la pertinence des mécanismes précédemment décrits, confère en outre à l'agriculture plusieurs fonctions essentielles pour le développement : (i) parce que l'agriculture est une source d'emplois et de revenu majeure (Dethier et Effenberger, 2012), elle peut jouer un rôle clé dans la réduction de la pauvreté, qui reste majoritairement rurale, tout particulièrement dans les pays les plus pauvres (Bravo-Ortega et Lederman, 2005 ; Lipton, 2005 ; Ligon et Sadoulet, 2007 ; Ravallion et Chen, 2007 ; Van De Walle et Cratty, 2004) ; (ii) elle a également une fonction de réduction des inégalités de genre et spatiales que ce soit au niveau international (entre les pays) ou au niveau national (urbain-rural, mais aussi entre territoires ruraux) (Byerlee *et al.*, 2009) ; (iii) depuis la récente crise alimentaire de 2007-2008 son rôle stratégique pour assurer la sécurité alimentaire est rappelé avec force ; (iv) enfin, les formes agricoles développées ont un impact direct sur la soutenabilité environnementale (Conway, 1999 ; Conway et Toenniessen, 2003).

Toutefois, si un consensus mondial émerge autour du rôle-clé de l'agriculture pour le développement, une question reste en suspens : celle des formes données aux politiques de développement agricole et rural à mettre en œuvre pour générer un développement respectueux des contextes géographiques, historiques et socio-économiques.

Tel est l'ancrage thématique de la thèse qui se propose plus particulièrement d'étudier, dans une perspective microéconomique, les relations entre structuration sociale des milieux ruraux et changement structurel avec une application à Madagascar. L'intérêt d'une telle approche est multiple : (i) Madagascar appartient au groupe des pays à base agricole pour lesquels l'agriculture joue un rôle décisif en termes de développement ; (ii) la compréhension des dynamiques du changement structurel est un préalable à la définition de politiques publiques adaptées ; (iii) la perspective microéconomique centre l'analyse sur les acteurs socioéconomiques, leurs comportements et leurs décisions, enrichissant ainsi les approches habituelles du changement structurel, de nature majoritairement macroéconomique ; (iv) l'adoption du cadre conceptuel des classes sociales représente une entrée analytique originale à même de permettre de comprendre le rôle des structures rurales et de leurs dynamiques dans les changements en cours ; (v) la focale sur les classes moyennes intermédiaires, actrices privilégiées des changements en cours, contribue au développement d'une approche analytique novatrice dans le cadre des pays à base agricole.

La suite de l'introduction développe chacun de ces cinq points, puis, de leur mise en articulation, découle l'exposé de la problématique et de la démarche scientifique.

1. Le rôle déterminant de l'agriculture et du secteur rural dans le processus de transformation structurelle des pays à base agricoles

Les différentes fonctions de l'agriculture au service du développement varient selon les stades du processus de transformation structurelle des pays, ce qui implique la nécessité de définir des priorités et des politiques adaptées à chaque situation. Ainsi, en adoptant une approche régionale, le RDM08 distingue « trois mondes de l'agriculture » pour classer les pays en développement selon les fonctions de l'agriculture dans leur stade de changement structurel, plus particulièrement selon le poids de cette dernière dans la croissance et son impact sur la réduction de la pauvreté (mesurée à partir de l'importance de la pauvreté rurale). Dans le premier monde des « pays à base agricole » ou « *agriculture-based countries* », pour la plupart en Afrique subsaharienne, l'agriculture contribue à près d'un tiers de la croissance et 70% des pauvres vivent en milieu rural. L'agriculture joue un rôle déterminant dans la croissance économique, la réduction de la pauvreté et la sécurité alimentaire dans ces pays.

Dans le second monde des « pays en mutation » ou « *transforming countries* », majoritairement en Asie de l'Est, en Moyen-Orient et en Afrique du Nord, l'agriculture n'est plus une source importante de croissance mais la pauvreté reste élevée en milieu rural et les écarts entre les revenus ruraux et urbains ne cessent de s'accroître et deviennent des sources de tensions sociales et politiques. Enfin, dans le troisième monde des « pays urbanisés » ou « *urbanized countries* », en Amérique Latine, en Europe et en Asie Centrale, l'agriculture a une faible contribution à la croissance mais elle peut réduire la pauvreté rurale résiduelle par une intégration aux marchés alimentaires modernes. Les fonctions de l'agriculture pour le développement sont les plus importantes et les plus larges pour les pays qui se trouvent actuellement aux premières phases de leur transformation structurelle, autrement dits les pays à base agricole, surtout présents en Afrique subsaharienne (Losch *et al.*, 2012).

Madagascar appartient au groupe des pays à base agricole : l'économie n'y a pas connu de transformation majeure depuis 1970 et demeure essentiellement agricole et la pauvreté touche 80% de la population rurale. La croissance économique de la Grande Île dépend significativement de l'agriculture qui est prédominée par la riziculture et qui constitue la principale source d'emplois, d'activités et de revenus pour près de 80% de sa population active. Comme dans la plupart des pays à base agricole, Madagascar n'a pas encore réalisé sa transition agraire et démographique. En effet, l'agriculture malgache est structurellement peu productive et dominée par des modes de production et des pratiques culturelles traditionnels, principalement orientés vers l'autosubsistance. Elle est également caractérisée par la prévalence de petites exploitations agricoles et des formes familiales d'organisations productives qui évoluent dans un contexte de défaillances structurelles des infrastructures rurales et agricoles et des différents marchés des produits, du crédit et du foncier. Depuis les années 1960, le milieu rural malgache ferait face à une impasse démo-économique qui correspond à la conjonction de la croissante pression démographique et foncière – qui est particulièrement marquée dans les régions rurales des Hautes Terres centrales et sur la côte Est de l'île – d'une part, et de l'apparente immuabilité des structures agraires malgaches, d'autre part (APB Consulting, 2007 ; Dabat *et al.*, 2008 ; Rakotonarivo *et al.*, 2010). Les défis du changement structurel, de la transition économique et agricole, de la lutte contre la pauvreté et de la sécurité alimentaire que doit relever le pays semblent alors considérables et confirment le rôle crucial que doit jouer l'agriculture pour son développement. Dans cette perspective, depuis le début des années 2000, le gouvernement malgache a manifesté sa volonté de s'engager dans la promotion du développement rural et agricole à travers la mise en œuvre du Plan d'Action pour le Développement Rural (PADR) devenu Plan National de

Développement Rural (PNDR) qui met au cœur des objectifs les principales fonctions de l'agriculture au service du développement. Les objectifs annoncés dans ce plan, qui rejoignent les enjeux contemporains de l'agriculture africaine et des petites exploitations familiales, sont la modernisation de l'agriculture malgache et des exploitations agricoles, l'amélioration de la productivité agricole et la promotion d'une agriculture orientée vers le marché. Madagascar, comme la plupart des pays d'Afrique subsaharienne, doit affronter ces défis dans le contexte actuel de mondialisation avec ses atouts, en l'occurrence les progrès techniques et institutionnels et les opportunités d'accès aux marchés mondiaux et aux chaînes de valeur intégrées, et ses contraintes, notamment les asymétries de compétitivité et de productivité et les contraintes environnementales (Byerlee *et al.*, 2009 ; Losch *et al.*, 2012).

Atteindre les objectifs de l'agenda de l'agriculture au service du développement, nécessite de trouver des solutions efficaces et pérennes ancrées dans les problématiques techniques, institutionnelles et politiques complexes qui sont caractéristiques des milieux ruraux pauvres. Ainsi, la compréhension des dynamiques de changement structurel est une question de recherche centrale.

2. Une meilleure compréhension des dynamiques du changement structurel pour des meilleures politiques rurales et agricoles

Les politiques de développement rural et agricole doivent être menées sur plusieurs fronts, notamment sur les questions liées aux infrastructures rurales et agricoles, aux différents marchés ruraux et leur accès (foncier, de produits agricoles, de crédit, d'assurance etc.), aux innovations agricoles et leur diffusion, à la stabilisation des marchés et des prix aux producteurs ainsi qu'aux emplois ruraux non-agricoles (Dethier et Effenberger, 2012). Dans le contexte actuel, la conception et la mise en œuvre de ces politiques de développement rural et agricole complexes nécessitent la réaffirmation et la redéfinition du rôle de l'Etat dans la coordination des différents acteurs du secteur privé, de la société civile et des communautés locales (Byerlee *et al.*, 2009 ; Timmer *et al.*, 2012). A Madagascar, depuis le début des années 2000, l'Etat semble tirer les leçons des échecs antérieurs – notamment ceux liés aux politiques centralisatrices et dirigistes des années 1970 et aux politiques libérales des années 1980 et 1990 – en adoptant de nouvelles orientations des politiques publiques qui privilégient une logique de processus de participation, de débat et de concertation avec la participation des différents acteurs à tous les niveaux (Hirsch, 2000). Dans cette redéfinition du rôle de l'Etat, il est également prévu un transfert progressif des responsabilités aux collectivités territoriales décentralisées et le développement du secteur privé.

Afin de définir des politiques agricoles et rurales les plus adaptées à chaque contexte, le préalable est d'avoir une connaissance suffisamment approfondie des dynamiques agraires dans le pays concerné (Byerlee *et al.*, 2009 ; Losch *et al.*, 2012). Comme le soulignent Losch *et al.* (2013 :5), il faut « *une meilleure compréhension pour de meilleures politiques* ». Telle a été, notamment, la devise du programme de recherche RuralStruc¹, conduit conjointement par la Banque mondiale, la coopération française² et le Fonds international de développement agricole, qui a analysé et comparé les processus de libéralisation et d'intégration économique et leurs impacts sur l'agriculture et le secteur rural de sept pays en développement – Mexique, Nicaragua, Maroc, Sénégal, Mali, Kenya et Madagascar – dans le but de proposer des orientations pour la définition de politiques publiques pertinentes et efficaces (Losch *et al.*, 2012).

En s'inscrivant dans la continuité de cette démarche, le présent travail a pour objectif de contribuer aux connaissances des dynamiques du changement structurel spécifiques au milieu rural malgache afin de mieux guider les politiques agricoles et rurales en privilégiant une approche régionale et locale suivant les recommandations du programme RuralStruc. L'idée est d'apporter une compréhension affinée du monde rural malgache et des pistes d'interventions contextualisées qui pourraient compléter les propositions de politiques publiques globales issues de l'approche comparative du programme RuralStruc³. A cette fin, la thèse adopte une perspective microéconomique.

3. La perspective microéconomique pour l'analyse des dynamiques de transformation structurelle dans les pays à base agricole

Dans la littérature, les perspectives et les défis pour la transformation structurelle des pays africains ont surtout été étudiés au niveau macroéconomique (Diao *et al.*, 2010) et très rarement au niveau des systèmes de production locaux en analysant leurs dynamiques de

¹Le programme RuralStruc sur les « dimensions structurelles de la libéralisation pour l'agriculture et le développement rural » a été mené sur cinq ans de 2006 à 2010.

²Agence Française de Développement, ministère de l'Agriculture et de la Pêche, ministère des Affaires étrangères et européennes, Centre de coopération internationale en recherche agronomique pour le développement – CIRAD.

³ Le programme RuralStruc a présenté une liste de recommandations à privilégier dans les politiques agricoles et rurales des pays en développement, plus particulièrement ceux de l'Afrique subsaharienne (Losch *et al.*, 2012 : 18-22) :

Aider les exploitations familiales en sécurisant les droits fonciers, en palliant le déficit en bien publics et en appuyant les organisations de producteurs.

Promouvoir les cultures vivrières de base en réduisant les pertes post-récoltes et en libéralisant le commerce interrégional.

Renforcer les liaisons villes-campagnes pour le développement territorial en améliorant les services urbains dans les villes de petite et moyenne importance et en renforçant les capacités des institutions locales.

transformation (Lay et Mahmoud, 2008 ; Binswanger-Mkhize *et al.*, 2010 ; Djurfeldt et Djurfeldt, 2013). D'un point de vue macroéconomique, la dynamique du changement structurel passe par la modernisation de l'agriculture – grâce à la motorisation et aux progrès scientifiques et technologiques – et la concentration des facteurs de production pour aboutir à un « monde sans agriculture » (Timmer, 2009), comme dans le chemin suivi par les pays de l'OCDE (Organisation de Coopération et de Développement Economiques) entre la fin du XIX^{ème} siècle et la deuxième moitié du XX^{ème} siècle (Bairoch, 1989). Cette perspective, qui a été vérifiée empiriquement par Timmer (2009) sur la base de grands agrégats macroéconomiques de plusieurs pays, tendrait à gagner en valeur prescriptive en tant que modèle conventionnel de la transformation agricole à suivre dans les pays en développement, notamment africains. Toutefois, ce paradigme dominant de transition économique et agricole qui favorise une lecture niveleuse à l'échelle macroéconomique masque la pluralité des trajectoires nationales démontrée par Dorin *et al.* (2013) qui doivent être situées dans des contextes historiques spécifiques (Losch *et al.*, 2012). Ainsi, si le processus s'est par exemple accompagné d'une baisse considérable de la population active agricole et d'une convergence des revenus de tous les secteurs économiques dans le cas des pays industrialisés, il s'opère dans des conditions totalement opposées dans le cas des pays asiatiques ou africains. Bosc et Bélières (2015) proposent alors d'analyser ces dynamiques du changement structurel au niveau microéconomique en étudiant les transformations des exploitations agricoles et des organisations productives familiales qui constituent les fondements des mécanismes globaux. C'est à travers l'analyse de la diversité de ces processus, au niveau des territoires où s'organisent les différentes formes de production agricole que pourraient être appréhendées les dynamiques de transformation structurelle des pays à base agricole et proposées des politiques agricoles et rurales plus pertinentes. Comme le soulignent les auteurs (Bosc et Bélières, 2015 : 207) :

« [L]’analyse [doit être] menée au niveau des exploitations agricoles, car c’est à cette échelle que sont prises les décisions qui modifient l’affectation des facteurs de production et au final les performances des systèmes productifs qui sont ensuite agrégées au niveau des territoires et à différentes échelles, pour constituer les transformations du secteur. A ce niveau, coexistent une pluralité de comportements techniques et de stratégies qui autorisent, selon nous, une réflexion critique sur l’utilisation prescriptive du modèle conventionnel de la ‘transformation agricole’ et ouvrent la voie à la recherche d’alternatives en termes de modèles de développement agricole. »

C'est donc en suivant cette approche que ce travail propose une analyse des dynamiques de transformation structurelle en milieu rural malgache au niveau microéconomique à travers l'étude des organisations productives familiales et de leurs transformations, plus précisément à l'échelle des ménages ruraux qui constituent individuellement l'unité de production par excellence en zone rurale malgache. Dans une perspective microéconomique, le travail s'intéresse aux acteurs socioéconomiques que sont les ménages ruraux parce que leurs logiques, leurs comportements et leurs décisions constituent les fondements des mécanismes macroéconomiques du changement structurel et des transformations agricole et rurale des pays à base agricole. La thèse adopte, à cette fin, le cadre conceptuel original de classe sociale.

4. Les classes sociales et les classes moyennes, un cadre d'analyse des processus microéconomique de la transformation structurelle

Les acteurs socioéconomiques ruraux sont à la fois bénéficiaires et initiateurs de changement. L'analyse de leurs stratégies et de leurs attentes permet alors de mieux comprendre les mécanismes qui sous-tendent ces processus et de mettre en évidence des pistes d'action pour les soutenir. Au vu de la diversité des formes d'organisations productives familiales et celle de leurs transformations au sein d'un territoire donné, les appréhender en termes d'acteurs socioéconomiques permet de les intégrer dans une structure socioéconomique spécifique et d'étudier les processus de décision agrégés des ménages ruraux qui vont renseigner sur les dynamiques socioéconomiques globales. Les approches sociologiques en termes d'analyses des classes offrent précisément un cadre d'analyse adapté. En effet, une classe sociale – en tant que groupe d'acteurs socioéconomiques – confère à l'individu un attribut qui détermine ses comportements socioéconomiques, ses opportunités et ses aspirations. L'étude de la structure de classes et de ses dynamiques dans un espace social étudié permet d'expliquer des différences de chances de vie et de perspectives économiques entre individus (Wright, 2005). Une telle approche nous semble pertinente pour analyser, à l'échelle microéconomique, à travers les différentiels de potentiels des ménages ruraux, les dynamiques de transformation structurelle en cours en milieu rural malgache en tenant compte de la structure sociale de l'espace étudié.

La thèse se propose de mettre un focus particulier sur les classes moyennes en formulant l'hypothèse qu'elles constituent des acteurs socioéconomiques au cœur des changements et qui peuvent les initier. La notion de Classe Moyenne, récemment mobilisée dans la littérature en économie du développement, offre un cadre intéressant. Au cours de la

dernière décennie, l'émergence de classes moyennes dans les pays en développement a en effet suscité l'intérêt de nombreux chercheurs et de différents acteurs et organismes de développement. L'expansion de cette nouvelle catégorie sociale, impulsée par la sortie d'un nombre important d'individus de la pauvreté, est surtout un phénomène caractéristique des pays émergents (Kharas, 2010). Toutefois, la Banque Africaine du Développement (BAD, 2011) affirme que les classes moyennes sont une réalité en Afrique et représentent 34% de la population africaine en 2010. Tschirley *et al.* (2015) eux montrent que 55% de la classe moyenne en Afrique australe et orientale vit en milieu rural.

L'engouement récent pour l'étude de cette catégorie intermédiaire d'individus, ni riches ni pauvres, s'explique alors essentiellement par les présumées vertus en termes de fonctions économiques et sociales dont elle serait dotée. Selon Birdsall *et al.* (2000), elle formerait l'épine dorsale d'une économie de marché et de la démocratie dans les sociétés les plus avancées, et davantage dans les économies en développement. Elle est en effet considérée comme étant un puissant moteur d'une croissance soutenable (Birdsall, 2010). Elle serait aussi un vecteur du changement social et du développement économique et porteuse de stabilité politique en renforçant la démocratie. Dans les modèles théoriques, une large classe moyenne, aisée, dotée de comportements, de valeurs et d'aspirations spécifiques, constitue un levier logique de développement à travers divers canaux de transmission. D'abord, une classe moyenne fait toujours référence à des individus qui ont des capacités d'épargne ou d'investissement dans des activités économiques. Elle correspond généralement à des entrepreneurs potentiels qui vont participer à la création d'emplois et de richesses dans une économie (Doekpe et Zilibotti, 2005 ; Acemoglu et Zilibotti, 1997). C'est également une catégorie de consommateurs dont le niveau et le mode de vie vont soutenir la production et la demande interne et stimuler ainsi une croissance forte et développer les marchés domestiques. On pense notamment aux classes moyennes qui, au-delà des besoins de nécessité, vont consacrer une part importante de leur budget à des achats de biens durables et d'équipements et qui auront une préférence pour les biens et services de qualité à forte valeur ajoutée (Banerjee et Duflo, 2008 ; Senauer et Goetz, 2003). En Afrique, la classe moyenne émergente serait à même de stimuler la demande pour des produits agricoles et des produits alimentaires transformés à forte valeur ajoutée (Reardon *et al.*, 2013 ; Badiane, 2014 ; Tschirley *et al.*, 2015). Aussi, une large classe moyenne dont les membres ont un niveau de capital humain et culturel élevé serait mieux à même de promouvoir une société inclusive et intégratrice ainsi que de garantir la stabilité politique et le renforcement des institutions (Loayza *et al.*, 2012 ; Easterly, 2001). Ces causalités, présentées comme systématiques par la littérature afférente,

semblent toutefois refléter la vision d'un monde en « moyennisation » à travers l'homogénéisation des pratiques et des besoins (Birdsall, 2010 ; Darbon, 2012). Elles apparaissent notamment très hypothétiques dans les pays à base agricole. La mobilisation de la notion de classe sociale dans l'étude du changement structurel d'un pays à base agricole tel que Madagascar, si elle semble pertinente du point de vue heuristique, nécessite toutefois un travail de conceptualisation spécifique.

5. La nécessité d'un cadre d'analyse en termes de classe sociale intermédiaire adapté aux milieux ruraux des pays à base agricole

Entre la fin du XIX^{ème} siècle et la fin du XX^{ème} siècle, le concept de Classe Moyenne a servi de grille d'analyse adéquate pour étudier la complexité de la structuration des sociétés capitalistes modernes et postmodernes en pleine mutation ainsi que les nouvelles contradictions qui y sont apparues (Bosc, 2008 ; Bidou-Zachariassen, 2004). En effet, les classes moyennes et leur propre évolution historique ont été la vitrine des grandes étapes de la transformation structurelle qu'ont expérimentées les économies et les sociétés occidentales. Toutefois, comme nous l'avons précédemment souligné, les trajectoires de transformation structurelle suivies actuellement par les pays à base agricole d'Afrique subsaharienne sont loin d'être similaires à celles qu'on expérimentées les pays capitalistes modernes. La transposition de ce concept de Classe Moyenne dans le contexte africain, surtout en milieu rural pauvre, pour y étudier les transformations en cours est donc peu opérante et très contestable. Ce raccourci conceptuel avec les classes moyennes occidentales des Trente Glorieuses, qui est très fréquent dans la plupart des études des classes moyennes en Afrique, peut induire en confusion en donnant une lecture biaisée des réalités socioéconomiques dans les pays à base agricole. Par ailleurs, dans cette littérature émergente en économie du développement, la définition la plus répandue de la « Classe Moyenne » est celle d'une catégorie statistique de revenu désincarnée de la structure socioéconomique de l'espace social étudié. A ce jour, dans ce nouveau champ de la littérature, cette catégorie d'individus, pourtant considérée comme étant une réalité sociale de l'Afrique subsaharienne, n'a pas encore fait l'objet d'une définition conceptuelle et théorique sérieuse.

Il nous est donc apparu nécessaire de redéfinir et de réadapter ce concept de Classe Moyenne – en tant que classes sociales intermédiaires – aux contextes particuliers des milieux ruraux des pays à base agricole afin de le rendre opérationnel en tant que cadre d'analyse des processus de transformation structurelle qui y sont en cours. Tel est le second objectif de ce travail qui paraît peu évident dans la mesure où l'idée de classe moyenne est davantage

associée à des catégories de moyens entrepreneurs ou de fonctionnaires et de personnes très éduquées, urbaines et modernes (Chun *et al.*, 2011 ; Easterly, 2001).

A cette fin, la notion de Petite Prospérité proposée par Darbon et Toulabor (2011) s'avère plus appropriée pour saisir l'intuition derrière l'idée de classe moyenne en Afrique subsaharienne et éviter ainsi la confusion conceptuelle avec le modèle occidental. Selon Darbon (2012 :38) la Petite Prospérité « *qualifie l'ensemble des foyers pouvant, à partir de revenus très faibles, dégager non seulement des moyens de vivre hors précarité mais aussi un tout petit surplus financier (quelques centimes d'euros) pouvant assurer des investissements dans le futur (éducation, achats de produits). La petite prospérité annonce donc un passage en dehors de la précarité mais aux marges de celle-ci* ». Cette notion fait donc référence aux dynamiques en cours dans les pays à base agricole qui sont initiées par des acteurs socioéconomiques invisibles et reflètent le mieux les processus de changements socioéconomiques qui n'intéressent guère le champ de la recherche en économie du développement davantage en quête de classe moyenne plus occidentalisée. Toutefois, cette notion de Petite Prospérité est pour l'heure au stade de l'intuition et de la réflexion et n'a pas fait l'objet de conceptualisation et d'application empirique. Ce travail vise alors à contribuer à l'enrichissement de ce concept en le proposant comme alternative à la notion de Classe Moyenne dans le cas des pays à base agricole d'Afrique subsaharienne et en le mettant empiriquement en œuvre dans le contexte du milieu rural malgache.

6. Problématique de recherche, démarche scientifique et architecture de la thèse

Partant du constat que les approches les plus courantes du changement structurel, menées au niveau macroéconomique, ont une tendance niveleuse conduisant à méconnaître les dynamiques socioéconomiques contextuelles, la démarche scientifique de la thèse, de nature microéconomique, est centrée sur l'étude des acteurs socioéconomiques, de leurs comportements et de leurs prises de décisions.

Le double objectif qui guide notre démarche repose, d'une part, dans la construction d'un cadre d'analyse en termes de classes sociales intermédiaires qui serait adapté aux contextes ruraux des pays à base agricole en adoptant la notion de Petite Prospérité comme alternative à celle de Classe moyenne, et d'autre part, dans la mobilisation de ce cadre d'analyse pour étudier les processus du changement structurel en milieu rural malgache à l'échelle des organisations productives.

La description donnée par Razafindrakoto *et al.* (2015 : 407) de la structure sociale à Madagascar où la classe moyenne est négligeable et le monde rural est constitué d'une

« *grande masse des paysans atomisés, exclus et déconnectés des affaires publiques* » offre une vision partielle de la réalité qui tend à persister mais qui masque pourtant des réalités sociales complexes d'un monde certainement en perpétuel mouvement. En effet, comme l'ont déjà remarqué Raison (1994) et Rakoto-Ramiantsoa (1994) dans les années 1990, les sociétés paysannes malgaches suivent des tendances structurelles de mutations permanentes. Une vision homogénéisante du milieu rural malgache n'est donc pas adaptée pour mettre en évidence les différentiels de potentiels entre les ménages ruraux, ni pour comprendre les mécanismes de transformation structurelle qui y sont en cours. Connaître la structure de classes en milieu rural malgache et les acteurs socioéconomiques qui sont au cœur des changements socioéconomiques – c'est-à-dire la classe de la Petite Prospérité – permettrait alors de mieux adapter les politiques rurales et agricoles aux besoins des ménages ruraux dans leur diversité.

Afin de répondre à cet objectif final, la thèse s'attache à répondre aux questions de recherche suivantes :

- Comment adapter la notion de Classe Moyenne au contexte spécifique des pays à base agricole en utilisant le concept de Petite Prospérité ?
- Quel cadre d'analyse en termes de classes sociales et de Petite Prospérité mettre en œuvre en milieu rural ?
- Quelle est la structure de classes et de Petite Prospérité en milieu rural malgache ?
- En quoi la classe de Petite Prospérité peut nous renseigner sur les dynamiques de transformation rurale et agricole observées au niveau des organisations productives familiales à Madagascar ? Quels sont les mécanismes à l'œuvre ?
- Quels sont les réels potentiels et les attentes des ménages ruraux de la classe de la Petite Prospérité en milieu rural malgache ?
- Quelles orientations adopter pour élaborer des politiques publiques adaptées aux besoins spécifiques des ménages ruraux afin de mieux accompagner la transition agraire à Madagascar dans le cadre de l'agenda de l'agriculture au service du développement ?

Afin de traiter efficacement l'ensemble de ces questions de recherche, la thèse a opéré deux choix méthodologiques fondamentaux. Le premier de ces choix méthodologiques

consiste en un traitement contextualisé, dans le cadre de l'étude spécifique d'une région rurale malgache particulièrement pertinente au vu de la problématique de la thèse. En effet, en raison de la diversité des contextes agro économiques du monde rural malgache et afin de favoriser une approche territoriale de l'analyse microéconomique des dynamiques de transformation agricole et rurale à Madagascar, l'étude empirique menée dans ce travail s'est focalisée sur la région d'Itasy. Le choix de cette région des Hautes Terres centrales de l'île se justifie premièrement par l'ancienneté des relations du monde paysan avec le pouvoir central qui remonte à l'époque du royaume *Merina*⁴. Ce poids historique qui a façonné la paysannerie en Itasy permet de mieux comprendre les problématiques actuelles de cette zone rurale auxquelles l'analyse en termes de classes sociales pourrait apporter de nouveaux éclairages. Il s'agit plus précisément de la question de la mise en cohérence des objectifs respectifs du pouvoir central et des communautés rurales et celle relative à l'immuabilité des structures agraires malgaches. Ces questionnements, s'ils sont transversaux aux différentes zones rurales prennent une acuité particulière en Itasy au vu de son histoire. Deuxièmement, les caractéristiques socioéconomiques de l'Itasy rendent la région particulièrement propice à la mise en œuvre du cadre d'analyse des classes de Petite Prospérité. En effet, c'est une région qui comparativement à la moyenne du milieu rural malgache fait preuve de dynamisme en termes de production agricole – dont le riz – et non-agricole ; le niveau d'intégration au marché y est parmi les plus élevés du pays (après celui des périmètre irrigués) ; les transformations agricoles y sont relativement répandues ; et le niveau de vie des ménages y est relativement élevé (Randrianarison *et al.*, 2009 ; Thomas, 2011). De plus, la région a toujours bénéficié de nombreux projets et actions de développement dans des domaines très variés.

Le deuxième choix méthodologique de la thèse repose dans l'adoption d'une démarche mixte, dans laquelle la forme spécifique de combinaison entre les méthodes quantitatives et qualitatives est conçue pour être pleinement adaptée aux enjeux scientifiques de la thèse en termes d'analyse microéconomique de la diversité des processus de transformation structurelle à l'œuvre au niveau des organisations productives familiales. Cette approche a comme avantage d'offrir une vision binoculaire ou dialogique de la réalité issue de la complémentarité entre les deux méthodes qui favorise une meilleure compréhension de la complexité et des mécanismes sous-tendant les phénomènes étudiés (Couty, 1984 ; Winter, 1984 ; Reichardt et Rallis, 1994 ; Gondard-Delcroix, 2006).

⁴ *Merina* désigne à la fois l'ethnie majoritaire dans les Hautes Terres centrales de Madagascar et le royaume unifié associé à ce territoire appelé aussi l'Imerina durant la période monarchique malgache.

Pour les analyses quantitatives, la thèse mobilise les données statistiques issues du Réseau des Observatoires Ruraux de Madagascar (ROR). Le ROR est un système d'information statistique original sur les conditions de vie des ménages ruraux malgaches qui a été créé en 1999 dans le cadre du projet MADIO (Madagascar DIAL INSTAT ORSTOM). La structure des données d'enquêtes-ménages produites par cet outil statistique procure trois apports méthodologiques favorables à nos questions et processus de recherche : la structure du questionnaire, la technique d'échantillonnage raisonné et la structure de panel des données. D'abord, le questionnaire du ROR contient plusieurs modules détaillés qui englobent une large gamme de thématiques – incluant les conditions de vie des ménages, leurs activités agricoles et non agricoles ainsi qu'un certain nombre de comportements socioéconomiques – et procurent des informations quantitatives et qualitatives. Cette richesse d'informations sur les ménages est particulièrement favorable à l'analyse de leurs organisations productives familiales et de leurs transformations et à la compréhension de leurs stratégies et logiques d'actions. Ensuite, la technique d'échantillonnage raisonné retenue par le ROR, afin de rendre compte de la diversité des zones rurales malgaches, consiste à sélectionner des sites d'enquêtes qui sont illustratifs d'un ensemble territorial homogène auquel correspondent des problématiques agro-économiques spécifiques (Gondard-Delcroix, 2009). Cette modalité d'échantillonnage permet d'appréhender la construction et l'évolution des organisations productives familiales au niveau d'un système de production territorial spécifique qui est également opportun à une analyse de la structure de classes. Enfin, la structure de panel des données, qui provient de la conduite annuelle d'enquêtes auprès des ménages, permet d'étudier les dynamiques de construction et de transformation des organisations productives familiales et les trajectoires socioéconomiques des ménages ruraux.

Les données statistiques issues du ROR sont complétées par des données qualitatives issues d'entretiens semi-dirigés qui ont été réalisés en novembre 2013 au cours d'une mission de terrain à Madagascar. Ces entretiens ont permis de fournir les éléments qui sont exploités dans une analyse qualitative pour mieux appréhender les mécanismes sous-jacents aux processus de construction et de transformation des organisations productives familiales dans une démarche compréhensive pour enrichir l'analyse quantitative. Les ménages enquêtés durant ces entretiens ont été sélectionnés dans la base des données du ROR de manière à assurer la complémentarité des deux approches quantitatives et qualitatives dans le processus de recherche.

La démarche de recherche adoptée dans ce travail se déroule en quatre temps qui constituent les quatre chapitres de la thèse.

Le premier chapitre de la thèse est consacré à la construction conceptuelle, théorique et méthodologique de la notion de Petite Prospérité en tant qu'alternative au concept de Classe Moyenne dans les zones rurales des pays à base agricole. Afin de relever le défi conceptuel posé par cette orientation de la recherche, le travail s'appuie d'abord sur les analyses traditionnelles des classes sociales en sociologie de manière à caractériser le pouvoir explicatif du concept de classe sociale intermédiaire. Il mène ensuite une analyse critique de la transposition, par la littérature économique récente, du cadre conceptuel de Classe Moyenne aux pays en développement, notamment d'Afrique subsaharienne. Sur cette base, le chapitre procède enfin à l'élaboration d'un cadre conceptuel et méthodologique opérationnel pour analyser la structure sociale rurale dans les pays à base agricole.

Dans **le second chapitre**, le cadre d'analyse précédemment établi est mis en œuvre empiriquement, en Itasy, afin de mettre en évidence la structure de classes de cet espace social rural et identifier la classe de la Petite Prospérité. Cette analyse empirique est située dans le contexte général et les problématiques contemporaines de l'agriculture et du secteur rural malgache. Dans ce travail de contextualisation, une approche historique de l'évolution de la société paysanne malgache permet de mieux comprendre sa situation actuelle et de justifier la pertinence du cadre d'analyse proposé. La stratification de l'espace social en Itasy et l'identification de la classe de Petite Prospérité sont ancrées dans le système productif territorial. Ce travail est élaboré à partir d'une méthode statistique statique sur l'année 2008 dans l'objectif de livrer une photographie de la structure de classes qui reflète au mieux les formes actuelles des organisations productives familiales en Itasy.

Une fois que la classe de la Petite Prospérité et sa composition sont identifiées, **le troisième chapitre** de la thèse procède à une étude dynamique de son processus de formation et de transformation. La démarche s'appuie sur l'analyse des trajectoires des ménages membres de la classe, de leurs capacités et logiques productives ainsi que de leurs stratégies d'accumulation. Ceci permet d'approfondir la connaissance de la classe de la Petite Prospérité en Itasy et d'apprécier les phénomènes de mobilité et d'inclusion sociale. C'est surtout à cette étape du travail que les dynamiques de transformation des organisations productives familiales et les mécanismes sous-jacents sont appréhendés pour renseigner le processus de changement structurel en Itasy. La combinaison des méthodes qualitatives et quantitatives est mobilisée dans cette étude dynamique en utilisant la structure de panel (de 2005 à 2008) et un horizon temporel plus long dans les entretiens qualitatifs.

Les résultats issus du chapitre précédent amènent à approfondir la problématique spécifique de l'adéquation entre la demande et l'offre de financement rural en Itasy qui fait

l'objet du **chapitre quatre**. Dans cette dernière étape du travail, le cadre d'analyse des classes sociales et de la Petite Prospérité est mobilisé pour révéler et comprendre les différentiels de besoins de financement et de comportements d'emprunt des ménages ruraux en Itasy ainsi que le fonctionnement et la situation du marché du crédit local. Ceci permet de donner des orientations spécifiques dans l'élaboration des politiques de financement rural pour soutenir les processus de transition agricole et rurale en cours dans le milieu étudié.

CHAPITRE 1 : DES CLASSES MOYENNES AUX PETITES PROSPERITES RURALES : UNE CONSTRUCTION CONCEPTUELLE, THEORIQUE ET METHODOLOGIQUE

1. Introduction

Le concept de Classe Moyenne fait référence aux analyses de structures de classes et de stratification sociale dans la tradition sociologique. Son étude a souvent fait appel à des méthodologies et des cadres d'interprétation adaptés aux sociétés occidentales (Stavenhagen, 1969 ; Dubet, 2003) et le concept n'a été que très rarement appliqué aux sociétés du monde en développement, encore moins dans le contexte africain et en milieu rural (Darbon et Toulabor, 2011). Ce n'est que récemment, au cours de la dernière décennie, que la littérature en économie du développement, pour des raisons que l'on développera dans ce chapitre, a manifesté un intérêt croissant pour le phénomène des « Classes Moyennes émergentes » dans les pays en développement, opérant ainsi une analogie superficielle avec les Classes Moyennes Euro-américaines puisqu'elle a repris cette expression que Chauvel (2001) qualifie pourtant de « syntagme polysémique » compte tenu des controverses qui entourent sa définition. Une caractéristique principale du concept de Classe Moyenne est en effet sa nature floue et multidisciplinaire. Le terme se prête à différents ordres d'interprétation allant d'un usage populaire à un emploi plus académique. Il répond à deux types d'approches : soit une approche gradualiste pour se référer à une position intermédiaire dans une échelle de hiérarchie quelconque (souvent monétaire), soit une vision conflictuelle pour se reporter à des rapports de classes ou à une position dans une structure sociale. Par ailleurs, il revêt de multiples utilisations : comme label pour des slogans politiques ou comme objet sociologique permettant d'appréhender le monde social à travers sa structure (Sick, 1993). Sa définition la plus simplificatrice se fait souvent par défaut comme catégorie intermédiaire résiduelle après déduction des deux extrêmes, la classe moyenne étant ainsi entendue comme une catégorie de ni riche ni pauvre ou de ni prolétaire ni capitaliste (dans une vision marxiste). Pourtant, il n'y a pas de consensus sur la manière de délimiter de manière précise ses frontières, même en sociologie. La difficulté principale inhérente à cet exercice vient du fait que l'espace social intermédiaire ne peut être objectivement circonscrit étant donné que ses délimitations et les

groupes qui le composent sont historiquement variables (Wacquant, 1991 ; Bosc, 2008). En définitive, sa définition dépend de l'approche et des critères choisis par le chercheur. Comme le reconnaissent Ferreire *et al.* (2013 :1) :

« Définir la classe moyenne n'est pas une question anodine, et les choix dépendent de la perspective adoptée par le chercheur ».

Cette ambiguïté entourant le concept soulève des doutes sur la pertinence de son adoption récente dans le champ de l'économie du développement. Ce chapitre s'interroge sur les motivations de l'engouement pour ce terme ainsi que les fondements conceptuels, théoriques et méthodologiques de sa transposition par la littérature économique au cas des pays en développement. Cette démarche critique vise à prouver la nécessité d'une meilleure adaptation de la notion en Afrique Subsaharienne et plus particulièrement en milieu rural au vu de la problématique de recherche.

Le défi de la réappropriation de ce concept de Classe Moyenne – qui relève somme toute de la sociologie – en économie du développement devrait répondre à une logique analytique en fournissant un cadre d'interprétation ; c'est-à-dire proposer un concept qui prend sens dans le contexte des pays en développement, particulièrement dans les pays à bas revenu d'Afrique. C'est dans cette perspective que le présent travail se propose d'adopter une définition d'une classe intermédiaire qui pourrait expliquer des différences de chances de vie et de perspectives économiques mais également de comportements entre des individus – ce qui est la caractéristique la plus substantielle d'une « classe » dans les approches traditionnelles d'analyses des classes en sociologie. Une telle définition est plus adéquate pour mieux comprendre les liens entre certains acteurs – qui constituent de par leur volume et leurs attributs un corps structurant du tissu social – et le développement rural et agricole. Cette réinvention du concept de Classe Moyenne devrait donc concilier deux approches dont la frontière reste, d'ailleurs, très perméable, à savoir les études de la pauvreté et des inégalités sociales, d'une part, et les théories des classes, d'autre part. De plus, elle devrait éviter l'écueil d'une simple transposition d'un modèle occidental des Classes Moyennes en mettant en exergue les aspects les plus importants des structures sociales actuelles des pays en développement ainsi que leur diversité. Il apparaît donc primordial de bien décrire et comprendre au préalable le contenu de cette notion et le contexte de son application afin de discuter par la suite dans quelle mesure et sous quelles conditions sa réappropriation serait pertinente dans le cas des pays en développement, particulièrement dans les plus pauvres d'entre eux.

Dans un premier temps, le chapitre présente les différentes traditions sociologiques des analyses de classes sociales qui constituent le soubassement théorique du concept de Classe Moyenne. Ensuite, nous retraçons brièvement l'origine, les transitions et les variantes sémantiques du concept dans les sociétés occidentales, avant de procéder à une analyse critique, d'ordre théorique, conceptuel et méthodologique, de sa transposition par la littérature économique récente dans les pays en développement et plus particulièrement en Afrique Subsaharienne. Finalement, le chapitre propose une approche alternative qui tient compte des différentes limites ainsi soulevées et qui constituera le cadre d'analyse du présent travail en lien avec la problématique de recherche.

2. Les analyses en termes de classe sociale et de Classe Moyenne : un outil théorique pertinent pour analyser les jeux d'acteurs

La diversité des conceptions du monde social en lien avec les différentes théories et approches du concept de classe sociale expliquent en partie l'incertitude autour de la notion de Classe Moyenne. Comme l'affirme Coenen-Huther (2005 :8) :

« Les différentes options théoriques et méthodologiques ont une influence sur la manière de concevoir les classes moyennes et d'envisager leur évolution ».

Dans la perspective d'une démarche empirique, le choix d'une option théorique et méthodologique dans la conception et la définition de la classe moyenne est donc déterminant du pouvoir explicatif qu'aura cette dernière comme étant une catégorie analytique et moins une catégorie uniquement descriptive. Sans vouloir aller dans les détails des divergences entre, et même au sein, des différents courants sociologiques, cette section consiste à présenter de manière succincte les principales traditions théoriques qui ont marqué les analyses en termes de classes et particulièrement les études des Classes Moyennes en sociologie.

2.1. L'approche de Marx (1818-1883) et de la tradition marxiste

La théorie marxiste des classes est basée sur les rapports sociaux de production qui sont à l'origine de la division de la société capitaliste en classes sociales. Dans un système de production, ces rapports sociaux sont constitués par l'ensemble des droits et des pouvoirs possédés par les individus par rapport à l'usage des facteurs de production et l'appropriation des résultats de la production, plus précisément des revenus générés. L'inégale répartition de ces droits et pouvoirs entre les individus définit les rapports de classes. Les classes sociales

correspondent donc à des groupements d'individus qui partagent des positions communes au sein des rapports de production. Les classes sociales n'existent que les unes par rapport aux autres et c'est l'ensemble des rapports de classes ou encore la structure de classes, basés sur les rapports sociaux de production, qui les détermine et constitue leurs propriétés et leurs pratiques.

2.1.1. La conception antagoniste et dualiste de Marx

C'est selon cette approche qualifiée de matérialisme historique que Marx conçoit le monde social et le sens de l'histoire « *dans la production sociale de leur existence, les hommes entrent en des rapports déterminés, nécessaires, indépendants de leur volonté, rapports de production qui correspondent à un degré de développement déterminé de leurs forces productives matérielles. L'ensemble de ces rapports de production constitue la structure économique de la société, la base concrète sur laquelle s'élève une superstructure juridique et politique et à laquelle correspondent des formes de conscience sociales déterminées. Le mode de production de la vie matérielle conditionne le processus de vie social, politique et intellectuel en général* » (Marx, 1859 :4).

Dans ces rapports de production, certains individus ou groupes d'individus auront plus ou moins de droits et de pouvoirs que d'autres dans l'usage des actifs productifs et dans l'appropriation des richesses créées dans le processus de production (Wright, 2005). Les rapports qui s'établissent ainsi entre les classes sont donc intrinsèquement antagoniques ou conflictuels et se basent sur des rapports d'exploitation, de domination et d'aliénation et sont par conséquent des rapports de luttes (Bihl, 2012). Ces rapports d'exploitation, de domination et d'aliénation viennent du fait que certains individus commandent, organisent et contrôlent les activités des autres individus dans le processus de production et s'approprient, au détriment de ces derniers, les fruits de leurs activités. Ces contradictions d'intérêts et d'objectifs vont nécessairement opposer les groupements d'individus partageant les mêmes positions dans le système de production entre eux dans des luttes de classes. Marx affirme que ces luttes structurent à la fois les classes et la société et déterminent leur évolution conjointe ; en déclarant que « *l'histoire de toute société jusqu'à nos jours est l'histoire de luttes de classes* » (Marx et Engels, 1967 :6). C'est à travers ces luttes de classes que des groupements d'individus qui partagent, indépendamment de leur conscience, des positions objectives communes au sein des rapports sociaux de production ou des « classes en soi » peuvent se transformer en « classes pour soi » c'est-à-dire des classes sociales comme acteurs et sujets

collectifs conscients de leur existence en tant que classe qui vont constituer des forces sociales en développant des liens de solidarité, en se rassemblant et s'organisant pour défendre leurs intérêts communs et sont en mesure de transformer la société globale et le cours de l'histoire (Bihr, 2012).

Dans l'analyse marxiste du système capitaliste de production, ces rapports de lutte se fondent sur la théorie de la valeur-travail qui met en évidence que la plus-value, à l'origine du profit des capitalistes (ceux qui détiennent les moyens de production et louent les forces de travail des salariés et en décident l'emploi), provient de leur extorsion du surplus de travail ou « surtravail » fourni par les producteurs directs ou les travailleurs. Dans la tradition marxiste, le principal antagonisme qui structure les sociétés capitalistes avancées est polarisé au niveau des rapports entre deux classes fondamentales opposées : les capitalistes et les travailleurs. Telle est la vision décrite par Marx dans le Manifeste du Parti communiste : « *le caractère distinctif de notre époque, de l'époque de la bourgeoisie, est d'avoir simplifié les antagonismes de classes. La société entière se scinde de plus en plus en deux vastes camps ennemis, en deux grandes classes qui s'affrontent directement : la bourgeoisie et le prolétariat* » (Marx et Engels, 1948 :7). Dans cette conception, les classes sociales sont appréhendées à un niveau d'agrégation le plus élevé de la structure sociale et toutes les positions se retrouvent soit dans la bourgeoisie soit dans le prolétariat (Wright, 1980). La classe moyenne est ici réduite à la seule petite bourgeoisie indépendante (producteurs indépendants qui sont propriétaires de leur propre capital) minoritaire qui ne se retrouve pas dans l'opposition fondamentale. L'ensemble des employés non manuels et qualifiés, des professions intermédiaires et des cadres qui ont connu un essor important dans les sociétés capitalistes contemporaines sont considérés comme des travailleurs salariés et rangés dans la classe ouvrière, à l'exception des cadres supérieurs qui sont classés dans la bourgeoisie. Cette incapacité de l'approche marxiste traditionnelle à appréhender cette vaste constellation moyenne dans la structure sociale lui a valu de nombreuses critiques aussi bien de la part des non-marxistes que parmi les marxistes mêmes (Wright, 1980 ; Wacquant, 1991 ; Bidou-Zachariassen, 2000). Selon Wright (1980), la problématique de la « classe moyenne » dans la tradition marxiste renvoie à une analyse de la structure de classe au niveau de la formation sociale. D'autres approches alternatives ont alors été proposées et font l'objet de débats chez les marxistes pour tenir compte de ces positions moyennes qui tiennent une place non négligeable et d'une importance croissante dans la structure de classe.

2.1.2. Les approches alternatives

La première alternative, proposée notamment par Poulantzas (1974, 1977) qui a marqué la sociologie marxiste française (Wacquant, 1991), consiste à classer les différentes catégories des salariés parmi la petite bourgeoisie en y constituant un segment distinct nommé « *the new petty bourgeoisie* » ou la nouvelle petite bourgeoisie. Cette classe se distingue des autres selon trois critères : (i) au niveau des rapports de production par la non-propriété du capital et son travail non productif c'est-à-dire qui ne participe pas à la création de la plus-value ; (ii) au niveau des rapports politiques par l'autorité et la supervision qu'elle exerce sur les ouvriers ; et (iii) au niveau des rapports idéologiques par le statut de leur travail intellectuel se distinguant du travail manuel.

La deuxième, proposée par Wright (1985), est l'approche des « *contradictory class locations* » ou les positions contradictoires de classes qu'occupe la « classe moyenne » au sein de la structure de classe. Selon cette conception, la classe moyenne n'occupe pas une position distincte et unique au sein de la structure de classe mais une position partagée entre deux classes. Wright (1985 :77) définit ces positions contradictoires de classes à partir de la notion d'exploitation qu'il décrit comme étant l'appropriation économiquement oppressive de l'effort d'une classe exploitée par une classe exploiteuse. Dans une structure de classe, il existe plusieurs formes d'exploitation en fonction des types d'actifs productifs possédés et contrôlés par les individus et donc plusieurs rapports d'exploitation possibles et des positions de classes complexes. Dans la société capitaliste contemporaine, trois types d'actifs sont à la base de l'exploitation et structurent les positions des classes moyennes : (i) la base fondamentale matérielle de l'exploitation est la propriété des moyens de production ; et les deux bases subordonnées de l'exploitation sont respectivement (ii) le capital « d'organisation » de la production et (iii) le capital « qualifications » ou les diplômes. Au sein de la structure de classe, les positions contradictoires des classes moyennes à partir de ces trois bases d'exploitation sont des positions de classes exploitées du point de vue de la propriété des moyens de production. Toutefois, par rapport aux qualifications et/ou dans l'organisation de la production elles détiennent des positions de classes exploiteuses.

La troisième alternative, proposée notamment par Ehrenreich et Ehrenreich (1979), considère les salariés non manuels comme formant une classe distincte des autres classes (capitalistes, ouvriers et l'ancienne petite bourgeoisie) inhérente au développement récent du capitalisme moderne. Cette nouvelle classe dénommée « *Professional-Managerial Class* » (PMC) est définie comme suit : « consisting of those salaried mental workers who do not own

the means of production and whose major functions in the social division of labor may be described broadly as the reproduction of capitalist culture and capitalist class relations » (Ehrenreich et Ehrenreich, 1979 :13). Cette nouvelle classe autonome qui serait à l'origine des mouvements de contestation politique aux Etats Unis dans les années 1960 a développé ses propres organisations (associations professionnelles), sa propre idéologie (le libéralisme technocratique) et ses propres structures de recrutement et de formation (Bidou-Zachariassen, 2004 ; Wacquant, 1991 ; Wright, 1980).

2.2. L'approche de Max Weber (1864-1920) et des stratificationnistes

L'approche de Weber est issue de la théorie fonctionnaliste dans la mesure où elle considère l'action sociale comme étant le résultat de l'action individuelle déterminée par les attributs et propriétés personnels des individus (besoins, instincts, dispositions, intérêts, valeurs etc.) et orientée par leur rationalité (Laurin-Frenette, 1978).

2.2.1. La conception multidimensionnelle mais segmentée de Weber

La théorie des classes de Weber est basée sur la distribution inégale du pouvoir dans une société. Pour Weber, le pouvoir ou « *puissance signifie toute chance de faire triompher au sein d'une relation sociale sa propre volonté, même contre des résistances, peu importe sur quoi repose cette chance* » (Weber, 1978 :56). Cette aptitude d'un individu à imposer sa volonté à autrui est déterminée par ses caractéristiques et attributs personnels et se présente sous trois formes de pouvoir, traduisant les trois dimensions ou la triple hiérarchie de la stratification sociale chez Weber, à savoir le pouvoir économique, social et politique.

Premièrement, la distribution inégale du pouvoir économique assemble les individus en classes sociales ou plus exactement en classes économiques. La situation de classe est pour Weber une position qui conditionne les « chances de vie » d'un individu, c'est-à-dire sa possibilité de satisfaire ses besoins économiques et réaliser ses intérêts économiques, notamment acquérir des biens et générer un revenu (Laurin-Frenette, 1978). Dans cette conception, une classe regroupe tous les individus ayant les mêmes chances de vie. Dans les sociétés capitalistes, la distribution de ces chances de vie ne peut se faire que par l'intermédiaire du marché au sein duquel les individus vont entretenir des rapports d'échange et de concurrence en fonction des ressources qu'ils détiennent, qui peuvent prendre différentes formes. Une position de classe correspond donc, en définitive, à une situation d'un individu sur le marché lui dotant d'un pouvoir économique qui dépend non seulement de sa propriété

(ou non propriété) mais aussi des différents types d'actifs productifs qu'il détient et du travail ou des types de services qu'il peut échanger sur le marché en fonction de ses qualifications. A partir d'une double hiérarchie économique basée sur le marché des biens et le marché du travail, Weber distingue quatre classes sociales principales (i) « *la classe ouvrière dans son ensemble, au fur et à mesure que le processus de travail s'automatise davantage* », (ii) « *la petite bourgeoisie* », (iii) « *les intellectuels et les spécialistes sans biens (techniciens, employés du commerce et autres, fonctionnaires...)* » et (iv) « *les classes des possédants et ceux qui sont privilégiés par leur éducation* » (Weber, 1995 :394).

Les classes moyennes peuvent être associées par déduction à la « petite bourgeoisie » et aux « intellectuels et spécialistes sans biens » qui se situent dans une position intermédiaire entre les deux extrêmes.

Deuxièmement, la distribution du pouvoir social dépend du prestige ou de l'estime et assemble les individus en groupes de statut. Le prestige est surtout basé sur le style de vie qui « *comprend l'éducation (instruction et culture), le genre de travail, les moeurs, les goûts, les manières, les traditions et les conventions* » (Laurin-Frenette, 1978 :108).

Troisièmement, le pouvoir politique constitue les groupes de partis qui rassemblent des individus voulant influencer et orienter l'action d'autrui pour leurs propres intérêts dans un rapport de domination.

Bien que l'appartenance à ces trois groupes puisse se chevaucher, ces derniers ne peuvent pas se confondre (Breen, 2005). Par ailleurs, bien que chacune des trois positions puisse constituer la base d'une action sociale ou collective – qui n'est autre qu'une extension des actions individuelles – pour Weber, la position de statuts ou de partis est plus déterminante que ne l'est celle des classes (Breen, 2005). En effet, contrairement aux classes, les statuts et les partis constituent des groupes réels dans la mesure où ils sont plus à même d'influencer et orienter subjectivement l'action sociale des individus qui les composent (Laurin-Frenette, 1978).

2.2.2. Les approches statistiques stratificationnistes

Les approches statistiques stratificationnistes s'inspirent de cette conception wébérienne des classes sociales. Dans cette tradition, les classes relèvent d'une classification hiérarchique des individus, des ménages ou des groupes sur la base d'une échelle de critères objectifs (revenu, consommation, actifs, qualifications, prestige etc.). Parmi ces approches, on peut citer le schéma de classe de Goldthorpe et ses collègues (Erikson, Goldthorpe et Portocarero, 1979 ;

Goldthorpe, 1980 ; Erikson et Goldthorpe, 1992), considéré comme étant un schéma néo-wébérien et qui a fortement influencé les analyses empiriques des classes surtout dans la sociologie européenne et notamment dans les études de la mobilité sociale (Oesch, 2003 ; Breen, 2005). Le schéma correspond à une nomenclature socioprofessionnelle basée sur deux principales distinctions, (i) le statut de l'emploi classant les individus en fonction de leur propriété (ou non propriété) des moyens de production ; et parmi ceux qui n'en possèdent pas (ii) la nature de leur relation d'emploi distinguant contrat de travail et relation de service. Dans ce schéma de classe, les classes moyennes peuvent être associées globalement aux différentes classes constituant les travailleurs non manuels. Toutefois, la « *service class* » composée des « *professional, administrative and managerial employees* » (Goldthorpe, 1982) se distingue particulièrement par une expérience partagée de ces membres « *de perspectives de carrière, de régularité et de niveau de rémunération* » ainsi que d'un « *sentiment de n'appartenir ni aux classes dirigeantes ni aux classes populaires, mais pas non plus à la petite bourgeoisie traditionnelle. Cette identité sociale s'est aussi construite dans l'expérience de la mobilité* » (Bidou-Zchariasen, 2000 :781).

Dans cette tradition stratificationniste et d'inspiration wébérienne se trouve également l'approche empirique de Warner (1963) pour étudier la structure de classe dans une communauté à travers le cas de la petite ville américaine de Yankee. Pour établir les classes sociales, Warner utilise deux critères. Le premier, subjectif, est la participation évaluative (*evaluated participation*) qui consiste en un auto-classement et un classement des membres de la communauté entre eux sur la base de leur représentation de la hiérarchie sociale, de leur origine, du prestige lié aux activités ou aux normes et valeurs sociales en vigueur dans la communauté. Le deuxième objectif est l'indice des caractéristiques de statut (*index of status characteristics*) qui est construit à partir de quatre facteurs : la profession, la source de revenu, le type de logement et le quartier de résidence de chaque individu. Trois grandes classes sont alors distinguées – supérieure, moyenne et inférieure – dont chacune se scinde en deux niveaux (supérieur et inférieur).

2.3. L'approche de Bourdieu (1930-2002)

La théorie des classes de Bourdieu se base sur une vision dialectique de la réalité sociale comme étant le produit de l'interrelation complexe entre les structures objectives et les représentations subjectives des agents ; un cadre théorique que l'auteur qualifie de « *constructivisme structuraliste* » comme suit :

« Par structuralisme ou structuraliste, je veux dire qu'il existe, dans le monde social lui-même, (...) des structures objectives indépendantes de la conscience et de la volonté des agents, qui sont capables d'orienter ou de contraindre leurs pratiques ou leurs représentations. Par constructivisme, je veux dire qu'il y a une genèse sociale d'une part des schèmes de perception, de pensée et d'action qui sont constitutifs de ce que j'appelle habitus, et d'autre part des structures sociales, et en particulier de ce que j'appelle des champs » (Bourdieu, 1987 : 147).

2.3.1. La conception multidimensionnelle et structurale de Bourdieu

Pour mettre en évidence les structures objectives, Bourdieu a une conception structurale et relationnelle du monde social comme étant un espace multidimensionnel construit sur la base de la distribution des facteurs pertinents de différenciation dans une société donnée. Au sein de l'espace social, chaque individu occupe une position précise qui peut être plus ou moins proche ou éloignée de celle des autres en fonction des facteurs détenus de manière à ce que les individus et les groupes d'individus puissent y être définis par leurs positions relatives. Suivant une approche relationnelle de la société marquant ainsi une rupture avec le substantialisme, les rapports entre les agents chez Bourdieu sont donc des rapports de différences de positions dans l'espace social. L'espace social peut être objectivement structuré en fonction de la répartition du capital que Bourdieu définit comme étant un ensemble de ressources (matérielles et immatérielles) et de pouvoirs effectivement utilisables par un agent et qui se présente sous différentes formes ou espèces à savoir le capital économique (revenus et patrimoine), le capital culturel (incorporé comme les dispositions durables de l'organisme, objectivé comme les biens culturels ou institutionnalisé comme les titres scolaires), le capital social (réseau de relations) et le capital symbolique (prestige, réputation, renommée etc.). A partir des variables retenues pour mesurer ces différentes espèces de capital, seront déterminées les positions objectives occupées par les agents dans l'espace social qui peut être configuré selon trois dimensions. La première dimension, verticale, correspond à la distribution des agents selon le volume des différentes espèces de capital qu'ils détiennent. La deuxième dimension, horizontale, est celle de la structure ou la composition du capital en fonction du poids relatif des différentes formes de capital dans son volume total. La troisième dimension, dynamique, renvoie à la trajectoire sociale des agents en fonction des changements dans le temps du volume et de la structure de leur capital.

Les classes sociales peuvent être identifiées en tant que « classes théoriques » ou « classes sur le papier » non des « classes réelles » à partir du découpage de l'espace social en groupes d'agents occupant des positions sociales les plus proches ou semblables. Selon Bourdieu (1994 :28), au sein de cet espace social, « (...) *les classes existent en quelque sorte à l'état virtuel, en pointillé, non comme un donné, mais comme quelque chose qu'il s'agit de faire* ».

Comme Bourdieu (1984 :4) le précise :

« Sur la base de la connaissance de l'espace des positions, on peut découper des classes au sens logique du mot, c'est-à-dire des ensembles d'agents occupant des positions semblables (...). Cette classe sur le papier a l'existence théorique qui est celle des théories : en tant que produit d'une classification explicative (...) Ce n'est pas réellement une classe, une classe actuelle, au sens de groupe et de groupe mobilisé pour la lutte ; on pourrait dire à la rigueur que c'est une classe probable, en tant qu'ensemble d'agents qui opposera moins d'obstacles objectifs aux entreprises de mobilisation que n'importe quel autre ensemble d'agents ».

C'est cette conceptualisation du monde social, en tant qu'espace multidimensionnel, et celle de la notion de classe, en tant que « classe théorique » issue du découpage de ce dernier, qui seront retenues dans ce travail et que nous développerons plus loin. Toutefois, nous ne tiendrons pas compte dans notre analyse les autres propriétés de la structure sociale développées par Bourdieu qui sont considérées comme étant une tentative de synthèse des approches marxistes et wébériennes.

2.3.2. Une synthèse de Marx et de Weber ?

L'espace multidimensionnel de positions est également considéré par Bourdieu comme un « champ de forces » dans la mesure où les facteurs de différenciation retenus, ici les différentes espèces de capital, sont des « propriétés agissantes », c'est-à-dire attribuent à leur détenteur un pouvoir effectif dans cet espace, créant ainsi des rapports de force et des rapports de domination entre les agents, en référence à Marx. Selon Bourdieu, l'espace social est constitué de plusieurs champs autonomes qu'il définit « *comme espaces de jeu historiquement constitués avec leurs institutions spécifiques et leurs lois de fonctionnement propres. L'existence d'un champ spécialisé et relativement autonome est corrélative de l'existence d'enjeux et d'intérêts spécifiques* » (Bourdieu, 1987 :124). Dans chaque champ, défini en fonction des intérêts qui y sont en jeu à un moment donné, le pouvoir est asymétriquement

distribué et déterminé par un type de capital particulier (économique, culturel ou social) qui y constituera un enjeu et le degré de prestige, de renommée et de légitimité qu'un agent en tire et accumule va déterminer son capital symbolique. Si le capital économique est par exemple déterminant dans le champ des affaires, le capital culturel est plus distinctif dans le champ littéraire ou dans le champ scientifique. Les champs sont des terrains de luttes permanentes pour maintenir ou bouleverser les rapports de force et donc les positions de domination.

Par ailleurs, Bourdieu (1984 :4) souligne que les agents appartenant aux mêmes classes sociales, « *placés dans des conditions semblables, ont toutes les chances d'avoir des dispositions et des intérêts semblables, donc de produire des pratiques et des prises de positions semblables* » ou des styles de vie semblables. En effet, comme Bourdieu l'a démontré empiriquement dans le cas de la société française des années 1970, il existe une homologie structurale entre l'espace des positions et des conditions sociales et l'espace des styles de vie au sein duquel on peut distinguer des groupes de statuts, en référence à Weber. Mais contrairement à ce dernier, Bourdieu ne fait pas de distinction entre classes basées sur les conditions matérielles ou économiques et les stands ou statuts basés sur les conditions symboliques ; une distinction chez Weber que Bourdieu juge de l'ordre de la commodité analytique et par conséquent réfute (Weininger, 2005). Les groupes de statuts sont constitués à partir de démarcations symboliques des classes dans l'espace social. Comme il le note, « *l'espace social et les différences qui s'y dessinent 'spontanément' tendent à fonctionner symboliquement comme espace des styles de vie ou comme ensemble de Stände, de groupes caractérisés par des styles de vie différents* » (Bourdieu, 1984 :6). L'espace social peut donc être retraduit en un espace de styles de vie par l'intermédiaire d'un espace théorique de ce que Bourdieu appelle habitus. Chaque position dans l'espace social correspond à une classe d'habitus dans l'espace des styles de vie. Les habitus sont définis par Bourdieu (1980 :88-89) comme des « *systèmes de dispositions durables et transposables, structures structurées prédisposées à fonctionner comme structures structurantes, c'est-à-dire en tant que principes générateurs et organisateurs de pratiques et de représentations qui peuvent être objectivement adaptées à leur but sans supposer la visée consciente des fins et la maîtrise expresse des opérations nécessaires pour les atteindre* ». L'habitus peut être résumé comme étant « l' inconscient culturel » propre à chaque classe et constitué d'un ensemble de manières d'être, de penser, de percevoir et de faire, c'est-à-dire des dispositions, acquises, héritées, incorporées de façon durable et socialement construites qui deviennent pour un agent un patrimoine social et culturel et vont lui servir de grille d'interprétation pour se comporter dans

tous les domaines de la vie (social, professionnel, culturel etc.). L'habitus est une intériorisation des structures sociales et cognitives et des rapports sociaux de façon durable et permet à un agent par la suite de l'extérioriser ou le reproduire inconsciemment dans ses pratiques sociales conformément à sa position sociale. L'habitus est un produit sociohistorique des structures sociales mais pas dans un déterminisme externe car il participe en même temps à leur production dans la mesure où il est générateur de nouvelles pratiques. Il est aussi une source de stratégies potentielles et inconscientes qui permettent aux agents de réagir et de s'adapter face à des situations nouvelles en étant guidés par ce que Bourdieu appelle le « sens pratique ». Selon les logiques inhérentes au champ d'appartenance d'un individu, le sens pratique que l'auteur définit comme étant une « *nécessité sociale devenue nature, convertie en schèmes moteurs et en automatismes corporels* » (Bourdieu, 1980 :116) est donc la manifestation de l'habitus au quotidien qui suit une logique pratique, dans le sens de commode, pragmatique, économique en temps et en énergie, mais dépourvu de rationalité, contrairement à la conception de l'action sociale chez Weber qui suit le postulat de l'individualisme méthodologique.

2.3.3. L'identification empirique des classes

Dans son étude de la société française des années 1970, dans son ouvrage *La Distinction* (Bourdieu, 1979), Bourdieu a construit l'espace social français à partir d'une analyse des données (Analyse en Correspondance Multiple) portant sur plusieurs indicateurs du capital économique et du capital culturel des individus étudiés ; ces deux espèces de capital sont considérées par l'auteur comme étant les facteurs de différenciation associés aux propriétés les plus socialement déterminantes dans les sociétés les plus développées (Lenoir, 2004). Il distingue dans cet espace trois principales classes sociales. Premièrement, la classe supérieure ou dominante est caractérisée par l'importance des deux espèces de capital (économique et culturel) ; elle est composée de la bourgeoisie ancienne, la bourgeoisie intellectuelle et la nouvelle bourgeoisie (des cadres supérieurs) et dont les membres sont dotés d'un habitus fondé sur « le sens de la distinction » se manifestant par une sensibilité esthétique, liée notamment au goût pour la culture. Deuxièmement, la classe moyenne ou la petite bourgeoisie se caractérise par un habitus marqué par une volonté d'ascension sociale et une aspiration au style de vie bourgeois se manifestant par la « bonne volonté culturelle ». Elle est composée de (i) la petite bourgeoisie en déclin ou la petite bourgeoisie économique (petits commerçants et artisans) qui détient un volume moyen des deux espèces de capital mais dont

le capital économique est plus important que le capital culturel et inversement (ii) la petite bourgeoisie culturelle ou nouvelle (les artistes, les intellectuels et les métiers de conseil) qui détient un volume moyen des deux espèces de capital mais dont le capital culturel est plus prépondérant que le capital économique et enfin (iii) la petite bourgeoisie d'exécution (les employés, les cadres moyens, les techniciens et les instituteurs). Troisièmement, la classe populaire dominée est caractérisée par un très faible volume des deux types de capital économique et culturel, composée des ouvriers, des petits exploitants agricoles et des salariés non qualifiés et dont l'habitus à l'opposé de celui de la classe dominante se base sur le « choix du nécessaire » à cause de leur dépossession.

Comme nous l'avons noté, pour Bourdieu ces classes sociales comme classes statistiques n'ont pas d'existence réelle et ne constituent pas de groupes mobilisés pour les luttes de classes, au sens de Marx. Leur existence réelle et leur mobilisation dans une lutte de classes nécessitent une lutte symbolique et politique à la fois dans les représentations du monde social à travers des luttes de classements et dans la réalité à travers l'explicitation de cette classification. Ce travail collectif et symbolique de construction et de consécration passe par exemple par l' « *imposition de noms, de sigles, de signes de ralliement, manifestations publiques, etc.* » (Bourdieu, 1991 :55).

La sociologie de Bourdieu, ses différents concepts d'espace social, de champs et d'habitus et sa méthodologie alliant théorie et empirie ont marqué la sociologie française dans les années 1970 et bien au-delà des frontières (Coulangeon et Duval, 2013). Nous noterons entre autres leur influence sur les sociologues quantitativistes (Lebaron et Le Roux, 2015) et sur les analyses des classes moyennes en termes de structure de capitaux comme chez Savage *et al.* (1992) dans leur étude des classes moyennes britanniques en rajoutant parmi les espèces de capital, le capital « d'organisation » associé aux ressources capitalisées au sein d'une organisation.

Ces trois traditions théoriques vont nous servir de référence pour démontrer les limites des études empiriques récentes sur les classes moyennes émergentes dans la littérature en économie du développement et surtout pour mieux justifier le choix que nous proposerons par la suite pour une conception et une définition de la Classe Moyenne plus adaptées aux pays pauvres. Afin de mieux guider ce choix, nous allons nous appuyer sur une synthèse de Wright (2005) qui offre une grille de lecture intéressante des différentes études empiriques des Classes Moyennes.

2.4. La synthèse de Wright

Wright (2005) a proposé une synthèse des différentes théories et approches du concept de classe sociale précédemment développées en les reclassant en fonction des questions auxquelles leur définition respective du concept de « classe » pourrait répondre. Nous discuterons ici quatre principales questions parmi celles proposées par l'auteur. Le concept de « classe » vient en réponse à ces questions en fonction des théories et des approches considérées. Les questions sont regroupées en deux catégories selon l'usage de la notion de « classe ».

2.4.1. Les questions relatives à l'usage populaire

La première question qui renvoie à une situation dans la distribution discute de la position objective des individus dans les distributions d'inégalité matérielle. Dans cette conception gradualiste, une classe est définie sur la base de critères matériels objectifs et est associée à une position dans la distribution d'un indicateur de richesse, plus fréquemment le revenu ou la consommation. Cette approche correspond à une conception populaire de la notion de classe et son usage est très fréquent, particulièrement dans les études de la stratification sociale. Cette méthode permet donc d'identifier des classes comme étant des groupes discrets sur une échelle hiérarchique et la classe moyenne comme un ensemble d'individus se trouvant au milieu de la distribution d'un indicateur de richesse. Si les trois traditions théoriques que l'on a développées précédemment se prêtent à cette méthode d'identification gradualiste – mais ne peuvent pas s'y réduire, c'est dans la tradition stratificationniste que l'on y a surtout recours.

La deuxième question correspondant à des groupes subjectivement établis, interroge sur les raisons pour lesquelles les individus s'auto-positionnent et se positionnent les uns par rapport aux autres dans une structure d'inégalité. Cette conception proche de l'idée de conscience de classe, considère la classe comme étant à l'origine d'une identité subjective des individus qui leur permet de se situer dans un système de stratification économique. Le sentiment d'appartenance à une classe dépend alors de l'évaluation subjective des individus de leur situation sur la base de leur style de vie, de leur activité socioprofessionnelle ou de leur niveau de revenu. Cette conception subjective de la classe est centrale chez Bourdieu dans son idée de distinctions symboliques au sein de l'espace des styles de vie. On la retrouve également dans l'approche de Warner, qu'il a empruntée à Weber, en lien avec l'idée de groupes de statut. Enfin chez Marx, la conscience de classe se révèle dans le passage de la « classe en soi » en « classe pour soi ».

2.4.2. Les questions relatives à l'usage académique

La troisième question relative aux « chances de vie » interroge sur les inégalités en termes de chances de vie et de conditions de vie matérielles des individus. Dans cette conception, la classe détermine les opportunités et les stratégies des individus dans la vie. Elle est définie de manière relationnelle en fonction du rapport des individus aux sources de revenu, plus particulièrement aux différents types d'actifs productifs. Cette approche est également propice aux analyses de la mobilité sociale et de la mobilité intergénérationnelle. Cette question des chances de vie est très caractéristique des études sociologiques des classes dans les sociétés capitalistes et est très préminente dans les trois traditions théoriques développées précédemment. Pour Bourdieu, les trois espèces de capital (économique, culturel et social) sont déterminantes des chances de vie ; pour Marx ce sont les rapports aux deux moyens de production à savoir le capital et le travail ; et pour Weber ce sont les différents types d'actifs productifs valorisables sur le marché. Dans la tradition néo-weberienne, c'est le statut socioprofessionnel qui influe principalement sur les chances de vie.

La quatrième question concerne les conflits antagonistes et interroge sur les clivages sociaux qui sont à l'origine de ces conflits et rapports d'antagonismes. Dans cette conception, la classe explique les divergences d'intérêts et d'objectifs entre les agents et les groupements d'agents qui partagent les mêmes opportunités économiques et qui vont par conséquent s'opposer entre eux dans des luttes pouvant se présenter sous différentes formes. Les trois traditions théoriques d'analyse des classes abordent différemment cette question de conflits antagonistes. Comme nous l'avons souligné, pour Marx, les rapports entre les classes se basant sur des rapports d'exploitation, de domination et d'aliénation sont nécessairement des rapports conflictuels et de luttes de classes. Chez Bourdieu, les rapports de forces et de domination entre les classes sont inhérents à l'espace social qui est composé de différents champs, lieux de luttes symboliques permanentes. Chez Weber, les classes ne sont pas une source majeure d'action sociale et encore moins de conflits ouverts comparées aux statuts et partis.

Ces analyses en termes de classes et particulièrement la notion de Classe Moyenne sont logiquement adaptées à un cadre particulier qui est celui des sociétés capitalistes modernes. Nous en déduisons les limites de sa transposition dans le contexte actuel des pays en développement, plus particulièrement ceux de l'Afrique subsaharienne ; un point qui fera l'objet de la section suivante.

3. Inadaptation de concept de Classe Moyenne dans le contexte des pays à base agricole africains

Le terme Classe Moyenne, au-delà d'une référence objective à une position intermédiaire dans n'importe quelle structure sociale, ne peut être exempt de toutes ses connotations historiques et symboliques en lien avec les sociétés capitalistes et leur évolution. Cette question d'ordre conceptuel en lien étroit avec les fondements théoriques et méthodologiques développés précédemment nous semble cruciale pour expliquer en grande partie l'incertitude autour de l'usage de cette notion dans la littérature en sciences sociales sur l'Afrique et soulève de sérieux doutes quant à sa récente réappropriation par la littérature en économie pour labelliser une catégorie intermédiaire de population qui serait en pleine émergence en Afrique Subsaharienne comme dans le reste du monde en développement en faisant une analogie, somme toute superficielle, aux Classes Moyennes du Nord. Un bref rappel historique de l'évolution sémantique du concept dans ce cadre nous permettra par la suite de juger de la pertinence de sa transposition, de manière universelle, par la littérature économique au contexte des pays en développement, plus particulièrement aux pays à base agricole d'Afrique.

3.1. Le concept de Classe Moyenne : un cadre d'analyse adapté aux sociétés capitalistes modernes

Le premier usage du terme Classe Moyenne remonterait à la période de la Grèce antique avec une définition normative et fonctionnelle du concept. Dans la tradition aristotélicienne, et qui a été par la suite reprise en Europe au 18^{ème} et au 19^{ème} siècle, la Classe Moyenne est une figure de la modération, du dur labeur et de l'épargne, à l'opposé des deux extrêmes. Dans cette conception, la prédominance de cette catégorie est une condition primordiale pour assurer la démocratie, la stabilité politique et la bonne gestion sociale (Sick, 1993 ; Pressman, 2007 ; Bosc, 2008).

3.1.1. L'évolution sémantique du concept

Durant la première moitié du 19^{ème} siècle, en Europe, particulièrement en France et en Angleterre, la Classe Moyenne a été associée à la bourgeoisie qui était opposée à l'aristocratie ainsi qu'à l'ordre social traditionnel. Dans le contexte français, la bourgeoisie est devenue la classe dominante après avoir évincé l'aristocratie vers le milieu du 19^{ème} siècle. Jusqu'au début du 20^{ème} siècle, la Classe Moyenne a été associée aux petits entrepreneurs ou la petite

bourgeoisie indépendante composée essentiellement de petits manufacturiers, de petits commerçants, d'artisans et de paysans (Marx et Engels, 1967). Marx a considéré ce groupe de petits indépendants comme étant un résidu des deux principales classes opposées (prolétaires et capitalistes) et qui était destiné à disparaître en régressant dans le prolétariat. Malgré cette prédiction de Marx, la petite bourgeoisie a représenté la Classe Moyenne pendant une longue période. En France par exemple, les indépendants qui se sont regroupés pendant longtemps sous ce label ont pesé sur la scène politique pour faire valoir leurs intérêts communs à travers des mobilisations collectives et des mouvements sociaux (Sick, 1993).

Entre la fin du 19^{ème} siècle et la seconde Guerre Mondiale, s'opèrent, d'une part, le développement du capitalisme moderne, enclenché par la deuxième révolution industrielle (la technicisation des fonctions productives) et soutenu par la révolution commerciale des années 1960, qui s'est matérialisé par l'émergence de grandes compagnies (industrielles, bancaires et financières) ; et d'autre part, l'extension des interventions de l'Etat providence à travers les administrations et les services publics notamment dans les secteurs de la santé, la culture et l'éducation (Bidou-Zachariassen, 2004). Ces mutations ont été accompagnées par la division croissante du travail, le développement de la bureaucratisation et l'expansion d'un mode de gestion scientifique (Bidou-Zachariassen, 2004 ; Bosc, 2008). Cette modernisation de la structure productive postindustrielle a alors donné naissance, durant les Trente Glorieuses, à un processus de salarisation et l'émergence de nouvelles couches intermédiaires de salariés non manuelles qui ont été repérées et reconnues comme étant une nouvelle classe autonome en sciences sociales initialement en Europe de l'Ouest puis aux Etats-Unis et bien plus tard en France. Ces catégories intermédiaires naissantes d'employés non-manuels, qui n'ont cessé de croître ont donné naissance en sciences sociales à des néologismes tels que « *Neuer Mittelstand* » ou « nouvel état moyen » venant de Schmoller (Sick, 1993 ; Chauvel, 2006 ; Bosc, 2008) au début du 20^{ème} siècle en Allemagne ; « *white collars* » ou « cols blancs », que Mills (1951) a identifiés et étudiés dans la société américaine d'avant guerre ; et « *service class* » ou « classe de service » que Renner (1978) a initialement évoqué en Autriche dans les années 1930 et que Goldthorpe (1982) a plus tard repris dans les années 1970 pour ensuite marquer la sociologie britannique des Classes Moyennes dans les années 1980 et 1990 (Bidou-Zachariassen, 2000). Ces termes désignent d'une manière générale l'équivalent des cadres, professions intellectuelles supérieures, professions intermédiaires et employés « qualifiés » (selon la nomenclature française). Ces nouvelles couches de salariés forment la « nouvelle classe moyenne » qui est devenue prépondérante et qui se démarque de la petite

bourgeoisie dès lors qualifiée de « classe moyenne traditionnelle » ou « ancienne ». Ces deux catégories nouvelle et ancienne constituent dans des proportions inégales les figures contemporaines des Classes Moyennes occidentales.

3.1.2. La Classe Moyenne comme grille de lecture

L'essor de la nouvelle classe moyenne salariée a remis en question une lecture bipolaire prédominante en sociologie des sociétés occidentales en mettant en évidence l'existence de nouvelles oppositions dans la configuration de la structure sociale. Le rapport travail-capital n'est plus la seule opposition sociale qui prévaut et d'autres facteurs de différenciation structurant l'espace social sont pris en compte par les sociologues comme la possession d'autres formes de capital à savoir l'éducation, la culture, le capital social et organisationnel, la position dans les rapports de pouvoir, les styles de vie et les pratiques culturelles, ainsi que les mœurs et les valeurs (Savage *et al.*, 1992 ; Bosc, 2008). Comme le note Bosc (2008 :33), « *la prépondérance acquise par les catégories salariées au détriment des indépendants n'est pas seulement démographique : elle engendre un basculement du centre de gravité de la constellation moyenne aux plans social, culturel et politique* ».

Les membres essentiellement urbains de la nouvelle classe moyenne se distinguent de la classe ouvrière non seulement par la nature et les conditions de leur travail, qui est plus proche de la direction et de la gestion et régi par une relation contractuelle, mais surtout par leur détention de capital éducationnel et culturel plus important, leur libéralisme culturel, leurs pratiques sociales innovantes et leur utilisation de l'espace hors-travail (Schweisguth, 1983 ; Bourdieu, 1984 ; Bidou-Zachariassen, 2004). On associe particulièrement à cette nouvelle classe moyenne des élans contestataires notamment l'initiative des « nouveaux mouvements sociaux » (environnemental, féministe, pacifiste etc.) à partir du milieu des années 1960 et dont les revendications et préoccupations dépassent largement les questions économiques comme dans les mouvements ouvriers (Schweisguth, 1983 ; Lash et Urry, 1987). Les membres de cette classe aspireraient également à une ascension sociale par l'intermédiaire du système éducatif (Bourdieu, 1979 ; Goldthorpe, 1982 ; Bidou-Zachariassen, 2004).

En définitive, « (...) *les classes moyennes sont loin d'être un ensemble homogène. Elles se présentent comme un espace à la fois hiérarchisé et multipolarisé* » (Bosc, 2008 :109). Au sein de cette large constellation moyenne existent une variété de frontières et de facteurs de différenciation aussi bien chez les indépendants, comme les distinctions selon la taille de

l'entreprise ou selon le type d'activité (commerçants/artisans, prestataires de services/libéraux intermédiaires), que dans le salariat comme les différenciations selon les professions (cadres/intellectuels, techniciens et professions associées/employés) ou selon le statut (employés du public/privé). La définition de la Classe Moyenne, sa composition et sa structure – dont le centre de gravité s'est déplacé en fonction de l'évolution des sociétés et des économies capitalistes –, son autonomie comme étant une troisième force sociale, ses frontières souvent confuses avec celles des classes ouvrières ou dominantes, son rôle d'innovateur ou de conservateur dans les changements sociaux, politiques et culturels ainsi que son avenir sont autant de questions qui ont fait l'objet de vifs débats parmi les sociologues occidentaux (Mayer, 1975 ; Stearns, 1979 ; Wacquant, 1991 ; Bourdieu, 1984 ; Bidou-Zachariassen, 2004).

Contrairement à une vision polarisée de la structure des sociétés capitalistes, comme dans la tradition marxiste, qui traduit l'opposition des classes dans le mode de production au niveau le plus élevé d'abstraction entre dominés et dominants ou capitalistes et ouvriers (Wright, 1980), le concept de Classe Moyenne a permis aux sciences sociales d'appréhender des phénomènes et des changements sociaux et des processus de formation sociale qui étaient en cours dans les sociétés occidentales et a révélé des enjeux et problématiques nouveaux dans les domaines social, culturel et économique (Bidou-Zachariassen, 2000 :795).

3.2. Le concept de Classe Moyenne en Afrique Subsaharienne : une analogie superficielle au modèle occidental

En saisissant les nouvelles couches sociales émergentes dans l'espace social, liées aux nouvelles fonctions qui se sont développées dans le système productif, le concept de Classe Moyenne a servi de cadre d'analyse pertinent pour étudier la complexité de la structuration des sociétés capitalistes modernes et postmodernes en pleine mutation ainsi que les nouvelles contradictions qui y apparaissent. Les Classes Moyennes et leur propre évolution historique ont donc été la vitrine des grandes étapes des transformations structurelles qu'ont expérimentées les économies et les sociétés occidentales. Se pose alors la question de la pertinence de l'usage du concept dans le contexte des sociétés en développement notamment celles de l'Afrique Subsaharienne.

3.2.1. L'usage incertain du concept dans la littérature en sciences humaines et sociales avant les années 2000

Darbon et Toulabor (2011 :11-19) dans leur revue de la littérature des sciences humaines et sociales sur l'Afrique Subsaharienne notent deux temps de rupture dans l'usage de la notion de Classe Moyenne avant la récente référence en économie dans les années 2000.

La première période allant des années 1950 jusqu'à la fin des années 1970 est marquée par un usage – non sans réserve et précautions – du concept pour essayer d'interpréter les changements sociaux en cours en Afrique coloniale et postcoloniale, notamment l'apparition de classes sociales modernes. Sur cette période, le concept de « Classe Moyenne » était très peu développé et ne se trouvait pas au centre des recherches. Toutefois, l'expression permettait de nommer des catégories sociales urbaines et modernes qui se sont développées d'abord au cours de la colonisation – qui a progressivement transformé de manière duale la structure productive des économies africaines – ensuite à la période postcoloniale durant laquelle la plupart des pays africains nouvellement indépendants ont connu de fortes interventions de l'Etat à travers l'adoption de grands projets d'investissement, le développement des services publics et la création d'entreprises publiques faisant du secteur public le premier pourvoyeur d'emplois et donnant ainsi naissance à une « classe de service public africaine » émergente. L'incertitude autour de l'usage de la notion de classe moyenne et d'une manière générale des analyses en termes de classes dans ces contextes coloniaux et postcoloniaux africains peut s'expliquer par la particularité de leurs structures économiques et sociales qui sont très différentes des pays industriels et encore marquées par la prévalence de structures traditionnelles antérieures auxquelles s'est progressivement superposé le système capitaliste (Stavenhagen, 1969).

La deuxième période allant des années 1980 jusqu'au début des années 2000 se distingue par l'abandon dans la littérature sur l'Afrique Subsaharienne des références aux classes moyennes et classes sociales qui ont été substituées par de nouvelles expressions comme les élites, les pauvres, les dominants et dominés, la bourgeoisie d'Etat, le petit bourgeois, la société civile ou les forces vives (Darbon et Toulabor, 2011 : 13). En effet, le début des années 1980 correspond à la période de grande crise économique dans laquelle vont s'enliser la plupart des pays d'Afrique Subsaharienne. Il s'en est suivi l'adoption des réformes libérales dans le cadre des ajustements structurels qui ont conduit à un désengagement brusque des Etats africains des domaines économiques et sociaux. Par conséquent, les emplois dans les services publics se sont considérablement réduits, l'éphémère « classe de service

public africaine » a disparu et le secteur informel urbain a explosé. A l'exception de quelques rares pays comme l'Afrique du Sud et la Zambie, les analyses en termes de classes et plus particulièrement la notion de classe moyenne paraissent inopérantes dans les contextes africains ; une vision polarisée et duale de leurs structures sociales opposant une minorité d'élites et une masse de pauvres tend à s'imposer en lien avec l'afro-pessimisme ; et d'autres systèmes de stratification sociale y sont plus opérationnels et pertinents pour comprendre et interpréter les inégalités et les rapports de pouvoirs (Darbon et Toulabor, 2011 :13).

3.2.2. Les Classes Moyennes africaines émergentes dans la littérature en économie de la décennie 2000

Depuis le début des années 2000, la reprise de la notion de Classe Moyenne dans la littérature en économie du développement – que ce soit dans la presse économique ou dans les publications académiques ou universitaires (Darbon, 2012) – sur l'Afrique Subsaharienne s'inscrit dans le sillage de la prospective de la Banque Mondiale (2007) qui annonce l'émergence d'une *global middle class* (GMC) ou classe moyenne globale, regroupant des individus ayant un revenu journalier compris entre 12\$ et 50\$ en PPA⁵. Cette catégorie franchirait le cap du milliard d'individus en 2030 dans le monde en développement. Si la Banque Mondiale prédit la marginalisation de l'Afrique dans cette tendance globale⁶, la Banque Africaine de Développement (2010) quant à elle affirme que le continent connaît également une expansion de la Classe Moyenne laquelle atteint les 350 millions de personnes en 2010 soit 34% de la population Africaine⁷, mais cette fois avec des seuils beaucoup plus modestes compris entre deux et vingt dollars en PPA au taux de change de 2005. Dans ces deux représentations, le concept de Classe Moyenne est employé pour interpréter les bonnes performances macroéconomiques et les évolutions dans la distribution des revenus qu'ont connues les pays en développement au cours des deux dernières décennies. Ces tendances globales auraient conduit à une forte mobilité sociale, une réduction importante de la pauvreté et l'émergence d'une catégorie non négligeable de personnes à revenus intermédiaires qui, en jouant un rôle de catalyseur, serait au cœur des transformations socioéconomiques en cours et

⁵ Les seuils correspondent à des revenus annuels par tête de respectivement 4 000\$ et 17 000\$ en PPA au taux de change de 2000 soient des revenus annuels par ménage (composé d'en moyenne 4,3 membres) de respectivement de 16 800\$ et 72 000\$.

⁶ La proportion de la *global middle class* mondiale qui se trouverait en Afrique Subsaharienne ne serait que de 3% en 2030 soit à peu près 40 millions de personnes comparée au reste du monde en développement c'est-à-dire les pays émergents (Inde, Chine, Brésil, Mexique etc.).

⁷ En retirant les pays d'Afrique du Nord, ce chiffre passe à moins de 200 millions de personnes.

à venir dans ces pays. Le concept de Classe Moyenne apparaît alors comme étant le cadre d'interprétation idéal de ces supposées mutations.

Plusieurs facteurs corrélés entre eux seraient à l'origine de l'expansion de cette Classe Moyenne émergente. Le principal facteur est la croissance forte et soutenue qu'ont connu les pays en développement au cours des deux dernières décennies. En l'occurrence, l'Afrique Subsaharienne a enregistré depuis le début de la décennie 2000 une croissance annuelle moyenne du PIB de l'ordre de 5% qui aurait été confortée par le processus de désendettement et des disciplines budgétaires et aurait contribué à la réduction de la pauvreté (BAD, 2011 ; Darbon, 2012 ; FMI, 2012 ; Jacquemot, 2012 ; Manrique Gil, 2015). Le deuxième facteur concerne la mise en œuvre des politiques inclusives et pro-pauvres, fortement encouragées par les institutions internationales et les bailleurs de fonds, qui ont permis de réaliser des avancées notables en matière sociale, notamment dans l'accès à l'éducation et à la santé, et qui se sont traduites par une amélioration de l'Indice du Développement Humain de 23% sur la même période en Afrique Subsaharienne (Jacquemot, 2012). Un autre facteur serait la mondialisation que les pays en développement, surtout les pays émergents comme la Chine et l'Inde, ont su tirer avantage en s'intégrant mieux dans l'économie mondiale et en profitant notamment des échanges, du commerce, de la globalisation financière et de l'accès aux progrès technologiques, au savoir et à la main d'œuvre (Banque Mondiale, 2007). Ces pays ont pu participer aux marchés mondiaux, développer leurs marchés intérieurs, leur capacité et structure de production et leur secteur privé et connaître une urbanisation rapide. Selon Jacquemot (2012) et corroboré récemment par la Banque Mondiale dans ses derniers rapports *Africa's Pulse*⁸ (Chuhan-Pole *et al.*, 2013, 2015), l'Afrique Subsaharienne ne serait pas en reste par rapport à ces dynamiques globales et expérimenterait même « *dynamisme de la population, ouverture des marchés régionaux interafricains, impact décisif des technologies de l'information, contribution des diasporas, nouveaux partenariats, avec l'Asie notamment (...)* » (Jacquemot, 2012 :17). La réapparition du concept de Classe Moyenne dans la littérature économique sur l'Afrique s'inscrit donc dans un contexte d'optimisme à l'égard du continent ou l'afro-optimisme qui tend à imposer une vision d'une Afrique qui s'éveille et celle d'un continent « dernière frontière » (Darbon, 2012, Jacquemot, 2012). La profusion dans les publications des termes enthousiastes tels que « *rising Africa* », « *emerging Africa* », « *African lions* », « *African king lions* » ou « *Lions on the move* » vient annoncer ce « miracle

⁸ *Africa's Pulse* est un rapport biannuel de la Banque Mondiale qui analyse les tendances économiques en cours en Afrique.

africain », contrecarrer l'afro-pessimisme de la décennie des années 1990 et confirmer l'émergence des Classes Moyennes africaines.

En transposant le modèle de la *global middle class* de la Banque Mondiale, les Classes Moyennes africaines sont considérées comme étant une catégorie de personnes qui disposent d'un revenu et d'un pouvoir d'achat croissants, qui sont connectées au marché global et tendent à adopter des modes de consommation suivant les standards internationaux. Confortées par une croissance démographique soutenue en Afrique Subsaharienne, qui est de l'ordre de 3% par an en moyenne selon la Banque Mondiale, ces Classes Moyennes africaines seraient un moteur de la consommation privée qui n'a cessé d'augmenter dans la région depuis les années 1990 (Juma, 2011). Cette conception du concept de Classe Moyenne appliquée en Afrique fait une analogie directe avec les Classes Moyennes qu'ont connues les pays occidentaux au cours des Trente Glorieuses et qui seraient actuellement en déclin. Comme le présume la BAD (2011 :14), ces Classes Moyennes africaines pourraient même remplacer les classes moyennes du Nord :

« *Les consommateurs émergents en Afrique sont plus à même d'assumer le rôle traditionnel des classes moyennes euro-américaines en tant que consommateurs globaux, et de jouer un rôle clé dans le rééquilibrage de l'économie africaine* ».

3.2.3. Les limites d'un raccourci conceptuel

Ce raccourci conceptuel est toutefois très contestable et prête à confusion pour trois principales raisons. Premièrement, en regardant la structure de ces Classes Moyennes africaines, il apparaît qu'elles sont en définitive soit très limitées en nombre soit pauvres selon les standards internationaux. En effet, la BAD (2011) les décompose en trois sous-catégories : (i) la première qualifiée de *upper middle class* regroupe tous les individus ayant un niveau de consommation journalier par tête compris entre dix et vingt dollars en PPA au taux de 2005 et ne représente en 2010 que moins de 5% de la population africaine ; (ii) la deuxième sous-catégorie appelée *lower middle class* rassemble les individus ayant un niveau de consommation journalier per capita compris entre quatre et dix dollars et représente moins de 9% de la population ; et (iii) la troisième appelée *floating class* regroupe les individus disposant d'un niveau de consommation journalier par tête allant de deux à quatre dollars et représente plus de 20% soit 216 millions de la population africaine. Ce que l'on dénomme Classes Moyennes africaines est finalement concentré dans cette dernière catégorie vulnérable de la *floating class* et la *global middle class*, qui est un phénomène spécifique aux pays

émergents en Asie et en Amérique Latine, est très minoritaire et correspond aux quelques riches et élites dans le continent africain.

Deuxièmement, cette conception occidentale de la Classe Moyenne africaine ne traduit pas un processus historique reflétant une mutation de la structuration sociale et une formation des classes en phase avec la transformation structurelle des économies africaines qui est encore loin de celle qu'ont expérimentée les pays capitalistes modernes. En effet, pour bon nombre d'auteurs (Rodrik et MacMillan 2011 ; Herrendorf *et al.* 2013 ; Rodrik, 2014, 2015 ; Vergne et Ausser, 2015), le « miracle africain » serait illusoire et la croissance soutenue que le continent a enregistrée ne serait qu'un effet de rattrapage de la « décennie perdue » des années 1990 et n'aurait pas conduit à une transformation structurelle des économies africaines au sein desquelles l'agriculture reste prédominante et constitue la principale source d'emplois. En outre, le poids important du secteur informel qui concentre la plupart des activités urbaines limiterait le développement des secteurs modernes industriels et des services. Contrairement aux pays en transition et des pays urbanisés, dans la majorité des pays d'Afrique Subsaharienne à base agricole, le secteur rural et agricole concentre l'essentiel de leurs activités de production. Il est donc très peu probable que les positions sociales intermédiaires dans les pays émergents et d'Afrique Subsaharienne soient vraiment similaires et puissent être labellisées de manière générique de Classes Moyennes. La conception de la Classe Moyenne africaine, qui implique obligatoirement un biais urbain en faisant référence à des catégories de moyens entrepreneurs ou de fonctionnaires et de personnes très éduquées, urbaines et modernes (Chun *et al.*, 2011 ; Easterly, 2001), ne permet pas d'appréhender les transformations socioéconomiques dans les pays africains qui vont s'amorcer principalement dans le monde rural et agricole en ce qu'elle écarte la population rurale d'un tel cadre d'analyse et la réduit à une masse paysanne homogène isolée et exclue à la marge de la structure sociale. Si l'objectif est d'identifier et d'étudier des positions intermédiaires dans les sociétés africaines contemporaines afin de comprendre le processus de développement de leurs économies, la population rurale qui structure essentiellement leur tissu social ne doit pas par conséquent être négligée.

Troisièmement, la vision de la *global middle class* dans laquelle s'inscrit la conception de la Classe Moyenne africaine préjuge l'émergence d'une vaste catégorie intermédiaire homogène d'individus à l'issue d'une convergence des revenus, des pouvoirs d'achat et des modes de vie ainsi qu'une unification autour des valeurs universelles (Darbon, 2012). Cette interprétation s'inspire largement du courant sociologique de la moyennisation des sociétés

postindustrielles occidentales initiée par Nisbet (1959) et reprise et développée par Mendras (1988). Ce courant part d'une description cosmographique de la société française d'après guerre comme ayant une forme en strobiloïde (du grec *strobilos* qui veut dire toupie) pour prédire la concentration de la société autour d'une vaste classe moyenne et la fin des classes sociales. Il s'agit d'une interprétation de l'expansion des catégories des salariés et d'une certaine convergence des mœurs et des modes de consommation comme étant un signe d'effacement progressif des inégalités entre les classes extrêmes et même celui de la conscience de classe. Chauvel (2001 :319) résume les faits sociaux constatables dans les sociétés avancées sur lesquels s'appuient les sociologues adhérant à cette vision comme suit :

« baisse des inégalités économiques et éducatives, affaiblissement des frontières sociales en termes d'accès à la consommation et aux références culturelles, mais aussi croissance de la mobilité, moindre structuration des classes en groupes hiérarchiques distincts, repérables, identifiés et opposés, moindre conflictualité des classes et conscience de classe affaiblie ».

Cette lecture hâtive de la classe moyenne a été aussitôt remise en cause par la montée des inégalités dans les sociétés occidentales dans lesquelles cette catégorie s'avère définitivement très hétérogène et multipolarisée (Bidou-Zachariasen, 2004 ; Bosc, 2008). Les Classes Moyennes africaines essentiellement représentées par la catégorie de la *floating class* sont loin d'atteindre des niveaux de vie proches des standards internationaux et d'accéder à une culture « moyenne » universelle ; d'autant plus qu'entre un niveau de consommation journalier de deux dollars et celui de vingt dollars, les modes de vie et de consommation sont vraisemblablement peu uniformes. Une telle interprétation de la classe moyenne africaine nie la prévalence et la persistance des inégalités et de la pauvreté qui prennent une forme structurelle et multidimensionnelle (économiques, sociales et culturelles) et qui ne cessent de s'accroître dans les sociétés africaines surtout dans un processus de croissance rapide (Fox, 2015 ; Jacquemot, 2012). En outre, elle néglige la pluralité et la complexité des trajectoires des économies africaines en les assimilant sans aucune distinction dans une économie africaine continentalisée (Darbon, 2012). Pourtant, les économies et sociétés africaines sont très diversifiées et connaissent des rythmes très différents en termes de transformation structurelle, de croissance et de réduction des inégalités et de la pauvreté. A titre d'exemple, seuls quelques pays (l'Afrique du Sud, la Namibie, la Côte d'Ivoire, le Nigéria, le Kenya, le Ghana, l'Uganda, le Sénégal, l'Ethiopie) seraient le principal moteur de la croissance dans le continent et expérimenteraient de manière encore conditionnelle un processus de

développement pouvant conduire à des mutations de leur structure sociale (Darbon, 2012). De même, les inégalités de revenus seraient relativement moins importantes dans certains pays (la Tanzanie, l’Ethiopie, le Burkina Faso, le Ghana, la Guinée, la Mauritanie, le Mozambique, le Kenya et la Zambie) tandis que dans d’autres (surtout l’Afrique du Sud, le Botswana, la Namibie et le Lesotho) elles sont plus marquées, se combinent avec d’autres formes de clivages (éthiques, race, castes etc.) et tendent à s’aggraver avec la croissance (Jacquemot, 2012).

En définitive, sans fondement conceptuel ni théorique et encore moins empirique, la notion de Classe Moyenne africaine ne serait qu’une catégorie sociale idéologiquement construite avec le concours de la presse, des chercheurs et des différents acteurs du développement, dans un contexte d’afro-optimisme, afin de créer un effet médiatique autour d’une nouvelle catégorie « à la mode » remplaçant les classifications anciennes et supposée être un catalyseur d’un développement social, économique et politique à long terme (Darbon, 2012 ; Melber, 2013, 2015). Le concept même de Classe Moyenne, plus particulièrement son cadre d’interprétation urbain et très occidentalisé qui engendre une grande confusion conceptuelle semble inapproprié et inopérant en Afrique Subsaharienne. Une telle conception entraîne une définition et une interprétation aberrantes des positions sociales intermédiaires dans les sociétés africaines contemporaines – qui concernent pourtant une grande part de leur population – et échoue par conséquent à expliquer les changements socioéconomiques et les formations sociales qui y seraient en cours. Les plus sceptiques au succès idéologique de ce concept en Afrique, à l’instar de Melber (2013, 2015) et de Kappel (2014), soulignent également le risque de sous-estimer et d’exacerber la pauvreté et les inégalités dans leurs multiples dimensions en favorisant et en légitimant la catégorie minoritaire des élites économiques et politiques et leurs comportements rentiers et prédateurs au détriment de la grande majorité pauvre de la population ; en s’appuyant sur une lecture duale des sociétés africaines qui oppose ces deux classes extrêmes (élite minoritaire et la masse de la population pauvre et paysanne). Viennent se rajouter à cette limite conceptuelle les approches strictement monétaires et gradualistes qui sont privilégiées dans la récente littérature en économie du développement.

3.3. Les définitions gradualistes des Classes Moyennes émergentes des pays en développement

La définition de la classe moyenne généralement retenue dans les études empiriques récentes en économie du développement est celle d'une catégorie intermédiaire d'individus ni riches ni pauvres qui s'affirmerait donc par défaut. Son identification s'opère dans la majorité des cas par un classement des individus ou des ménages sur la base d'un critère objectif de richesse, plus précisément d'un indicateur monétaire dont le plus usité est le niveau de revenu ou de consommation. L'étape cruciale mais non moins délicate de cette approche purement statistique concerne le choix des seuils appropriés d'un intervalle monétaire au milieu de la distribution pour identifier les individus appartenant à la Classe Moyenne et les distinguer à la fois des pauvres et des riches. Sur ce point, il n'y a pas de consensus parmi les économistes ; ce qui donne lieu à autant de définitions statistiques de la Classe Moyenne que d'intervalles de revenu. D'une manière générale comme dans les mesures de la pauvreté, il existe deux méthodes pour établir ces seuils selon les perspectives du chercheur : une approche absolue et une approche relative.

3.3.1. L'approche absolue

Ceux qui optent pour l'approche absolue se préoccupent de la comparaison internationale des classes moyennes et de l'analyse de leur évolution dans le temps. Le principal point de divergence dans cette approche concerne surtout le choix du seuil inférieur de l'intervalle de revenu dans l'objectif d'identifier les individus non pauvres qui pourraient être qualifiés de classe moyenne. Le débat concernant la distance par rapport à la pauvreté dans la littérature se polarise autour de deux visions opposées. La première plaide pour un seuil de revenu qui permet à un individu d'assurer un niveau de vie minimum et de sécurité économique correspondant aux standards internationaux et donc plus proche du statut de classe moyenne du Nord. L'argument de Birdsall (2007 :3) illustre notamment ce point de vue :

« Le seuil absolu minimum peut être considéré comme le revenu minimum pour qu'une personne ou un ménage ait une sécurité économique associée au statut de classe moyenne dans une économie globale intégrée ».

Suivant cette approche, Milanovic et Yitzhaki (2002), Bussolo *et al.* (2008) et la Banque Mondiale (2007) proposent un intervalle de revenu compris entre les revenus journaliers par tête moyens du Brésil et de l'Italie, soit entre environ 12 et 50 dollars en PPA 2000, pour définir les ménages appartenant à la classe moyenne et à la GMC. Kharas (2010)

quant à lui retient un intervalle compris entre 10 et 100 dollars ; et Birdsall (2007, 2010) opte également pour le seuil minimum de 10 dollars. En défendant une méthode plus robuste basée sur la notion de vulnérabilité et la ligne de pauvreté nationale, López-Calva et Ortiz-Juarez (2011) et Ferreira *et al.* (2013) aboutissent eux aussi à un intervalle de 10 à 50 dollars⁹.

Dans cette première vision, la borne inférieure de 10 dollars semble plus appropriée aux pays développés et dans une moindre mesure aux pays émergents mais s'avère trop élevée pour les pays à faible revenu et particulièrement en Afrique Subsaharienne où la majorité des membres de la « classe moyenne » vivent largement en dessous de ce seuil. C'est pourquoi la deuxième vision propose un seuil minimum de revenu plus modeste correspondant à la ligne internationale de pauvreté dans le monde en développement, soit deux¹⁰ dollars par jour en PPA 2005, qui serait plus adapté et plus pertinent pour définir la Classe Moyenne dans les pays pauvres. Cette définition suggère que la Classe Moyenne des pays à faible revenu peut « commencer là où la pauvreté se termine » (Clément et Rougier, 2015 :33) bien qu'elle puisse rester pauvre par rapport aux standards internationaux et au modèle occidental de la classe moyenne. Ravallion (2016 :269) soutient particulièrement cette approche en affirmant que « dans l'idée de mesurer la pauvreté globale à partir des standards internationaux sur la base des lignes de pauvreté dans les pays en développement, une manière de définir la 'classe moyenne' consiste à se demander ce que signifie appartenir à la classe moyenne des pays pauvres, plutôt que celle des pays riches ».

Ravallion (2010), la BAD (2011) et Banerjee et Duflo (2008) retiennent cette borne inférieure de deux dollars par jour et fixent respectivement une limite supérieure de treize dollars correspondant au seuil de pauvreté aux Etats Unis, de vingt et de dix dollars. Ces études empiriques attestent qu'en Afrique Subsaharienne la Classe Moyenne se concentre essentiellement autour du seuil de deux dollars par jour.

⁹Le seuil inférieur de 10 dollars a été calculé à partir d'une probabilité de tomber dans la pauvreté estimée à 10 pourcent sur une période d'observation pour quelques pays d'Amérique Latine (l'Argentine, la Colombie, la Costa Rica, le Chili, le Mexique et le Pérou). Cette probabilité mesurant la vulnérabilité des individus est considérée comme étant le niveau minimum de sécurité économique nécessaire pour appartenir à la classe moyenne. Par ailleurs, Cet intervalle 10\$-50\$ a été repris par Birdsall (2012) dans sa note sur la classe moyenne en Amérique Latine.

Cette méthode peut notamment venir en réponse à la critique que Ravallion (2016 :269-270) adresse à l'encontre des différentes définitions statistiques des classes moyennes dans les pays en développement et des différents seuils retenus qui ne tiennent pas compte de l'aspect dynamique du concept et surtout de la notion de vulnérabilité.

¹⁰ Ce seuil correspond au seuil médian de pauvreté de 70 pays en développement (Ravallion, 2010).

3.3.2. L'approche relative

Les partisans de l'approche relative veulent eux tenir compte des contextes étudiés en adoptant des intervalles spécifiques à chaque pays. L'approche définit la classe moyenne comme étant l'ensemble des individus ou ménages ayant une position relative située au milieu de la distribution du revenu national et propose deux méthodes d'identification. La première consiste à repérer la classe moyenne à partir des segments du milieu de la distribution relatifs aux quantiles de revenu. Suivant cette méthode, Easterly (2001) identifie ce qu'il appelle un « *middle-class consensus* » aux trois quintiles de revenu du milieu de la distribution ; et Solimano (2008) retient l'intervalle compris entre le troisième et le neuvième décile de revenu de la distribution. La deuxième méthode se réfère à des positions autour des tendances centrales relatives à la moyenne ou à la médiane de la distribution du revenu. C'est ainsi que Birdsall *et al.* (2000) et Pressman (2007), dans la lignée de Thurow (1987), utilisent l'intervalle de 75% à 125% du revenu médian par tête pour définir la classe moyenne. Davis et Huston (1992) et Castellani et Parent (2011) retiennent eux l'intervalle compris entre 50% et 150% du revenu médian par tête.

Outre ces deux approches absolue et relative, une troisième intermédiaire propose de combiner les deux, et donc aussi leurs avantages respectifs. Cette méthode consiste à fixer respectivement un seuil de revenu minimum absolu afin de s'assurer que la classe moyenne identifiée soit suffisamment non-pauvre et une borne supérieure relative afin de garder une définition qui tient compte de la spécificité des pays. Parmi ceux qui adoptent cette approche, Birdsall (2010) propose un intervalle de revenu journalier par tête compris entre 10 dollars et le 95^{ème} percentile de la distribution du revenu. De même, Bonnefond *et al.* (2015) dans leur étude de la classe moyenne urbaine chinoise retiennent un intervalle de revenu annuel par tête compris entre 10 000 yuans et le 95^{ème} percentile de la distribution du revenu.

3.4. Des définitions limitatives des Classes Moyennes émergentes des pays en développement

Comme nous l'avons souligné, ces approches prédominantes dans la littérature en économie du développement présentent chacune des avantages incontestables, notamment d'ordre pratique, qui facilitent les investigations empiriques des classes moyennes et leur comparaison dans le cas de l'approche absolue. Toutefois, elles comportent également des limites qui dépassent la seule question méthodologique dans une perspective d'analyse en termes de classes sociales, surtout dans les contextes des pays d'Afrique Subsaharienne.

3.4.1. Critique d'une approche strictement économique

On reproche principalement à l'approche absolue la forte sensibilité du revenu aux chocs économiques positifs qui ouvre la possibilité de voir tous les individus appartenir à la classe moyenne à la suite d'une amélioration globale du revenu dans un contexte de forte croissance économique (Torche et López-Calva, 2013). Par ailleurs, comme nous l'avons constaté, bien que l'adoption du seuil de deux dollars par jour permette d'inclure dans les études de classe moyenne des individus considérés comme appartenant effectivement à la catégorie intermédiaire de revenus dans le monde en développement et surtout en Afrique Subsaharienne, la concentration de ces derniers autour de ce seuil confirme leur situation de grande vulnérabilité et remet par conséquent en question l'usage même de la notion de Classe Moyenne dans ces contextes.

En ce qui concerne l'approche relative, surtout celle utilisant les quantiles de revenu, la critique vient d'abord du fait qu'elle n'est pas très adaptée aux analyses de l'évolution dans le temps des Classes Moyennes et de la mobilité sociale en raison de la très faible sensibilité de la proportion de la catégorie aux changements dans la distribution du revenu (Torche et López-Calva, 2013 ; Bonnefond *et al.*, 2015). Ensuite, l'approche ne permet pas des études comparatives des classes moyennes entre pays. Enfin dans le cas de la plupart des pays à faible revenu d'Afrique Subsaharienne, cette définition suppose d'inclure parmi la classe moyenne des individus ou des ménages qui peuvent se trouver dans une situation de grande pauvreté par rapport aux standards internationaux et même au niveau local.

D'une manière générale, l'absence de consensus sur une définition statistique de la classe moyenne fait que le choix des seuils de revenu retenus détermine fortement l'étendue des intervalles et la taille de la catégorie entraînant leur grande variabilité et confirmant la forte hétérogénéité de la catégorie. Ainsi, Salama (2014) et Clément et Rougier (2015) qui ont comparé, respectivement en Amérique Latine et en Asie de l'Est, les mesures des classes moyennes à partir des différents seuils proposés dans la littérature constatent qu'en se rapprochant de la ligne de pauvreté leur taille passe du simple au double. Cette pluralité de définitions prouve d'une certaine façon le côté subjectif et arbitraire du choix des seuils adoptés et par conséquent l'incertitude autour de la notion de Classe Moyenne. Bien que les critères retenus suivent des raisonnements logiques, ils manquent de fondements théoriques (Darbon et Toulabor, 2011) et les arguments semblent la plupart du temps peu convaincants. A titre d'illustration, la justification de Birdsall (2010 :5,7) du seuil minimum de 10 dollars par jour montre la difficulté et la limite de cet exercice :

« Pourquoi 10\$? 10\$ par jour est un seuil minimum élevé comparé au seuil absolu de pauvreté conventionnel global de 1,25\$ utilisé actuellement par la Banque Mondiale. Ce seuil est aussi élevé comparé au seuil de pauvreté national conventionnel de 2\$ par jour utilisé dans la plupart des pays d'Amérique latine et ceux à revenu intermédiaire dans d'autres régions. (...) Et 10\$ a l'avantage (comme le seuil de pauvreté original de 1\$ par jour) d'être un chiffre arrondi ».

Même la démarche qui paraît la plus robuste, celle de López-Calva et Ortiz-Juarez (2011) et Ferreira *et al.* (2013) qui calculent le seuil de 10 dollars par jour à partir de la probabilité de 10% de tomber dans la pauvreté, contient une part d'arbitraire notamment dans le choix de la probabilité. Les auteurs reconnaissent d'ailleurs cette limite en affirmant :

*« On peut, toutefois, rester sceptique quant au choix potentiellement arbitraire de la probabilité de devenir pauvre de 10% sur une période de cinq ans comme ligne de séparation entre sécurité et vulnérabilité, à partir de laquelle le seuil monétaire est estimé » (Ferreira *et al.*, 2013 :33-34).*

Par ailleurs, la fixation *a priori* des seuils de revenu renforce la subjectivité des définitions préétablies de ce qu'est la classe moyenne selon les considérations des chercheurs au risque de la déconnecter totalement de la structure sociale du contexte étudié (Darbon et Toulabor, 2011). Enfin, la principale limite de ces approches économiques est de ne donner qu'une définition étroite des Classes Moyennes en les réduisant à des catégories statistiques intermédiaires « attrape-tout » (Salama, 2014). En se cantonnant au seul critère monétaire de revenu ou de consommation sans s'intéresser à leurs sources ni à leur nature, cette définition strictement gradualiste de la classe moyenne rassemble des individus trop hétérogènes pour constituer un groupe social et perd ainsi les avantages et les legs des différentes traditions sociologiques d'analyse des classes (Bosc, 2008). En effet, elle ne prend pas en compte les principales sources de différenciations et d'inégalités socioéconomiques qui expliquent l'inégale distribution des chances de vie dans une société donnée. Elle ne permet donc pas d'informer sur la composition de la position intermédiaire dans les pays en développement ainsi que les caractéristiques distinctives des groupes qui la composent. Pourtant, nombre des études empiriques, comme celle de la BAD, attribuent automatiquement aux catégories statistiques intermédiaires identifiées les caractéristiques et fonctions normatives associées au statut de Classe Moyenne, dans sa vision occidentale. Darbon (2012 :41) critique justement cette approche en affirmant que l'« on voit ainsi comment la catégorie est construite sur des choix techniques 'objectifs' excluant *a priori* toute signification sociale ou politique, alors

qu'elle est en réalité saturée de significations causales par la littérature. Cette catégorie classe(s) moyenne(s) n'est construite que par rapport aux fonctions qui lui sont arbitrairement affectées, de sorte que ce sont en réalité ces supposées fonctions ou effets ainsi assignés arbitrairement qui lui donnent sens. Or, la validation de ces croyances n'est pas faite ». De même, plusieurs économistes (Birdsall, 2010 ; Torche et López-Calva, 2013 ; Bonnefond *et al.*, 2015 ; Clément et Rougier, 2015) adaptant la même définition économique reconnaissent la limite de cette démarche et la nécessité de compléter le revenu avec d'autres critères plus sociologiques comme l'éducation, les actifs possédés, le statut sur le marché du travail, les styles de vie etc.

3.4.2. Les approches alternatives

D'autres approches essaient de pallier cette définition étroite en proposant la combinaison de plusieurs critères d'identification en plus du revenu. Par exemple, Mahajan (2008) et le Boston Consulting Group (BCG, 2012, 2013a, 2013b) identifient les classes moyennes respectivement en Afrique et dans les pays émergents à partir des méthodes d'études de marchés des grandes entreprises qui croisent le revenu avec les comportements de consommation des biens et services qui varient des plus basiques aux plus complexes et sophistiqués. L'idée est de classer les populations en cinq groupes de pouvoir d'achat croissant et d'associer les classes moyennes aux troisième et quatrième niveaux de consommation. Bien que ces études intègrent une dimension relative au mode de vie des classes moyennes, leur définition se réfère d'abord à des seuils de revenu et leur objet d'étude concerne davantage les opportunités de marché que les classes sociales.

Une autre approche, plus proche de la méthode de Warner (1963) et de son indice des caractéristiques de statut, consiste à construire un indicateur multidimensionnel de bien-être socioéconomique à partir de critères économiques et sociologiques. Adoptant cette méthode, Torche et López-Calva (2013) incluent dans leur indice le revenu des ménages, les caractéristiques de la qualité de leur logement et l'accès à différents services (matériaux de construction et qualité des murs, de la toiture et du plancher, existence d'eau potable, électricité, système d'évacuation des eaux usées, propriété, taux d'occupation). Ils identifient par la suite les Classes Moyennes en Amérique Latine comme étant l'ensemble des ménages qui appartiennent aux trois quintiles du milieu de la distribution de l'indice ainsi construit. Adoptant la même démarche, Ncube et Shimeles (2012) construisent eux leur indice en excluant le revenu à partir des mêmes conditions de logement et d'accès à l'eau et en

rajoutant la possession de biens durables (radio, télévision, téléphone, réfrigérateur, voiture etc.). Ensuite, ils définissent les Classes Moyennes africaines comme étant l'ensemble des ménages dont le niveau d'indice est compris entre 50% et 125% de la médiane de la distribution. Dans ces deux études, les auteurs afin d'éviter le problème de pondération des différentes variables et dimensions retenues ont calculé leur indice à l'aide de techniques de réduction des données ou d'analyses factorielles (respectivement ACP et ACM) pour générer un indicateur continu. Cette méthode présente l'avantage de fournir un indice qui est moins sensible aux fluctuations de court-terme et surtout d'inclure des éléments associés au symbole de statut social dans les sociétés étudiées. Toutefois, elle n'échappe pas au choix arbitraire des seuils d'identification et perd l'avantage de la nature multidimensionnelle de l'indice dans une information composite qui en définitive est difficilement interprétable et empêche la caractérisation des groupes sociaux structurant la catégorie. Toujours dans la lignée de ces approches alternatives, une dernière méthode intéressante proposée par Bonnefond *et al.* (2015) dans leur étude de la classe moyenne chinoise vise à donner une définition multidimensionnelle à la catégorie sociale tout en combinant les approches économiques et sociologiques à travers une démarche en deux étapes. La première étape consiste à identifier la classe moyenne à partir d'un intervalle de revenu¹¹. La seconde vise à mettre en évidence les différents groupes sociaux qui structurent la catégorie précédemment identifiée à partir d'une technique de classification basée sur des informations sur l'emploi, le statut sur le marché du travail et l'éducation¹². Contrairement aux différentes approches économiques précédemment exposées, cette méthode, dans la lignée de laquelle nous allons inscrire notre démarche, nous semble la plus appropriée pour donner un contenu sociologique à la définition de la classe moyenne, laquelle prend plus de sens dans l'espace social étudié et parvient à renseigner sur les inégalités de chances de vie des ménages. Néanmoins, la principale limite qui persiste dans cette démarche, plus précisément dans la première étape, est celle de la fixation *a priori* des seuils de revenu.

Afin de maintenir toute la pertinence d'un cadre d'analyse en termes de classes sociales et plus particulièrement de classes intermédiaires, il apparaît alors indispensable de redéfinir

¹¹ Comme précisé précédemment, ils fixent un intervalle de revenu annuel par tête compris entre 10 000 yuans et le 95^{ème} percentile de la distribution du revenu.

¹² Les auteurs démontrent la forte hétérogénéité de la classe moyenne urbaine chinoise qui est composée de quatre groupes sociaux : (i) une classe moyenne de retraités et d'inactifs ; (ii) une classe moyenne inférieure, composée d'ouvriers qualifiés et non qualifiés ; (iii) l'ancienne classe moyenne, regroupant les travailleurs indépendants et (iv) la nouvelle classe moyenne, comprenant les salariés hautement qualifiés travaillant essentiellement dans le secteur public. Ces quatre groupes se distinguent particulièrement des plus pauvres notamment par la qualité de leur logement et leur équipement en biens durables.

et de « ré-inventer » la notion même de Classe Moyenne de manière à ce qu'elle soit mieux adaptée aux contextes des pays d'Afrique Subsaharienne et qu'elle y ait un pouvoir explicatif plus important et cohérent au vu des structures, non moins diversifiées, de leurs économies et sociétés. Une telle tentative nécessite des réflexions et une construction conceptuelles, théoriques et méthodologiques de la catégorie intermédiaire dont la référence la plus judicieuse serait celle des traditions sociologiques des analyses de classes.

4. L'approche de la Petite Prospérité : une alternative pour analyser les positions intermédiaires dans les pays africains à base agricole et en milieu rural

Selon Darbon et Toulabor (2011) et au vu de la structure des « Classes Moyennes africaines » selon la BAD (2011), la notion de Classe Moyenne dans la littérature économique sur l'Afrique Subsaharienne désigne à la fois deux situations assez opposées. La première renvoie à celle des catégories d'individus très aisés, plus proches de la représentation de la GMC, dont les comportements et les pratiques culturels et de consommation s'apparentent ou aspirent à ceux des classes moyennes des sociétés avancées. Ces groupes sociaux qui font référence notamment aux « *Black diamonds* » en Afrique du Sud ou aux « *Oil blokes* » du Nigéria correspondent à des réalités sociales spécifiques à ces quelques pays africains anglophones. La notion de Classe Moyenne semble plus adaptée pour décrire la situation socioéconomique dans ces pays. Pourtant, ils sont très minoritaires dans le reste de l'Afrique Subsaharienne, surtout dans la plupart des pays à faible revenu et à base agricole, et ne sont pas représentatifs de la structuration sociale de ces derniers. La deuxième situation renvoie à celle des groupes d'individus, associés à la catégorie de la *floating class*, qui sont sortis de la pauvreté et de la précarité et accèdent à une prospérité relative mais qui restent encore vulnérables (Darbon et Toulabor, 2011 :20). Ces derniers groupes, qui sont les plus représentatifs de ce que la BAD (2011) dénomme « Classes Moyennes africaines », reflètent le mieux les réalités et les structures sociales en Afrique Subsaharienne car ils correspondent davantage aux positions intermédiaires dans ces sociétés. Darbon et Toulabor (2011) proposent alors la notion de « Petite Prospérité » pour désigner ces groupes sociaux qu'ils estiment fournir une meilleure conceptualisation de la notion de Classe Moyenne en Afrique Subsaharienne. Cette expression utilisée initialement en Chine a été testée empiriquement par les auteurs à travers des entretiens exploratoires au Kenya, au Mozambique et en Côte d'Ivoire dans le cadre du

projet « Classes Moyennes en Afrique¹³ ». Ils soutiennent que « *cette notion de vulnérabilité, conjuguée avec celle de petite prospérité, constitue un élément fondamental pour interpréter ce que signifie la notion de classe moyenne dans le contexte de sous-développement économique et social africain* » (Darbon et Toulabor, 2011 :25). En nous inscrivant dans la lignée de ces auteurs, nous estimons que cette expression de « Petite Prospérité » peut servir d'alternative conceptuelle face aux différentes limites de l'usage de la notion de Classe Moyenne dans les pays pauvres d'Afrique que nous avons développées précédemment. Dans cette perspective, nous tâcherons dans notre démarche de contribuer à l'enrichissement du contenu théorique et méthodologique de ce concept plus adapté au contexte africain.

4.1. Le concept de Petite Prospérité : une notion adaptée au contexte des pays Africains et au milieu rural

Selon Darbon (2012 :38), le terme Petite Prospérité « *construit autour de l'expression chinoise littérale Xiaokang (...) qualifie l'ensemble des foyers pouvant, à partir de revenus très faibles, dégager non seulement des moyens de vivre hors précarité mais aussi un tout petit surplus financier (quelques centimes d'euros) pouvant assurer des investissements dans le futur (éducation, achats de produits). La petite prospérité annonce donc un passage en dehors de la précarité mais aux marges de celle-ci* ».

4.1.1. Une interprétation confucéenne originelle du concept

Cette notion de *xiaokang*, figurant dans le Livre des rites (*Liji*) et dans le Classique des vers de l'ancienne Chine, est d'inspiration confucéenne. Selon Solé-Farràs (2014 :68) :

« *Elle décrit un état de richesse et de stabilité sociale relatives dans un contexte de hiérarchie imparfaite des relations humaines et une distribution inégale de la richesse* ».

Dans la Chine antique, le terme décrivait la situation des ménages moyens, particulièrement celle des paysans autosuffisants, et leur aspiration à jouir d'un niveau de vie suffisant et décent – souvent en se contentant de la satisfaction des besoins de subsistance –

¹³ « Le projet « Classes moyennes en Afrique », appuyé par le Ministère des Affaires étrangères (DGM) et les départements Communication et Recherche de l'AFD, est une tentative originale d'associer photographie, journalisme et recherche pour cerner la notion de classes moyennes dans les pays en développement. Dans le cadre de ce projet ont été menées des enquêtes et des reportages photos sur le terrain (Côte d'Ivoire, Kenya, Maroc, Mozambique et Sénégal), plusieurs expositions, l'édition d'un ouvrage photographique (Joan Bardeletti, *Petite prospérité*, paru chez Editions Images en Manoeuvre, 2011) ainsi que des travaux de recherche pilotés par Dominique Darbon au centre de recherche Les Afriques dans le Monde – LAM – Bordeaux » (Darbon et Toulabor, 2011 :2).

grâce à leur seule force de travail (Perry, 2008). Le concept de Petite Prospérité que nous allons adopter dans ce travail se base davantage sur cette représentation originelle qui traduit une situation de paix relative.

Ce concept ne doit toutefois pas être confondu avec sa réappropriation actuelle par le Parti Communiste Chinois (PCC), depuis Deng Xiaoping, dans un contexte de regain d'intérêt populaire pour la culture traditionnelle chinoise, notamment pour le confucianisme (Billioud, 2007). Le concept de *xiaokang* est d'ailleurs utilisé de manière assez réductrice pour désigner la Classe Moyenne chinoise. Apparaissant dans les discours officiels du PCC, l'expression symbolise un idéal politique socialiste à atteindre, à savoir une « société d'harmonie » ou la « grande harmonie ». Construire une « société de prospérité moyenne » (*xiaokang shehui*) à l'horizon 2020 a depuis les années 1980 été l'objectif politique proclamé des différentes réformes post-maoïstes dans le processus de modernisation de l'économie et de la société chinoise en se basant sur les particularités historiques et culturelles du pays. Selon cette réinterprétation doctrinale, le concept englobe des conditions de vie très hétérogènes allant de la satisfaction des besoins élémentaires en passant par des situations de prospérité relative comme celles des ménages chinois urbains et modernes qui arrivent à accéder plus ou moins facilement à la propriété jusqu'à celles relatives à une très grande prospérité comme le cas des millionnaires de la Classe Moyenne chinoise supérieure auxquelles (les deux dernières situations) on associe en définitive le qualificatif *xiaokang* (Donald et Zheng, 2009)¹⁴. Ravallion (2016 :268-269) estime que 500 millions de chinois auraient atteint le statut de *xiaokang* en 2005 en utilisant des seuils de revenus journaliers minimums, définis par le bureau national des statistiques du Gouvernement chinois en 1991, qu'il a convertis en dollars PPA au taux de 2005 et qui sont respectivement de 2,24\$ en milieu rural et de 3,47\$ en milieu urbain. Du point de vue du Gouvernement chinois, comme le revenu par habitant du pays a dépassé les 1000\$ depuis 2002, la Chine aurait complètement franchi la première étape, correspondant à la satisfaction des besoins de subsistance, qui conduit vers cette « société de prospérité moyenne » (Chan, 2009). Le défi que le PCC a relevé à travers ses politiques et stratégies de développement, inscrites notamment dans son XIème plan quinquennal (2006-2010), serait maintenant de parvenir à une « société de prospérité moyenne » élargie, au-delà

¹⁴ Donald et Zheng (2009 :1) à l'issue des entretiens qu'ils ont réalisés à Sichuan et Guangzhou sur la période de 2005 à 2007 ont montré que le qualificatif *xiaokang* correspond à trois situations traduisant trois niveaux de prospérité : les multimillionnaires chinois ; les couples urbains et modernes qui accèdent facilement à la propriété et à une éducation de qualité pour leurs enfants ; et enfin ceux qui ont dû fournir beaucoup plus d'efforts pour accéder aux comforts citadins.

de la dimension économique, c'est-à-dire à tous les aspects des conditions de vie à savoir les dimensions politiques, culturelles et environnementales. Cette vision inclusive et idéaliste serait la réponse du gouvernement chinois face aux conflits sociaux et aux inégalités socioéconomiques et spatiales persistantes qui ont résulté du rapide développement économique du pays (Chan, 2009). En définitive, loin de suggérer une approche en termes de classe sociale, cette interprétation utopique et trop vague du concept de *xiaokang* par le PCC viserait davantage à légitimer une vision du développement de la Chine qui devrait conduire vers une société sans classes (Donald et Zheng, 2009).

Notre adaptation de la notion de Petite Prospérité qui se veut proche de la vision confucéenne est exempte de toute interprétation idéaliste, ne nie pas la prévalence des fortes inégalités socioéconomiques en Afrique Subsaharienne, surtout en milieu rural, et ne présuppose pas leur disparition par une « moyennisation » de la société. Une telle conception nous semble plus appropriée pour capter des positions sociales intermédiaires « invisibles » mais plus représentatives des réalités dans les pays africains à faible revenu. Ces positions incluent une majorité de la population « *qui se battent pour s'en sortir et qui (...) sont ignorés de la littérature* » (Darbon et Toulabor, 2011 :20) alors qu'elles sont au cœur des transformations sociales et économiques en cours dans ces pays. En effet, les individus appartenant à ces positions sociales intermédiaires, quand ils dépassent un seuil monétaire déterminé, sont exclues des études de la pauvreté. Ils ne sont pas non plus suffisamment non-pauvres pour appartenir aux « Classes Moyennes émergentes », notamment à la GMC, qui intéressent davantage la récente littérature. Le terme Petite Prospérité permet également d'éviter la confusion conceptuelle avec le modèle occidental des Classes Moyennes et ouvre une issue au débat qui oppose d'un côté ceux qui contestent l'émergence des « Classes Moyennes africaines » (Melber, 2013, 2015 ; Kappel, 2014) et d'un autre ceux, comme la BAD (2011), qui confirment leur existence comme étant une réalité sociale sur le continent. De plus, il exprime le mieux la seule constante dans les différentes définitions actuelles des « Classes Moyennes émergentes » dans les pays en développement qui serait selon Wheary (2009 :76) : « avoir assez de revenu pour satisfaire les besoins fondamentaux et se permettre quelques extras ». Le concept décrit donc de manière pertinente selon Darbon et Toulabor (2011 :21) la situation de « *tous les individus en enrichissement individuel significatif (sortie de la pauvreté) mais modéré, n'ayant pas de capacité politique propre, mais développant une conscience passive de leur émergence* ».

4.1.2. Une reconfiguration de la position sociale intermédiaire

Budowski *et al.* (2010) ont déjà proposé le terme paradoxal de Prospérité Précaire (*Precarious Prosperity*) pour conceptualiser une position socio-structurelle intermédiaire d'individus qui se situeraient, dans une société donnée, juste au-dessus de la ligne de pauvreté officielle mais qui n'ont pas encore atteint un degré suffisant de sécurité financière et de prospérité matérielle. Le concept, qui a été initialement testé empiriquement par Hübinger (1996) en Allemagne de l'Ouest¹⁵, serait mieux adapté pour étudier cette catégorie qui a été longtemps négligée par les recherches sur la pauvreté et sur les inégalités sociales et qui échappe autant aux approches que Budowski *et al.* (2010) qualifient de dualistes, comme celles d'« exclusion sociale », « *underclass* » ou « *marginalidad* » (Fassin, 1996). Le terme Prospérité Précaire décrit selon les auteurs un paradoxe caractéristique des individus de cette catégorie, à savoir un certain niveau de prospérité matérielle et financière qui leur pourvoit un minimum de possibilités d'action et d'opportunités mais qui reste limité pour suffisamment sécuriser leur niveau de vie, ce qui engendre une peur permanente de régression sociale. Dans une perspective de comparaison empirique entre quatre pays développés et à revenu intermédiaire (le Chili, la Costa Rica, l'Espagne et la Suisse), Budowski *et al.* (2010) ont identifié la population cible sur la base de la distribution d'indicateurs de revenu et de privations pour ensuite mener une analyse qualitative des perceptions et des représentations de ce phénomène social. Il faut donc noter que le concept a été spécifié et expérimenté dans le contexte particulier de sociétés relativement avancées disposant de systèmes de protection sociale certes différents mais fonctionnels. Les auteurs ont déduit de leurs investigations que les individus de la Prospérité Précaire dans ces quatre pays ont en commun le sentiment d'efforts continus pour maintenir leur position sociale et celui de vulnérabilité sociale.

Pour notre part, le concept de Petite Prospérité est appliqué au contexte des pays africains à base agricole, plus précisément en milieu rural, où l'une des préoccupations premières reste encore la satisfaction des besoins de subsistance. Dans ce cas, la position sociale intermédiaire est certes bien loin des standards internationaux mais suffisamment discriminante à l'échelle locale. Ce sont précisément toutes les situations reflétant cette position qui nous intéressent dans ce travail car elles illustrent les succès locaux même s'ils sont à une échelle très modeste et limitée – d'où le qualificatif « Petite ». Atteindre cette

¹⁵ Hübinger (1996) a défini la catégorie de Prospérité Précaire comme étant les individus qui appartiennent aux trois premiers quintiles du revenu au dessus de la ligne de pauvreté. La ligne de prospérité se trouverait entre le troisième et le quatrième quintiles.

position pourrait entraîner une majorité de la population, se trouvant à la marge de la pauvreté, dans une dynamique positive par effet d'entraînement (Wheary, 2009). De ce point de vue, le concept présente quelques affinités avec l'approche de *Bottom of the Pyramid* (BOP) de Prahalad (2010). Ce dernier attire l'attention sur les milliards d'individus dans les pays en développement qui se situent en bas de la pyramide des revenus mais qui constituent une source potentielle de profits et d'activités encore sous-estimée. En plaidant pour un capitalisme plus inclusif, Prahalad (2010) met en avant l'opportunité d'un partenariat gagnant-gagnant entre les multinationales, les administrations locales, les organisations de la société civile, les agences de développement et particulièrement les individus en bas de la pyramide. L'auteur démontre qu'une telle collaboration, déjà existante, pourrait être un moyen efficace pour éradiquer la pauvreté et soutenir le développement économique et la transformation sociale dans les pays à faible revenu. Cela nécessite entre autres des innovations en termes de technologie, de gestion et de modèles d'entrepreneuriat qui devraient être adaptés aux individus en question et respectant la durabilité sociale et environnementale. Le concept de Petite Prospérité fait précisément référence à une position sociale qui se situerait à la base de la pyramide ou à la marge de celle-ci et qui pourrait servir de grille de lecture pour analyser sous un angle différent les mécanismes latents du processus de développement en cours dans les pays à base agricole surtout en milieu rural. Ainsi, le concept en favorisant une entrée en termes de classe sociale intermédiaire propose une autre vision des sociétés africaines contemporaines qui rompt avec la lecture dichotomique prédominante mais très réductrice opposant les élites minoritaires et la masse de la population. Ces positions intermédiaires en tant que passage incontournable vers la sortie de la précarité sont particulièrement cruciales pour l'inclusion sociale des individus qui échappent à la pauvreté.

Tableau I.1 Quatre questions abordées dans les analyses en termes de classe

Les approches des analyses en termes de classes	Position dans la distribution	Questions d'ancrage		
		Groupes subjectivement établis	Chances de vie	Conflits antagoniques
Usage populaire	***	*	**	*
Marx	*	*	**	***
Weber	*	*	**	*
Bourdieu	**	**	***	*
Petite Prospérité	**	**	***	
Littérature en économie du développement	***	*	*	

*** Question principale dans la conception de la classe.

** Question secondaire.

*Question additionnelle mais non centrale.

Source : d'après Wright (2005).

Comme nous pouvons le constater dans le Tableau I.1, notre conceptualisation de la Petite Prospérité en tant que classe ne se fonde donc pas sur des relations conflictuelles d'antagonisme entre les individus basées sur l'exploitation mais plutôt sur les inégalités de capacités d'agir et de chances de vie des individus en lien avec la pauvreté et la précarité. Dans cette perspective, une étape importante de notre démarche est de savoir quels sont les principaux déterminants de ces capacités d'agir et ces chances de vie dans l'espace social étudié. Le choix de ces facteurs sera donc décisif dans la définition que nous allons donner *in fine* au concept de Petite Prospérité en tant que classe sociale ainsi que dans la détermination de la méthodologie adéquate pour l'étudier empiriquement. Contrairement à Darbon et Toulabor (2011) qui limitent l'applicabilité du concept aux milieux urbains africains, nous en proposons une déclinaison aux milieux ruraux que nous estimons non moins pertinente compte tenu de la structure socioéconomique de la plupart des pays africains à base agricole et le poids de la population rurale dans leur tissu social. La question qui se pose à cette étape est alors de savoir comment définir et identifier la Petite Prospérité dans un contexte rural pauvre.

4.2. L'approche des moyens d'existence ruraux : un cadre d'analyse adapté à la structure sociale rurale des pays à base agricole

L'approche des moyens d'existence, qui a connu une forte notoriété en développement vers la fin des années 1990 et début 2000 (Scoones, 2009), est une approche destinée à l'étude des milieux ruraux pauvres qui vient contrecarrer les approches monétaires de la pauvreté. Les

caractéristiques peu conventionnelles des structures productives et économiques de ces milieux échappent en effet au cadre conceptuel standard souvent adapté au contexte des pays industrialisés. Chambers et Conway (1992) – qui ont initialement conceptualisé l’approche de Sustainable Rural Livelihood ou SRL – soulignent notamment l’inadéquation des concepts de production, d’emploi ou de revenu monétaire pour étudier les réalités des contextes ruraux. Contrairement aux sociétés avancées dont l’organisation et la structure du marché du travail permettent une catégorisation professionnelle précise des individus selon leur activité, en milieu rural pauvre les ménages combinent plusieurs activités (agricoles et/ou non agricoles, salariées et/ou indépendantes, marchandes et/ou non marchandes) comme sources de revenus, aussi bien monétaires que non-monétaires, dont la catégorisation ne correspond à aucun standard international et nécessite un cadre d’analyse spécifique. On notera ici donc la difficulté voire l’impossibilité de se baser sur la position des ruraux sur le marché du travail pour parler de classes comme sources d’inégalités de chances de vie et de capacités d’agir. Le concept de moyens d’existence, en prônant une approche localisée, se propose alors comme étant une alternative qui tient compte de la diversité et de la complexité de ces milieux et des moyens par lesquels les ruraux subviennent à leurs besoins et arrivent à mener une vie digne. Comme le résume Scoones (2009 : 172) :

« La diversité est le maître mot, et les approches en termes de moyens d’existence ont contesté de manière fondamentale les approches monosectorielles pour résoudre les problèmes complexes du développement rural. L’instruction est simple : regarder le monde réel, et essayer et comprendre les choses à partir des perspectives locales. Les solutions qui en découlent devraient s’articuler sur ces réalités et non pas essayer et imposer des catégories et des clivages artificiels à des réalités complexes ».

4.2.1. La définition initiale

Selon la définition de Chambers et Conway (1992 :6) – qui a servi de référence à plusieurs études utilisant le cadre des *livelihoods* (Scoones, 1998, 2009 ; Carney, 1999 ; Carney *et al.*, 1999 etc.) – « *a livelihood comprises the capabilities, assets (stores, resources, claims and access) and activities required for a means of living* ». Les capacités (*capabilities*), en référence à Sen (2000), sont définies par la liberté réelle, pour un individu, d’accomplir des combinaisons de fonctionnements (*functionings*) qui lui sont accessibles, c’est-à-dire ses opportunités d’être et d’agir (*beings and doings*). Parmi les actifs, les ressources matérielles sont spécifiées habituellement dans la littérature (Scoones, 1998 ; DfID, 2000 ; Ellis, 2000 ;

Gondard-Delcroix, 2005 ; Brown *et al.*, 2006; Andrianiriana, 2011 ; Bosc *et al.*, 2015), suivant une vision orthodoxe, par les cinq formes de capital qui sont (i) le capital naturel (stocks de ressources naturelles, notamment foncières, hydriques et forestières, exploitées à des fins de subsistance) ; (ii) le capital physique (ensemble des actifs productifs, c'est-à-dire les équipements et technologies engagés dans le processus de production) ; (iii) le capital financier (ressources issues de l'épargne ou de l'emprunt destinées à des investissements productifs ou à la consommation) ; (iv) le capital humain (stock de ressources personnelles économiquement productives, souvent en référence au niveau d'éducation et à l'état de santé) et (v) le capital social (ressources provenant des réseaux sociaux de l'individu ou du ménage contribuant à ses moyens de subsistance). Les ressources immatérielles correspondent aux droits et accès d'un ménage qui lui permettent de disposer, de contrôler et de mobiliser ses ressources matérielles. Ces droits et accès, qu'Ellis (2000) considère comme étant un intermédiaire entre les actifs et les activités, sont définis par l'ensemble des règles et normes sociales qui dépendent des caractéristiques socioéconomiques (comme le genre, l'ethnicité, l'âge etc.), des institutions (telles que les lois, le régime foncier, les marchés etc.) et des organisations (notamment les organismes publics et locaux, les organisations non-gouvernementales et les entités privées). Enfin, les activités sont les sources de revenus monétaires et non monétaires dans lesquelles les membres d'un ménage et leurs actifs sont engagés. Comme on l'a souligné plus haut, en milieu rural pauvre la pluriactivité est la règle et elle est mise en œuvre par le ménage autour d'une organisation productive combinant les actifs à sa disposition. On distingue généralement les diverses sources de revenus rurales en trois grandes catégories : (i) les revenus d'exploitation issus des activités agricoles ou d'élevage du ménage ; (ii) les revenus hors exploitation relatifs au salariat agricole et incluant certaines activités d'extraction ; et (iii) les revenus non agricoles générés par les activités indépendantes et les emplois salariés non agricoles, les rentes, les rémittences et les transferts.

4.2.2. La définition actualisée

Ellis (2000) soulève deux limites dans cette définition de Chambers et Conway des moyens d'existence qu'il convient de noter. Premièrement, la référence au concept de *capabilités* créerait une ambiguïté notamment avec les autres composantes actifs et activités. En effet, l'espace des *capabilités* englobe des fonctionnements qui peuvent dépasser la sphère des moyens d'existences et dont l'observation empirique peut s'avérer difficile voire impossible (Vero, 2003). De plus, la structuration des organisations productives, qui peut être assimilée à

une combinaison de fonctionnements réalisables (donc à des *capabilités*), au sein d'un ménage est l'aboutissement d'un processus de conversion de ses actifs sous la contrainte des caractéristiques personnelles de ses membres ainsi que des opportunités socio-économiques liées à son milieu. Deuxièmement, inclure les droits et accès parmi les actifs ne mettrait pas suffisamment en valeur le rôle de médiateur qu'ils jouent entre les ressources matérielles et la structuration des sources de revenus. En retirant les *capabilités* et en distinguant les accès des actifs, Ellis (2000 :10) définit les moyens d'existence comme suit :

« Les actifs (...), les activités, et l'accès à ces derniers (...) qui, ensemble, permettent à un individu ou un ménage de subvenir à ses besoins ».

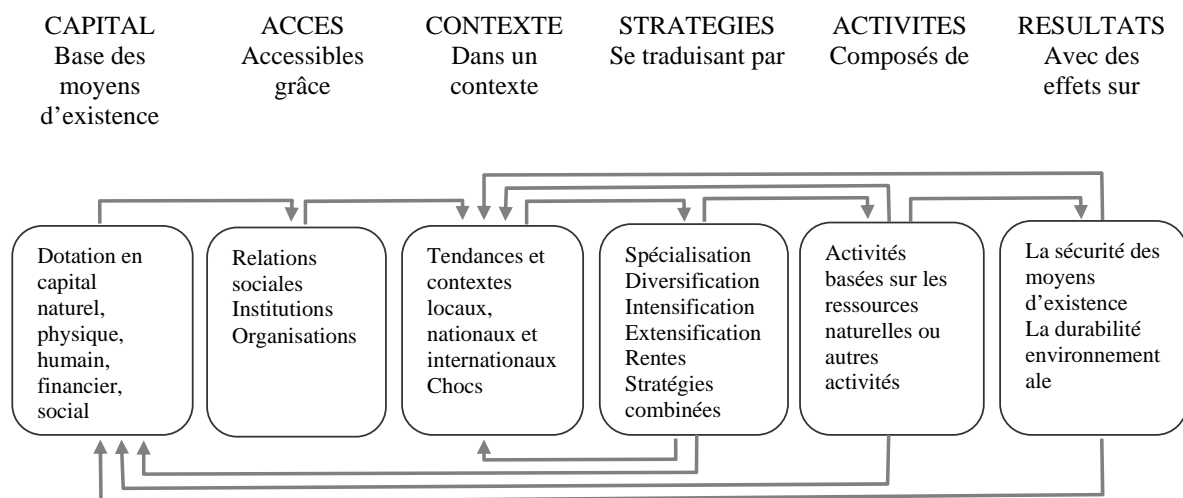
A partir de cette définition, Ellis (2000) met en avant deux mécanismes caractéristiques des moyens d'existence ruraux qui sont le processus de structuration et la diversification. Le rapport trilogique actifs-accès-activités, constituant le moyen d'existence, est un processus permanent dans lequel un ménage fait interagir ces éléments entre eux et fait évoluer leur structure respective en fonction des circonstances, qu'il s'agisse de contraintes ou d'opportunités, afin d'assurer sa subsistance. La diversification des moyens d'existence ruraux est donc, selon la définition d'Ellis (2000 :15), *« le processus par lequel les ménages ruraux se construisent un portefeuille de plus en plus diversifié d'activités et d'actifs dans le but de survivre et d'améliorer leur niveau de vie ».*

Dans la littérature, la question de la diversification renvoie surtout à la structuration des sources de revenus du ménage dans une logique soit de stratégie de survie, de stratégie d'accumulation ou de stratégie de gestion des risques (Niehof, 2004 ; Yaro, 2006). D'un point de vue du développement rural et du changement structurel, cette notion de diversification des revenus ou des moyens de subsistance en milieu rural est une transposition de la diversification de l'économie rurale et sous-entend généralement un processus de « désagrarisation » à travers une baisse progressive des revenus issus de l'agriculture au profit des sources non-agricoles (Diao *et al.*, 2010 ; Timmer, 2009; Loison, 2015). Dans le cadre de ce travail, elle est perçue dans un sens « structuraliste » allant au-delà de la dichotomie agricole/non-agricole c'est-à-dire la diversité aussi bien des sources issues des activités non-agricoles que parmi les activités agricoles et de la production agricole ainsi que toutes les combinaisons envisageables qui peuvent en découler.

4.2.3. Le cadre conceptuel des moyens d'existence

Afin d'analyser les moyens d'existence, il est nécessaire de les intégrer dans un système qui tient à la fois compte des concepts qui les composent, du contexte (local, national ou international) dans lequel ils sont mis en œuvre (notamment les tendances macroéconomiques et les chocs exogènes), des résultats et des interactions complexes entre tous ces éléments dans un processus continu. Pour ce faire, un cadre conceptuel de l'approche présentant le système s'est alors développé dont la version la plus connue est celle des *Sustainable Rural Livelihoods* (SRL) du Department of International Development (DfID, 2000) inspirée des travaux de Scoones (1998) et de Carney (1999). Le cadre d'analyse schématise le système à l'aide de catégories distinctes et explicites avec plusieurs points d'entrée possibles. Ceci permet de faciliter l'opérationnalisation de l'approche et son adaptation en fonction du contexte étudié et de la problématique traitée par l'analyste. Le cadre peut également s'adapter à n'importe quelle échelle d'analyse que ce soit au niveau de l'individu, du ménage, d'un village, d'une communauté ou d'autres zones géographiques plus larges ayant les mêmes caractéristiques agro-écologiques (Ellis, 2000). Quant à la méthodologie de collecte d'informations et d'analyse, l'approche des moyens d'existence est ouverte à toutes les techniques de recherche mobilisables qu'elles soient quantitatives ou qualitatives et favorise même le recours aux approches qualitatives comme les études participatives pour analyser les processus (Gondard-Delcroix, 2005).

Figure I.1 Cadre des moyens d'existence ruraux révisé



Source : d'après Ellis (2000 :20), repris de Sourisseau et al. (2012) et de Bosc et al. (2014 :17).

Le cadre conceptuel des moyens d'existence nous semble donc pertinent pour étudier les Petites Prospérités en milieu rural pauvre (Figure I.1). Il offre une grille de lecture accessible qui permet d'appréhender les structures socioéconomiques complexes des sociétés rurales des pays à vocation agricole tout en tenant compte de leur diversité. En effet, ces structures fortement liées aux formes familiales de production agricole peuvent varier d'une région à une autre, aussi bien à l'intérieur qu'entre les différents pays (Bosc *et al.*, 2015). Elle présente également l'avantage de favoriser les méthodes pluridisciplinaires qui convient à notre objet d'étude ainsi qu'à la démarche que nous proposons (Ellis, 2000 ; Scoones, 2009). Il permet ainsi de dépasser les approches, qui sont non seulement unidimensionnelles et strictement économiques mais également trop générales et macroéconomiques, adoptées par la majorité des récents travaux sur les « Classes Moyennes » émergentes des pays en développement. Nous supposons donc que les moyens d'existence sont un des éléments fondamentaux qui structurent ces sociétés et qui vont déterminer les opportunités et les perspectives de vie des ménages ruraux.

4.3. La classe de Petite Prospérité : une position intermédiaire dans l'espace des moyens d'existence ruraux

A partir du cadre conceptuel exposé précédemment, la définition des Petites Prospérités peut être précisée comme étant une catégorie de ménages dont les moyens d'existence leur permettent de mener une vie digne et d'enclencher une dynamique d'accumulation au-delà de la survie. Une étape importante serait donc de déterminer les moyens d'existence qui pourront pourvoir ces conditions et ces capacités aux ménages.

4.3.1. La conception structurale de l'espace des moyens d'existence

Dans ce travail, les Petites Prospérités vont être identifiées à l'intérieur d'un espace social rural qui sera défini, en faisant référence à la conception de Bourdieu (1979), comme étant une structure de différences. Dans notre cadre conceptuel, les fondements de ces différences en milieu rural sont les moyens d'existence des ménages. A l'intérieur de cet espace des moyens d'existence, qui appartient à un système délimité par le contexte étudié, chaque ménage occupe une position qui est déterminée par le moyen d'existence qu'il a mis en œuvre. Les positions occupées par les ménages dans cet espace devraient traduire à la fois des écarts et des proximités. Autrement dit, elles devraient différencier ou rapprocher les ménages les uns des autres selon leurs profils et conditions de moyens d'existence de manière à ce que

des classes, comprises dans le sens de classes théoriques ou classes sur le papier, puissent être distinguées.

L'identification de ces classes va se faire sur la base de la définition retenue du concept de moyens d'existence. D'après notre cadre conceptuel, il existe deux niveaux (ou sous-espaces) d'observation qui permettent de situer les ménages dans l'espace des moyens d'existence du contexte étudié : celui des actifs et celui des activités. En faisant référence à la conception de Bourdieu (1979), l'espace des moyens d'existence devrait donc être structuré en trois dimensions : (i) une verticale relative aux volumes des actifs et aux degrés d'efficacité des stratégies d'activités des ménages, (ii) une horizontale correspondante à la structure des actifs et à la nature des stratégies d'activités et (iii) une dynamique qui renvoie aux transformations subies par les portefeuilles d'actifs et d'activités dans le temps. A partir de cet espace de différences, les Petites Prospérités pourront être identifiées en fonction de leur position relative en termes de moyens d'existence et concordant à leur définition donnée. La mise en évidence des différentes classes se base surtout sur les deux premières dimensions, en adoptant un point de vue statique. Ce n'est qu'une fois identifié que leur processus de structuration et leurs dynamiques seront étudiées.

Le cadre des moyens d'existence sollicite justement une telle démarche de stratification des ménages. Suivant cette méthode, plusieurs études empiriques (Carter et May, 1999 ; Brown *et al.*, 2006 ; Iiyama *et al.*, 2008 ; Alinovi *et al.*, 2010 ; Stifel, 2010 ; Andrianirina *et al.*, 2011 ; Alemu, 2012 ; Liao *et al.*, 2014) adoptant cette approche ont souvent élaboré des nomenclatures des moyens d'existence des ménages à des échelles diverses (locales, régionales, nationales). Leur logique et leur démarche nous semblent finalement assez proches des approches traditionnelles de classes sociales – dans la lignée de Marx, Weber et Bourdieu – qui expliquent les inégalités de chances de vie mais appliquée en milieux ruraux agricoles. Pourtant, à l'exception de Carter et May (1999) et Zoomers (1999) qui affirment mettre en évidence des distinctions de classes, très peu de travaux font explicitement référence aux classes de moyens d'existence ou aux classes d'exploitants. Ceci afin d'éviter certainement toute ambiguïté avec, d'une part, l'usage d'un terme relevant davantage du domaine de la sociologie et, d'autre part, des systèmes de stratification qui pourraient encore prévaloir dans certains espaces sociaux ruraux comme les systèmes de castes, d'ethnies, de clans etc. (Pontié et Robineau, 1992).

4.3.2. Les contraintes méthodologiques

La première étape (statique) de configuration de l'espace des moyens d'existence soulève quelques enjeux méthodologiques qu'il convient de préciser. Ces contraintes sont très liées entre elles et soulignent d'une manière générale la nécessité de prendre en compte les particularités du contexte étudié, le maître-mot de l'approche des moyens d'existence.

Premièrement, le choix des éléments à considérer dans les portefeuilles d'actifs et d'activités a toujours fait débat dans la littérature. Autant les cinq formes de capital sont généralement admises, les indicateurs de ressources à retenir et leurs mesures ne font pas toujours l'unanimité et certains font l'objet de critiques. C'est le cas notamment du capital social dont la définition même est assez débattue (Bebbington, 1999). De même, les différentes sources de revenu possibles et leurs impacts sur le bien-être des ménages peuvent varier d'un contexte à un autre. Des activités peuvent par exemple être des stratégies efficaces dans certaines régions et dans d'autres des stratégies de survies involutives et marginales (Bosc *et al.*, 2015). Les facteurs de différenciation à choisir devraient donc à la fois avoir un sens dans l'espace social rural étudié et donner sens à sa configuration en y traduisant les principales oppositions socioéconomiques.

Deuxièmement, la diversité des combinaisons possibles d'actifs et d'activités pour un ménage implique une multitude de profils de moyens d'existence qui fait que chaque ménage sera un cas particulier donnant lieu à autant de profils que de ménages. Il est donc préférable de recourir à des typologies qui permettent de regrouper les ménages ayant des profils proches dans des catégories homogènes. La construction de ces typologies, qui sera développée dans la partie empirique, devrait répondre au mieux au cadre conceptuel et opérationnel adopté (Jary et Jary, 1995 ; Perret *et al.*, 2005). Dans notre objectif de configurer un espace de moyens d'existence, ces typologies doivent donc refléter les structures d'actifs et d'activités les plus suivies et les plus saillantes dans l'espace social analysé. Comme le précisent Perret *et al.* (2005 :24) : « *Les systèmes de typologie représentent des formalisations de la complexité du monde rural à l'échelle locale, et des manières analytiques pour comprendre ce monde* ».

Troisièmement et corollairement, il existe une forte corrélation et une quasi-symétrie entre les deux sous-espaces des actifs et des activités. Cela contraint souvent les études empiriques sur les moyens d'existence à l'échelle du ménage à devoir choisir comme point d'entrée l'un des deux niveaux d'observation et les traiter séparément. Plus précisément, il

s'agit de choisir entre une stratification des ménages ruraux sur la base d'une typologie des profils d'actifs et celle des portefeuilles d'activités.

4.4. La configuration empirique de l'espace des moyens d'existence ruraux

Le choix de la base de la stratification des ménages selon leurs moyens d'existence est déterminant pour la configuration de l'espace rural étudié. Les différentes études empiriques qui mobilisent ce cadre justifient leur typologie en mettant en avant un aspect jugé crucial dans le processus de structuration des moyens d'existence ruraux.

4.4.1. Une typologie des actifs ou des activités ?

Les classifications basées sur les capitaux visent à mettre en avant les dotations en ressources comme étant les principales déterminantes des stratégies que les ménages pourront mettre en œuvre et donc du niveau de leur bien-être et de leur richesse. En se focalisant sur les *inputs*, selon Scoones (2009), ou sur les facteurs de production, selon une logique de fonction de production empruntée par Barrett et Reardon (2000), l'analyse se situe en amont du processus de structuration des moyens d'existence. Cette approche basée sur les actifs est considérée comme étant le point d'entrée logique du cadre des moyens d'existence et a été privilégiée par plusieurs études (Rakodi, 1999 ; Ellis, 2000 ; Orr et Mwale, 2001 ; Brown *et al.*, 2006 ; Adato *et al.*, 2006 ; Jansen *et al.*, 2006 ; Andrianiriana *et al.*, 2011 ; Bosc *et al.*, 2015). Elle fait écho à des travaux plus anciens faisant le lien avec la pauvreté (Ruggles et Williams, 1989 ; Reardon et Vosti, 1995 ; Birdsall et Londono, 1997 ;) et a surtout été mise en avant comme étant une alternative aux mesures monétaires de la pauvreté et de sa dynamique suite aux travaux de Carter et Barrett (2006) et de Carter et May (2001). En effet, l'approche par les actifs permet de mieux comprendre les fondements structurels de la pauvreté en introduisant l'idée de pièges de pauvreté basés sur des seuils d'actifs (Hulme et McKay, 2005). L'approche vise alors à améliorer l'orientation et la conception des politiques et des moyens d'action contre la pauvreté pour une meilleure efficacité en se focalisant sur les actifs (Moser et Dani, 2008).

Quant aux classifications basées sur les activités, elles mettent l'accent sur la complexité et la diversité des moyens de générer et de stabiliser les revenus à travers la question de la diversification (Anseeuw *et al.*, 2001 ; Birch-Thomsen *et al.*, 2001 ; Perret *et al.*, 2005 ; Jansen *et al.*, 2006 ; Iiyama *et al.*, 2008 ; Alinovi *et al.*, 2010 ; Alemu, 2012 ; Khatun et Roy, 2012 ; Losch *et al.*, 2012 ; Liao *et al.*, 2014 ; Savath *et al.*, 2014). Cette

dernière est alors appréhendée dans une logique de stratégies de moyens d'existence (Ellis, 2000). Dans ce cas, la stratification se situe davantage en aval du processus en s'intéressant aux *outputs*, selon les termes de Scoones (2009), qui explicitent les stratégies adoptées par les ménages. Cette approche par la diversification des activités a surtout été confortée par deux faits marquants que les études empiriques ont mis en évidence chez les petits exploitants en Afrique Subsaharienne. Il s'agit premièrement de la part importante et croissante que représentent les revenus issus des sources non-agricoles dans le revenu total des ménages ruraux africains, qui dépasserait les 30% (Bryceson et Jamal, 1997 ; Reardon, 1997 ; Little *et al.*, 2001 ; Ellis et Freedman, 2004 ; Haggblade *et al.*, 2010). Deuxièmement, il a été démontré qu'il existe une corrélation positive entre la part du revenu non-agricole et le niveau du revenu global des ménages ruraux (Reardon, 1997 ; Ellis, 2005 ; Barrett *et al.*, 2001). L'économie rurale non-agricole est même considérée comme étant une voie plus efficace à privilégier pour sortir les populations rurales de la pauvreté et soutenir une croissance rurale forte (Ellis, 2005 ; Haggblade *et al.*, 2010). La littérature s'est beaucoup intéressée aux causes et conséquences des différentes formes de diversification des activités des ruraux – interprétée aussi bien dans un sens strict de transition sectorielle que dans un sens structuraliste – et souligne la forte hétérogénéité des conclusions qui dépendent des circonstances locales et des systèmes observés c'est-à-dire du contexte, des institutions et relations sociales, des opportunités et de la distribution des actifs et du revenu (Ellis, 1998)¹⁶. L'objectif est généralement de déterminer la nature des stratégies de moyens d'existence qui seraient les plus efficaces c'est-à-dire les plus rémunératrices et résilientes et de comprendre leurs conditions de mise en œuvre et leurs dynamiques.

Bien que ces deux approches aient leurs avantages respectifs, elles présentent aussi chacune des limites en tant que base de stratification des moyens d'existence. Comme on l'a déjà noté, l'estimation des indicateurs d'actifs surtout pour les actifs non productifs peut s'avérer compliquée en milieu rural pauvre d'autant plus que les marchés y sont défaillants voire inexistants et les prix très volatiles (Barrett *et al.*, 2001). De plus, dans certains cas, les actifs ne sont alloués que partiellement à des activités ce qui implique la nécessité de distinguer les capitaux qui servent, d'une manière directe ou indirecte, à générer des moyens d'existence de ceux latents qui ne sont pas engagés dans le processus de production afin de tenir compte du choix (ou non choix) final d'organisation productive des ménages. De même,

¹⁶ Loison (2015) a fait une synthèse des débats sur les déterminants et les impacts de la diversification en Afrique Subsaharienne en s'intéressant particulièrement aux petits exploitants.

les activités sont également difficiles à évaluer notamment en ce qui concerne les sources de revenus non-monétaires ou issus d'actifs non productifs. Une typologie basée sur les activités nécessite en effet des informations exhaustives sur les flux de revenus dégagés dans le cadre de la structuration du moyen d'existence d'un ménage. C'est pourquoi Barrett *et al.* (2001) insistent sur la complémentarité des actifs et des activités, auxquels ils rajoutent le revenu, et la nécessité de les combiner pour mesurer la diversification des moyens d'existence ruraux. Nous optons donc pour cette dernière démarche afin d'obtenir une configuration d'un espace des moyens d'existence qui puisse refléter au mieux la réalité complexe de l'espace rural étudié.

4.4.2. Une approche globale basée sur les activités

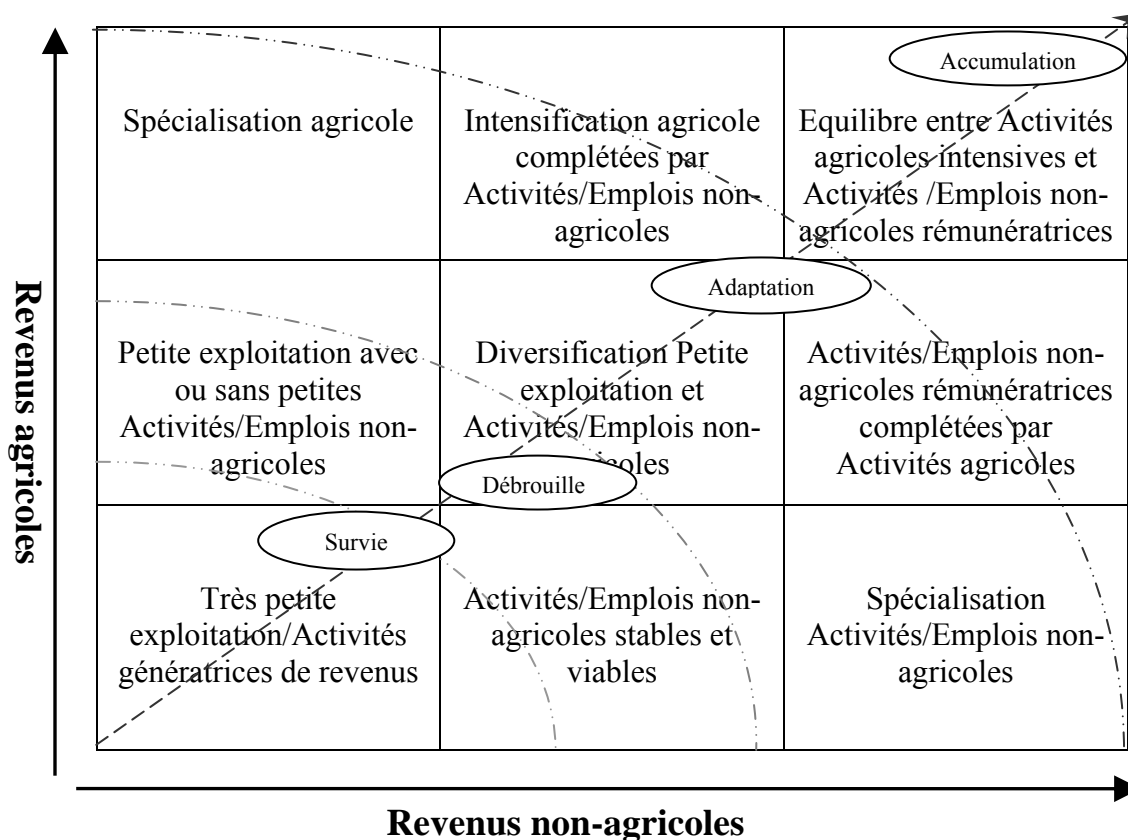
Dans l'approche que nous proposons dans ce travail, les principaux éléments constitutifs d'un moyen d'existence (actifs et activités) ainsi que le revenu (comme indicateur de résultats monétaire) seront pris en compte. Toutefois, un sous-espace en particulier, à savoir celui des sources de revenus, servira de base à la configuration et sera mis en avant à l'aide d'une typologie des portefeuilles d'activités qui sera déterminée au préalable. Ce choix méthodologique répond à des questions d'ordres théorique et pratique.

Dans le processus de construction d'un moyen d'existence, la structuration des activités, bien qu'elle repose principalement sur les dotations en actifs, est une étape importante dont dépend directement le revenu du ménage. D'après Gondard-Delcroix (2005) la nature du portefeuille d'activités d'un ménage rural, interprétée à travers le cadre des *capabilités* de Sen et le processus de conversion, traduit sa capacité à valoriser ses ressources et constitue par conséquent un élément pivot du processus de son bien-être économique. En outre, une typologie des structures d'activités des ménages, si elle est construite conformément aux grandes tendances structurantes de l'espace rural étudié, a l'avantage de relater toutes les opportunités qui s'offrent à un ménage pour affecter et valoriser ses ressources et orienter ses stratégies et qui pourront en définitive influencer la structure même de ses actifs. Enfin, au vu de notre intention de mettre en évidence des positions de classe, se baser sur la typologie des portefeuilles d'activités relative à l'organisation productive des ménages revient à se rapprocher des approches sociologiques traditionnelles des classes sociales qui sont associées à « *des positions et des fonctions dans les rapports sociaux de production* » (Bosc, 2008 : 5).

Dans la démarche que nous adoptons, la configuration de l'espace des moyens d'existence va se faire en deux étapes. Dans un premier temps une typologie de portefeuilles

d'activités sera construite en classant les ménages à partir des principaux profils de diversification de revenus qui structurent le sous-espace des activités. Dans un second temps, la stratification de l'espace des moyens d'existence se fera sur la base d'une classification des ménages à partir de la typologie des stratégies d'activités préalablement définie, d'un indicateur de résultat monétaire et des éléments d'actifs qui ne sont pas directement corrélés à la typologie mais qui sont des sources significatives de distinction sociale. L'objectif est d'arriver à une configuration de l'espace des moyens d'existence telle représentée dans la figure I.2 sous forme de matrice bidimensionnelle, inspirée d'Orr et Orr (2002). Cette matrice permet de déterminer les différentes positions des classes de ménages selon la nature et le niveau d'efficacité de leurs moyens d'existence. A la base, le schéma était destiné à analyser la relation entre deux stratégies de moyen d'existence à savoir l'agriculture et la micro-entreprise rurale. Dans notre version adaptée, bien que nous gardions la principale distinction entre activités agricoles et non-agricoles, nous considérons la possibilité de projeter sur le schéma bidimensionnel des formes de diversification agricoles et non-agricoles définies par la typologie des portefeuilles d'activités. Dans ce cas, l'axe des ordonnées représente le niveau de revenu issu des différentes sources agricoles et l'axe des abscisses celui des sources non-agricoles. Le déplacement tout au long du premier axe traduit une spécialisation du ménage dans des profils d'activités uniquement agricoles, sur le deuxième axe dans des profils non-agricoles et sur la diagonale une diversification équilibrée entre les deux. Le schéma relate également quatre types de stratégies des moyens d'existence inspirées de Devreux (1999) à savoir la stratégie de survie, la stratégie de débrouille, la stratégie d'adaptation et la stratégie d'accumulation.

Figure I.2 Lien entre les différentes sources de revenus agricoles et non-agricoles dans les moyens d'existence ruraux



Source : d'après Orr et Orr (2002 :3).

5. Conclusion

La notion de Petite Prospérité est une alternative appropriée pour appréhender la position sociale intermédiaire dans le contexte des pays à base agricole, plus particulièrement celui des milieux ruraux. Elle permet non seulement d'éviter la confusion conceptuelle avec la notion de Classe Moyenne, qui reste marquée par l'évolution historique des sociétés capitalistes modernes, mais également de rompre avec le modèle très occidental de cette dernière qui est pourtant privilégié par la littérature récente en économie du développement. En adoptant le cadre des moyens d'existence ruraux, la définition du concept de Petite Prospérité adoptée dans ce travail se base sur les inégalités des capacités d'agir et des chances de vie des ménages dans l'espace social étudié et s'inscrit ainsi dans la lignée des traditions des analyses de classes (Marx, Weber et Bourdieu). L'approche que nous proposons pour identifier la classe de Petite Prospérité à partir d'une stratification sociale tient compte des différents éléments constitutifs d'un moyen d'existence rural (revenus, actifs et activités). Elle ouvre la possibilité de mener une investigation empirique de cette classe sociale dans notre milieu

d'étude, à savoir la région d'Itasy à Madagascar. Le cadre conceptuel et méthodologique établi dans ce chapitre consiste plus précisément à configurer l'espace des moyens d'existence en Itasy sur trois dimensions : *(i)* la nature des moyens d'existence, *(ii)* l'efficacité des moyens d'existence et *(iii)* le processus de construction et de transformation des moyens d'existence.

CHAPITRE 2 : LES PETITES PROSPERITES EN ITASY : UNE IDENTIFICATION EMPIRIQUE

1. Introduction

Le chapitre précédent a proposé une construction conceptuelle, théorique et méthodologique de la notion de Petite Prospérité qui est une alternative au concept de Classe Moyenne pour analyser la structure de classes des milieux ruraux d'un pays à base agricole. Cette étape a permis d'élaborer un cadre d'analyse opérationnel qu'il s'agit de mettre en œuvre empiriquement, à partir de ce chapitre, en milieu rural en Itasy, une région des Hautes Terres centrales de Madagascar, afin d'approfondir les connaissances du tissu socioéconomique rural dans ce territoire. Ce chapitre se fixe comme objectif de livrer une photographie de la structure de classes de moyens d'existence en Itasy qui devrait refléter au mieux la réalité sociale contemporaine ainsi que sa complexité dans le milieu rural étudié. A partir de cette structure sera ensuite identifiée la classe de la Petite Prospérité. Pour ce faire, l'espace en Itasy sera configuré à partir des deux dimensions statiques du cadre d'analyse précédemment établi : (i) la nature des moyens d'existence des ménages, et (ii) l'efficacité de leurs moyens d'existence.

L'investigation empirique de la classe de la Petite Prospérité en Itasy vise alors à mettre en évidence les principales classes de moyens d'existence qui sont à l'origine des inégalités de chances de vie et de capacité d'agir parmi les ménages ruraux de cette région. Comme nous l'avons abordé dans le chapitre précédent, la classe de la Petite Prospérité correspond aux positions des ménages dont les moyens d'existence leur permettent d'enclencher une dynamique d'accumulation au-delà de la survie et qui sont par conséquent les principaux acteurs des changements en cours en milieu rural des pays à base agricole. Les repérer permet donc de mettre en évidence les déterminants potentiels de l'évolution des systèmes de production en Itasy. C'est ce qui renvoie à la problématique de recherche de cette thèse qui consiste à analyser les dynamiques de transformations rurales et agricoles en milieu rural malgache à même de refléter le changement structurel de l'Ile. Une meilleure connaissance de ces dynamiques est indispensable pour mieux élaborer et mieux guider les politiques rurales et agricoles du pays afin de relever les défis contemporains et à venir : la transition agraire, la sortie de l'« impasse démo-économique » du monde rural malgache, la lutte contre la pauvreté

et l'insécurité alimentaire. En effet, bien que le rôle du gouvernement malgache s'avère primordial pour expliquer les dynamiques de changement, comme le soulignent Dabat *et al.* (2008a) et Dabat et Jenn-Treyer (2010), celui des principaux acteurs concernés, c'est-à-dire les ménages ruraux, n'est pas pour autant négligeable et mérite d'être étudié plus avant. Les échecs des politiques rurales et agricoles menées par les différents régimes qui se sont succédés à Madagascar, s'expliquent en grande partie par la divergence d'intérêts historiques opposant les régimes successifs d'un côté et la paysannerie de l'autre. En effet, pour atteindre ses objectifs, le pouvoir central, quelle que soit sa nature, aurait toujours vainement recherché à administrer voire soumettre la paysannerie ; laquelle a constamment manifesté sa résistance par le « repli sur soi » (Andriamanindrisoa, 2004). Toutefois, ce repli sur soi n'est pas synonyme d'atonie puisque les paysans se sont toujours adaptés aux revirements de paradigmes et d'idéologie en suivant leurs propres logiques et stratégies, impliquant un processus de mutations continues des campagnes malgaches (Raison, 1994 ; Rakoto-Ramiantsoa, 1994 ; Blanc-Pamard et Rakoto-Ramiantsoa, 2000). Une meilleure compréhension de ces acteurs sociaux ruraux, de leurs logiques, leurs aspirations et leurs attentes est donc indispensable à toute intervention publique, qui se veut efficace et pertinente. En effet, il est impératif que les décideurs publics se dotent d'une vision plus claire et éclairante du monde rural malgache afin d'assurer la cohérence des politiques adoptées aux objectifs et aux capacités non moins hétérogènes des acteurs sociaux ruraux.

Dans cette optique, ce travail plaide pour une rupture avec une vision homogénéisante de la masse paysanne qui prédomine et persiste jusqu'à ce jour. Une telle conception empêche en effet de rendre intelligible la structure complexe de la société paysanne malgache et masque des inégalités multidimensionnelles qui n'ont cessé de se creuser, plus particulièrement dans les régions rurales des Hautes Terres centrales, très tôt marquées par le pouvoir monarchique *Merina* dès le début du XIX^{ème} siècle. L'analyse de la classe de la Petite Prospérité que nous proposons aborde une dimension essentielle des inégalités et de la structure paysanne qui est celle des classes sociales.

Pour mener à bien cette démarche empirique, le chapitre procède d'abord à une description du contexte général et des principales caractéristiques actuelles de l'agriculture et des zones rurales malgaches. Un bref parcours historique sur l'évolution ou la supposée immuabilité de la société paysanne malgache, à travers le prisme du lien, en apparence variable, entre la paysannerie et les différents pouvoirs centraux qui se sont succédés depuis la monarchie *Merina*, vient étayer cette contextualisation. Ceci vise à mieux comprendre la situation actuelle du monde rural malgache et justifier la pertinence du cadre conceptuel des

Petites prospérités par rapport aux conditions socioéconomiques et historiques spécifiques au milieu étudié. Ensuite, le chapitre présente la source de données statistiques, en l'occurrence le Réseau des Observatoires Ruraux de Madagascar (ROR), à même de capter les spécificités des zones rurales malgaches. Ce système d'information statistique original permet, d'une part, de spécifier le contexte particulier du milieu étudié, à savoir la région d'Itasy, en resserrant le champ d'analyse et, d'autre part, de préciser le choix de la méthode de la classification pour l'identification empirique des Petites Prospérités. Finalement, après la mise en œuvre de la méthode sur la base des données de 2008 du ROR et des entretiens qualitatifs réalisés en novembre 2013, le chapitre présente la classe de la Petite Prospérité en Itasy, ses composantes et leurs principales caractéristiques à partir de la définition précédemment retenue de manière à donner un éclairage original à la connaissance de ce milieu rural.

2. Agriculture et économie rurale à Madagascar : une difficile transition agraire

Cette première section dresse un panorama de l'état de l'agriculture et de l'économie rurale malgache actuel en relevant aussi bien leurs faiblesses, plus notables, que leurs potentiels, non négligeables. L'objectif est de mettre en évidence les enjeux majeurs qu'elles représentent dans le processus de développement et de transformation structurelle du pays. De ce constat découleront ensuite l'importance du rôle conjoint de l'Etat et des acteurs sociaux pour réussir ces défis ainsi que l'intérêt du cadre analytique en termes de classes sociales et de Petite Prospérité que nous proposons.

2.1. Une économie malgache basée sur l'agriculture et le riz

Madagascar fait partie de la majorité des pays d'Afrique subsaharienne classifiés par la Banque Mondiale dans la catégorie des pays à base agricole ou *agriculture-based countries* dans son Rapport sur le Développement Mondial de 2008 (RDM08). L'agriculture et les secteurs qui lui sont affiliés jouent un rôle socioéconomique primordial dans le processus de développement du pays. Ils constituent la principale source de richesses, d'emplois, d'activités et de revenus dans le pays et sont déterminants de la croissance économique, de la réduction de la pauvreté et de la sécurité alimentaire. Afin de montrer cette place importante qu'occupe l'agriculture dans l'économie du pays, nous décrivons dans les prochaines sous-sections les principales caractéristiques de l'agriculture malgache.

2.1.1. Le rôle moteur de l'agriculture

Depuis 1970, l'économie malgache n'a pas connu de transformation majeure et demeure essentiellement agricole au vu de la structure de son PIB qui est restée relativement stable durant cette période. En effet, le secteur primaire contribue en moyenne à 35% de la richesse du pays, le secteur secondaire 14% et le secteur tertiaire 51% (Instat, 2011). Les activités dans les deux derniers secteurs, notamment l'agro-alimentaire et les activités de commerce et de transport, dépendent directement du secteur agricole. La croissance économique à Madagascar dépend essentiellement de la dynamique de l'agriculture qui reste le moteur de l'économie du pays.

Le secteur agricole est également le premier employeur et la principale source d'activités du pays en concentrant plus de 80% de sa population active en 2010 (Tableau II.1). Cette position de l'agriculture dans la structure des emplois ne risque guère d'évoluer dans les prochaines décennies compte tenu de la structure et la dynamique démographique de la population malgache mais aussi des capacités très limitées des autres secteurs économiques.

Tableau II.1 Structure des emplois par branche d'activité, selon le milieu de résidence (en%)

Branche d'activité	Urbain	Rural	Ensemble
Agriculture/primaire	54,7	86,5	80,5
Industrie alimentaire	0,8	0,2	0,3
Textile	2,9	0,7	1,1
BTP/HIMO	2,8	0,8	1,2
Autres industries	3,2	1,7	2,0
Commerce	17,7	4,3	6,9
Transport	2,7	0,6	1,0
Santé privée	0,5	0,1	0,2
Enseignement privé	1,0	0,3	0,5
Administrations publiques	5,6	1,7	2,4
Autres services privés	8,2	3,2	4,1
Total	100,0	100,0	100,0

Source : INSTAT (2011)

En 2010, Madagascar compte près de 20 millions d'habitants dont 16 millions, soit 80% de la population totale, sont des ruraux et 14 millions, soit 90% de la population rurale, vivent principalement (ou en partie) de l'agriculture (Minagri, 2012 ; Instat, 2011). N'ayant pas encore achevé sa transition démographique, Madagascar connaît un taux de croissance annuel moyen de l'ordre de 2,8% de sa population¹⁷ qui se concentre surtout en milieu rural et reste

¹⁷ Après un ralentissement de la croissance démographique entre 1800 et 1950 dû à une forte mortalité, la population malgache et particulièrement la population rurale a crû fortement à partir des années 1960 pour atteindre un taux de croissance de plus de 3% dans les années 1990 ; un taux qui a commencé à ralentir à partir

principalement une population jeune. De plus, contrairement à la plupart des pays africains, le phénomène d'urbanisation rapide ne s'est pas opéré à Madagascar. La population malgache est historiquement peu mobile. L'exode rural reste très faible et les migrations internes limitées et conjoncturelles – souvent économiques liées à la recherche d'emploi comme le salariat agricole ou d'activités non agricoles complémentaires – de l'ordre de 15% (Instat, 2006), s'effectuent majoritairement de zones rurales en zones rurales (Pierre Bernard *et al.*, 2006 ; Rakotonarivo *et al.*, 2010). Ainsi, dans les décennies à venir, en moyenne plus de 400 000 jeunes adultes, essentiellement ruraux, vont entrer chaque année dans la vie active ; ce chiffre pourrait même atteindre les 700 000 jeunes en 2040 (Pierre Bernard *et al.*, 2006). Face à cette forte pression démographique, c'est le secteur agricole qui va continuer à absorber l'offre de travail supplémentaire puisque les opportunités d'emplois non-agricoles en milieu rural et sur le marché du travail urbain restent très limitées. Les secteurs du textile et du tourisme qui sont les plus dynamiques n'ont par exemple qu'une capacité d'absorption annuelle d'au plus 43 000 actifs (Dabat *et al.*, 2008a).

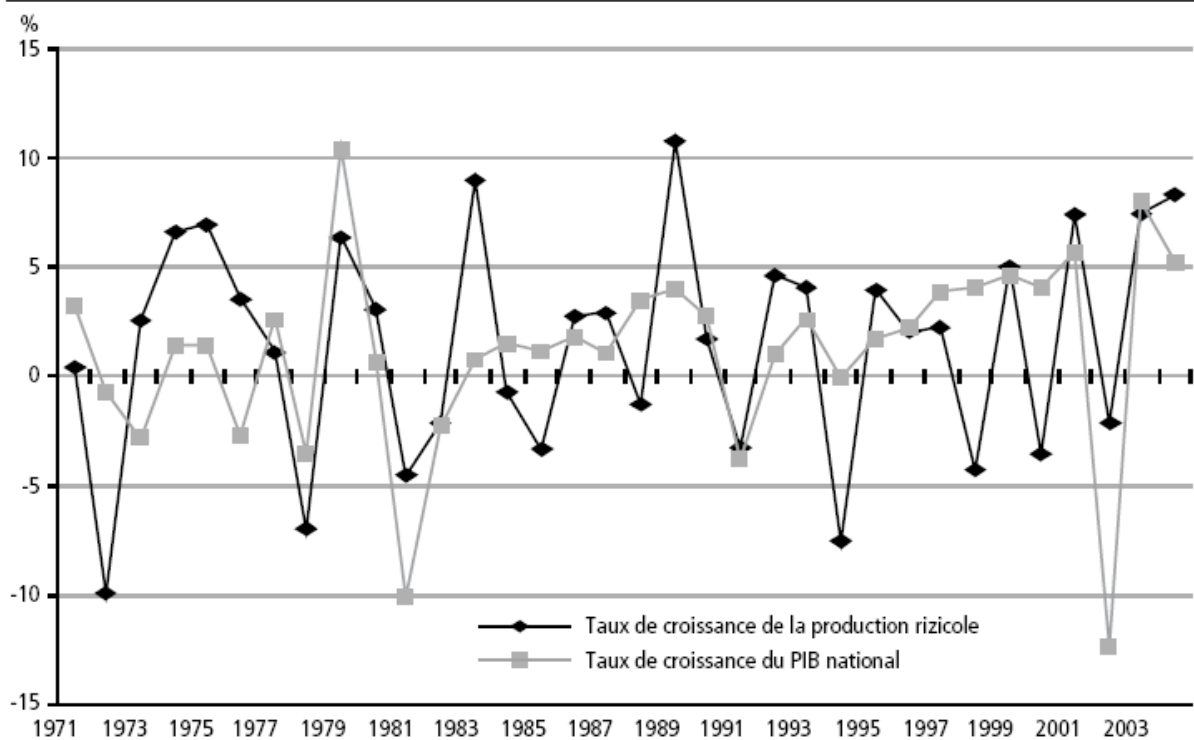
2.1.2. La prépondérance de la riziculture

L'agriculture malgache est largement dominée par le riz qui est reconnu comme étant la base même de l'économie du pays (Le Bourdiac, 1974 ; Roubaud, 1997 ; IFPRI/FOFIFA, 1998 ; UPDR/FAO/CIRAD, 2000 ; Minten et Zeller, 2000 ; Razafindravonona *et al.*, 2001 ; Bockel, 2002 ; Fraslin, 2002 ; Dabat et Jenn-Treyer, 2010). Depuis le règne du souverain Andrianampoinimerina (1783-1810) qui a initié le modèle d'organisation de l'ensemble de l'île, le riz est une filière hautement stratégique et assure des fonctions sociale, économique et politique importantes. Le riz est la principale denrée alimentaire dans presque l'ensemble des régions de Madagascar avec un niveau de consommation annuelle de 115 kg de riz par habitant, soit une consommation totale estimée à plus de 2 millions de tonnes de riz par an (Pierre Bernard *et al.*, 2006 ; Dabat *et al.*, 2008b). Le riz est la première céréale cultivée dans l'île et constitue la principale source de revenu de la majorité des ménages malgaches. La riziculture occupe 60% des superficies cultivées, soit 1,3 millions d'hectares en 2010 (Minagri, 2012), et est pratiquée par 85% des exploitants dans presque toutes les régions malgaches sauf dans celles de l'extrême sud et du sud-ouest de l'île où les conditions agroclimatiques sont beaucoup moins favorables à cette culture (Instat, 2013). En aval, la filière fournit également une source d'activités et d'emplois non négligeables pour un bon

des années 2000 mais reste toujours élevé (Pierre Bernard *et al.*, 2006 ; Dabat *et al.*, 2008a ; Gastineau et Rakotoson, 2008).

nombre d'acteurs. Les performances du secteur rizicole impactent donc directement et de manière significative celles des autres secteurs et de l'économie nationale. C'est ce que confirme d'ailleurs la forte corrélation entre les taux de croissances de la production rizicole et le PIB national (voir Figure II.1). De plus, le secteur contribuerait à 12% du PIB national et à 43% du PIB agricole en 1999 (Dabat, 2003). Le niveau de production rizicole et celui des prix et de leur stabilité sont donc des facteurs importants d'équité sociale, de performance économique et de sécurité alimentaire à Madagascar en influant directement sur les revenus des producteurs et le pouvoir d'achat des consommateurs. C'est pourquoi depuis son indépendance, l'Etat malgache a toujours mis ce secteur sensible au cœur des politiques publiques en maintenant une volonté constante de stabiliser les marchés rizicoles à travers différents modes de régulation somme toute peu cohérents ; un point que nous développerons plus loin.

Figure II.1 Taux de croissance de la production rizicole et du PIB national



Source : Jenn-Treyer (2006) et Dabat et al. (2008b).

2.1.3. Le potentiel sous-exploité des autres activités agricoles

Parmi les autres cultures alimentaires de base, les plus pratiquées sont le manioc, le maïs, la patate douce, la brède et le haricot qui sont des produits de substitution au riz. Le manioc et le maïs sont des cultures de réserve utilisées comme aliment de base pratiquées respectivement par 88% et 42% des ménages agricoles (Instat, 2013). Ces produits vivriers sont cultivés dans la plupart des régions de l'île, surtout dans le Sud, le Sud-Ouest et les Hauts Plateaux.

Les cultures alimentaires d'exportation sont principalement le litchi, la vanille, le girofle, le café, le cacao et le poivre. Elles sont essentiellement concentrées sur la côte Est et le Nord-est de Madagascar et contribuent à hauteur de 17% au revenu total agricole. La filière litchi est la plus dynamique des cultures d'exportation. Malgré une production restée au stade de la cueillette, Madagascar est devenu le premier exportateur de litchi vers l'Europe et la filière occupe saisonnièrement près de 2,5 millions de ruraux sur la côte Est. Madagascar détient aussi près de 60% de part de marché mondial de la vanille, mais ce marché est peu porteur face à la concurrence des produits de synthèse et des pays producteurs émergents. Certains légumes comme les pommes de terre, le haricot vert et le cornichon, produits essentiellement sur les Hautes Terres, commencent actuellement à intégrer l'économie de marché et à être sollicitées pour l'exportation. Cette intégration marchande favorise les agricultures contractuelles, encore très limitées, comme dans le cas de la filière haricot vert où l'entreprise Lecofruit contracte avec les producteurs en imposant un cahier des charges, en fournissant les intrants nécessaires et en assurant l'encadrement technique. Le sucre était également parmi les cultures alimentaires les plus importantes du pays, qui fait partie des rares productions agro-industrielles mais qui connaît des difficultés depuis sa récente privatisation. La filière sucre, dominée par la société nationale Siramamy Malagasy (SIRAMA) dont les zones de production se situent dans l'Ouest et le Nord-ouest de l'île, fournit 70 000 emplois directs et indirects. D'autres cultures non alimentaires comme le coton, le tabac, le sisal et les plantes aromatiques destinées à l'extraction d'huiles essentielles font également partie des cultures industrielles et contractuelles et relèvent souvent de spécialisations locales. Comme dans le cas du sucre, ces filières sont organisées en monopole (par exemple le coton avec l'industrie Hasyma/Dagris et le tabac avec l'OFMATA/Impérial Tobacco).

L'élevage est également une activité agricole importante en milieu rural et il est pratiqué par environ trois quarts des ménages agricoles. Souvent combiné avec les cultures, il est essentiellement destiné à la vente ou sert d'épargne pour les ménages. L'élevage de

volaille est le plus fréquent et concerne plus de 54% des ménages, l'élevage de zébus 26%, les porcins 19% et les zébus de traits 16% (Minagri, 2012). L'élevage est pratiqué dans presque toutes les régions de l'île avec une forte concentration dans celle du Sud considérée comme une zone pastorale importante où les zébus ont des fonctions économiques et socioculturelles importantes¹⁸. Ces dernières années, l'élevage et la pêche, plus particulièrement la filière crevettes, connaissent un dynamisme particulier et prennent une part de plus en plus importante dans le PIB agricole. Après le textile, la filière crevette est le deuxième secteur d'exportation de Madagascar contribuant à 12% des exportations malgaches et près de 8% du PIB en 2005 et source de 40 000 emplois directs et indirects. Cette filière intégrée a bénéficié de plusieurs investissements privés et publics importants et contribue à la diversification des exportations du pays.

2.1.4. Une agriculture éprouvée dans un contexte rural pauvre

Cette permanence de l'économie agricole dominée par la riziculture est symptomatique d'un pays qui ne réussit pas à réaliser sa transition agraire et à entamer son processus de changement structurel. En effet, l'agriculture malgache présente des difficultés structurelles l'empêchant d'effectuer sa transition vers des modèles plus productifs (Dabat et Jenn-Treyer, 2010). Selon plusieurs chercheurs (Pierre Bernard *et al.*, 2006 ; Dabat *et al.*, 2008a), le milieu rural malgache serait actuellement confronté à une « impasse démo-économique » qui enlise l'agriculture et la population rurale dans un cercle vicieux de faible productivité et de pauvreté chronique.

L'agriculture malgache est structurellement peu productive, qu'il s'agisse de la productivité du travail ou celle de la terre. Avec une superficie économique moyenne exploitée de 0,76 hectare par ménage riziculteur, le rendement moyen de la production de riz stagne autour de 2,5 tonnes par hectare et cela depuis plusieurs décennies (Dabat et Jenn-Treyer, 2010 ; Instat, 2013). Cette moyenne est surtout tirée par les rendements de certaines zones aménagées des Hautes Terres qui peuvent atteindre jusqu'à 4,5 t/ha, notamment dans les grands périmètres irrigués qualifiés de « greniers à riz » comme la cuvette du lac Alaotra ou les plaines de Marovoay. Malgré une augmentation importante de la production rizicole entre 1962 et 1999, les rendements ont cru de façon négligeable à un taux beaucoup plus faible que celui de la croissance démographique. La productivité du travail de l'ordre de 40 kg de paddy par jour de travail est également très faible et reste largement en dessous des

¹⁸ Dans la région du sud, le zébu est un signe de richesse économique et un animal de sacrifices rituels lors des différentes cérémonies de funérailles, de mariage, de naissances etc.

performances des pays rizicoles asiatiques (Bockel et Dabat, 2001 ; Bockel, 2003 ; Dabat *et al.*, 2008b ; Dabat et Jenn-Treyer, 2010). La production rizicole est alors insuffisante pour satisfaire la demande nationale et le pays demeure, depuis deux décennies, importateur d'environ 10% de sa consommation annuelle soit 100.000 à 300.000 tonnes de riz par an. Par ailleurs, à Madagascar, plus de la moitié de la production agricole, surtout celle des cultures vivrières comme le riz, le manioc, le maïs et autres tubercules, est encore destinée à l'autoconsommation.

Conjointement, la pauvreté est particulièrement forte en milieu rural malgache et revêt des formes multiples avec de fortes disparités régionales au désavantage de certaines régions du Sud. Ainsi, près de 80% de la population rurale vit sous le seuil de pauvreté national¹⁹ contre 54,2% en milieu urbain en 2010. Ce taux atteint plus de 90% dans les régions du Sud (l'Androy) et du Sud-est de l'île (l'Atsimo Atsinanana et le Vatovavy Fitovinany) (Instat, 2011). A cette pauvreté monétaire s'ajoute l'insécurité alimentaire qui se manifeste par des problèmes de malnutrition, de restriction contrainte de l'alimentation pendant les périodes de soudure – qui sont également très variables selon les régions – et dans certains cas les plus extrêmes mais épisodiques par des famines que l'on rencontre surtout dans quelques régions du Sud et du Sud-est comme Ambovombe et Farafangana (Droy *et al.*, 2010). Par ailleurs, Droy *et al.* (2010) soulignent que la pauvreté en milieu rural malgache se traduit par des conditions de vie difficiles que subit la majorité des ménages ruraux, surtout ceux qui se trouvent dans les régions défavorisées précédemment citées. Ces ménages vivent notamment avec des problèmes d'accès à l'eau potable et à l'électricité, dans des conditions sanitaires rudimentaires et avec des faibles taux d'équipement en biens durables. Ces conditions posent également des contraintes de temps non négligeables, surtout pour les femmes, et affectent les activités économiques et la productivité du travail.

Les politiques rurales et agricoles à Madagascar devraient donc fixer comme objectif principal de remédier à ces problèmes de faible productivité de l'agriculture et la grande pauvreté du milieu rural malgache afin d'assurer la transition agricole et économique du pays. Toutefois, pour atteindre cet objectif, l'Etat malgache doit faire face à plusieurs contraintes à l'origine de l'« impasse démo-économique » dont souffre l'économie du pays.

¹⁹ Le seuil de pauvreté national utilisé par l'Instat (2011) a été le niveau de consommations annuelles de 468.800 Ariary, relativement aux prix pratiqués dans la capitale.

2.2. L’impasse démo-économique de l’économie malgache

Plusieurs facteurs qui sont en même temps les produits des deux traits caractéristiques de l’agriculture et du milieu rural malgache – c’est-à-dire la faible productivité et la pauvreté chronique – constituent dans un processus cumulatif et auto-entretenu l’« impasse démo-économique » dont souffre l’économie du pays. Nous présentons dans cette sous-section ces principaux facteurs qui sont caractéristiques des milieux ruraux pauvres des pays à base agricole.

2.2.1. Les pressions démographique et foncière

La densité de la population malgache demeure très faible bien qu’elle ait progressé du fait de la croissance démographique relativement élevée. Elle est passée de 4 habitants/km² vers la fin du XIX^{ème} siècle (Campbell, 1991) à 27,2 habitants/km² en 2000 et ne devrait atteindre que 78,9 habitants/km² en 2050 (Gastineau et Sandron, 2006). Cette faible densité contraste avec de fortes inégalités spatiales de peuplement qui se manifestent par le déséquilibre entre des espaces presque vides dans la partie occidentale avec une densité de moins de 10 habitants/km² et des espaces très densément peuplés sur les Hauts Plateaux et la côte Est où la densité peut atteindre jusqu’à 120 habitants/km². Ce déséquilibre de la répartition de la population sur le territoire malgache trouve en grande partie son origine dans la structure spatiale du peuplement de la grande île vers la fin du XVIII^{ème} siècle qui a été pratiquement maintenue jusqu’à ce jour. En effet, les Hautes Terres centrales, qui sont des zones d’occupation anciennes, sont historiquement les plus peuplées de l’île. Dès le début du XIX^{ème} siècle sous le règne d’Andrianampoinimerina et perpétué par ses successeurs, l’ancien royaume *Merina*, associé à ce territoire, a fait l’objet de politiques d’expansion et d’organisations sociales et économiques basées sur l’intensification de la production rizicole accompagnée d’aménagement de vastes plaines. Il en a résulté une densification importante qui s’est étendue essentiellement vers la partie orientale avec la politique française commerciale et coloniale (1896-1960) basée sur la mise en valeur agricole des cultures de rentes et industrielles (Rakotonarivo *et al.*, 2010). S’y ajoutent également le rattachement des ruraux des Hautes Terres à leur terroir d’origine et leur faible mobilité qui renforcent la concentration d’une population rurale croissante dans des régions déjà surpeuplées.

Cette répartition spatiale déséquilibrée de la population engendre une pression foncière très importante qui aurait même atteint actuellement un niveau de saturation dans les zones les plus peuplées. Jusqu’à présent, l’absorption des vagues annuelles de nouveaux actifs sur le marché du travail rural par le secteur agricole, peu productif et peu intensif, s’est fait au prix

d'une extensification excessive qui l'a mené à un point que les spécialistes jugent critique (Pierre Bernard *et al.*, 2006 ; Dabat *et al.*, 2008a ; Rakotonarivo *et al.*, 2010). Entre 1985 et 2005, en moyenne, le nombre d'exploitations et la superficie totale agricole a augmenté de 19% tandis que la taille des exploitations a diminué de près de 30% en passant de 1,2 ha/exploitation à 0,86 ha/exploitation sur la période (MAEP, 2006). Avec la forte pression démographique rurale, on assiste à un morcellement des propriétés foncières au fil des générations et des transmissions de patrimoine, menaçant non seulement les moyens d'existence des jeunes ménages, mais également leur sécurité alimentaire et même l'environnement.

2.2.2. L'immuabilité des systèmes agraires malgaches

A la fois source et facteur aggravant de l'essoufflement de l'agriculture malgache, la domination des modes de production et des pratiques et techniques culturelles traditionnels, principalement tournés vers l'autosubsistance, traduit ce que Dabat *et al.* (2008a) appellent l'« immuabilité des systèmes agraires » du pays. D'après le recensement national agricole de 2004-2005, les exploitations agricoles malgaches ont un niveau de mécanisation très faible. L'usage des petits matériels manuels comme la bêche (*angady*), la faucille et la machette prédomine tandis que le taux de possession des équipements relativement plus productifs ou favorables à la culture attelée tels que la houe, la sarceuse, la herse, la charrue demeure très faible. L'utilisation d'importants matériels ou machines agricoles reste le privilège de quelques rares grandes exploitations qui relèvent de l'agriculture intensive commerciale ou industrielle souvent situées dans des zones de forte production comme les greniers à riz ou de transformation agro-industrielle comme dans les régions productrices du sucre, du coton, du tabac, du sisal et du lait. A cette faible mécanisation s'ajoute l'utilisation limitée d'intrants, comme les semences améliorées, les engrais ou les pesticides, qui n'améliore guère l'intensification et la productivité agricole. En 2005, en moyenne près de 85% des exploitations n'utilisent aucun fertilisant, que ce soit organique, minéral ou mixte, dans presque toutes les régions de Madagascar à l'exception d'Antananarivo. Dans la capitale et ses environs, la saturation foncière pourrait contraindre les exploitants à intensifier et le marché des intrants est relativement plus développé et accessible que dans le reste du pays. De même, l'emploi des semences améliorées n'est pas encore suffisamment répandu malgré l'adoption d'une politique nationale semencière et la pratique prépondérante reste la retenue sur les récoltes. Par ailleurs, la pénétration des innovations agricoles se heurte le plus souvent à l'appréhension des agriculteurs. A titre d'illustration, le système de riziculture intensive

(SRI), une innovation pourtant adaptée aux attentes et contraintes agro-économiques des paysans, n'aurait été appliquée que sur 0,18% de la superficie rizicole nationale au bout de vingt ans de diffusion et de vulgarisation (Uphoff, 1999 ; Stoop *et al.*, 2002 ; Laulanié, 2003 ; Moser et Barrett, 2003 ; Jenn-Treyer *et al.*, 2006 ; Dabat *et al.*, 2008a).

Ces traits saillants d'une structure agraire stationnaire sont en partie imputés aux résistances aux changements techniques des paysans malgaches qui s'expliqueraient par leurs stratégies et logiques productives spécifiques au mode de fonctionnement des petites agricultures familiales. Ainsi, dans un contexte de morcellement des terres, les petits exploitants agricoles malgaches seraient moins enclins à investir dans la mécanisation, l'intensification ou les innovations agricoles en raison d'une forte aversion aux risques, d'une logique d'économie de ressources, des stratégies de survie et du rôle de la communauté (Pélissier, 1976 ; Kistler 1999 ; Hirsch, 2000 ; Gannon et Sandron, 2006 ; Jenn-Treyer *et al.*, 2006 ; Dabat *et al.*, 2008a) ; un point que nous développerons en détail plus loin.

D'autres contraintes physiques et institutionnelles externes, qui relèvent principalement du ressort des pouvoirs publics, viennent exacerber ces conditions des exploitants agricoles malgaches et augmentent l'aversion au risque des paysans.

2.2.3. Des contraintes physiques structurelles

La mauvaise maîtrise et l'inégale répartition des systèmes d'irrigation constituent une des principales contraintes physiques qui handicapent l'agriculture malgache. Les grandes infrastructures hydrauliques sur les Hautes Terres datent du règne d'Andrianampoinimerina au début du XIX^{ème} siècle, notamment la construction du réseau de digues et de canaux dans le cadre de l'aménagement des plaines d'Antananarivo. Ensuite, l'extension des réseaux hydrauliques modernes dans d'autres périmètres rizicoles a été initiée par l'administration coloniale dans les années cinquante et achevée durant la première République (Raison, 1984). La gestion, la réhabilitation et l'entretien de ces infrastructures et ouvrages hydro-agricoles, qui dépassent les capacités des paysans, ont toujours reposé sur les responsabilités de l'administration centrale par l'intermédiaire des sociétés d'Etat ou des projets cofinancés par des partenaires extérieurs. Ce mode d'organisation s'inscrit dans une tradition très ancienne qui remonte à l'époque de la monarchie *Merina* et explique l'absence d'implication des paysans usagers dans la prise en charge de ces infrastructures qu'ils ont toujours considérées comme étant la propriété du *fanjakana* c'est-à-dire l'Etat (Raison, 1984). Par ailleurs, après plus de 10 ans de période socialiste, le retrait brutal de l'Etat de ce domaine, à la fin des années 1980, dans le cadre des programmes d'ajustement structurel, a révélé la difficulté voire

l'impossibilité du transfert de responsabilité au secteur privé. Cela a fortement contribué à la dégradation des réseaux hydrauliques en plus des dégâts causés par les aléas climatiques comme les cyclones, les inondations ou les phénomènes d'ensablement et d'érosion des bassins versants. Le mauvais état et l'insuffisance des infrastructures routières constituent également des contraintes physiques qui entraînent l'enclavement de certaines zones de production et le dysfonctionnement des marchés agricoles. Cela entraîne l'augmentation des coûts de transaction, la baisse de la compétitivité des produits et la difficulté d'accès à l'information, créant des problèmes d'asymétrie. Toutefois, depuis quelques années l'Etat a fourni des efforts non négligeables de réhabilitation et de développement du réseau routier et des pistes, ce qui améliore progressivement la situation.

2.2.4. Des défaillances des marchés structurelles

Ces contraintes physiques se conjuguent et aggravent les défaillances structurelles voire l'inexistence des différents marchés des facteurs de production en milieu rural, principalement des intrants, des équipements agricoles, des assurances, du crédit et du foncier. Ces défaillances structurelles pénalisent fortement les paysans et l'agriculture malgaches. Les marchés des facteurs les plus développés se trouvent essentiellement dans les régions agricoles les plus dynamiques, notamment dans les périmètres rizicoles comme au lac Alaotra ou à Marovoay. Comme nous l'avons souligné précédemment, l'agriculture malgache reste très faiblement intensive et les petits exploitants n'utilisent guère d'engrais, de semences améliorées ou d'équipements agricoles importants. De plus, depuis le retrait progressif de l'Etat du marché, la commercialisation de ces facteurs de production qui sont essentiellement importés est concentrée entre les mains de quelques acteurs en situation de monopole et limite leur diffusion surtout dans les régions isolées.

De même, il n'existe pas de système d'assurance agricole en milieu rural malgache ni d'assurances sociales (vieillesse, maladie, chômage, etc.). Le marché du crédit formel rural²⁰ reste également très peu développé et dominé par des Systèmes Financiers Décentralisés (SFD) depuis 1990 notamment des Institutions de Micro-Finance (IMF) dont le taux de pénétration ne dépasse pas les 6% en 2005²¹. Pourtant, la demande de financement en milieu rural est importante et une grande partie est satisfaite par des prêteurs informels qui restent la principale source de crédit.

²⁰ Une analyse plus approfondie du marché du crédit en milieu rural malgache sera abordée plus tard dans le chapitre 4 en lien avec le présent chapitre et la problématique de recherche.

²¹ Ces SFD appliquent des taux d'intérêts dégressifs annuels de l'ordre de 36% à 43%.

La défaillance du marché foncier constitue également une entrave au développement du marché formel rural et à l'amélioration de la productivité agricole. La majorité des ménages ruraux malgaches se trouvent dans une situation d'insécurité foncière, car ils ne possèdent pas de droits de propriété de leurs exploitations. Depuis plus d'un siècle, l'administration n'aurait délivré que 400.000 titres pour plus de 2 millions d'exploitations agricoles en 2005 (Teyssier, 2010).

A Madagascar, l'Etat est propriétaire des terrains et reconnaît aux exploitants un droit de propriété au bout de cinq ans de mise en valeur de la terre par le biais de la délivrance d'un titre. Ce système domanial et foncier est hérité de l'administration coloniale – qui appliquait le système Torrens²² – et se trouve être en décalage avec une variété de pratiques foncières dites coutumières qui se sont transformées en un véritable système parallèle au niveau local (Teyssier, 2010 ; Comby, 2012). Avant la colonisation, bien qu'il existe des variantes en fonction des territoires et des royaumes, les systèmes fonciers reposaient essentiellement sur la reconnaissance sociale des droits fonciers et leur gestion relevait du pouvoir des souverains. A partir de 1896, l'administration coloniale appliquait les droits fonciers au profit des colons en leur attribuant de vastes espaces sous forme de concession. Depuis l'indépendance en 1960, l'Etat malgache a maintenu le système foncier colonial et la gestion administrative des titres fonciers en les étendant aux citoyens malgaches. Toutefois, la complexité, la lourdeur et le coût des procédures, la dégradation et l'éloignement des services fonciers et l'incapacité technique et institutionnelle de l'administration à traiter efficacement les demandes de titres – qui pourtant restent limitées – ont conduit à la faillite de ce système et à une situation de crise foncière (Bernard *et al.*, 2006 ; Droy *et al.*, 2010 ; Teyssier, 2010). Au niveau des communes ou *fokontany*, les règles coutumières basées sur la reconnaissance sociale des droits cèdent peu à peu le terrain à des systèmes écrits locaux appelés « petits papiers²³ » pour documenter les droits de propriété. De plus, le métayage et le fermage²⁴ sont des pratiques agraires locales séculaires – datant de l'époque de la monarchie *Merina* et reprises par les entreprises agricoles coloniales pour exploiter la main d'œuvre indigène – qui persistent jusqu'à ce jour et tendent même à se développer à cause de la pression foncière (Charmes, 1975 ; Raison,

²² Le système Torrens faisait de l'administration coloniale le propriétaire de l'ensemble du territoire malgache et la seule autorité compétente pour procéder à son morcellement, à l'immatriculation et à l'enregistrement légal des droits de propriété foncière dans le livre foncier en délivrant des titres fonciers.

²³ Très pratiqués en Afrique, les « petits papiers » sont des actes de vente ou des preuves de propriété sommaires enregistrés auprès des communes et reconnus par le tribunal mais ne permettant pas un enregistrement légal des droits de propriété.

²⁴ Le métayage est un système de location de terrain agricole en échange d'une partie de la récolte. Quant au fermage, la contre partie est un loyer fixe en numéraire.

1991 ; Minten et Razafindraibe 2003 ; Gondard-Delcroix, 2009 ; Droy *et al.*, 2010 ; Ravelomanantsoa, 2011 ; Anani et Ramboarison, 2012 ; Zombre *et al.*, 2013 ; Andriamanalina *et al.*, 2013). Interdite par la législation depuis 1974, la pratique de ces modes de faire-valoir indirect, qui relèvent du transfert temporaire des droits, a mis les propriétaires et surtout les locataires en situation d'insécurité foncière, juridique et sociale et limite leur perspective d'investissement et d'intensification (Droy *et al.*, 2010 ; Andriamanalina *et al.*, 2013).

2.2.5. Des contraintes macroéconomiques externes

Des contraintes macroéconomiques et internationales entretiennent également la faiblesse de l'agriculture et de l'économie malgache. Avec un déficit commercial qui ne cesse de se creuser, les exportations malgaches se concentrent uniquement sur quelques produits dont le textile-habillement, qui contribue à hauteur de 56% des exportations en 2008, et quelques produits agricoles (le café, le girofle, la vanille, le cacao, le sucre, la crevette, le litchi, le coton etc.), qui contribuent à 33% des exportations mais qui sont en recul depuis 2005. Les principales destinations de ces produits sont limitées à l'Amérique du Nord et l'Europe représentant respectivement 55% et 26% des exportations malgaches en 2008. Les exportations malgaches surtout celles du textile-habillement ont bénéficié d'un accès privilégié au marché américain dans le cadre de l'AGOA (African Growth Opportunity Act). Comme nous l'avons noté préalablement, la faiblesse des industries agro-alimentaires fait que le pays exporte très peu de produits agricoles transformés et soumet ainsi les exportations agricoles à la volatilité des cours des matières premières. Par ailleurs, les importations du pays n'ont cessé d'augmenter à cause de la hausse des cours du pétrole, d'une part, et de la dépréciation continue de la monnaie malgache (l'Ariary), d'autre part. Le riz fait partie des principaux produits agricoles importés de l'île et son prix local dépend essentiellement du cours international. Il en est de même pour les prix des autres facteurs importés comme les intrants et les semences améliorées. Enfin, l'engagement de Madagascar dans divers accords commerciaux multilatéraux (OMC, APE...), régionaux (COI, COMESA, SADC) ou bilatéraux (AGOA...) entraîne une ouverture rapide et accrue des marchés qui peut exposer le secteur agricole et agro-alimentaire, encore fragile et peu performant, du pays à la concurrence de pays développés ou émergents beaucoup plus compétitifs²⁵.

²⁵OMC : Organisation Mondiale du Commerce.

APE : Accord de Partenariat Economique.

COI : Commission de l'Océan Indien.

COMESA : Marché commun pour l'Afrique Orientale et Australe.

SADC : Southern African Development Community.

2.3. Les mutations en cours des systèmes agraires malgaches

Malgré les différentes limites soulevées précédemment, des signes de mutations profondes des systèmes agraires seraient en cours et des opportunités se présentent et peuvent être saisies pour sortir l'agriculture et le secteur rural malgaches – et donc son économie – de l'impasse démo-économique (Dabat *et al.*, 2008a).

2.3.1. Des pratiques et techniques innovantes à soutenir et à coordonner

Premièrement, des pratiques et des techniques innovantes ont toujours existé. Certaines d'entre elles ont été révélées au niveau des ménages ruraux malgré l'inertie notoire des sociétés rurales malgaches à l'innovation pour des raisons souvent très complexes d'ordres économique, social et culturel (Gannon et Sandron, 2006). Ces innovations apparaissent la plupart du temps dans des mouvements spontanés et des contextes très spécifiques. Elles démontrent, comme l'ont déjà remarqué Raison (1994) et Rakoto-Ramiarantsoa (1994) sur les Hautes Terres malgaches durant la crise des années 1980, le dynamisme dont font preuve les paysans en l'absence de l'encadrement ou de l'accompagnement de l'Etat. Ce dynamisme peut être interprété comme étant des tendances structurelles de mutations permanentes des sociétés agraires malgaches. Ces changements s'observent le plus souvent au niveau de l'organisation productive des ménages (leurs activités, leurs cultures, leurs stratégies etc.) et peuvent varier selon les contextes. Parmi ces pratiques innovantes, Blancard et Rakoto-Ramiarantsoa (2000) dans une étude du village de Tsarahonenana (dans l'ancienne province d'Antananarivo) relatent l'intensification de l'occupation des lieux et la construction territoriale renouvelée par l'intermédiaire de l'aménagement des collines. Il s'agit plus précisément de l'adoption de la riziculture pluviale, la diversification et l'association des cultures, le drainage des bas-fonds et l'introduction du repiquage en ligne. Par ailleurs, plusieurs technologies agricoles innovantes et adaptées aux conditions agro-économiques des milieux ruraux malgaches (comme le Système de Riziculture Intensive ou le SRI, les variétés de riz pluvial d'altitude, les cultures pluviales à base de semis direct sur couverture végétale etc.) ont été proposées aux petits exploitants et dont certaines sont actuellement en cours de diffusion. De plus, le pays dispose d'un centre national de recherche agricole appliquée au développement rural (FOFIFA²⁶) qui a toujours été très actif, notamment dans la diffusion et la vulgarisation des résultats des recherches. Pourtant, l'adoption de ces innovations par les

AGOA : African Growth and Opportunity Act.

²⁶ En malgache FOibe Fikarohana ampiharana Fampanandrosoana ny eny Ambanivohitra.

agriculteurs malgaches nécessite toujours des efforts importants pour réunir toutes les conditions d'incitation favorables, à savoir un environnement économique et institutionnel qui sécurise la production agricole. Il en est de même pour la politique actuelle de migration interne qui vise à résoudre les problèmes de pression foncière et de déséquilibre territorial. L'Etat malgache l'inscrit dans un objectif plus large d'aménagement du territoire à travers un Programme National de Décentralisation et de Déconcentration, en cédant plus de prérogatives aux collectivités territoriales (Dabat *et al.*, 2008a). Toutefois, force est de reconnaître que ce n'est pas la première fois qu'une telle initiative a été entreprise à Madagascar – les premières politiques migratoires de peuplement remontent au règne d'Andrianampoinimerina à l'époque du royaume *Merina* – et que la plupart des projets migratoires ont souvent échoué (Rakotonarivo *et al.*, 2010). Il se trouve que, bien que limitée, la migration interne existe et s'inscrit spontanément dans les stratégies des ménages sous différentes modalités en fonction des situations. Pourtant elle n'obéit pas forcément à des logiques attendues ou à une politique migratoire²⁷. Un des défis qui se pose actuellement au gouvernement malgache dans le cadre de sa politique migratoire, conditionnant sa réussite, est donc la prise en compte de la diversité des dynamiques et pratiques migratoires déjà existantes afin de fournir un meilleur encadrement et accompagnement. D'une manière générale, le soutien et la coordination des pratiques innovantes en milieu rural malgache nécessitent particulièrement des innovations juridiques et institutionnelles.

2.3.2. Des innovations juridiques et institutionnelles

Afin d'améliorer les conditions d'adoption de ces pratiques et techniques innovantes, l'Etat malgache a depuis 2005 consenti à un effort considérable en matières d'innovations juridiques et institutionnelles à travers un processus volontariste de déconcentration et de décentralisation. Ces innovations devraient contribuer à une amélioration considérable du fonctionnement des différents marchés (des facteurs et agricoles) et à la sécurisation des exploitants. L'objectif est de les inciter à prendre des risques en investissant et en intensifiant afin d'améliorer leur productivité et augmenter leurs revenus.

²⁷ C'est le cas par exemple de deux communes urbaines des Hautes Terres centrales, Ambatolampy et Tsiroanomandidy, rapporté par Rakotonarivo *et al.* (2010) vers lesquelles les ménages résidant dans des zones rurales voisines adoptent davantage une migration temporaire de très courte durée – voire journalière à Ambatolampy – pour des activités non-agricoles. Pourtant, Ambatolampy se trouve dans une zone surpeuplée où la pression foncière est très importante et devrait inciter à émigrer. A l'opposé, Tsiroanomandidy est une zone très attractive ayant encore de vastes étendues inoccupées. Si dans le premier cas l'attachement des ménages à la terre familiale est le principal facteur empêchant les départs, dans le deuxième cas c'est l'insécurité qui dissuade les paysans de s'installer.

La plus importante d'entre elles est la réforme foncière mise en œuvre depuis 2005 dans le cadre du Programme National Foncier (2004-2015). Face à la situation de crise foncière précédemment évoquée, le gouvernement malgache s'est engagé dans cette réforme afin d'harmoniser les différentes pratiques coexistantes mais souvent contradictoires : celles, légales, des services fonciers de l'Etat et celles, légitimes, des systèmes fonciers locaux. En rupture avec l'ancien régime foncier, cette réforme a annulé la présomption de domanialité et reconnaît le statut de propriété privée non titrée, ce qui implique que les occupations peuvent valoir légalement droits de propriété. La réforme vise à valider et à formaliser, de manière plus simple et à moindre coût, les systèmes locaux des droits de propriétés fonciers légitimes par l'intermédiaire d'une gestion foncière décentralisée assurée par des guichets fonciers communaux auxquels certaines compétences ont été transférées, en particulier la reconnaissance des droits de propriété par un certificat foncier. De même, la nouvelle Lettre de Politique Foncière (2015-2030) s'inscrivant dans la continuité de cette réforme a reconnu la diversité des droits fonciers, notamment les pratiques du métayage et du fermage, et prévoit une meilleure sécurisation de ces transactions. Malgré des difficultés – liées à des problèmes techniques, de cohérence avec les réalités du terrain, de gestion et de traitement des informations, à des situations et litiges fonciers atypiques – plus ou moins importantes qui persistent au niveau de sa mise en œuvre, la réforme foncière a permis de réaliser des avancées incontestables²⁸.

D'autres initiatives récentes viennent appuyer cette réforme et améliorer la sécurité et les conditions de production agricoles, comme la mise en place des Zones d'Investissement Agricole et la Stratégie Nationale Engrais (Dabat *et al.*, 2008a). Dans la même perspective, après la crise du riz de 2004, un Observatoire du Riz et une plateforme de concertation et de pilotage de la filière riz qui associe l'ensemble des acteurs et l'Etat ont été créés avec l'appui de la FAO. Ces dispositifs ont pour objectif d'améliorer l'intégration des marchés au niveau national par l'accessibilité de l'information économique. Il s'agit concrètement de fournir un système d'information de marché fiable et régulière par la collecte des prix hebdomadaires du paddy, du riz blanc local et importé dans 111 districts de Madagascar. Ces informations, qui

²⁸ La réforme a servi à réviser et créer de nouveaux textes réglementaires fonciers adaptés aux pratiques légitimes. Elle a aussi favorisé la mise en place de guichets fonciers dans 490 Communes de Madagascar et la délivrance de 120.000 certificats fonciers sur la période de 2005 à 2014. La possession de ces titres de propriété devrait faciliter l'accès des ménages ruraux au crédit formel (Bernard *et al.*, 2006 ; Dabat *et al.*, 2008a ; Droy *et al.*, 2010 ; Teyssier, 2010). L'un des apports de la réforme est également la modernisation des services fonciers, jusqu'au niveau des administrations foncières déconcentrées et décentralisées en leur dotant de nouveaux systèmes d'information qui ont permis de numériser les données foncières sur un cinquième de la superficie nationales, soit 116.000 km².

auparavant étaient confisquées par les réseaux de collecteurs, sont mises à la disposition de l'ensemble des acteurs de la filière par tous les moyens de communication et de diffusion disponibles (par voie de presse nationale et locale, messagerie électronique, affichages au niveau des administrations décentralisées etc.). Ce maillage informationnel aide à favoriser la fluidité du marché, la transparence du fonctionnement de la filière et constitue un outil de pilotage efficace de cette dernière pour mieux guider et coordonner les choix des acteurs, surtout au profit des producteurs (Pierre Bernard *et al.*, 2006 ; Dabat *et al.*, 2008a, 2008b).

2.3.3. Des opportunités de marchés internes et externes

Ces innovations institutionnelles font partie des facteurs qui devraient non seulement dynamiser et développer les filières et les marchés intérieurs, mais aussi permettre au pays de saisir les opportunités offertes par les marchés régionaux et internationaux. Dans le cas particulier du riz, les cours mondiaux maintenus élevés devraient stimuler une production rizicole malgache plus commerciale, d'autant plus que la demande nationale restera entretenue avec un niveau de consommation qui ne devrait pas passer sous la barre des 100 kg de riz par habitant par an dans les décennies à venir (Pierre Bernard *et al.*, 2006). Par ailleurs, mis à part les menaces de concurrences étrangères, les différents accords commerciaux internationaux que Madagascar a conclus dans une logique de libéralisation des marchés offrent des perspectives non négligeables pour développer ses exportations de produits agricoles et agro-alimentaires et relancer ainsi sa production agricole. Afin de saisir ces opportunités, encore faut-il que des efforts considérables soient consentis en termes d'appuis à la production, de recherche, de financement, d'infrastructures, de développement des filières d'exportation, de commercialisation, de respect des normes et des qualités des produits. Les différents accords régionaux comme la Commission de l'Océan Indien (COI), la Communauté pour le Développement de l'Afrique Australe (SADC), le Marché commun pour l'Afrique Orientale et Australe (COMESA) sont autant d'opportunités d'intégration de l'économie malgache dans l'économie régionale avec une possibilité d'accès à des marchés à fort potentiel qui n'ont pas encore été exploités. De même, Madagascar, en tant que membre des Pays les Moins Avancés (PMA) et bénéficiaire d'un Accord de Partenariat Economique avec l'Union Européenne, peut jouir d'un certain nombre de facilités d'accès au marché européen.

Face aux défis de taille qui se présentent actuellement au pays en matière de lutte contre la pauvreté (surtout rurale), de sécurité alimentaire et de transformations structurelles, dans un contexte d'impasse démo-économique et d'économie mondiale ouverte, il apparaît clairement que le rôle conjoint de deux principaux acteurs, en l'occurrence l'Etat et les ménages ruraux,

est décisif. Plus particulièrement, la mise en cohérence de leurs actions respectives s'avère être une condition nécessaire et indispensable²⁹. Cet objectif de mise en cohérence ne peut être atteint sans une connaissance approfondie de la société paysanne malgache contemporaine en adoptant un cadre d'analyse pertinente. C'est dans cette perspective que ce travail propose l'analyse en termes de classes de moyens d'existence et de Petite Prospérité ; un point qui sera argumenté dans la prochaine section.

3. Le rôle conjoint de l'Etat et des ménages ruraux : la pertinence d'une analyse en termes de Petite Prospérité

Le tableau du monde rural malgache que nous venons de dépeindre précédemment est le fruit des différentes actions et initiatives historiquement contradictoires du pouvoir central et de la paysannerie qui ont également façonné les sociétés rurales malgaches. En adoptant une perspective historique, la présente section retrace brièvement, à travers le prisme des interactions antagoniques entre ces deux acteurs, le processus de transformations de ces sociétés paysannes jusqu'à leur structuration actuelle. L'objectif est de montrer qu'il faut réactualiser la vision des sociétés rurales malgaches contemporaines qui sont loin d'être une masse paysanne homogène afin de proposer des politiques publiques plus adaptées à leurs situations. Ceci permet de justifier la pertinence du cadre analytique des classes sociales et de Petite Prospérité qui sera proposé pour apporter des éléments d'éclairage à « l'énigme » de la paysannerie malgache.

3.1. Des interventions de l'Etat contestables et leurs conséquences

Il est incontestable que l'intervention publique, à travers des politiques agricoles adéquates, soit primordiale pour impulser et accompagner le processus de mutations des structures agraires malgaches (Dabat *et al.*, 2008a). L'histoire montre que les politiques agricoles qui se sont succédées à Madagascar ont manifestement manqué de continuité et de cohérence suite aux revirements souvent imprévisibles des régimes politiques. La seule constante était la place centrale qu'a occupé la riziculture dans les différentes politiques, en apparence contradictoires, que le pays a connues. Ces dernières se sont quasiment toutes soldées par des

²⁹ Le secteur privé est également un acteur clé du développement de l'économie et des marchés agricoles malgaches surtout au niveau de la commercialisation qu'il ne faut pas négliger. Toutefois, les comportements de ce groupe d'acteurs s'analysent logiquement à l'échelle des filières, comme dans l'analyse proposée par le programme RuralStruc (Losch *et al.*, 2012). Dans le chapitre quatre de la thèse, le rôle du secteur privé sera appréhendé à travers la question spécifique du financement rural et agricole.

échecs au détriment de la majorité des petits agriculteurs malgaches. Ce n'est que dans la période récente que la voie vers de meilleures interventions publiques a été explorée.

3.1.1. Les interventions publiques imposées et inégalitaires des périodes coloniale et postcoloniale

Durant la colonisation (de 1896 à 1960) et la première République (1960-1972) l'accent était surtout mis sur les cultures d'exportation qui ont bénéficié d'appuis et de moyens importants au profit des grandes exploitations commerciales et des entreprises étrangères. La mise en place des CAR (Collectivités Autochtones Rurales) dans les années 1950, qui étaient des administrations territoriales préfigurant les Communes Rurales, et dans les années 1960 des OPR (Opération Productivité Rizicole) et GOPR (Groupement Opération Productivité Rizicole), qui étaient des moyens de politiques agricoles, avait comme objectifs officiels une organisation participative et moderne des sociétés paysannes, la promotion économique des paysans et l'amélioration de leurs conditions de vie à travers des appuis techniques, financiers, matériels et de conseils pour augmenter la production agricole. Dans les faits, ces dispositifs très technocratiques et technicistes n'ont été qu'un moyen de contrôle de la masse paysanne et de l'agriculture vivrière et n'ont finalement servi que les intérêts des entreprises étrangères, notamment celles exportatrices d'engrais, et ceux de la bourgeoisie étrangère ou malgache (Desjeux, 1979). Ces dispositifs sont caractérisés par une lourdeur et une rigidité bureaucratique et leur gestion a fait l'objet de luttes politiques, idéologiques et d'influence. A ce propos, Raison (1984 :203) affirme justement que « *cette action impulsée du sommet se réalisait sans bases populaires, particulièrement sur les Hautes Terres centrales où elle ne disposait d'aucun relais politique sérieux, et où au classique scepticisme paysan s'ajoutait une sourde opposition politique* ». Au final, l'évolution agricole était le fait d'une minorité de paysans-pilotes dont la promotion a été assurée par le pouvoir colonial et néo-colonial dans le but de faire émerger une paysannerie moyenne.

3.1.2. Le dirigisme d'un Etat socialiste omniprésent

Le virage socialiste en 1975 s'est caractérisé par l'omniprésence et le dirigisme d'un Etat soucieux d'imposer son idéologie et son modèle de développement. Le projet socialiste était inscrit dans la Charte de la Révolution Socialiste Malgache. Il a suivi un Plan de Développement et s'est matérialisé par la nationalisation de tous les secteurs-clés du commerce et de l'industrie (l'énergie, les banques et services annexes, le commerce extérieur, les transports, le textile et l'agro-alimentaire) et un programme d'investissement à outrance et

tous azimuts. Dans un objectif de centralisation du pouvoir, les réformes socialistes des structures rurales ont été appliquées par l'intermédiaire d'une armée populaire qui avait pour mission d'instruire, d'organiser et de diriger les paysans. Ces derniers, se trouvant relégués au rang de simples exécutants pourtant sans conviction, voient leur autonomie de décision et d'initiative se réduire considérablement et se sont fait contrôler et instrumentaliser par l'Etat central pour ses propres objectifs économiques et politiques (Andriamanindrisoa, 2004). De plus, l'Etat a procédé à un contrôle des prix sur le marché des biens alimentaires, en particulier le riz, et a mis en place de lourds systèmes de subvention par le biais d'organismes publics³⁰. Cela a conduit à une désorganisation de la production et de l'ensemble de l'économie du pays et à l'échec de la modernisation de l'agriculture. La réaction des populations rurales face au décalage grandissant entre leurs aspirations et leurs besoins d'un côté et le dirigisme et le monopole d'Etat d'un autre, était de contourner ce dernier à travers une multitude d'initiatives, informelles voire illicites, à toutes les échelles (individuelle, familiale, communautaire) en se repliant au niveau d'une économie locale dans des logiques de subsistance et des échanges intra-ruraux (Andriamanindrisoa, 2004). Ceci a conduit à une situation de désordre économique généralisé et à une augmentation des inégalités dans le monde rural comme le décrit Raison (1991 : 906) :

« (...) la réglementation rigide, enfreignant son contraire, le désordre et la fraude, provoqua une extraordinaire expansion des trafics illégaux et, en raison des pénuries artificielles, permit de remarquables bénéfices à ceux qui avaient les moyens politiques et économiques de trafiquer ».

3.1.3. Le tout marché de la période libérale

Viennent ensuite dans les années 1980 la crise de la dette, l'imposition des programmes d'ajustement structurel par les institutions internationales et le virage libéral à travers un processus de libéralisation de l'économie et de désengagement de l'Etat. Dans le but de libérer les forces du marché, le gouvernement malgache s'est retiré progressivement du secteur agricole, notamment celui de l'irrigation, de la distribution des intrants et de la vulgarisation des techniques agricoles, ainsi que des circuits de commercialisation à travers des vagues de privatisation ou suppression des monopoles publics. Dans le cas particulier de la filière riz, l'Etat a adopté une politique des prix afin d'inciter la production par des prix au producteur élevés et relancer ainsi la riziculture malgache, ceci au moyen de modes

³⁰ Les plus importants de ces organismes publics étaient le Bureau de Commercialisation et de Stabilisation du Riz (BCSR) et la Société d'Intérêt National des Produits Agricoles (SINPA).

d'intervention indirects par l'intermédiaire des instruments de politique monétaire et fiscale (Roubaud, 1997 ; Dabat *et al.*, 2008b).

Toutefois, les effets escomptés de l'établissement d'une économie de marché sur la production agricole et l'ensemble du secteur ne se sont pas réalisés. En effet, les rendements, particulièrement celui du riz, n'ont cessé de reculer depuis les années 1980 et ont stagné autour de 2 tonnes/ha dans les années 2000. Par ailleurs, les prix sont restés défavorables aux producteurs. L'intégration du monde rural à l'économie marchande a échoué et le pays maintient des niveaux élevés d'importation de riz dans les années 2000 traduisant l'atonie de l'offre agricole. De plus, les défaillances structurelles, comme l'enclavement, la dégradation des infrastructures agricoles, l'insécurité rurale, et les problèmes d'accès aux facteurs de production (crédit, intrants etc.), ont eu un effet inhibiteur sur la croissance de la production et de la productivité. Le bilan de cette période de libéralisation est définitivement négatif pour l'économie agricole malgache comme le résume Roubaud (1997 : 57) :

« Alors que le retrait de l'Etat est effectif et a été engagé depuis plus d'une décennie, les effets attendus d'une telle stratégie en faveur du marché et du secteur privé tardent à faire sentir leurs effets bénéfiques. En particulier et contrairement aux prédictions de la théorie économique, les incitations de prix se sont traduites par la faiblesse, voire l'absence de réaction de l'offre agricole ».

Selon Raison (1991), ce retour à l'économie libérale aurait même légalisé l'« économie du chaos » et les inégalités engendrées par la période socialiste dans le monde rural. Non préparées à ce changement structurel et livrées à elles-mêmes, les populations rurales se sont adaptées en fonction de leurs propres moyens, non moins hétérogènes, dans un « *dynamisme remarquable, ambigu, parfois désespéré* » à travers différentes stratégies d'activités individuelles, familiales ou communautaires (Raison, 1994 : 372). La disparité des dotations en facteurs de production et des capacités des paysans, ainsi que celle des conditions sociales et agro-écologiques des zones et régions rurales, ont conduit à une grande diversité des stratégies et à l'accroissement de la différenciation sociale et des inégalités spatiales. C'est ce que Raison (1994 : 369) constate à cette période en affirmant :

« Nous voici au cœur d'un thème essentiel : la croissance des inégalités dans le monde rural, qui est une conséquence prévisible de la crise. Certains, plus entreprenants, mieux introduits, plus instruits, au minimum tirent mieux d'affaire, au maximum s'enrichissent véritablement ».

3.1.4. Les voies vers le « mieux Etat » de la période récente

Après l'échec de ces réformes libérales dans le monde rural, l'Etat malgache s'est investi dans de nouvelles orientations de ses interventions dans les années 2000 en s'engageant à promouvoir le développement rural et à améliorer la situation des populations rurales à travers le Plan d'Action pour le Développement Rural (PADR) devenu par la suite le Plan National de Développement Rural (PNDR). Parmi les objectifs de ces politiques figurent l'amélioration des conditions de vie en milieu rural, la lutte contre la pauvreté et la sécurité alimentaire. Elles visent également, dans un contexte d'ouverture des marchés et le choix d'une agriculture orientée vers le marché, le développement des systèmes de production agricole, la modernisation des exploitations agricoles, l'amélioration de la productivité du travail et de la terre et la promotion de la production marchande. Pour y parvenir, des efforts particuliers seraient fournis dans différents domaines tels que les infrastructures, l'éducation, la recherche appliquée et la vulgarisation, l'accès au capital et aux facteurs de production et l'amélioration du cadre institutionnel. Une redéfinition du rôle de l'Etat est également prévue avec un transfert des responsabilités aux collectivités territoriales décentralisées et le développement du secteur privé. Les nouvelles orientations de ces politiques publiques semblent davantage privilégier une logique de processus de participation, de débat et de concertation qui s'inscrit dans le long terme et implique les différents acteurs à tous les niveaux (Hisch, 2000). Suivant la théorie de la nouvelle économie institutionnelle (Williamson, Kydd et Dorward, North, Hoff), Dabat *et al.* (2008b) constatent que la dynamique récente des interventions publiques à Madagascar semblerait aller dans la bonne voie du développement d'un environnement institutionnel et d'arrangements institutionnels qui favoriseraient une coordination hors-marché plus efficace des choix économiques et sociaux des acteurs. La mise en place d'outils de pilotage de la filière riz, notamment l'Observatoire du Riz et la plateforme de concertation et de pilotage de la filière riz ainsi que les différentes innovations institutionnelles évoquées précédemment, pourraient suggérer la volonté de l'Etat malgache d'adopter ce mode de régulation. Selon Dabat *et al.* (2008b : 85), « *la question paraît ne plus être de choisir entre 'plus d'Etat' ou 'plus de marché' mais d'opter plutôt pour 'mieux d'Etat' et un marché plus efficace et équitable* ». L'échec d'une intervention de l'Etat malgache face à la crise du riz de 2004 aurait conforté cette idée et démontré les limites de deux croyances :

« *celle de l'État qui voyait dans le retour des bonnes recettes centralisatrices et dirigistes une réponse adéquate, et celle du marché et de ses animateurs, pour qui la liberté absolue (sans règles) était la panacée* » Dabat *et al.* (2008b : 87).

Si les politiques de développement rural d'un « mieux Etat » s'avèrent indispensables, encore faut-il qu'elles soient en phase avec les intérêts et les actions des populations rurales dans leur diversité et que ces dernières y souscrivent. Il est donc tout aussi nécessaire de comprendre et de prendre en compte les attentes et les logiques qui guident les comportements de ces acteurs sociaux. A cette fin, la vision de la paysannerie malgache comme une communauté paysanne homogène devrait être dépassée. Cette lecture a permis de comprendre l'idée de « repli sur soi » des paysans mais masque des réalités complexes et de plus en plus hétérogènes du monde rural malgache actuel.

3.2. Le voile du repli sur soi des sociétés paysannes malgaches

Dans le débat portant sur les choix économiques des sociétés rurales malgaches, mais également dans d'autres sociétés agricoles, plusieurs éléments d'explication ont été avancés pour comprendre la question de l'apparente « immuabilité des systèmes agraires » caractérisée par les résistances aux changements techniques des agriculteurs et leur choix d'un mode de production peu productif et tourné vers l'autosubsistance.

Une des raisons avancées par nombre de chercheurs est le phénomène de « repli sur soi » des sociétés paysannes malgaches qui fait référence au poids de la tradition et aux structures communautaires historiques favorisant une vision homogénéisante du monde rural, comme celle de la masse paysanne (Raison, 1984 ; Kistler, 1999 ; Hirsch, 2000 ; Andriamanandrisoa, 2004 ; Gannon et Sandron, 2005). Cet argument lié à une dimension sociohistorique trouve son origine dans l'instrumentalisation des populations rurales par les différents régimes qui se sont succédé à Madagascar depuis la fin du XVIII^{ème} siècle et au début du XIX^{ème} siècle. Face à cette domination, la paysannerie a toujours riposté « *par la résistance passive, par le repli sur soi et une forte réaffirmation d'une sorte de conservatisme culturel* » (Andriamanandrisoa, 2004 : 125). Cette lecture interprète le repli sur soi des communautés rurales comme étant une stratégie pour échapper à toute intervention d'un Etat central conduisant à une autonomisation et une invariabilité du monde rural. Ce mode de réaction de défense des sociétés paysannes malgaches remonte au début du XV^{ème} siècle. C'est l'époque agitée de l'histoire des Hautes Terres centrales de l'île, plus exactement celle de l'Imerina, qui est marquée par des conflits politiques et territoriaux entre petits royaumes. Nous verrons dans cette sous-section l'évolution de cette stratégie paysanne et les réalités qu'elle masque dans le monde rural contemporain.

3.2.1. Des communautés paysannes Merina primitives autonomes

La société *Merina* primitive était composée de deux principaux types de communautés ayant chacun sa propre organisation sociale (Bloch, 1968 ; Raison, 1984). D'une part, il y a les groupes de petits seigneurs, que Bloch (1968, 1977) qualifie de « barons-brigands », accompagnés de leurs dépendants. Cette classe de seigneurs résidait sur des collines fortifiées, gouvernait quelques villages, en contrepartie de leur protection, et vivait essentiellement d'exactions et de pillages. Ces seigneurs et leurs petits royaumes éphémères s'érigeaient et se détruisaient au gré des guerres de conquête. D'autre part, la population rurale, distincte des seigneuries, est organisée autour de plusieurs groupes locaux d'hommes libres, de taille variable et isolés les uns des autres, qui sont associés à un certain nombre de villages et caractérisés par une forte endogamie. Il s'agit de groupements géographiques et sociaux dont les membres sont rattachés au même territoire, sont liés par la parenté et partagent les mêmes tombeaux. Dans un contexte d'insécurité généralisée, ces organisations paysannes – correspondant à des *dèmes*, en malgache *foko* – plus permanentes que celle des seigneurs, étaient contraintes d'accepter la protection de ces défenseurs passagers qu'elles craignaient en même temps. C'est pourquoi elles adoptaient le repli sur soi comme stratégie de défense en vivant dans une économie fermée et d'autosubsistance régie par un mode de gestion communautaire. Ce dernier se basait sur la cohésion sociale et la solidarité et visait essentiellement la reproduction simple des membres et de la communauté elle-même.

C'est ainsi que Raison (1984 : 99) décrit cette logique d'action de ces communautés villageoises :

« Le repliement des foko sur eux-mêmes, leur isolement géographique, leur endogamie extrêmement marquée sinon absolue, nous semblent une réaction typiquement paysanne à l'insécurité : menacés de toutes parts, souvent rassemblés en un lieu beaucoup plus par les hasards de la guerre que par une communauté d'ancêtres, les agriculteurs ont dû spontanément chercher à multiplier entre eux les liens de parenté, les seuls véritables à leurs yeux. La constitution des groupes clos, unis par une extrême complexité de réseaux d'alliance, capables d'agglomérer les étrangers réfugiés, était une protection contre l'extérieur, mais aussi une garantie contre le seigneur, protecteur théorique : quelles têtes frapper dans un groupe où l'autorité est totalement diluée ? Comment se saisir d'une terre qui appartient au bout du compte à chacun et à tous à la fois ? Face aux menaces directes, les foko faisaient le dos rond, en renforçant leur endogamie ».

Au sein de ces *foko*, la cohésion sociale et la solidarité sont devenues valeurs et règles et favorisent le compromis, le consensus, l'unanimité et la compréhension mutuelle. Elles sont instituées dans la notion de *fihavanana*, un « idéal d'harmonie et d'entente sociale » (Ottin, 1996), qui régit la communauté. Le *fihavanana*, littéralement la parenté, est basé sur le respect des aînés ou *ray aman-dreny* et unit non seulement les membres d'une famille mais aussi l'ensemble des communautés villageoises. Le *fihavanana* régit les relations sociales et économiques à travers des règles, des normes et des coutumes qui régissent les comportements individuels. Véritable soupape de la paix sociale, le *fihavanana* inclut des mécanismes de réciprocité et de redistribution, notamment par l'intermédiaire des dons et contre-dons dans les cérémonies et de l'entraide mutuelle dans la production. C'est pourquoi les niveaux de vie des membres des communautés paysannes qui vivaient essentiellement de la riziculture de subsistance étaient à peu près homogènes et les différenciations sociales n'étaient guère importantes. (Raison, 1984 ; Gannon et Sandron, 2007 ; Andriamanandrisoa, 2004 ; Sandron, 2008 ; Razafindratovo, 1971).

3.2.2. Des communautés paysannes assujetties à la monarchie Merina

Vers la fin du XVIII^{ème} siècle et au début du XIX^{ème} siècle, la réunification de l'Imerina par Andrianampoinimerina a mis fin aux guerres intestines entre royaumes en les soumettant à l'autorité centrale du monarque. Dans son objectif d'expansion et de construction d'un Etat fort, le souverain a procédé à l'organisation politique, sociale et économique de l'Imerina en se basant, dans une démarche conservatrice, sur les institutions anciennes. Une des réformes majeures que le pouvoir royal a accompli a été de fixer et délimiter les territoires de chaque *foko* et de les distinguer en quatre groupes statutaires hiérarchisés en fonction de leur position et de leur rapport au monarque : *andriana*, *hova*, *mainity enin-dreny*, *andevo* (dans un ordre de hiérarchie croissant). Andrianampoinimerina a institutionnalisé les *foko* en leur attribuant des pouvoirs judiciaires et administratifs et les a regroupé dans des unités plus grandes, les *toko*, avec chacune leur propre organisation pour faciliter l'action royale. Le souverain reconnaît la gestion communautaire des terres par chaque *foko* mais exige une appropriation individuelle des parcelles, ou *hetra*, qui peuvent être transmises aux enfants par succession afin d'établir une base de la fiscalité royale.

La structuration sociale dans l'Imerina classique était surtout basée sur une distinction symbolique entre les groupes statutaires, tous étant assujettis au roi. A l'intérieur des *foko*, qui sont composés essentiellement d'individus de même statut, c'est la parenté qui prédominait. Dans cette société classique, une stratification en termes de classes sociales était donc peu

pertinente dans la mesure où les statuts sociaux prévalent plus comme distinction que les situations économiques qui étaient quasiment similaires entre les groupes (Esoavelomandroso, 1982). C'est ce que Bloch (1968) fait d'ailleurs remarquer en affirmant que les groupes *andriana* étaient pratiquement les homologues des *hova* surtout en termes économiques. La différence se situait essentiellement au niveau du lien généalogique avec le souverain et de quelques privilèges exclusivement rituels.

Toutefois, l'ensemble de la population rurale appartenant aux groupes majoritaires des hommes libres (*hova* ou *mainty enindreny*) était assujettie à des obligations : impôts, corvées ou *fanompoana* et service militaire et ce durant toute la période de la royauté. Le pouvoir royal a alors considérablement exploité les communautés paysannes et leur main d'œuvre pour servir ses propres intérêts politiques et économiques, notamment pour exécuter les grands travaux de construction des digues et d'aménagement des vastes plaines de l'Imerina pour la riziculture. La distinction se creuse alors entre l'Etat central dominant et une masse paysanne écrasée par les obligations et les abus mais qui s'adapte et riposte par sa résistance passive et se replie dans une économie communautaire. C'est ainsi que les sociétés paysannes ont également réagi face aux pressions et aux exploitations des régimes centraux qui ont succédé à la royauté, que ce soit l'administration coloniale et néo-coloniale ou le régime socialiste.

3.2.3. Un rapport de domination perpétué par les pouvoirs centraux successifs

A partir de 1896, l'administration coloniale a repris le système de corvée de l'époque royale en l'appuyant par l'abolition de l'esclavage et par un système de capitation³¹ au numéraire afin de mobiliser la main d'œuvre indigène pour les grands travaux d'infrastructures et les industries coloniaux. A partir de 1926, face à l'accroissement de la demande en force de travail, le SMOTIG (Service de la Main d'œuvre pour les Travaux d'Intérêt Général) a été mis en place. De plus, afin de détruire le pouvoir *Merina* et ses racines, l'administration coloniale a rétabli et redéfini pour atteindre ses objectifs le *foko*, devenu *fokonolona*, comme étant l'institution assurant l'organisation de l'administration indigène en Imerina et devant assurer la communication entre l'administration coloniale et la masse de la population. Ceci a conduit à une transformation du *fokonolona* allant d'une base communautaire vers une

³¹ Elle s'applique à tout homme âgé de seize à soixante ans, fixée à 5 francs par tête en 1900.

administration territoriale associée au *fonkotany* ou quartier. En milieu rural, ces deux systèmes vont persister, *fokonolona* informel et le *fokonolona* colonial officiel qui est vu comme un moyen d'exploitation et d'oppression (Andriamanindrisoa, 2004).

Malgré la suppression des corvées et des taxes, le régime socialiste des années 1970, qui prétendait relever des aspirations populaires, a maintenu le même rapport de domination et de contrôle envers la population rurale à travers une instrumentalisation politique de l'institution des *fokonolona* et une immixtion directe dans tout le système de production touchant au fonctionnement des communautés traditionnelles. Comme nous l'avons déjà souligné, ces dernières ont adopté la même réaction de défense que dans les périodes antérieures face au monopole d'Etat et des politiques imposées par le sommet et, afin d'y échapper, développé un mode d'organisation basé sur le *fokonolona* traditionnel et l'économie communautaire.

Ce parallèle avec la période coloniale est établi par Andriamanindrisoa (2004 : 125-126) quand elle affirme que « [d]une certaine façon, et dans un contexte fort différent, la [...] mobilisation du *fokonolona* pour des objectifs de modernisation accélérée, rejoint la tentative [...] de mobiliser le *fokonolona* pour réaliser les grands travaux nécessaires à l'entreprise coloniale. Et d'une certaine façon la réponse de la paysannerie des années 1970 rejoint celle de la paysannerie des années 1910 : réaffirmer le '*fokonolona*' réel de toujours en souterrain du *fokonolona* officiel ».

3.2.4. Une lecture dualiste et traditionnelle limitée des sociétés rurales contemporaines

A la lumière de cette brève rétrospective historique, l'immuabilité des structures agraires peut s'éclairer à travers la divergence d'intérêts chronique entre l'administration centrale et les communautés paysannes. L'invariabilité provient surtout de celle du rapport voulu par l'Etat central envers les sociétés paysannes, lequel n'a eu de cesse de vouloir administrer et contrôler ces dernières pour servir ses seuls intérêts. Quant aux communautés rurales, leur réaction se comprend justement, certes sous l'apparence d'un conservatisme culturel, par l'appréhension et la méfiance envers toute intervention extérieure imposée par un Etat dominant qui ne se préoccupe guère de leurs avantages. Leur mécanisme de défense pour préserver une certaine indépendance à l'égard du pouvoir central repose sur un mode de régulations sociale et économique – fortement imbriquées – communautaire, régi par le *fiavanana*, qui encadre et peut inhiber toute initiative individuelle. C'est pourquoi, quand les choix économiques des paysans sont analysés au niveau de la communauté, il apparaît que la prégnance du *fiavanana* permet d'expliquer certains comportements contre-productifs,

notamment l'inertie à l'innovation. C'est ce que Gannon et Sandron (2007) ont démontré dans le cas d'une commune des Hautes Terres centrales, Ampitatafika, en mobilisant le cadre de la nouvelle économie institutionnelle. Les auteurs arguent que sous le poids de la convention du *fihavanana*, « *la position de l'acteur face au changement en général et à l'innovation en particulier ne serait donc pas tant une question d'initiative individuelle que de contrainte sociale* » (Gannon et Sandron, 2007 : 57).

Toutefois, cette lecture dualiste et traditionaliste est limitée, dans la mesure où les sociétés paysannes se sont toujours adaptées aux différents changements de régimes politiques et de paradigmes qu'elles ont subis et qui n'ont pas été sans conséquences sur leur structuration sociale. En définitive, ni cette opposition homogénéisante entre masse paysanne et Etat central ni les anciennes stratifications sociales en termes de groupes statutaires, qui n'avaient finalement que peu de pouvoir explicatif, ne sont donc adaptées, ou du moins ne suffisent, pour bien comprendre les transformations qui se sont opérées au sein des communautés paysannes et par conséquent leur structure et leur mode de fonctionnement actuels. En effet, bien que ces communautés rurales fassent front commun en jouant le jeu de l'unité dans les rapports avec le monde extérieur des dominants, en leur sein, des mutations étaient bien en œuvre sous un fond de dysfonctionnement de l'économie rurale. Les manifestations les plus frappantes de ces changements sont la montée des inégalités et de la différenciation sociale et la destruction de l'organisation traditionnelle.

3.2.5. Déstructuration des communautés paysannes et mutations perpétuelles des sociétés rurales

Le dérèglement du fonctionnement de la communauté rurale est l'effet cumulé des différentes actions, et leurs dérives, menées par les différents régimes qui se sont succédés. Selon Raison (1984 :205), ce processus de destruction aurait déjà été amorcé par « *la naissance d'une administration royale, contrôlée par une oligarchie affairiste, tout comme la christianisation qui lui est de fait associée et qui encourageait la promotion individuelle par la vertu et par l'effort* », au privilège d'une minorité d'élite économique proche du pouvoir. Il a par la suite été accéléré, durant la période coloniale, surtout dans les années 1950, par l'insertion forcée des communautés rurales dans l'économie marchande et l'introduction de la monnaie qui ont entraîné la paupérisation de la masse paysanne. De plus, les politiques de modernisation de l'agriculture, en n'ayant bénéficié qu'aux quelques paysans-pilotes dûment sélectionnés, ont creusé les inégalités. L'accroissement de la différenciation sociale a alors ouvert la voie au

détournement des institutions traditionnelles, désormais marquées par l'usage généralisé de la monnaie, au profit des plus aisés.

Les inégalités et le dysfonctionnement de l'économie rurale se sont extrêmement aggravés durant la période socialiste et dévoilées voire institutionnalisées par la crise des années 1980.

C'est ce qu'affirme Raison (1994 :370) en déclarant que :

« Quoi qu'il en soit, les paysanneries malgaches sont, selon toute vraisemblance, à un tournant de leur histoire. La crise a déchiré le rideau d'unanimisme idéologique qui, sous couvert de fokonolona et de fihavanana, tendait jusqu'à présent à masquer les différenciations sociales dans les campagnes ».

Ces institutions traditionnelles, devenues peu coercitives, ont de moins en moins d'emprise sur la production économique et sont actuellement reléguées à un rôle symbolique pour maintenir le lien social. Face à la pauvreté croissante en milieu rural et face à la charge des obligations sociales qui imposent la réciprocité, les rapports sociaux évoluent et la nature et la fonction du *fihavanana* sont progressivement transformées en y dissociant les liens sociaux et économiques. Les comportements individualistes tendraient alors à gagner du terrain dans les stratégies productives adoptées. A la fois causes et conséquences d'une différenciation sociale grandissante, ces transformations seraient en train de se généraliser dans les Hautes Terres et se manifestent notamment par la substitution du salariat agricole à l'entraide agricole, par l'allègement des charges et des dépenses durant les cérémonies et par des transactions foncières de plus en plus importantes sous couvert de faire valoir indirect etc. (Kistler, 1999 ; Blanc-Pamard et Rakoto-Ramiarantsoa, 2000 ; Omrane, 2006 ; Sandron, 2007, 2008 ; Andrianantoandro et Bélières, 2015).

C'est cette transformation que Sandron (2007 : 150) constate dans la commune rurale d'Ampitatafika :

« Les solutions trouvées à Ampitatafika consistent à déplacer le lien social vers les aspects symboliques et à l'affranchir de l'organisation de la production économique. Il s'agit de maintenir le lien social en essayant de se débarrasser de certains aspects jugés trop contraignants. C'est ainsi que le salariat agricole a remplacé l'entraide agricole, que les cérémonies ne comportent plus des centaines d'invités mais que seuls les chefs de ménage et la famille proche sont invités ou encore que les grands travaux d'aménagement collectifs ne mobilisent plus tout le village ».

Le même phénomène est également observé par Andrianantoandro et Bélières (2015 :86) dans la commune rurale d'Ambohimahasoia :

« Au niveau de la communauté, le fihavanana, lien social à la base de l'entraide agricole, est redéfini selon les catégories socio-économiques. Les exploitations avec peu de terres recourent à l'entraide faute de moyens, dans un échange de travail contre travail. Les exploitations les mieux dotées jonglent entre entraide et salariat, entre calcul économique et lien social, au cas où argent ou salariés agricoles feraient défaut ; la contrepartie du service rendu change et, souvent, ce n'est plus du travail familial, mais une aide financière ou du travail effectué par un salarié ».

Comme nous l'avons déjà souligné, afin d'appréhender la complexité et l'hétérogénéité des sociétés paysannes malgaches contemporaines, il faut donc dépasser la lecture homogénéisante de la masse paysanne en soulevant le voile du « repli sur soi » de la communauté et en regardant les différences entre les ménages ruraux et les groupes de ménages ruraux.

3.3. Au cœur des logiques et stratégies d'adaptation des ménages ruraux

Une autre approche permettant d'expliquer les comportements des ménages ruraux est celle proposée par la nouvelle micro-économie du développement qui les analyse sous l'angle de stratégies d'adaptation et de gestion du risque (Bardhan et Udry, 1999). Les études adoptant cette approche insistent sur la diversité de ces stratégies des ménages ruraux qui constituent des sources de différenciation à tenir en compte dans les politiques agricoles et rurales. Le cadre d'analyse proposé dans cette étude s'inscrit notamment dans la lignée de cette démarche.

3.3.1. Les stratégies de gestion du risque des ménages ruraux

Etant donné l'environnement social, économique et institutionnel du milieu rural malgache décrit précédemment, les caractéristiques peu développées de l'agriculture et l'absence de mécanismes formels de protection sociale ou d'assurances, les ménages ruraux malgaches évoluent dans un contexte où le risque est très prégnant et présente un coût élevé. Pour ces ménages, comme dans la plupart des milieux ruraux pauvres, le risque qui est par définition probabilisable est parfois associé à l'incertitude. Ainsi, dans une situation de pauvreté grandissante, les comportements des paysans pourraient davantage s'expliquer par une logique d'évitement ou de minimisation des risques que par celle de la maximisation du revenu (He, 1994 ; Hugon 1993 ; Sandron, 2007,2008 ; Cordier, 2008 ; Andrianantoandro et Bélières, 2015). Sandron (2007 : 141) argue que pour les plus précaires d'entre eux, *« les ménages ne peuvent se permettre de calculer ni sur le long terme ni en moyenne, ils sont*

d'avantage préoccupés au jour le jour par le maintien d'un certain niveau de revenu ou de consommation en dessous duquel leur situation deviendrait catastrophique ». Cette lecture en termes d'aversion au risque, au vu des fortes contraintes qui pèsent sur les moyens d'existence, permet d'expliquer les choix économiques, en apparence sous-optimaux, des agriculteurs, notamment leur résistance aux changements techniques. Face au risque, la structuration de l'organisation productive des ménages peut s'appréhender à travers deux stratégies : les stratégies *ex-post* de gestion des chocs ou *risk-coping strategies* et les stratégies *ex-ante* de gestion du risque ou *risk-management strategies* (Alderman et Praxion, 1994).

Les premières stratégies *ex-post* consistent en des mécanismes de décapitalisation et d'endettement en recourant à l'épargne constituée, aux assurances informelles (transferts) ou communautaires, ou aux actifs (vente de bétails, de terres...) ; ou en une modification plus ou moins importante de l'organisation productive du ménage par la recherche d'activités complémentaires en diversifiant les activités ou en migrant.

Quant aux stratégies *ex-ante*, il s'agit de mécanismes de prévention qui visent à réduire ou à éviter le risque. Elles engagent directement les choix économiques des ménages à travers la structuration de leur organisation productive, notamment par le lissage du revenu ou *income smoothing strategies*. A Madagascar, comme dans la plupart des régions rurales pauvres, les stratégies d'adaptation et de gestion de risque les plus répandues sont la diversification de la production agricole et la pluriactivité en combinant plusieurs sources de revenu peu interdépendantes. Ainsi, presque la totalité des exploitations malgaches pratiquent d'autres types de cultures que le riz (cultures vivrières comme le manioc, le maïs, la pomme de terre etc.), en les alternant ou les associant, qui peuvent être étalées sur plusieurs campagnes agricoles et sont souvent combinées avec de l'élevage (Pierre Bernard *et al.*, 2006).

De même, plus de 80% des ménages ruraux malgaches, selon l'échantillon de Randrianarison *et al.*(2009) dans le cadre du programme de la Banque Mondiale RuralStruc, auraient un revenu hors-exploitation issu des activités telles que le salariat agricole, le commerce, l'artisanat, le transport, la briquèterie etc.

3.3.2. La diversité des stratégies des ménages ruraux, source de différenciation sociale

Il se trouve que les stratégies mises en œuvre diffèrent fortement selon le degré d'aversion au risque, les dotations initiales en facteurs de production et les capacités d'action des ménages.

Si les ménages les mieux lotis arrivent à mettre en œuvre des stratégies plus risquées et donc plus rémunératrices qui leur offrent des opportunités d'accumulation et de dotations en capital, les plus démunis eux ont tendance à s'engager dans des activités moins risquées et moins rémunératrices (*low risk and low return activities*) qui peuvent les maintenir dans une logique de subsistance ou de survie (Dercon, 2005).

Plusieurs études ont démontré le lien entre la nature du portefeuille d'activités, plus particulièrement la diversification des sources de revenu et le bien-être économique des ménages ruraux que ce soit en Afrique Subsaharienne (Niehof, 2004 ; Reardon, 1997) ou en milieu rural malgache (Randrianarison, 2003 ; Gondard-Delcroix, 2006, 2009 ; Randrianarison *et al.*, 2009 ; Andrianirina, 2013). Il est généralement admis que la nature des activités et les organisations productives varient en fonction du niveau de bien-être des ménages. Toutefois, aucune relation de causalité claire n'est établie surtout en ce qui concerne le degré et la forme de diversification. Tout dépend finalement du contexte étudié et parfois même de l'échantillonnage retenu (Gondard-Delcroix, 2006 ; Bosc *et al.*, 2015). A Madagascar, Gondard-Delcroix (2006) et Randrianarison *et al.* (2009) observent les traits caractéristiques suivants en zones rurales. Le degré de diversification des activités ne dépend pas du niveau de bien-être économique des ménages. Le salariat agricole, quand il représente une part importante du revenu, est souvent associé à une situation de pauvreté. La spécialisation dans l'agriculture comme la riziculture, les cultures commerciales ou de rente et l'élevage est le fait des ménages les plus aisés. Enfin, il existe une relation positive entre part de revenus non agricoles, provenant notamment des activités indépendantes, et le niveau de bien-être des ménages.

La diversité des organisations productives et des stratégies adoptées par les ménages fait donc écho à l'hétérogénéité de la société rurale, induisant des différences de capacités et de comportements entre les ménages.

3.3.3. Focus sur les stratégies évolutives et efficaces

Cette hétérogénéité devrait être prise en compte dans la conception et la mise en œuvre des politiques de développement rural et agricole. Ceci vise à éviter les solutions toutes faites et universelles appliquées de manière indifférenciée mais qui sont dans la plupart des cas en décalage avec la réalité du terrain (Ellis, 2000) tout en se préservant de l'écueil des interventions partiales et sélectives au profit d'une minorité. C'est dans ce sens par exemple que Hirsch (2000 : 4) critique la politique rizicole à Madagascar en affirmant que :

« [à] vouloir faire progresser tout le monde au même rythme, et faute d'une prise en compte satisfaisante des spécificités (...) on pérennise le repli de la plupart des producteurs sur eux-mêmes et l'on freine tout progrès ».

Il en est de même quand Dabat et Jenn-Treyer (2010 :317) déclarent que

«[l]a paysannerie malgache a besoin de modèles techniques imaginatifs et diversifiés plutôt que d'illusions perdues d'avance et de recettes toutes faites qui ont eu quelques succès dans des circonstances très différentes».

En effet, si les ménages qui se trouvent dans une situation de grande précarité pourraient, par exemple, davantage avoir d'appuis en termes de dotations d'actifs pour sortir de la logique de subsistance, ceux qui arrivent à satisfaire leurs besoins essentiels et peuvent s'engager, à divers degrés, dans une logique d'accumulation auront probablement besoin d'autres modalités d'intervention adaptées à leurs capacités et leurs stratégies.

C'est justement dans cette perspective que ce travail propose de s'intéresser à la structure des moyens d'existence des ménages ruraux malgaches en mettant le focus sur cette dernière catégorie, à travers le cas de la classe de la Petite Prospérité, dont les comportements et les besoins sont finalement encore très peu connus. Pourtant, ils se trouvent au cœur des transformations en cours en milieu rural malgache en reflétant les dynamiques potentielles de l'agriculture malgache et en jouant un rôle crucial dans le processus de sortie d'impasse de l'économie.

3.3.4. Les Petites Prospérités rurales, quelques travaux précurseurs

Quelques études récentes sur les milieux ruraux malgaches se sont intéressées à l'identification de cette catégorie de ménages dans divers contextes. Les stratégies de ces ménages sont jugées efficaces et considérées comme étant des voies de sortie de la pauvreté et de développement rural et agricole à privilégier. Suivant les travaux de Bebbington (1999) et Davis et Stampini (2002), Rakotovao et Bockel (2001), plus particulièrement Bockel (2005), ont mis en avant la notion de « trajectoire de sortie de la pauvreté des ménages ruraux » qui se base sur l'analyse microéconomique des dynamiques d'ascension sociale des ménages ruraux malgaches à travers le cumul des facteurs discriminants positifs ou réducteurs de pauvreté. Bockel (2005) identifie ainsi des groupes de riziculteurs qui bénéficient de conditions et de niveaux de vie favorables les maintenant largement en dehors de la pauvreté grâce à l'adoption des stratégies soit d'intensification rizicole soit de diversification hors agricole. Cette approche se veut en rupture avec de nombreux travaux sur la pauvreté – qui ne se sont focalisés à juste titre que sur la catégorie pauvre – en promouvant, selon Bockel (2005 :57),

un « *concept [qui] se distingue par son caractère positiviste et dynamique* ». Adoptant une démarche similaire, Andrianirina (2013) s'intéresse spécifiquement au processus de développement par l'agriculture afin de déceler les stratégies des ménages les plus efficaces en termes d'intégration au marché. Elle identifie ainsi des profils de ménages à forts potentiels à partir de typologies contextualisées dans trois zones rurales malgaches, illustrant chacune une filière agricole dynamique. Elle distingue notamment en Alaotra, le grenier à riz de Madagascar, le groupe des riziculteurs « vendeurs nets stables », à Farafangana le groupe des ménages pratiquant les cultures d'exportations traditionnelles et à Ambovombe le groupe des gros éleveurs. Wampfler (2007) dresse, quant à elle, deux profils types de ce qu'elle appelle « les entrepreneurs ruraux » à Madagascar, l'un correspondant à une catégorie de ménages agricoles qui suivent une trajectoire ascendante vers une sortie progressive de l'agriculture et l'autre à une catégorie de migrants engagés dans des activités non agricoles très rémunératrices.

L'investigation de la classe de la Petite Prospérité que nous proposons dans ce chapitre s'inscrit donc assurément dans la lignée de ces récents travaux. L'originalité de notre démarche réside toutefois dans l'identification de la position sociale à partir d'une structure de classes basée sur les moyens d'existence des ménages. Nous ne nous limitons donc pas à une seule dimension ni au seul aspect agricole mais adoptons une structuration de l'espace des moyens d'existence qui englobe d'une manière générale les systèmes d'activités du milieu étudié, les facteurs discriminants et le niveau de vie des ménages. Suivant Andrianirina (2013), nous adoptons également une démarche contextualisée pour tenir compte de la spécificité de la zone rurale étudiée.

4. Identification empirique des Petites Prospérités en Itasy : une structure de classes de la paysannerie malgache

Cette dernière section consiste en la mise en œuvre de notre cadre d'analyse et procède à l'investigation empirique des Petites Prospérités en Itasy à partir de données d'enquêtes ménages. L'objectif est de spécifier une structure de classes de la paysannerie malgache dans un contexte particulier au moyen d'une structuration multidimensionnelle de l'espace rural. La classe de la Petite Prospérité ainsi définie devrait refléter les moyens d'existence à même de permettre au ménage de sortir de la logique de survie et d'enclencher une dynamique d'accumulation.

4.1. Le Réseau des Observatoires Ruraux : un outil adapté à l'étude empirique des Petites Prospérités en Itasy

L'identification empirique de la classe de la Petite Prospérité en milieu rural malgache, à partir d'une stratification des moyens d'existence doit tenir compte de deux conditions. La première est la diversité des zones rurales malgaches qui implique une disparité des opportunités et des contraintes en termes d'activités en fonction des conditions géographiques, historiques, sociales, culturelles, économiques et institutionnelles du milieu d'étude. La seconde est l'unité d'observation appropriée pour étudier l'organisation productive des moyens d'existence qui est le ménage, l'unité de production par excellence en zone rurale.

4.1.1. Le Réseau des Observatoires Ruraux, un système d'information statistique original

Le Réseaux des Observatoires Ruraux (ROR), qui est un système d'information statistique sur les milieux ruraux malgaches semble remplir les conditions précédemment citées et est adapté à notre cadre d'analyse et à la problématique de recherche. Cet outil a été mis en place en 1999 sous l'initiative conjointe de l'Institut National de la Statistique malgache (INSTAT) et de l'Institut de Recherche pour le Développement (IRD) dans le cadre du projet MADIO (Madagascar DIAL INSTAT ORSTOM). Le ROR est rattaché au Plan d'Action pour le Développement Rural (PADR) sous l'égide de la primature. Il est composé de plusieurs observatoires stratégiquement répartis sur le territoire de manière à illustrer la diversité des problématiques des milieux ruraux malgaches. Leur nombre a fortement varié en fonction des conjonctures politiques en enregistrant entre 13 et 17 observatoires de 1999 à 2008. Chaque observatoire représente un ensemble territorial homogène et une des problématiques agro-climatiques de la Grande Île. Un observatoire est composé de plusieurs *fokontany* constituant les sites d'enquêtes. Les sites sélectionnés ont des caractéristiques propres qui permettent de fournir une information pouvant être agrégée au niveau de l'observatoire en ce qui concerne les systèmes agricoles, productifs et économiques dans la zone. Basées sur un échantillonnage raisonné, les enquêtes du ROR produisent une information illustrative des différentes problématiques de l'agriculture malgache. Cette information qui échappe aux enquêtes représentatives au niveau national, comme les enquêtes agricoles ou les enquêtes prioritaires auprès des ménages (EPM) vient donc compléter ces dernières.

Le ménage est l'unité statistique d'observation retenue par le ROR et une enquête annuelle est conduite auprès de 500 ménages environ dans chaque observatoire. Une enquête

communautaire pour chaque site complète le système d'information à l'échelle des ménages. Pour assurer l'homogénéité de l'enquête sur l'ensemble des observatoires et permettre les comparaisons, une méthodologie commune est adoptée, basée sur un questionnaire identique. Le questionnaire du ROR contient plusieurs modules détaillés qui embrassent une large gamme de thématiques et fournissent des données quantitatives. Il permet d'analyser les conditions de vie des ménages ainsi que l'ensemble des activités et des stratégies mises en œuvre dans le cadre de leur organisation productive. De plus, le suivi annuel des ménages fournit une structure de panel aux enquêtes qui ouvre la possibilité de mener une analyse dynamique – qui sera mobilisée dans les prochains chapitres.

Le dispositif du ROR procure un outil efficace pour guider les politiques publiques et les différents acteurs du développement rural « *en faisant le lien entre des problématiques macro et méso-économiques et leurs conséquences sur les conditions de vie des ménages* » (Gondard-Delcroix, 2009 :61,63). Il a notamment servi dans plusieurs études portant sur la pauvreté et sur un nombre de problématiques de l'agriculture et du milieu rural malgache (Andrianirina *et al.*, 2010 ; Gondard-Delcroix, 2009 ; Andrianirina, 2013 ; Thomas et Gaspart, 2015 ; Vaillant, 2013) ainsi que dans des études comparatives entre plusieurs pays agricoles telles que le programme RuralStruc de la Banque Mondiale (Randrianarison *et al.*, 2009 ; Losch *et al.*, 2012). Par ailleurs, ce programme a contribué à l'amélioration des données du ROR.

4.1.2. L'Itasy, une région propice à l'étude des Petites Prospérités

Parmi les observatoires du ROR, nous avons retenu celui d'Itasy pour notre analyse empirique pour plusieurs raisons. La région d'Itasy présente en même temps des traits caractéristiques des systèmes agraires et des milieux ruraux malgaches et des particularités ainsi que des problématiques singulières qui cadrent précisément avec notre objet d'étude.

D'abord, l'Itasy qui était associé au territoire de l'Imamo, une ancienne entité politique des Hautes Terres centrales, faisait partie du royaume *Merina* et a été très tôt confronté au pouvoir central. Cette zone de peuplement ancien à la périphérie immédiate de l'Imerina avait le statut de pâturage royal et constituait une région de colonisation agricole dans le cadre de la politique d'expansion géographique du royaume vers l'Ouest. Elle se situe à cheval entre les zones agro-écologiques des Hauts Terres centrales et du Moyen-Ouest. La Région est organisée en trois Districts (Arivonimamo, Miarinarivo et Soavinandriana) le long de la RN1 et elle est l'une des plus petites régions de Madagascar avec une superficie de 6.727 km². La partie orientale de l'Itasy proche d'Antananarivo, enregistre une densité de la population des

plus élevées de l'île engendrant une pression foncière importante, avec une superficie moyenne de 1,1 hectares par exploitation sur l'ensemble de la région. La partie occidentale, donnant sur le Moyen Ouest, est une zone de migration relativement récente et offre de vastes étendues inégalement peuplées. La problématique de l'impasse démo-économique évoquée précédemment se pose alors indubitablement dans cette région.

Ensuite, l'Itasy est une zone particulièrement dynamique et présente un certain nombre d'atouts qui laissent suggérer que l'investigation de la classe de la Petite Prospérité y est pertinente. Comparée à d'autres régions rurales de l'île, l'Itasy est considéré comme étant une « région intermédiaire » en termes de niveau de vie des ménages, de production agricole et non-agricole, d'intégration au marché et de transformation structurelle (Randrianarison *et al.*, 2009 ; Thomas, 2011). En effet, l'Itasy bénéficie de sa proximité avec la capitale et d'un tissu urbain important avec plusieurs villes secondaires sur l'axe de la RN1. Ce positionnement lui procure des opportunités et une grande facilité d'accès aux différents marchés. De plus, la région enregistre un revenu agricole annuel moyen par ménage de 1.131 Millions d'Ariary qui est nettement au-dessus de la moyenne nationale de 978 Millions d'Ariary et même de celle du Vakinankaratra, une région bien intégrée au marché avec le tissu agro-industriel le plus développé, mais en dessous de certaines régions agricoles comme l'Alaotra, le principal grenier à riz du pays (Instat, 2013). L'Itasy connaît également un des taux de pauvreté et de niveaux d'inégalité les plus faibles en milieu rural malgache avec respectivement moins de 70% contre 77% en milieu rural et un indice de Gini de 0,275 du niveau de la consommation contre 0,413 au niveau national³² (Instat, 2013).

Avec la présence de petits périmètres irrigués, la région réalise de bonnes productions rizicoles avec un rendement qui s'améliore d'année en année depuis 1998 et qui a même atteint les 3,5 tonnes/ha en 2007, dépassant celui de l'Alaotra (ROR, 2008 ; Randrianarison *et al.*, 2009). L'Itasy exporte en dehors de la région, surtout vers Antananarivo, près de la moitié de sa production rizicole (ROR, 2007) et contribue à 4,6% de la production nationale de riz en 2012 (Instat, 2013)³³.

L'Itasy a toujours été une zone privilégiée pour les projets et actions de développement dans des domaines très variés avec la participation des communautés locales et de plusieurs acteurs publics, privés et de la société civile : le gouvernement malgache, les partenaires internationaux (FAO, FIDA, la Région d'Aquitaine etc.) ainsi que des associations ou des

³² Ces indices de Gini tiennent à la fois compte du milieu urbain et du milieu rural. Au niveau national l'indice de Gini est relativement plus élevé en milieu urbain (0,410) qu'en milieu rural (0,391).

³³ L'Itasy est la 7^{ème} région productrice de riz à Madagascar.

Organisations Non Gouvernementales. Les domaines d'intervention de ces acteurs touchent le financement et l'entretien d'infrastructures agricoles (FID, PSDR, BVPI, SAHA) et des infrastructures de base (SAHA, Fampita), la santé et l'éducation (SAF/FJKM, Caritas, FAFAFI, SAHA), la microfinance (Réseau CECAM), l'appui aux micro-entreprises rurales (PROSPERER, SAHA), le conseil agricole (CSA), la promotion de l'artisanat par les appuis techniques, l'approvisionnement et la commercialisation ainsi que la gestion des ressources naturelles (SAHA, Fampita) (ROR, 2008)³⁴. La Région Aquitaine est également en coopération décentralisée avec Madagascar, spécifiquement avec l'Itasy, depuis 2008.

4.1.3. L'Itasy, une région à forte diversification des moyens d'existence

L'Itasy possède des conditions agro-climatiques, notamment des sols volcaniques sur la périphérie Ouest, qui sont propices à une gamme variée de cultures – 46 types recensés dont la majorité en association ou en rotation culturale –, avec la dominance de la composante vivrière : riz, manioc, maïs, haricot, pomme de terre, cultures maraîchères (tomates, diverses cucurbitacées...). Cette diversité culturelle procure aux ménages des ressources alimentaires durant les périodes de soudure mais aussi une source de revenu importante en tant que cultures commerciales quand elles sont intégrées à des marchés bien structurés. Les stratégies agricoles des ménages de l'observatoire d'Itasy semblent organisées autour d'un équilibre entre production de subsistance et production commercialisée. L'Itasy se distinguerait également par une diversification et une dotation relativement élevées en équipements agricoles (traction animale, équipements mécaniques, pulvérisateur, micro-systèmes d'irrigation etc.) qui sont appuyées par des services agricoles et des réseaux mutualistes d'approvisionnement et de commercialisation ayant une implantation ancienne (Randrianarison *et al.*, 2009). De plus, la région aurait un bon niveau d'éducation comparé à

³⁴ FIDA : Fonds d'Intervention de Développement Agricole.

FAO (Food and Agriculture Organization of the United Nations) : Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture.

FID : Fonds d'Intervention pour le Développement.

PSDR : Projet de Soutien au Développement Rural.

BVPI : Bassins Versants du Périmètre Irrigué.

SAHA : Sahan'Asa Hampandrosoana ny Ambanivohitra, un programme financé par la Coopération Suisse qui opère dans plusieurs domaines du développement rural et agricole.

Fampita : association qui opère dans plusieurs domaines du développement rural et agricole.

CECAM : Caisse d'Épargne et de Crédit Agricole Mutuels.

FAFAFI (Fanentanana Fambolena Fiompiana) : organisme d'appui au développement de l'Église luthérienne malgache.

SAF/FJKM (Sampan'Asa Fampanandrosoana/Fiangonan'i Jesoa Kristy eto Madagasikara) : Section Développement de l'Église protestante malgache.

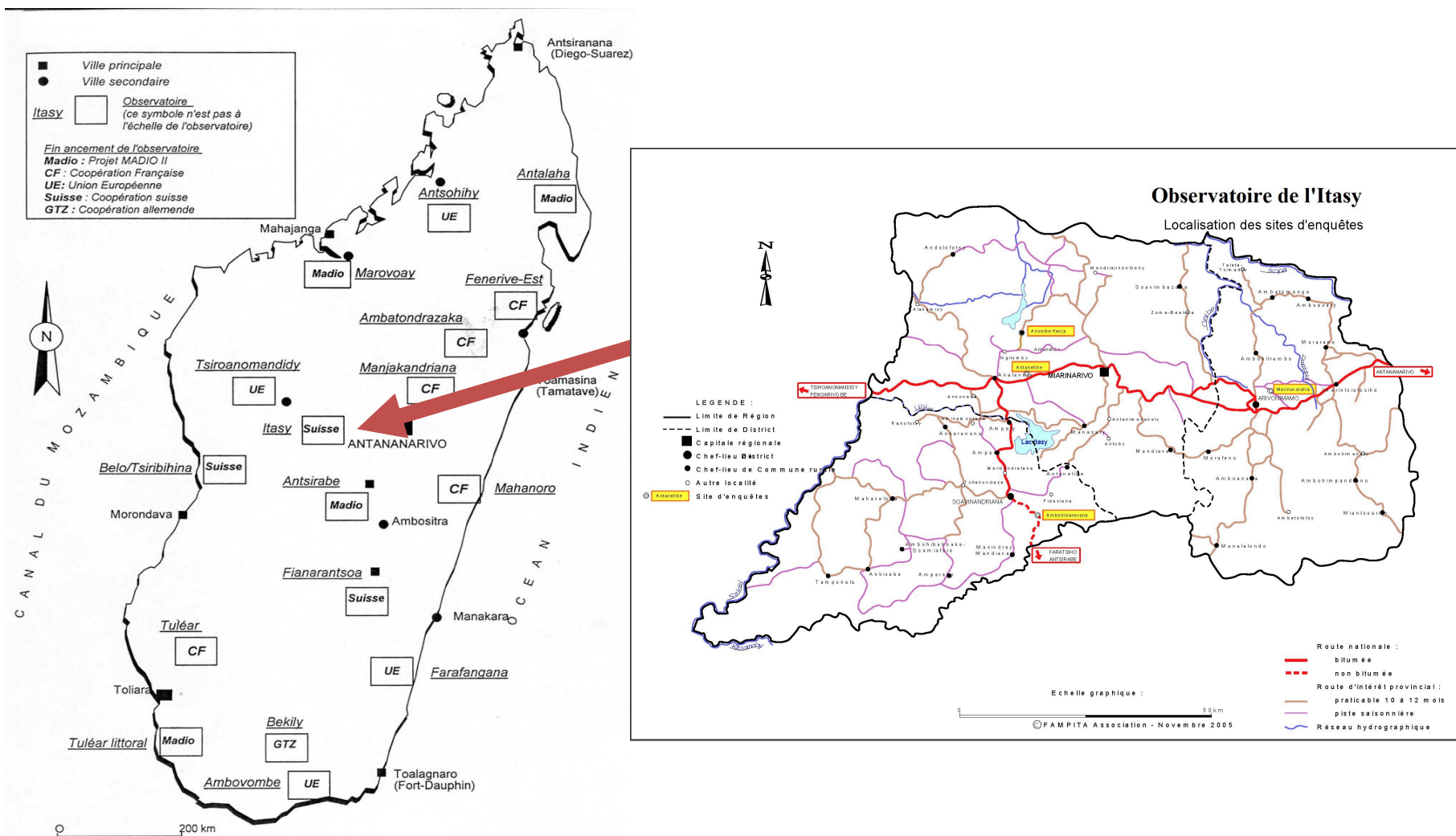
PROSPERER : Programme de Soutien aux Pôles de Micro Entreprises Rurales et des Entreprises Régionales

d'autres zones rurales malgaches. Ces conditions devraient donc être favorables à l'adoption d'innovations techniques pour intensifier et améliorer la productivité de la terre et du travail.

La région bénéficie aussi de la présence de quelques industries agro-alimentaires, en l'occurrence l'OFMATA, une société manufacturière de tabac implantée depuis 1920 qui est en situation de monopole dans la filière et LECOFRUIT, une société exportatrice de légumes, précisément de haricots verts extra-fins dans des supermarchés européens introduite depuis 2002 dans la région et qui est en situation de monopsonne. De telles unités industrielles de transformation et de conditionnement contribuent fortement au développement de filières intégrées et bien structurées et à la modernisation de l'agriculture par insertion dans les chaînes de valeurs ou dans des réseaux de distribution et par la contractualisation. En effet, pour sécuriser leur approvisionnement, ces deux compagnies établissent des contrats formels avec les producteurs – qui doivent respecter, surtout dans le cas du haricot vert, des cahiers des charges liés aux normes et standards – et leurs fournissent les appuis techniques et matériels nécessaires à la production (semences, engrais, produits phytosanitaires, petits matériels, encadrement technique et suivi des plantations etc.).

Par ailleurs, la diversification des sources de revenu non agricoles est une pratique très répandue en Itasy, avec le développement de plusieurs activités telles que les petits commerces, la menuiserie, la forge, la vannerie, la broderie, la filature et le tissage de la soie, la fabrication de briques et de charrettes etc. Bien que la plupart de ces activités soient de taille modeste et utilisent encore des techniques artisanales, elles constituent des sources de revenus complémentaires non négligeables pour les ménages. Quant aux emplois non-agricoles, ils se réfèrent aux cas de quelques enseignants et employés administratifs dans les villages.

Figure II. 2 Le réseau des Observatoires ruraux en 2000 et l'Observatoire d'Itasy en 2008



Source : Droy, Ratovoarivony et Roubaud (2000 :139) et ROR (2008)

4.1.4. L'observatoire d'Itasy et les données d'analyse

L'observatoire de l'Itasy est composé de quatre sites d'enquête (Ambohidanerana, Anosibe Ifanja, Antanetibe et Merinavaratra) appartenant chacun à une commune rurale (Figure II.2). Chaque site est une déclinaison de la caractéristique principale de l'observatoire en termes de diversification culturelle et des activités. C'est au sein de ces systèmes de production que vont être analysées les stratégies d'adaptation et de réaction des ménages face aux opportunités et contraintes liées à leur environnement.

Ambohidanerana est un site enclavé jusqu'en 2009, date à partir de laquelle la voie routière y a été complètement rétablie. Cette zone a un bon niveau d'instruction de la population et un meilleur niveau d'intensification culturelle, avec une prédominance du tabac grâce à l'implantation de l'OFMATA.

Le site d'Anosibe Ifanja, relativement plus accessible, est une plaine aménagée durant la colonisation et où la production rizicole est la plus élevée. Le mode de faire-valoir indirect y est particulièrement développé avec une grande part de paddy commercialisée. Les cultures d'oignon et de haricot vert y sont également très pratiquées souvent sous contrat avec LECOFRUIT.

Antanetibe est un site qui se situe sur la RN1 où la population est la moins instruite, et où la diversification maraîchère (cucurbitacées) et fruitière est la plus élevée. La vannerie y est particulièrement développée et fournit une source de revenu importante pour les ménages.

Enfin, Merinavaratra est le site le plus enclavé avec une forte exigüité des terres cultivables. Les cultures d'arachide et de tomate y sont très pratiquées et les activités non-agricoles très développées, notamment la forge et le tissage de la soie.

Nous disposons de 508 ménages enquêtés annuellement dans l'observatoire de l'Itasy à partir desquels nous procédons à l'identification de la classe de la Petite Prospérité en nous basant sur les données de l'année 2008. Cette année relativement stable nous semble suffisamment ultérieure à la crise du riz de 2004-2005 et de ses effets négatifs en milieu rural (Dabat *et al.*, 2008b). Elle marque également la fin d'une période de croissance économique continue et d'amélioration de l'Indice de Développement Humain (IDH) du pays depuis la crise postélectorale de 2002 jusqu'à la crise politique de 2009 (Andrianirina, 2013 ;

Razafindrakoto *et al.*, 2015). Cette dernière³⁵ a débuté par le renversement anticonstitutionnel du président Ravalomanana et a conduit à une période de transition politique qui n'a pris fin qu'aux élections présidentielles de 2013. Durant le régime transitoire, les aides et financements externes ont été gelés – conduisant notamment à l'abandon de plusieurs observatoires ruraux –, les investissements publics ont été interrompus et les activités économiques et les exportations ont fortement ralenti. Andrianirina *et al.* (2010) qui ont analysé les conséquences immédiates de cette crise dans les zones rurales malgaches, en mobilisant les données du ROR de 2009, ont mis en avant ses effets négatifs sur les ménages ruraux ainsi que la désorganisation de plusieurs filières sensibles (riz, lait et vanille).

L'identification des classes de moyens d'existence et de Petites Prospérités dans cette zone rurale de l'Itasy nécessite, selon notre approche, une configuration multidimensionnelle de cet espace social. Nous présentons dans la prochaine sous-section la démarche retenue pour cette analyse de la structure sociale en Itasy.

4.2. Configuration multidimensionnelle de la structure sociale en Itasy

L'espace social en Itasy, que nous associons à l'espace des moyens d'existence, est caractérisé par un continuum d'organisations productives familiales élaborées en fonction des dotations en facteurs des ménages et de leur environnement social, culturel, économique et institutionnel. Comme dans la plupart des milieux ruraux des pays à base agricole (Losch *et al.*, 2012 ; Bosc *et al.*, 2015), cet espace englobe une large palette de situations. Des petites exploitations à celles plus vastes, d'une spécialisation agricole à une diversification culturelle orientée vers une stratégie de subsistance ou une stratégie commerciale et intensive ou combinant les deux logiques, et associant d'autres sources de revenus non-agricoles allant des activités génératrices de revenus ou emplois non-agricoles mineurs à des activités non-agricoles très rémunératrices de type entrepreneurial, les organisations productives familiales peuvent prendre une multitude de formes. C'est pour capter cette diversité que le cadre conceptuel (Figure I.2) adapté d'Orr et Orr (2002) a été retenu dans ce travail et sera mis en œuvre en Itasy.

³⁵ Voir Razafindrakoto *et al.* (2015) et Randrianja (2012) pour plus de détails sur la crise politique malgache de 2009.

4.2.1. Méthode de structuration de l'espace des moyens d'existence en Itasy

Dans un tel espace des moyens d'existence rural caractérisé par sa pluralité et sa complexité, les classes sociales ne sont pas des données factuelles qu'il suffit de saisir. C'est pour cette raison que l'usage de seuils prédéfinis, comme les seuils de survie ou de pauvreté utilisés dans la littérature récente sur les classes moyennes émergentes, ou celui de typologies préétablies, comme celles proposées par le Rapport sur le Développement dans le Monde 2008³⁶, n'est pas approprié. Ces méthodes d'identification risquent d'induire l'analyse dans un faux dualisme et dans une lecture erronée d'une réalité sociale structurée par un continuum de situations.

Comme il a été établi dans le chapitre précédent, l'espace des moyens d'existence en Itasy est configuré comme étant un espace multidimensionnel de différences, suivant la conception du monde social de Bourdieu (1979). A l'intérieur de cet espace social, les ménages occupent des positions relatives, plus ou moins éloignées ou rapprochées les unes des autres, définies par leurs moyens d'existence. Les classes sociales, plus spécifiquement la classe de la Petite Prospérité, y ont donc une existence virtuelle, en pointillé, en tant que « classes théoriques » ou « classes sur le papier » qu'il s'agit de spécifier à partir d'un découpage de l'espace des moyens d'existence en groupes de ménages occupant des positions sociales les plus proches.

En mettant en œuvre notre cadre d'analyse, ces positions sociales peuvent être objectivement distribuées sur deux dimensions statiques : (i) une dimension relative aux volumes des actifs et aux degrés d'efficacité des stratégies d'activités des ménages et (ii) une dimension correspondante à la structure des actifs et à la nature des stratégies d'activités.

La démarche retenue pour cette configuration de l'espace social en Itasy est une procédure multidimensionnelle en deux étapes. La première comprend la construction d'une typologie de portefeuilles d'activités des ménages à partir des principaux profils de diversification de revenus qui structurent le système d'activités du milieu étudié. Cette étape

³⁶ A partir de seuils prédéfini, le Rapport sur le Développement dans le Monde 2008 propose six types d'orientation des stratégies des ménages ruraux qui ont été repris dans le programme RuralStruc :

Les ménages agricoles orientés vers l'agriculture de subsistance dont les revenus agricoles forment plus de la moitié des revenus totaux et dont la part commercialisée du produit brut agricole ne dépasse pas les 50% de la valeur du produit agricole brut.

Les ménages agricoles orientés vers le marché dont les revenus agricoles forment plus de la moitié des revenus totaux et dont la part commercialisée du produit brut agricole dépasse 50% de la valeur du produit agricole brut.

Les ménages dépendant du salariat agricole dont ce poste forme plus de la moitié du revenu total.

Les ménages non agricoles dont les revenus du salariat non agricole et de l'auto-emploi dépassent la moitié du revenu total.

Les ménages dépendant des transferts dont cette source de revenu dépasse la moitié du revenu total.

Les ménages qui diversifient fortement dont aucune des sources de revenu mentionnées ci-dessus, de l'exploitation ou hors de l'exploitation agricole, n'atteint 50% du revenu total.

rentre dans le cadre général du choix et de la construction des variables reflétant les principaux éléments constitutifs d'un moyen d'existence en Itasy, qui vont servir pour le découpage de l'espace social. La seconde étape consiste ensuite en la stratification de l'espace des moyens d'existence à partir d'une classification des ménages basée sur les variables retenues, en l'occurrence la typologie des stratégies d'activités préalablement définie, un indicateur de résultat monétaire et des éléments d'actifs qui ne sont pas directement corrélés à la typologie mais qui sont des sources significatives de distinction sociale en Itasy. Les classes sociales en Itasy, plus particulièrement la classe de la Petite Prospérité, découleront directement de cette deuxième phase. Afin d'établir une stratification multidimensionnelle de l'espace des moyens d'existence tout en évitant le choix arbitraire des seuils d'identification, nous mettons en œuvre, à cette étape cruciale, la méthode de classification mixte à l'aide du logiciel Spad8.

4.2.2. Principes et intérêts de la méthode de classification mixte

La classification mixte fait partie des outils de la statistique exploratoire multidimensionnelle. C'est une technique de classification automatique qui vise à former des groupements en classes homogènes d'individus (dans notre cas les ménages) à partir d'un ensemble de variables en adoptant une démarche algorithmique. Une telle technique de classification est complémentaire des méthodes factorielles ou des analyses en axes principaux, lesquelles visent à fournir des représentations synthétiques de vastes ensembles de valeurs numériques dans des espaces à faibles dimensions. Contrairement aux analyses factorielles, les méthodes de classification ne se restreignent pas à une visualisation plane et continue des associations statistiques mais produisent des éléments, à savoir les classes d'individus, qui tiennent compte de la dimension réelle du nuage de point, qui sont localement plus robustes et se prêtent plus facilement à la description et à l'interprétation (Lebart *et al.*, 2006). Elles conviennent précisément à notre objectif de recherche qui est celui de mettre en évidence des classes sociales dans un espace multidimensionnel des moyens d'existence.

La classification mixte utilise conjointement les deux techniques de classification les plus usitées à savoir la méthode de partitionnement ou d'agrégation autour de centres mobiles et la Classification Ascendante Hiérarchique (CAH). Le but de cette association est de combiner les avantages et de limiter les inconvénients respectifs des deux techniques. En effet, la méthode des centres mobiles permet de fournir à moindre coût une partition sur des grands jeux de données. En revanche, elle oblige à fixer a priori le nombre de classes, entraînant une forte sensibilité de la partition finale au choix des premiers centres. Quant à la

CAH, elle fournit les mêmes résultats pour les mêmes données et donne des indications sur le nombre de classes à retenir en produisant une suite de partitions emboîtées. Par contre, elle n'est pas adaptée à un jeu de données volumineux et les regroupements définitifs qu'elle produit empêchent une optimisation ultérieure à la classification par réaffectation des individus.

4.2.3. Les procédures de classification dans la méthode mixte

La méthode d'agrégation autour des centres mobiles vise à trouver la meilleure partition de k classes (k fixé a priori) pour un ensemble de n individus, caractérisés par p variables, au moyen d'un processus itératif basé sur la distance du Khi deux dans notre cas. Plus précisément, l'algorithme consiste à choisir aléatoirement k individus comme centres provisoires de classes et à affecter tous les autres individus chacun à son centre le plus proche, formant ainsi une première partition de k classes. Ensuite les centres de gravité des classes ainsi obtenues sont recalculés donnant lieu à k nouveaux centres de classes auxquels les individus les plus proches vont être réaffectés. Cette opération se réitère jusqu'à ce que la partition optimale soit atteinte, c'est-à-dire quand deux itérations successives produisent la même partition ou quand un critère choisi cesse de décroître de façon sensible.

La technique de CAH vise à fournir une hiérarchie de $n-1$ partitions de n individus, caractérisés par p variables, par agglomération progressive, de façon ascendante des individus et des groupes d'individus deux à deux sur la base de leur ressemblance statistique. Initialement, les n individus forment chacun une classe. Ensuite, l'algorithme va assembler les deux individus les plus proches dans une seule classe pour former une partition à $n-1$ classes et réitérer le processus d'agrégation jusqu'à ce que tous les individus soient regroupés dans une seule classe. L'algorithme se base sur une matrice des distances entre les n individus à regrouper, qui sont ici mesurées par un indice de dissimilarité, la distance du Khi deux, et recalculées à chaque étape d'agrégation entre les classes de la partition nouvellement formée. Le critère d'agrégation retenu par le logiciel est la technique d'agrégation selon la variance de Ward qui cherche à optimiser à chaque étape, en minimisant la variance intragroupe et en maximisant la variance intergroupe, la répartition obtenue par agrégation de deux classes. Cette méthode permet d'obtenir des groupes suffisamment homogènes et distincts les uns des autres. L'ensemble du processus d'agrégation est représenté à la fin par un arbre hiérarchique appelé également dendrogramme qui contient toutes les partitions emboîtées les unes dans les autres et qui sert de base pour décider du nombre de classes le plus pertinent.

La classification mixte dans Spad associe ces deux méthodes de classification en procédant en trois étapes (Lebart *et al.*, 2006). La première étape consiste à mettre en œuvre la méthode des centres mobiles afin d'établir une partition de l'ensemble de n individus en un nombre k restreint de classes homogènes. Ensuite, dans la seconde étape, une CAH est appliquée sur les k classes de la partition ainsi établie et fournit l'arbre hiérarchique dont la coupure va déterminer la partition finale de la population à retenir. Enfin, la dernière étape est une procédure de consolidation par la méthode d'agrégation autour des centres mobiles qui vise à améliorer la partition obtenue, notamment l'homogénéité des classes, en l'optimisant par réaffectations.

Le choix de la partition finale se base principalement sur l'analyse du dendrogramme de la CAH et l'histogramme des indices de niveau pour identifier celui qui correspond à un saut significatif entre deux partitions. Plus la partition est proche de la base du dendrogramme, plus les groupes d'individus sont homogènes et plus la branche du dendrogramme est longue, plus les classes sont hétérogènes entre elles. Deux autres critères peuvent également appuyer ce choix, à savoir le maximum de gain de variance interclasse (ou le minimum de perte de variance intraclasse) lors du passage d'une partition à une autre et le minimum de gain de variance interclasse après la dernière étape de consolidation – pour s'assurer de la stabilité de la partition initiale.

4.2.4. Choix et construction des variables structurant l'espace des moyens d'existence en Itasy

Dans notre démarche de configuration de l'espace des moyens d'existence en Itasy, l'étape préalable est le choix et la construction des variables qui vont servir pour la classification mixte. Ce choix est guidé par les caractéristiques du système productif en Itasy de manière à pouvoir capter les deux dimensions de notre cadre d'analyse : la nature et l'efficacité des moyens d'existence.

4.2.4.1. La typologie des portefeuilles d'activités des ménages en Itasy

Nous accordons une attention particulière à la mise en œuvre de la typologie des portefeuilles d'activités des ménages lesquels constituent un élément clé dans le processus de construction d'un moyen d'existence. Parmi les différentes sources de revenus qui sont à disposition des ménages en Itasy, chacun de ces derniers peut mettre en œuvre une structure de revenu spécifique dans le cadre de son organisation productive. L'objectif est alors d'établir des classes de structure de revenu caractéristiques du système productif de la zone étudiée. Cette

étape fait spécifiquement référence à la première dimension liée à la nature des moyens d'existence de notre cadre d'analyse. Le questionnaire du ROR comporte des modules suffisamment détaillés sur les sources possibles de revenu d'un ménage pour spécifier son portefeuille d'activités ainsi que la nature de sa diversification du revenu aussi bien agricole que non-agricole. Pour ce faire, nous avons calculé pour tous les ménages de notre échantillon la part que représente chaque source de revenu possible en Itasy dans leur revenu total en détaillant la nature de certaines activités et productions agricoles les plus importantes ainsi que les emplois et les activités hors exploitation. A partir d'une comparaison des parts moyennes des différentes sources de revenu des ménages de l'observatoire sur la période allant de 2005 à 2008 (voir Annexe A.II.1), nous en gardons cinq principales qui structurent le système productif de l'Itasy : *la riziculture, la polyculture en regroupant tous les autres types de cultures, l'élevage, le salariat agricole et tous les emplois et activités indépendantes non-agricoles*. Les parts dans le revenu total des ménages de ces cinq principales sources de revenus sont les variables qui vont servir à la construction des classes de structure de revenu. Afin de prendre en compte le caractère multidimensionnel du portefeuille d'activité et afin d'éviter le problème des seuils fixés *a priori*, nous adoptons la technique de CAH³⁷ à partir des données de l'année de référence de 2008. La lecture du dendrogramme et de l'histogramme des indices de niveau (Annexe A.II.2 et Annexe A.II.3), confirmée par le gain en variance interclasse (Annexe A.II.4), indique clairement la meilleure partition composée de cinq types de structure du revenu marqués chacun par les cinq variables de classification. Les ménages de tous les groupes dégagent en moyenne une part plus ou moins importante de leur revenu des cinq sources de revenus. Toutefois, chaque groupe se distingue par une source en particulier qui contribue substantiellement au revenu total de ses membres (Tableau II.2). Ces cinq catégories de ménages, selon leur structure de revenu, constituent une variable principale à l'étape suivante de la classification mixte.

³⁷ Les résultats obtenus avec une classification mixte sont pratiquement similaires.

Tableau II.2 Typologie des portefeuilles d'activités en Itasy

	Employés ou indépendants non-agricoles N=148	Eleveurs N=77	Riziculteurs N=92	Salariés Agricoles N=80	Polyculteurs N=111	Total N=508
Sources de revenu (en proportion)						
Riziculture	0,16	0,20	0,58	0,20	0,22	0,26
Autres Cultures	0,21	0,22	0,22	0,24	0,56	0,30
Elevage	0,07	0,41	0,06	0,07	0,06	0,12
Salariat agricole	0,05	0,07	0,06	0,42	0,08	0,12
Emplois ou Activités non-agricoles	0,51	0,10	0,08	0,07	0,08	0,20
Total	1	1	1	1	1	1

Note : Les caractères gras indiquent que la valeur ici en pourcentage est significativement élevée dans le groupe comparé au reste de la population. Les caractères en italique indiquent qu'elle est significativement faible (sur la base des résidus standardisés ajustés du Khi² au seuil de 10%).

Source : Auteur.

D'autres éléments constitutifs des moyens d'existence en Itasy seront également pris en compte dans la classification mixte à condition qu'ils ne soient pas directement corrélés à la typologie des portefeuilles d'activité.

4.2.4.2. Autres éléments constitutifs des moyens d'existence en Itasy

Les autres éléments constitutifs des moyens d'existence en Itasy renvoient essentiellement à la deuxième dimension du cadre d'analyse relative à l'efficacité des moyens d'existence.

Un des éléments retenus est le revenu brut du ménage qui a été calculé en tenant compte, comme précédemment, de toutes les sources possibles de revenu du ménage en 2008. Il comprend plus précisément les valeurs de la production agricole vendue ou autoconsommée par le ménage ainsi que tous les revenus issus des activités indépendantes ou salariées (agricoles ou non-agricoles) et les transferts nets. Nous retenons pour la classification *les quintiles du revenu par tête des ménages* afin de tenir compte de la différence de taille de ces derniers et afin de ne maintenir que des variables qualitatives dans la procédure de calcul.

Le revenu est souvent considéré comme étant une variable de résultat d'un moyen d'existence. Il est aussi un indicateur de bien-être économique qui est fortement corrélé avec d'autres dimensions de conditions de vie du ménage et peut donner une mesure des opportunités d'accès aux biens et services (Coudouel *et al.*, 2002 ; Ravallion, 2016). Introduire le revenu dans la classification permet également de différencier les ménages selon le degré de réussite et d'efficacité de leur stratégie de moyen d'existence. Par ailleurs, cette mesure permet de garder un certain lien avec l'approche économique dans la littérature récente sur les classes moyennes émergentes. Bien que souvent en milieu rural pauvre, la

dépense soit préférée au revenu (Ravallion, 1992 ; Deaton et Grosh, 1998) du fait de la forte instabilité et saisonnalité de ce dernier (surtout les revenus agricoles), les données d'enquêtes du ROR sont structurées de manière à fournir des informations plus riches et plus précises pour l'évaluation du revenu que pour celle de la dépense. Le revenu a d'ailleurs servi de mesure de résultat et de bien-être économique des ménages ruraux dans plusieurs études qui portent sur les milieux ruraux malgaches et exploitent les données du ROR (Bockel, 2005 ; Gondard-Delcroix, 2006, 2009 ; Randrianarison *et al.*, 2009 ; Andrianirina *et al.*, 2010 ; Andrianantoandro et Bélières, 2015).

Un autre élément important est le niveau d'éducation du chef du ménage qui est une mesure du capital humain. La variable, tirée directement du questionnaire, présente quatre modalités : *analphabète, lettré, primaire achevé et secondaire achevé ou plus*. Le niveau d'instruction et les qualifications du chef du ménage sont des facteurs déterminants qui permettent de saisir des opportunités d'emplois ou d'activités agricoles les plus rémunérateurs et donc les plus risqués mais également des opportunités d'accès aux marchés (produits, crédits, assurances etc.) grâce à une meilleure connaissance de leur fonctionnement. De même, ils peuvent influencer sur l'aptitude des ménages à tirer bénéfice de l'adhésion à des projets ou à des associations en lien avec leur moyen d'existence. Ils permettent aussi de distinguer les ménages selon leur capacité de prise de risque dans la production agricole, notamment leur propension à adopter les innovations agricoles ou des techniques plus modernes et plus productives ou à recourir à la contractualisation (Ellis, 2000 ; Wouterse, 2016). Un niveau d'éducation élevé peut également offrir au ménage une capacité de résilience en cas de chocs par une conversion et une réorganisation rapides de leur structure productive. Comparé à d'autres observatoires, l'Itasy bénéficie justement d'un assez bon niveau d'éducation des chefs de ménages (Randrianarison *et al.*, 2009).

Enfin, le dernier élément qui participe à la classification est la nature de la propriété foncière des ménages, qui est une mesure de leur sécurité foncière. Quatre modalités composent cette variable dont chacune est attribuée aux ménages en fonction de la forme de propriété de leurs parcelles la plus sécurisée : *aucun titre foncier, autorisation traditionnelle* (relative aux pratiques coutumières), *petits papiers* (actes sommaires enregistrés localement) et *titre formel* (incluant les certificats délivrés par les guichets fonciers). Il est évident que la terre est la ressource la plus importante en milieu rural malgache et l'accès à celle-ci est un facteur majeur d'inégalité de statut (Droy *et al.*, 2010 ; Rabearimanana, 1994 ; Rakoto-Ramiarantsoa, 1994 ; Stavenhagen, 1969). Ceci est particulièrement vrai pour les régions des Hautes Terres centrales, à l'instar de l'Itasy, où la problématique de la pression foncière et

démographique, nous l'avons vu, se pose avec une plus grande acuité qu'ailleurs. A défaut de ne pas pouvoir exploiter la taille des parcelles possédées ou cultivées, étant donné sa corrélation évidente avec la structure du revenu, utiliser la nature de la propriété des terres n'en est pas moins pertinent dans un contexte de grande insécurité foncière. Plusieurs auteurs ont d'ailleurs imputé à ce point les faibles investissements agricoles et les résistances aux changements techniques des paysans (Dabat *et al.*, 2008a ; Droy *et al.*, 2010 ; Andriamanalina *et al.*, 2013). Ces auteurs considèrent que la sécurité foncière peut être un levier permettant de moderniser l'agriculture malgache et de développer les marchés formels ruraux. En effet, la possession d'un titre foncier pourrait inciter le ménage à investir dans de nouvelles techniques agricoles plus productives et faciliter leur accès au financement formel. Elle peut également favoriser la contractualisation des locations des parcelles sur le marché du faire valoir indirect qui est particulièrement développé dans cette région. Prendre en compte cette dimension de la sécurité foncière dans la classification permet donc d'en spécifier le lien avec la structuration du moyen d'existence des ménages en Itasy.

Les autres types d'actifs productifs comme les cheptels et les équipements agricoles n'ont pas été retenus puisqu'ils sont directement liés avec la structure du revenu du ménage.

4.3. L'hétérogénéité de l'espace des moyens d'existence en Itasy et de la classe de la Petite Prospérité

Le logiciel Spad utilise une analyse factorielle – ici une Analyse des Correspondances Multiples³⁸ (ACM) – comme une étape préalable à la classification. Cette méthode a un pouvoir de filtrage qui permet de travailler sur des coordonnées factorielles moins nombreuses que les variables de départ. L'abandon des derniers facteurs pour la classification vise à « lisser » les données et à améliorer ainsi la partition retenue. Au lieu d'effectuer une classification des individus sur l'ensemble des p variables ou des p facteurs, l'idée est de ne retenir que les q premiers axes d'un sous-espace factoriel de dimension q ($q < p$). Cette étape permet d'objectiver les structures de relations de l'espace des moyens d'existence et donne une base multidimensionnelle à la classification. Dans la théorie, il n'existe pas de nombre d'axes clairement fixé et l'usage est de garder un peu plus de la moitié des axes (Nakache et Confais, 2004). Nous avons alors retenu une dizaine d'axes qui synthétisent plus de 90% de l'information initiale et une dizaine de ménages tirés au hasard comme centres de classes initiaux dans la première étape de la classification mixte.

³⁸ L'ACM permet de décrire un tableau disjonctif complet qui croise en ligne les n ménages de l'échantillon et en colonne les j modalités des p variables retenues en fournissant des représentations simples de leurs associations complexes. Elle est donc adaptée aux quatre variables qualitatives nominales de classification.

4.3.1. Les sept groupes de l'espace social en Itasy

L'examen du dendrogramme ainsi que de l'histogramme des indices de niveau issus de la CAH (voir Annexe A.II.5 et Annexe A.II.6) montre que le « saut » le plus important se trouve entre la partition en sept classes et celle en huit classes. Ce critère indique de manière évidente que la meilleure partition est celle en sept classes. L'analyse des variances indique que le gain de variance interclasse est légèrement plus élevé lors du passage à la partition en cinq classes, mais l'effet de la consolidation sur le gain de variance est en faveur de celle en sept classes (voir Annexe A.II.7). Cette partition en sept classes nous semble donc un bon compromis en ce qui concerne le critère des variances et fournit un découpage suffisamment affiné de l'espace social en Itasy en classes de moyens d'existence homogènes.

Parmi les sept groupes de moyens d'existence, ceux qui composent la classe de la Petite Prospérité sont ceux qui correspondent à la définition précisée dans le chapitre précédent. Il s'agit, plus exactement, de repérer les groupes dont les moyens d'existence permettent, de manière relative, aux ménages de mener une vie digne et d'avoir les capacités d'agir pour enclencher une dynamique d'accumulation, au-delà de la survie. L'identification des Petites Prospérités d'Itasy se base alors sur un examen détaillé de chaque groupe de ménages en fonction de la nature et du niveau d'efficacité des moyens d'existence et des stratégies de ces derniers, de leurs dotations en actifs (productifs et non productifs), de leurs conditions de vie économiques, de leurs caractéristiques sociodémographiques, de leurs comportements socioéconomiques ainsi que de leur propre évaluation de leurs conditions de vie que nous complétons avec une analyse des représentations de cette position sociale.

Le Tableau II.3, le Tableau II.4, le Tableau II.5, le Tableau II.6 et le Tableau II.7 présentent une spécification de chaque groupe social respectivement à partir des quatre variables de classification et d'autres variables de caractérisations qui vont servir pour l'analyse et les comparaisons. D'une manière générale, les sept groupes de moyens d'existence sont fortement marqués par les caractéristiques agro-économiques de chaque site de l'observatoire. Ils reflètent la structure profondément hétérogène de l'espace social en Itasy et par conséquent celle de la classe de la Petite Prospérité ou des Petites Prospérités. Cette hétérogénéité n'aurait certainement pas pu être mise en évidence si l'usage d'un critère unidimensionnel tel que le revenu avait été retenu avec un seuil fixé *a priori*. En se référant aux différents critères absolus de revenu journalier par tête³⁹ fréquemment utilisés dans la

³⁹ 2\$, 4\$ et 12\$ sont les seuils minimums pour appartenir respectivement à la classe moyenne des pays en développement (Ravallion, 2010) ou à la *floating class* de la Banque Africaine du Développement (BAD, 2011), à la *lower middle class* de la BAD (BAD, 2011) et à la *Global Middle Class* de la Banque Mondiale (BM, 2007).

littérature en économie du développement, 15,6% des ménages de notre échantillon appartiendraient à la Classe Moyenne au seuil de 2\$ PPA, 3,3% au seuil de 4\$ et aucun ne dépasse les 12\$ (Tableau II.5). Seuls 16% des ménages en Itasy appartiendraient donc à la catégorie de la *floating class* de la Banque Africaine du Développement ou à la Classe Moyenne émergente selon les critères de Ravallion (2010) mais aucun ne peut être considéré comme étant riche suivant les critères internationaux.

L'examen minutieux et comparatif – que nous détaillons ci-après – des sept groupes de moyens d'existence issus de la classification, nous conduit à l'identification de deux principales classes sociales : celle des ménages précaires et celle de la Petite Prospérité.

Tableau II.3 Stratification des ménages d'Itasy selon les variables de classification

	A N=94	B N=79	C N=82	D N=75	E N=65	F N=79	G N=34	Total N= 508
<i>Income structure (%)</i>								
Riziculteurs	52,1	25,3	15,9	0,0	4,6	3,8	11,8	18,1
Polyculteurs	6,4	2,5	0,0	100,0	0,0	22,8	29,4	21,9
Eleveurs	10,6	26,6	35,4	0,0	4,6	13,9	8,8	15,2
Salariés agricoles	2,1	10,1	0,0	0,0	60,0	26,6	29,4	15,7
Employés ou indépendants non-agricoles	28,7	35,4	48,8	0,0	30,8	32,9	20,6	29,1
<i>Quintiles de revenu par tête (%)</i>								
Q1	4,3	0,0	0,0	30,7	93,8	0,0	38,2	19,9
Q2	7,4	0,0	3,7	4,0	0,0	100,0	29,4	20,1
Q3	0,0	98,7	1,2	21,3	0,0	0,0	20,6	20,1
Q4	85,1	1,3	4,9	16,0	3,1	0,0	8,8	20,1
Q5	3,2	0,0	90,2	28,0	3,1	0,0	2,9	19,9
<i>Niveau d'éducation du chef (%)</i>								
Analphabète	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	100,0	6,7
Lettre	77,7	65,8	47,6	62,7	80,0	75,9	0,0	63,6
Primaire achevé	18,1	21,5	18,3	37,3	20,0	21,5	0,0	21,1
Secondaire achevé et plus	4,3	12,7	34,1	0,0	0,0	2,5	0,0	8,7
<i>Propriété foncière (%)</i>								
Sans titre	10,6	12,7	4,9	13,3	20,0	16,5	8,8	12,4
Autorisations traditionnelles	61,7	27,8	42,7	42,7	32,3	26,6	47,1	40,4
Petits papiers	6,4	19,0	18,3	4,0	9,2	16,5	8,8	12,0
Titre formel	21,3	40,5	34,1	40,0	38,5	40,5	35,3	35,2

Note : Les caractères gras indiquent que la valeur ici en pourcentage est significativement élevée dans le groupe comparé au reste de la population. Les caractères en italique indiquent qu'elle est significativement faible (sur la base des résidus standardisés ajustés du χ^2 au seuil de 10%).

Source : Auteur.

Tableau II.4 Stratification des ménages d'Itasy selon les variables de caractérisation (Site et caractéristiques sociodémographiques des ménages)

	A N=94	B N=79	C N=82	D N=75	E N=65	F N=79	G N=34	Total N= 508
<i>Site (%)</i>								
Ambohidanerana	21,3	20,3	20,7	56,0	16,9	20,3	14,7	25,0
Anosibe Ifanja	40,4	19,0	19,5	10,7	33,8	26,6	26,5	25,4
Antanetibe	24,5	17,7	24,4	22,7	23,1	25,3	47,1	24,6
Merinaravatra	13,8	43,0	35,4	10,7	26,2	27,8	11,8	25,0
<i>Caractéristiques sociodémographiques des ménages</i>								
<i>Genre du chef</i>								
Homme	91,5	94,9	91,5	89,3	90,8	83,5	73,5	89,2
Femme	8,5	5,1	8,5	10,7	9,2	16,5	26,5	10,8
<i>Age (moyenne)</i>								
CV	47	44	44	42	41	43	42	44
CV	0,29	0,32	0,32	0,31	0,28	0,25	0,34	0,30
<i>Taille du ménage (moyenne)</i>								
CV	5,7	5,4	4,7	5,1	6,3	5,6	5,1	5,4
CV	0,42	0,40	0,47	0,46	0,40	0,42	0,39	0,43

Notes : (1) CV indique les coefficients de variation ; (2) les caractères gras indiquent que la valeur est significativement élevée dans le groupe comparé au reste de la population. Les caractères en italique indiquent qu'elle est significativement faible (sur la base des résidus standardisés ajustés du Khi² au seuil de 10% pour les variables qualitatives et du test de Student ou *t-test* au seuil de 10% pour les variables continues).

Source : Auteur.

Tableau II.5 Stratification des ménages d'Itasy selon les variables de caractérisation (Revenus des moyens d'existence des ménages)

	A N=94	B N=79	C N=82	D N=75	E N=65	F N=79	G N=34	Total N= 508
Revenus des moyens d'existence								
Revenu par tête annuel (moyenne en Ariary)	386.497	298.721	834.356	377.302	164.274	209.735	234.125	377.661
	0,23	0,10	0,63	0,73	0,65	0,09	0,54	0,86
Revenu agricole annuel (moyenne en Ariary)	1.640.890	1.063.850	2.204.950	1.385.770	468.527	724.407	611.008	1.243.080
CV	0,23	0,10	0,63	0,73	0,65	0,09	0,54	0,86
Part de la production agricole vendue (moyenne)	0,48	0,43	0,53	0,39	0,27	0,33	0,36	0,41
CV	0,42	0,49	0,42	0,60	0,84	0,67	0,68	0,57
Niveau de sécurité alimentaire (moyenne)	0,70	0,51	0,76	0,61	0,34	0,41	0,31	0,55
CV	0,43	0,56	0,37	0,47	0,75	0,55	0,75	0,57
Production rizicole en 2008 (tonnes)	2,17	1,15	2,32	1,07	0,50	0,66	0,61	1,34
CV	0,82	1,00	1,01	1,04	0,65	0,77	0,96	1,17
Rendements rizicoles (tonnes/ha)	3,9	3,3	3,6	3,1	3,5	3,2	3,5	3,4
CV	0,45	0,53	0,42	0,44	0,56	0,46	0,47	0,48
Pauvreté (%)								
Seuil de 1,25\$ par jour	17,0	98,7	4,9	57,3	95,4	100,0	88,2	61,4
Seuil de 2\$ par jour	97,9	100,0	26,8	81,3	96,9	100,0	97,1	84,4
Seuil de 4\$ par jour	100,0	100,0	82,9	96,0	100,0	100,0	100,0	96,7

Notes : (1) CV indique les coefficients de variation ; (2) les caractères gras indiquent que la valeur est significativement élevée dans le groupe comparé au reste de la population. Les caractères en italique indiquent qu'elle est significativement faible (sur la base des résidus standardisés ajustés du Khi² au seuil de 10% pour les variables qualitatives et du test de Student ou *t-test* au seuil de 10% pour les variables continues).

Source : Auteur.

Tableau II.6 Stratification des ménages d'Itasy selon les variables de caractérisation (dotation en actifs productifs et non productifs des ménages)

	A N=94	B N=79	C N=82	D N=75	E N=65	F N=79	G N=34	Total N= 508
Actifs								
Bétaïls (moyenne en Ariary)	971.767	769.991	1.062.720	690.183	<i>317.186</i>	<i>431.340</i>	<i>204.185</i>	694.326
CV	1,12	0,83	0,89	1,26	1,48	1,17	2,09	1,20
Superficie rizière cultivée (moyenne en ha)	0,58	0,36	0,64	0,39	<i>0,14</i>	<i>0,21</i>	<i>0,14</i>	0,38
CV	10,99	13,29	10,65	13,45	9,40	8,51	7,85	13,46
Niveaux d'équipement en matériels agricoles (%)								
Sans matériel	<i>11,7</i>	17,7	<i>11,0</i>	22,7	43,1	39,2	32,4	23,8
Equipement minimum	40,4	41,8	28,0	40,0	36,9	34,2	50,0	37,8
Bien équipé	47,9	40,5	61,0	37,3	<i>20,0</i>	26,6	<i>17,6</i>	38,4
Niveaux d'équipement en biens durables (%)								
Sans équipement	7,4	<i>5,1</i>	<i>0,0</i>	16,0	21,5	13,9	35,3	11,8
Faible niveau d'équipement	<i>24,5</i>	36,7	<i>19,5</i>	36,0	46,2	38,0	50,0	33,9
Niveau d'équipement minimum	34,0	31,6	18,3	18,7	21,5	35,4	<i>11,8</i>	26,0
Niveau d'équipement moyen	34,0	12,7	30,5	16,0	7,7	10,1	2,9	15,2
Très bon niveau d'équipement	17,0	13,9	31,7	13,3	3,1	2,5	<i>0,0</i>	13,2

Notes : (1) CV indique les coefficients de variation ; (2) les niveaux d'équipement en matériels agricoles et en biens durables ont été calculés à partir de la somme des éléments possédés par les ménages. Ensuite les indices obtenus ont été discrétisés ; (3) les caractères gras indiquent que la valeur est significativement élevée dans le groupe comparé au reste de la population. Les caractères en italique indiquent qu'elle est significativement faible (sur la base des résidus standardisés ajustés du Khi^2 au seuil de 10% pour les variables qualitatives et du test de Student ou *t-test* au seuil de 10% pour les variables continues).

Source : Auteur.

Tableau II.7 Stratification des ménages d'Itasy selon les variables de caractérisation (comportements économiques des ménages)

	A N=94	B N=79	C N=82	D N=75	E N=65	F N=79	G N=34	Total N= 508
<i>Comportements économiques</i>								
<i>Structure des dépenses (%)</i>								
Basée sur les besoins élémentaires	13,2	46,8	20,7	38,7	63,1	64,6	79,4	45,3
Début de consommation non élémentaire	47,9	36,7	35,4	40,0	32,3	29,1	14,7	35,8
Début de consommation ostentatoire	22,3	16,5	43,9	21,3	4,6	6,3	5,9	18,9
<i>Accès aux institutions financières (%)</i>								
Pas d'accès	67,0	69,6	64,6	73,3	80,0	70,9	76,5	70,9
Accès au moins une fois	33,0	30,4	35,4	26,7	20,0	29,1	23,5	29,1
<i>Paiement de taxes foncières (%)</i>								
Fréquemment	80,9	84,8	75,6	74,7	61,5	74,7	61,8	75,0
Jamais	19,1	15,2	24,4	25,3	38,5	25,3	38,2	25,0
<i>Evaluation de leurs propres conditions de vie (%)</i>								
Vit bien	3,2	1,3	4,9	2,7	1,5	0,0	2,9	2,4
Acceptable	53,2	53,2	78,0	45,3	33,8	58,2	32,4	53,0
Acceptable mais besoin de vigilance	14,9	25,3	13,4	24,0	13,8	8,9	11,8	16,3
S'en sort difficilement	28,7	20,3	3,7	28,0	50,8	32,9	52,9	28,3

Notes : (1) la structure des dépenses des ménages distingue les ménages selon la part que représentent les dépenses de consommation de base dans leurs dépenses totales ; (2) les caractères gras indiquent que la valeur est significativement élevée dans le groupe comparé au reste de la population. Les caractères en italique indiquent qu'elle est significativement faible (sur la base des résidus standardisés ajustés du Khi² au seuil de 10%).

Source : Auteur.

4.3.2. La classe des ménages précaires (groupes E, F et G)

Les trois groupes E, F et G, que nous allons commenter conjointement, regroupent les 35% des ménages de notre échantillon qui se trouvent dans une situation de grande précarité et dont les moyens d'existence ne correspondent pas à la définition de la Petite Prospérité. Concernant les variables de classification (Tableau II.3), ces groupes rassemblent majoritairement les ménages appartenant au deux premiers quintiles du revenu et dont le chef est au mieux lettré. Cela suggère que les moyens d'existence de ces ménages sont les moins efficaces de tout l'échantillon. Ils se distinguent des autres groupes par une prévalence des ménages dont la principale source de revenu est le salariat agricole. C'est ce que corrobore plusieurs études en milieu rural malgache qui confirment ce lien entre la prévalence du salariat agricole dans le revenu et la pauvreté (Randrianarison, 2003 ; Gondard-Delcroix, 2006, 2009 ; Randrianarison *et al.*, 2009). De plus, une part relativement importante des ménages appartenant à cette classe, surtout au sein du groupe E (20%), ne possède aucun titre foncier et se trouve donc dans une situation d'insécurité foncière. En ce qui concerne les variables de caractérisation, l'analyse des tableaux de caractérisation (Tableau II.5, Tableau II.6 et Tableau II.7) nous révèle clairement que les moyens d'existence de ces catégories de ménages précaires semblent orientés essentiellement vers la subsistance ou la survie. Ces ménages se situent dans une situation de grande pauvreté et de vulnérabilité en termes de conditions de vie économiques, de sécurité alimentaire et de dotations en actifs. En effet, ils ont les niveaux de revenus agricoles et de production agricole et rizicole moyens les plus faibles dont ils auto-consomment la majorité (Tableau II.5). Ils sont par conséquent confrontés à un risque plus élevé d'insécurité alimentaire⁴⁰ et vivent presque tous en dessous du seuil de pauvreté extrême. Les ménages de cette classe sont également les moins dotés en actifs (cheptel, superficie rizicole cultivée et matériels agricoles) et en biens durables⁴¹, ce qui les prive également d'assurance et peut les maintenir dans une trappe à pauvreté (Tableau II.6). Quant aux comportements socioéconomiques de ces ménages, il se trouve que leur consommation est essentiellement orientée vers la satisfaction des besoins élémentaires. La grande majorité d'entre eux n'a jamais fréquenté une institution financière⁴² et beaucoup ne paient pas de taxes foncières. La plupart des ménages de cette classe reconnaissent qu'ils se

⁴⁰ Le niveau de sécurité alimentaire est la proportion de mois hors soudure dans l'année déclarée par le ménage.

⁴¹ La variable de niveau d'équipement a été constituée à partir de la possession de biens durables comme la bicyclette, la radio, la télévision, le téléphone portable, etc. Cette variable a été calculée à partir d'une simple somme de ces éléments que nous avons ensuite discrétiser en plusieurs niveaux d'équipement.

⁴² L'accès aux institutions financières tient compte des trois années antérieures.

trouvent dans une situation de grande précarité et qu'ils s'en sortent difficilement (Tableau II.7). Ces catégories de ménages que nous qualifions de précaires ne font donc pas partie de nos ménages de la classe de la Petite Prospérité.

4.3.3. La classe des Petites Prospérités (groupes A, B, C et D)

Les quatre groupes A, B, C et D, représentant 65% de notre échantillon, semblent mieux correspondre à la définition de la Petite Prospérité, ou du moins s'en approcher. Ces groupes bénéficient, d'une manière générale, de moyens d'existence et de conditions de vie, matérielles et économiques beaucoup plus favorables que ceux de la classe des précaires. Toutefois, ils représentent des profils très hétérogènes en ce qui concerne le niveau de richesse des ménages, leurs stratégies de moyens d'existence ainsi que leurs potentiels d'accumulation.

4.3.3.1. La Petite Prospérité traditionnelle (groupe A)

Ce groupe représente 18,5% de notre échantillon (le groupe le plus important) et est majoritairement composé de ménages appartenant au quatrième quintile du revenu (85%) et dont le chef est lettré (78%). Plus de la moitié des ménages de ce groupe ont comme principale source de revenu la riziculture et comme mode de sécurisation foncière des autorisations traditionnelles. Cette forme de propriété qui s'apparente à une situation d'insécurité foncière semble ne pas empêcher ces ménages riziculteurs de tirer largement profit de leur moyen d'existence. En examinant les variables de caractérisation, les ménages de ce groupe ont une moyenne d'âge du chef (47 ans) et une taille des plus élevés parmi la classe des Petites Prospérités (Tableau II.4). Cela laisse suggérer que ce groupe représente le profil du riziculteur ayant un statut bien établi qui est caractéristique des Hautes Terres centrales malgaches ce qui justifie le qualificatif « traditionnel ». Naturellement, ces ménages de riziculteurs enregistrent un revenu agricole moyen des plus élevés grâce à leur grande superficie rizicole et à leur très bonne production rizicole faisant presque le double de la moyenne de l'ensemble de l'échantillon (Tableau II.5). Leur stratégie productive est orientée vers le marché, avec une part de produits commercialisés relativement importante. Ils arrivent à assurer un très bon niveau de sécurité alimentaire et peu d'entre eux se trouvent en situation de pauvreté extrême comparé à l'ensemble de l'échantillon. Les ménages de ce groupe sont également bien dotés en actifs, plus particulièrement en matériels agricoles et en cheptel bovin, ce qui leur procure une forme d'assurance en cas de choc et des moyens plus productifs pour la riziculture (Tableau II.6). Ces ménages de riziculteurs ont un niveau d'équipement en

biens durables moyen et leur consommation n'est plus basée sur la satisfaction des besoins de nécessité (Tableau II.7). Ce groupe est représentatif du site d'Anosibe Ifanja où 45% des terres cultivées sont des rizières (ROR, 2007). D'après cette description, cette catégorie de riziculteurs que nous qualifions de traditionnelle représente une frange relativement supérieure de la classe des Petites Prospérités en Itasy. Ce profil de ménages est assez proche des « riches » riziculteurs malgaches définis par Bockel (2005). Il n'est probablement pas non plus loin des riziculteurs « vendeurs nets stables » identifiés par Andrianirina (2013) en Alaotra.

4.3.3.2. La Petite Prospérité vulnérable (groupe B)

Cette catégorie, représentant 15,6% de l'échantillon total, regroupe les ménages avec des structures de revenus à forte diversification agricole, orientées soit vers la riziculture (25%) soit vers l'élevage (26,6%). Elle rassemble également une majorité de ménages qui appartiennent au troisième quintile du revenu (99%) et dont le chef est au moins lettré (Tableau II.3).

Cette catégorie représente le profil typique des ménages ruraux en Itasy qui investissent dans plusieurs activités et dans la diversification agricole en combinant les petits élevages de spéculation (comme l'engraissement de porcs) et la riziculture avec d'autres cultures de contre-saison et probablement quelques activités non-agricoles comme le commerce ou l'artisanat pour des revenus complémentaires. C'est exactement ce portrait de paysan que Rakoto-Ramiantsoa (1994) a dressé pour décrire les caractéristiques particulières du système de production de la paysannerie *Merina* visant à pallier les défaillances de l'économie rurale.

Ce groupe se distingue aussi par une part importante de ménages (19% contre 12% sur tout l'échantillon) qui détiennent les Petits Papiers comme preuve de propriété foncière et qui paient fréquemment les taxes foncières (85%). Cette situation d'insécurité foncière est symptomatique de la réalité de la pression foncière dans la région et justifie la nécessité de la sécurisation des propriétés individuelles (Droy *et al.*, 2010). Plusieurs attributs de ces ménages diversifiés indiquent qu'ils se trouvent dans une situation de vulnérabilité économique comparés aux autres groupes de Petites Prospérités. En effet, leurs revenus moyens par tête et agricole sont les plus faibles dans la classe des Petites Prospérités mais sont légèrement plus élevés que ceux de la classe des ménages précaires (Tableau II.5). Ce groupe enregistre également un taux relativement élevé des ménages qui vivent en dessous du seuil de pauvreté de 1,25\$ par jour. Leurs niveaux de dotation en actifs productifs (cheptel,

terre cultivée et matériels productifs) et en biens durables sont assez proches de la moyenne de l'échantillon total. Une bonne part des ménages de ce groupe (24%) reconnaît leur vulnérabilité en affirmant que leurs conditions de vie sont certes acceptables mais requiert une certaine vigilance (Tableau II.7). Les ménages de ce groupe sont surreprésentés (43%) dans le site de Merinavaratra qui est caractérisé par la pauvreté et l'exigüité des sols et des difficultés d'accès durant les saisons de pluie (Tableau II.4). De telles conditions requièrent la diversification des sources de revenus pour mieux sécuriser les moyens d'existence. Ce profil vulnérable de ménages diversifiés qui se situe à la marge de la classe des ménages précaires représente la frange inférieure de la classe des Petites Prospérités en Itasy.

4.3.3.3. La Petite Prospérité supérieure (groupe C)

Ce groupe, représentant 16% de l'échantillon total, rassemble les ménages ayant des sources de revenus diversifiées et orientées spécifiquement vers l'élevage (35.4%) ou vers les emplois ou activités non-agricoles (49%). Il est majoritairement composé des ménages ayant les revenus (90% appartiennent au dernier quintile de revenu) et le niveau d'éducation du chef (34% ont au moins achevé le secondaire) les plus élevés de l'échantillon. 18% des ménages de ce groupe détiennent des petits papiers comme titre de propriété foncière (Tableau II.3). Toutefois, cette forme précaire de sécurisation foncière ne prive pas ces ménages relativement riches de jouir de leurs moyens d'existence très profitables, ce qui peut suggérer la reconnaissance de leur notoriété sociale par la communauté. Ce profil de ménages diversifiés et éduqués est composé d'éleveurs intensifs, des quelques enseignants et employés administratifs locaux et des indépendants investis dans des activités très rémunératrices probablement sous forme d'entreprises familiales. Les ménages de ce groupe sont les plus prospères de l'observatoire et bénéficient des meilleures conditions de vie économiques, sécurité alimentaire et dotations en actifs. Leurs moyens d'existence sont orientés vers des stratégies d'intensification et de commercialisation, ce qui leur procure une capacité de résilience et d'accumulation importante et leur permet de faire face, avec succès, aux problèmes de pressions foncière et démographique. En effet, ces ménages dégagent les revenus agricoles et les niveaux de production agricole et rizicole les plus élevés (faisant presque le double) de l'échantillon total et en commercialisent plus de la moitié (Tableau II.5). Ils arrivent par conséquent à assurer aisément leur sécurité alimentaire et à se situer bien au-dessus des seuils de pauvreté (celui de la pauvreté extrême comme celui international). Ils sont également les plus dotés en actifs productifs (cheptel, riziculture cultivée et matériels agricoles) et en biens durables (Tableau II.6). Cela leur permet d'améliorer considérablement

la productivité de leur travail et de leur terre ainsi que le niveau de sécurisation de leur niveau de vie, déjà stable, en constituant de l'épargne. Pour ces ménages, la satisfaction des besoins essentiels n'est plus une préoccupation première et une large proportion d'entre eux commencent à orienter leurs dépenses vers des consommations ostentatoires (comme l'achat de biens durables) probablement destinées à affirmer leur statut social (Tableau II.7). Les ménages de ce groupe semblent conscients des conditions de vie avantageuses dont ils bénéficient. En effet, 78% d'entre eux affirment n'être pas à plaindre. Il est à souligner qu'une part importante de ces ménages nantis (34,4%) réside à Merinavaratra (Tableau II.4). Dans cette zone d'ancien pâturage royal, l'élevage bovin est une activité particulièrement répandue avec un intérêt croissant des éleveurs pour les races améliorées et les vaches laitières. L'élevage porcin est également en progression avec une préférence particulière pour la spéculation et la reproduction (ROR, 2008). Par ailleurs, la sériciculture et le tissage et la filature de la soie, qui sont des activités anciennes et font la renommée de cette zone, sont des sources importantes de revenu pour les ménages qui les pratiquent. Le programme SAHA fournit d'ailleurs des appuis techniques et organisationnels aux artisans pour promouvoir ces activités. Les activités de forge pour la fabrication de matériels agricoles sont aussi présentes à Merinavaratra et sont très profitables. Ce profil de ménages éduqués représente incontestablement la frange supérieure de la classe des Petites Prospérités en Itasy. Les ménages de cette Petite Prospérité supérieure s'apparentent spécialement aux « entrepreneurs ruraux » décrits par Wampfler (2007).

4.3.3.4. La Petite Prospérité émergente (groupe D)

Ce groupe rassemble 15% de l'échantillon et est constitué essentiellement de ménages dont la principale source de revenu est la polyculture et dont le chef est relativement éduqué (37% ont achevé l'école primaire). Curieusement, cette catégorie regroupe une proportion significative des ménages des deux quintiles extrêmes (30% du premier quintile et 28% du dernier). Ce profil de ménages spécialisés dans l'agriculture et dans la diversification culturelle est caractérisé par un assez bon niveau de sécurité alimentaire et des niveaux de revenus agricoles, de production rizicole et de dotations en actifs (cheptel et superficie rizicole cultivée) très proches de la moyenne de l'ensemble de l'échantillon. Ce profil très moyen correspond à celui de ménages qualifiés qui ont une bonne maîtrise du calendrier cultural et

des pratiques d'associations et de rotations culturales⁴³. Après comparaison des deux groupes de revenu, il apparaît que les performances en termes de production agricole des ménages du premier quintile sont largement inférieures à celles des ménages du dernier quintile même s'ils exploitent à peu près la même superficie de rizières. Il en est de même pour le niveau de la sécurité alimentaire et de la dotation en cheptel qui sont significativement faibles chez les ménages du premier quintile du revenu. Ce sont ces derniers qui tirent alors vers le bas les performances de ce profil de Petite Prospérité. Leur position dans ce groupe s'explique essentiellement par la nature de leur portefeuille d'activité et du niveau d'éducation moyen de leurs chefs de ménage. Quant aux ménages des autres quintiles du revenu, ils se distinguent par la pratique de la culture de tabac. En spéculant dans cette culture de rente, ils peuvent être dans une certaine mesure qualifiés de preneurs de risque. Le site d'Ambohidanerana, où se trouve une part importante de ces ménages polyculteurs (48%), se distingue par la présence de la manufacture de tabac OFMATA (Tableau II.7). Ces ménages polyculteurs affectent donc une large part de leurs terres à cette culture qui leur procure une source importante de revenu et de liquidité⁴⁴. Cette culture de substitution au riz expose ces ménages à un certain degré de risque, d'autant plus que le monopole fixe toujours des prix faibles. Cela peut les mettre en situation de dépendance et éventuellement menacer leur sécurité alimentaire. En effet, sous les contraintes de liquidité et avec des problèmes d'accès au marché, les ménages peuvent être forcés de vendre moins cher leur production (en paddy) pour ensuite acheter plus cher le riz durant la période de soudure. La présence de certains ménages qui restent très vulnérables positionne ce groupe au rang de profil intermédiaire dans la classe des Petites Prospérités. C'est ce que confirme une part significative des ménages du groupe (24%) qui évaluent leurs conditions de vie comme étant acceptable mais nécessite une certaine vigilance. Toutefois, ce groupe est qualifié d'émergent dans la mesure où la stratégie de cultures de rente avec contractualisation permet à près de 44% (somme des parts de ménages dans les quatrième et cinquième quintiles du revenu) des ménages du groupe de tirer les revenus les plus élevés de l'échantillon. Ce profil est assez proche des ménages identifiés par Andrianirina (2013) à Farafangana qui associent les cultures de rente d'exportation et les cultures vivrières et qui sont les plus intégrés au marché dans l'observatoire⁴⁵.

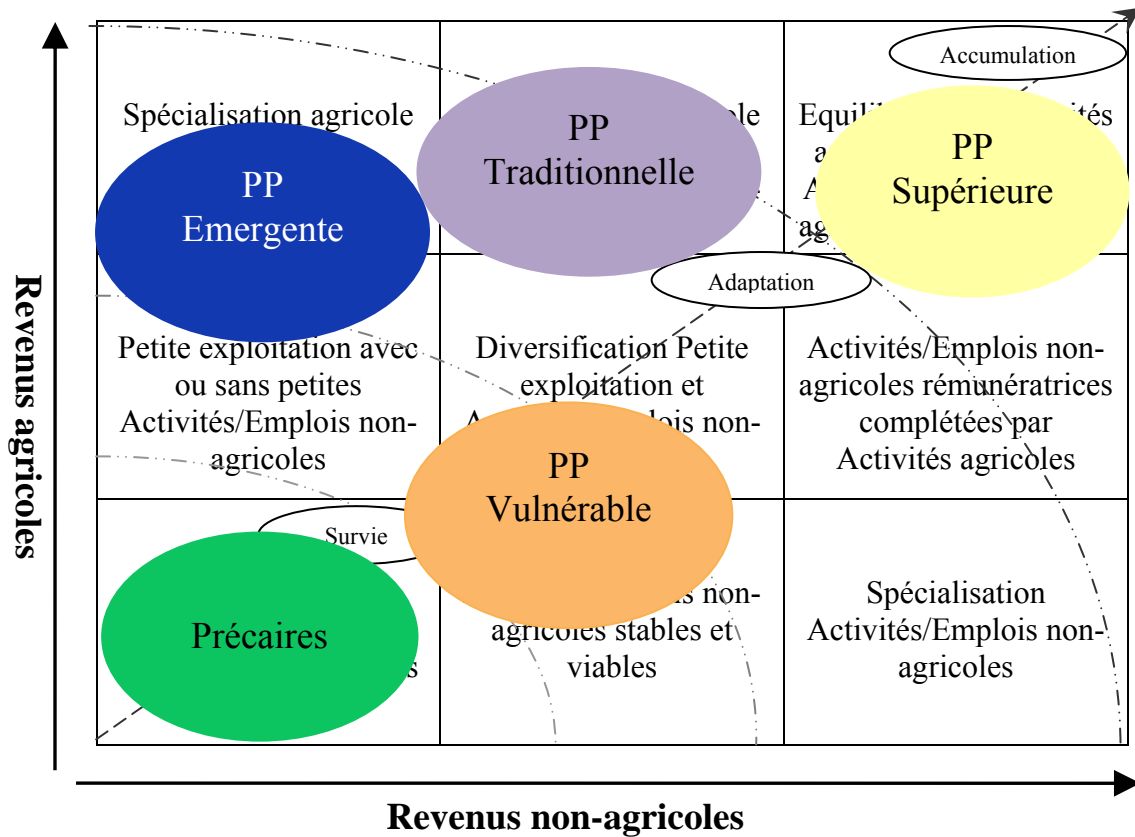
⁴³ L'association maïs-haricot ou maïs-manioc et les rotations culturales entre des cultures de contre saison (pommes de terre, tomates, haricot, oignon) et le riz sont très fréquentes en Itasy (Réseau des Observatoires Ruraux 2008).

⁴⁴ Les ménages de cette catégorie dégagent le revenu moyen le plus élevé issu de la vente de tabac qui fait cinq fois celui de l'ensemble de l'échantillon.

⁴⁵ Farafangana est une zone du littoral sud-est malgache qui est le berceau des cultures d'exportation traditionnelles.

Cette structure des classes de moyens d'existence et de Petites Prospérités de l'espace social en Itasy offre une perspective originale de différenciation des ménages ruraux malgaches qui complète notamment les analyses du programme RuralStruc (Randrianarison *et al.*, 2009) et celle d'Andrianirina (2013). En effet, contrairement à notre approche, l'analyse menée par Randrianarison *et al.* (2009) ne tient pas compte de la multidimensionnalité des différences entre les ménages ruraux au sein du monde rural malgache. Plus précisément, ils isolent chaque facteur de différenciation et adoptent des typologies préétablies qui, certes, facilitent la comparaison entre plusieurs territoires, mais ne permettent pas d'appréhender leurs systèmes de production respectifs ni l'évolution de ces derniers. Andrianirina (2013), quant à elle, tient compte de la diversité des milieux ruraux qu'elle étudie et adopte une configuration multidimensionnelle de leurs systèmes d'activités spécifiques. Comme nous l'avons noté, cette démarche proche de celle adoptée dans ce travail a permis de mettre en évidence certains profils dynamiques de ménages ruraux malgaches qui peuvent avoir en commun des zones agro-climatiques différentes. Toutefois, l'analyse d'Andrianirina (2013) se concentre essentiellement sur la question d'intégration au marché des ménages à travers la filière la plus dynamique dans les régions rurales qu'elle étudie. Dans le présent travail, la démarche en termes de classes de moyens d'existence et de Petites Prospérités qui englobe l'ensemble des opportunités productives en Itasy offre une connaissance plus affinée des différentes stratégies des ménages.

Figure II.3 Cadre d'analyse des classes de moyens d'existences et de Petites Prospérités en Itasy



Source : Auteur d'après Orr et Orr (2002 :3).

Note : (1) PP signifie Petite Prospérité ; (2) la taille des bulles n'indique pas la taille du groupe social.

En effet, à l'issue de la configuration statique de l'espace social en Itasy, l'identification et la caractérisation des quatre profils qui composent la classe des Petites Prospérités, que nous pouvons projeter sur la matrice qui illustre notre cadre d'analyse (Figure II.3), nous ont révélé deux traits saillants de cette position sociale intermédiaire. Premièrement, ils mettent en avant une caractéristique particulière de la structure des moyens d'existence en Itasy qui est la diversification, que ce soit la diversification agricole ou celle des activités d'une manière générale. Ensuite ces quatre profils illustrent les stratégies de moyens d'existence au-delà de la survie possibles en Itasy qui ont des degrés de profitabilité différents. La Petite Prospérité vulnérable reflète davantage une stratégie défensive et de débrouille qui permet aux ménages de s'en sortir dans un contexte de défaillances de l'économie rurale mais peut les empêcher d'entrer dans un processus d'accumulation rapide. La Petite Prospérité émergente représente une stratégie d'adaptation par prise de risque en saisissant des opportunités à faibles barrières à l'entrée qui peuvent s'avérer très profitables. Enfin, les Petites Prospérités

traditionnelle et supérieure décrivent une stratégie d'accumulation évidente qui nécessite l'investissement dans des moyens d'existence avec des barrières à l'entrée très élevées.

Afin de vérifier, d'une part, si l'intuition de la notion de Petite Prospérité reflète la réalité sociale en Itasy et, d'autre part, si ces groupes statistiques identifiés correspondent à des représentations sociales des ménages de la zone, nous complétons cette identification et description statistiques des Petites Prospérités par une analyse qualitative issue d'entretiens auprès de quelques ménages.

4.3.4. Les représentations locales de la classe de la Petite Prospérité

L'analyse des représentations locales de la classe de la Petite Prospérité se base sur des entretiens semi-dirigés menés auprès des ménages de cette classe en novembre 2013. Vingt-sept ménages ont été retenus à partir d'un échantillonnage raisonné en choisissant les ménages les plus proches du centre de chaque groupe de Petite Prospérité issu de la classification mixte. La présentation détaillée de la grille d'entretien et plus particulièrement l'articulation entre les analyses quantitatives et qualitatives feront l'objet du chapitre suivant. A cette étape du travail, nous exploitons uniquement la question relative à la représentation de la classe de la Petite Prospérité. La question concerne précisément la perception des interviewés de leur situation, quant aux conditions de vie et aux moyens d'existence de leur ménage, en comparaison avec celle des autres ménages du site. Il a été demandé aux enquêtés de qualifier par leurs propres mots leur position relative dans la société. Cette question vient donc étayer les éléments d'auto-évaluation du niveau de vie des ménages que nous avons déjà commenté précédemment (Tableau II.4) en introduisant ici une dimension sociale. L'idée n'est pas d'obtenir des éléments constitutifs et socialement acceptés du concept de Petite Prospérité ni d'étudier une certaine conscience de classe des ménages, puisque le terme « Petite Prospérité » n'a même pas été mentionné durant les entretiens. Dans une démarche de confrontation et de validation des résultats statistiques établis, l'objectif est de vérifier si la perception des ménages interviewés de leur place dans la société correspond à une position sociale intermédiaire en Itasy et, par extension, concorde avec la définition de la Petite Prospérité que nous avons retenue et avec les groupes que nous avons définis.

Les ménages interviewés⁴⁶ utilisent trois groupes de termes qualificatifs pour décrire leur position dans la société. Les ménages se situent dans une échelle de positions allant d'une situation de précarité à une situation relativement convenable.

Le premier qualificatif « *sahirana* », utilisé par 24% des ménages interviewés, peut être traduit par « en difficulté » ou « préoccupé » et prendre l'un de ces deux sens. Dans le premier cas, il traduit une situation de pauvreté et de précarité qui relève davantage d'une position dans la classe des ménages précaires. Il traduit effectivement le cas de quelques ménages qui ont subi des chocs négatifs (divorce, maladie ou perte d'emploi) ayant fortement impacté leurs moyens d'existence et dégradé leur niveau de vie au point de se retrouver dans la pauvreté. Il est mentionné dans ce sens par des ménages de tous les groupes de Petites Prospérités qui ont subi des chocs mais particulièrement par une grande part de la Petite Prospérité vulnérable. Dans le deuxième cas, il est utilisé afin de mettre l'accent sur la dureté du labeur pour maintenir un niveau de vie convenable et même pour l'améliorer. Le terme est utilisé dans ce sens par des ménages qui ont objectivement des conditions de vie relativement acceptables mais dont la difficulté des tâches quotidiennes semble prendre le dessus sur la perception de la position sociale. Les ménages interviewés appartenant à la Petite Prospérité traditionnelle utilisent le plus ce terme dans ce sens.

A un autre niveau, les termes « *antonontonony* » et « *antenantenany* » sont beaucoup plus explicites et signifient « moyen ». Ces deux qualificatifs sont les plus cités, dans 44% des cas, et décrivent une situation viable. Ils indiquent une position intermédiaire dans la société mais avec une idée de vulnérabilité sous-jacente. Ils insinuent en effet une situation moyennement satisfaisante qui peut être améliorée. Ils correspondent donc à une position relative à celle de la Petite Prospérité mais davantage à des positions intermédiaires ou à la frange inférieure de la classe. Ces qualificatifs sont surtout mentionnés par les ménages des Petites Prospérités émergente et traditionnelle et dans une moindre mesure par quelques ménages de la Petite Prospérité supérieure.

Enfin, les qualificatifs « *metimety* » et « *azoazo* » signifient « moyennement convenable » ou « moyennement préférable » et décrivent une situation et des conditions de vie plutôt satisfaisantes. Ces termes avec une connotation plus positive correspondent également à la définition de la Petite Prospérité et plus particulièrement à une position supérieure dans la classe. Les ménages de la Petite Prospérité supérieure utilisent le plus ses termes pour qualifier leur position sociale.

⁴⁶ Dans la majorité des cas de ménages en couple, nous avons interviewé ensemble le chef du ménage et sa compagne.

D'une manière générale, les ménages interviewés décrivent leur situation comme étant relativement meilleure que celle des ménages les plus précaires mais avec beaucoup de réserve et de modération comme pour manifester à la fois une peur de régression en cas de chocs mais également une insatisfaction envers leur situation qui pourrait être améliorée. En définitive, les représentations locales de la classe de la Petite Prospérité semblent corroborer notre conceptualisation de la notion ainsi que les positions sociales intermédiaires occupées par les groupes statistiquement définis.

5. Conclusion

Dans ce chapitre, la configuration multidimensionnelle de l'espace social en Itasy, en 2008, sur les deux dimensions statiques de (i) la nature des moyens d'existence des ménages ruraux et de (ii) leur efficacité a été élaborée au moyen d'une classification mixte. Elle a permis de mettre en évidence quatre différents groupes sociaux appartenant à la classe de la Petite Prospérité. Ces groupes sociaux, qui auraient échappé à une lecture duale de la société malgache opposant l'élite et la masse paysanne, révèlent la complexité et la diversité du tissu social en milieu rural malgache. Ils permettent de montrer que les principales sources d'inégalités dans les sociétés rurales contemporaines sont les stratégies des moyens d'existence des ménages qui sont fortement marquées par les opportunités et les contraintes de chaque territoire. Ces groupes de Petites Prospérités reflètent, par ailleurs, la variété des systèmes de production et des opportunités de moyens d'existence en Itasy qui peuvent donner des pistes d'action intéressantes et méritent une attention particulière dans les politiques de développement rural et agricole. La caractérisation des groupes montre que les ménages de la Petite Prospérité vulnérable adoptent une stratégie défensive et de débrouille par la diversification agricole et la pluriactivité. Les ménages de la Petite Prospérité émergente quant à eux optent pour une stratégie d'adaptation par prise de risque en saisissant des opportunités de cultures de rente. Les ménages de la Petite Prospérité traditionnelle mettent en place une stratégie d'accumulation par la spécialisation rizicole. Enfin, les ménages de la Petite Prospérité supérieure adoptent également une stratégie d'accumulation efficace par une diversification basée sur l'élevage intensif et les emplois et activités non-agricoles très profitables. Soutenir et améliorer ces différentes organisations productives, d'une part, et aider les plus précaires à les mettre en œuvre selon leurs spécificités, d'autre part, pourraient fournir des moyens plus efficaces pour lutter contre la pauvreté rurale en Itasy au lieu de recettes toutes faites imposées par le sommet.

Par ailleurs, une fois ces groupes de Petites Prospérités identifiés, ils peuvent être mobilisés en tant qu'outil analytique pour mieux comprendre le processus de transformations agricoles et rurales à Madagascar. En effet, l'analyse des changements de la structure de ces positions intermédiaires pourrait offrir un cadre intéressant pour mieux apprécier le rythme et la nature des transformations structurelles en cours dans le pays à l'échelle des organisations productives familiales. Dans cette perspective, cette identification statique devrait être complétée par une approche dynamique qui renvoie à la troisième dimension de notre cadre d'analyse. Cette approche dynamique permet d'étudier le processus de formation de cette classe ainsi que les trajectoires des ménages qui la composent, c'est ce qui fait l'objet du chapitre suivant.

CHAPITRE 3 : LES PROCESSUS DE FORMATION DES PETITES PROSPERITES D'ITASY : UNE ANALYSE DYNAMIQUE

1. Introduction

La mise en œuvre empirique du cadre d'analyse en termes de classes sociales dans le chapitre précédent nous a permis de mettre en lumière la structure sociale actuelle du monde rural en Itasy. L'agrégation de la multitude de positions des ménages au sein des systèmes de production ruraux locaux en des classes de moyens d'existence a révélé un gradient de capacités d'agir et de chances de vie qui différencient et rapprochent ces acteurs sociaux les uns des autres. Cette structure de classes en Itasy découle de la configuration statique de l'espace social selon deux dimensions du cadre d'analyse établi dans le premier chapitre : (i) la dimension verticale, relative au degré de réussite et d'efficacité des moyens d'existence des ménages, et (ii) la dimension horizontale correspondant à leur nature. Dans le présent chapitre est abordée la troisième dimension dynamique de ce cadre d'analyse qui relate les transformations subies par ces moyens d'existence. Elle fait précisément référence au processus de mise en œuvre et de structuration des moyens d'existence par les ménages qu'Ellis (2000) met en exergue dans sa définition des moyens d'existence ruraux, présentée dans le premier chapitre.

L'analyse du processus d'élaboration et de transformations des moyens d'existence des ménages ouvre donc la possibilité d'apprécier au niveau microéconomique la nature, le rythme et l'ampleur de la transformation structurelle en cours en milieu rural malgache, qui est la problématique de recherche centrale du présent travail. Comme il a été précisé dans l'introduction de la thèse, cette perspective permet de rompre avec le paradigme dominant de la modernisation de l'agriculture et la concentration des facteurs de production qui tendrait à gagner en valeur prescriptive en tant que modèle conventionnel de la transformation agricole à suivre dans les pays en développement (Bosc et Bélières, 2015). En effet, ce schéma conventionnel, qui favorise une lecture niveleuse de la transformation structurelle à l'échelle macroéconomique, masque la pluralité des trajectoires et des processus de transformations en cours dans différents pays et régions du monde (Dorin *et al.*, 2013 ; Losch *et al.*, 2012). Comme le soulignent Bosc et Bélières (2015 : 208, 209) :

« La question de la transformation structurelle en agriculture ne peut se poser de manière uniforme partout (...) [et] [i]l n'existe pas qu'un seul modèle agricole et une voie unique de transformation agricole. »

Comme nous l'avons remarqué dans le chapitre précédent, la diversité des structures productives et des stratégies pluriactives des ménages structurant l'économie rurale en Itasy impliquerait nécessairement la diversité de leurs transformations. Appréhender la transformation structurelle à l'échelle microéconomique de ces unités productives en tenant compte de leur diversité offre en conséquence une perspective plus pertinente que celle des agrégats nationaux et plus enrichissante pour mieux adapter les politiques publiques dans l'appui et l'orientation des diverses trajectoires (Sourisseau et Even, 2015).

Dans cette optique, nous analysons cette transformation au niveau des classes de moyens d'existence précédemment établies en nous basant sur les trajectoires suivies par les ménages dans l'espace social en Itasy. L'objectif est de révéler les grandes tendances des processus en cours et de comprendre les mécanismes sous-jacents. Bien que notre champ d'observation reste restreint à celui de la région d'Itasy, certaines tendances pourraient dépasser les spécificités locales et faire écho à certains aspects de la trajectoire nationale de développement. Comme il a été relevé dans le précédent chapitre, des groupes de moyens d'existence identifiés en Itasy peuvent avoir des affinités avec les spécificités d'autres régions de l'Île. De plus, des aspects contextuels nationaux peuvent directement impacter les dynamiques locales. Toutefois, les tendances ne pourraient être généralisées à l'ensemble du territoire étant donné la diversité des contextes, des formes de moyens d'existence et des classes sociales.

Analysé à partir de la structure de classes, le processus d'élaboration des moyens d'existence des ménages traduit en même temps le processus de formation des classes dans l'espace social en Itasy. En étudiant la dynamique des classes de moyens d'existence sur la base des trajectoires des ménages, nous abordons également la question de la mobilité sociale. En effet, suivre sur une période les mouvements des ménages dans l'espace social selon leur classe d'appartenance permet d'apprécier différents phénomènes comme l'ascension sociale, l'inclusion sociale voire la reproduction sociale.

Afin de traiter ces questions de transformation structurelle et de mobilité sociale en Itasy, l'angle d'observation est resserré directement au cœur même du processus au niveau duquel peuvent être examinés les mécanismes moteurs de ces mutations. C'est ce qui explique le choix du focus sur la classe des Petites Prospérités. En effet, selon l'hypothèse posée dans

ce travail, cette dernière relate les moyens d'existence qui pourvoiraient le plus de capacités d'agir aux agents et correspond donc aux positions potentiellement actives du monde rural, à l'origine des transformations qui y sont à l'œuvre.

A cette fin, la démarche adoptée dans ce chapitre procède en deux étapes. D'abord, sur une période d'observation limitée, les mouvements des ménages à l'intérieur et à l'extérieur de la classe des Petites Prospérités sont analysés à partir de la trajectoire suivie par leurs positions sociales. Cette étape permet non seulement d'apprécier la mobilité sociale en Itasy mais aussi d'étudier les relations entre les différents groupes de Petites Prospérités et de vérifier la pertinence de leurs frontières définies par découpage de l'espace social. Une fois les grandes trajectoires-types révélées, leur analyse compréhensive consiste à étudier les mécanismes mis en œuvre par les ménages dans la construction et la transformation de leurs moyens d'existence ainsi que leurs aspirations. Cette étape permet en conséquence d'appréhender le processus de structuration des moyens d'existence relatifs aux positions de Petites Prospérités, leur formation en tant que classe et par extension la transformation rurale et agricole en cours en Itasy à l'échelle de ces positions sociales. Construit autour de ces deux étapes, le chapitre est organisé comme suit. Dans une première section est spécifiée la méthode mixte combinant les démarches quantitatives et qualitatives qui est bien adaptée à nos questions et notre objet de recherche ainsi qu'à l'approche choisie pour les traiter. Dans une deuxième section, les résultats de chaque démarche sont présentés avec leur éclairage spécifique sur les trajectoires des ménages et les processus qu'ils ont mis en œuvre. Dans une dernière section, la triangulation des résultats des deux démarches permet de mettre en évidence les grandes tendances et les mécanismes sous-jacents aux changements en cours en Itasy et de donner des orientations à l'élaboration des politiques pour les soutenir et les accompagner.

2. Une analyse dynamique par la combinaison des méthodes quantitatives et qualitatives

Etant donné la complexité des questions de recherche posées dans ce chapitre et surtout celle de l'angle sous lequel nous souhaitons les aborder, notamment la perspective microéconomique pour rendre compte de la diversité des processus à l'œuvre, nous avons recours à la méthode mixte en combinant les approches quantitatives et qualitatives.

La combinaison de ces deux approches, qui relèvent de deux domaines d'intelligibilité et de deux ensembles de méthodes distincts dans le processus de recherche, offre une vision binoculaire ou dialogique enrichissante de la réalité découlant de leur complémentarité. Elle

favorise donc une meilleure compréhension de la complexité et des mécanismes régissant les phénomènes étudiés (Couty, 1984 ; Winter, 1984 ; Reichardt et Rallis, 1994 ; Gondard-Delcroix, 2006).

2.1. Articulation des méthodes quantitatives et qualitatives au service du processus de recherche

Selon Gondard-Delcroix (2006), la distinction entre ces deux approches – dont les frontières ne sont pas tout aussi nettes dans la pratique – repose d'abord principalement sur la façon dont le chercheur souhaite appréhender le phénomène, et ensuite, de manière corollaire, sur l'ensemble des méthodes mises en œuvre pour y parvenir⁴⁷.

2.1.1. Deux domaines d'intelligibilités et deux méthodes

D'une part, l'approche quantitative met l'accent sur les aspects réguliers du phénomène et de sa manifestation dans le temps et dans l'espace au moyen de la mesure. Dans cette approche, le mode de production des données se base généralement sur des questionnaires (à réponses fermées) standardisés et reproductibles et leur analyse sur des outils statistiques et économétriques. La validation des résultats, leur agrégation et généralisation reposent essentiellement sur la représentativité statistique en s'appuyant sur des échantillons suffisamment larges.

D'autre part, l'approche qualitative s'intéresse aux aspects singuliers du phénomène en privilégiant une démarche illustrative et contextuelle. Toutefois, dans la pratique, la plupart des études qui adoptent cette approche cherchent également à relever des tendances. La technique de production des données repose sur le travail d'observation à travers des études de cas ou des entretiens. L'analyse qualitative de ces données suit une logique compréhensive ou de construction de sens sans prétendre à la représentativité. La validation des données et des résultats dépendent des choix méthodologiques dans leur production et leur analyse en utilisant généralement la méthode de triangulation par emboîtements et recouvrements logiques (Denzin, 1978). De plus, associée à la technique d'échantillonnage raisonné cette méthode de triangulation assure un mode de généralisation des résultats d'une analyse qualitative. La complémentarité entre ces deux approches constitue le principal intérêt de la

⁴⁷ La rupture épistémologique opposant le positivisme de l'approche quantitative et le constructivisme de l'approche qualitative ne serait plus aussi marquée et aussi pertinente comme distinction. En effet, l'élaboration du questionnaire dans une analyse quantitative contient toujours une part de subjectivité. De plus, selon Gondard-Delcroix (2006), un programme de recherche partirait généralement d'une volonté d'expliquer (positivisme) pour aboutir à un souhait de comprendre (constructivisme).

méthode mixte et permet au processus de recherche de gagner en qualité, en finesse et en profondeur.

Durant ces dernières décennies, cette méthode s'est particulièrement développée en sciences humaines et sociales et tendrait même à s'imposer en tant que troisième approche méthodologique (Teddlie et Tashakkori, 2009). La logique de la méthode mixte fait partie intégrante de notre démarche de recherche et est présente tout au long du travail. Toutefois, elle est particulièrement centrale à l'analyse des questions de recherche que nous abordons dans ce chapitre. C'est pour cette raison que nous prenons le soin de développer la démarche dans cette partie.

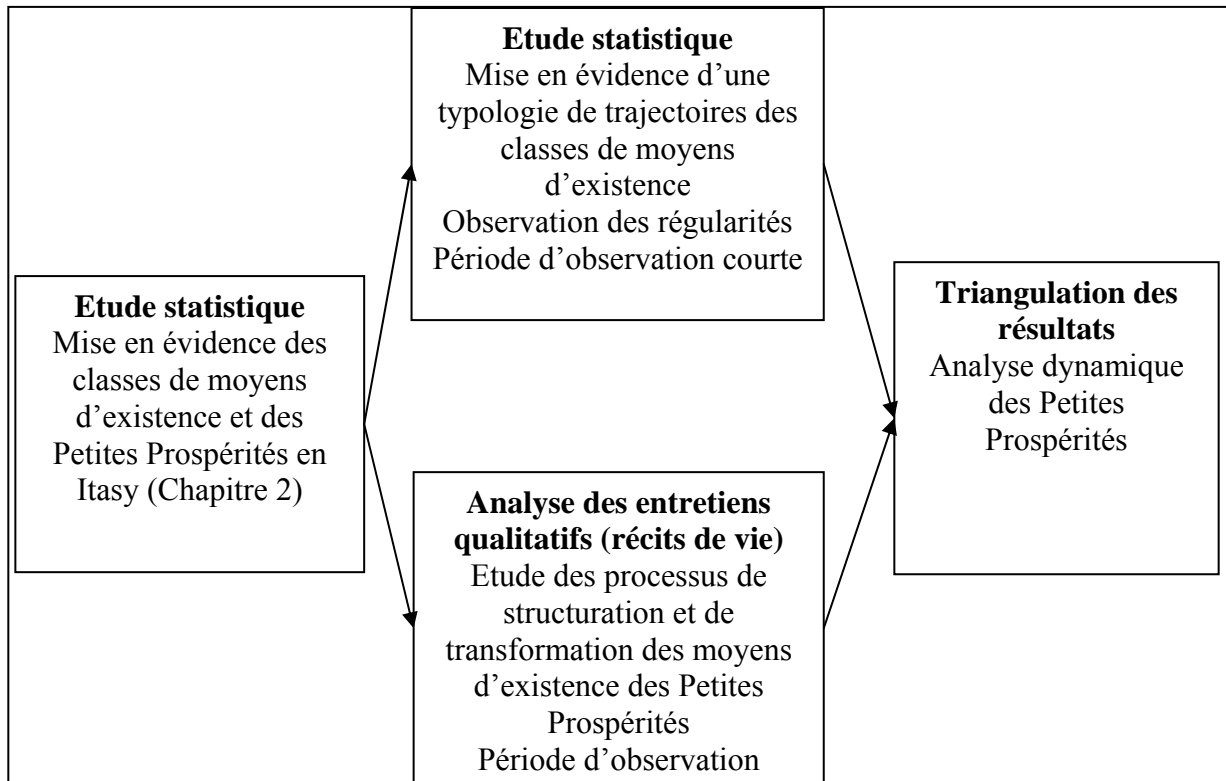
2.1.2. La complémentarité des deux approches par leur mise en séquence

Afin de mettre la complémentarité des deux approches au service de notre processus de recherche, nous optons pour leur mise en séquence, plus précisément un design séquentiel explicatif (Creswell et Plano-Clark, 2011 ; Condomines et Hennequin, 2013).

La démarche consiste à faire succéder les analyses quantitatives et qualitatives afin d'affiner les hypothèses et les questionnements et de renforcer les résultats de la recherche. Par rapport à l'analyse du phénomène, l'idée est d'abord de bénéficier de la possibilité de généralisation et de la représentativité des résultats quantitatifs en s'appuyant sur un échantillon plus large. Ensuite, en aval, le pouvoir d'interprétation et d'explication de l'analyse qualitative vise à mieux comprendre et à approfondir ces résultats en leur donnant du sens, en établissant des relations de causalité et en apportant des informations non mesurables. Par rapport aux méthodes, la triangulation des résultats des deux approches, tout en tenant compte de la différence de leur champ d'intelligibilité, contribue à leur fiabilité et à la rigueur de la recherche. Par ailleurs, l'analyse quantitative sert de base pour la constitution raisonnée de l'échantillon d'observation de l'analyse qualitative.

Dans le cadre de notre recherche, la Figure III.1 précise graphiquement les modalités d'appariement et d'articulation des deux approches qui vont apporter chacune un éclairage spécifique aux questions de recherche. Les classes de moyens d'existence, plus précisément les groupes des Petites Prospérités, que nous avons établis dans le précédent chapitre à l'aide d'une analyse quantitative, servent de point de départ à notre démarche de recherche.

Figure III.1 Mise en séquence des approches quantitatives et qualitatives dans la méthode mixte



Source : Auteur.

A partir de cette typologie, nous étudions, d'une part, les trajectoires suivies par tous les ménages de l'échantillon sur une période de quatre années d'observation (de 2005 à 2008) suivant leur classe d'appartenance. En mobilisant des techniques quantitatives, nous mettons en lumière les trajectoires-types les plus représentatives dans l'espace social en Itasy sur le court terme. Nous nous situons dans l'idée de la recherche des régularités en agrégeant les trajectoires individuelles des ménages. Les liens entre les trajectoires et les groupes sociaux nous renseignent sur les interactions existantes entre ces derniers et leurs caractéristiques spécifiques en tant que classes. L'objectif est de vérifier si les classes de moyens d'existence, identifiées de manière statique, traduisent des éléments structurels du milieu étudié et non pas des tendances conjoncturelles spécifiques à l'année 2008 – qui est la base d'identification. Ceci permet de tester l'autonomie et la stabilité des groupes sociaux ainsi que la pertinence de notre cadre d'analyse, c'est-à-dire les attributs de classes des ménages, plus particulièrement ceux des Petites Prospérités. En mettant l'accent sur ces dernières, les mouvements des ménages à l'intérieur et à l'extérieur de la classe des Petites Prospérités nous informent sur différents aspects de la mobilité sociale à l'œuvre en Itasy. En effet, les trajectoires des

ménages sur la période peuvent être caractérisées soit par des mouvements ascendants traduisant une ascension sociale, soit par des mouvements descendants représentant une régression sociale ou bien par la stabilité suggérant une situation de reproduction sociale. Le passage des ménages à l'intérieur de la classe des Petites Prospérités permet également d'apprécier le phénomène d'inclusion sociale dans le milieu étudié.

D'autre part, la typologie des moyens d'existence sert de base pour l'échantillonnage des ménages qui ont fait l'objet d'entretiens semi-dirigés en novembre 2013. Les ménages enquêtés ont été choisis de manière à illustrer les différents groupes composants la classe des Petites Prospérités. De plus, la grille d'entretien utilisée a été conçue à partir du cadre d'analyse des moyens d'existence lequel a servi pour la définition et l'identification des classes sociales. Adoptant le même objet de recherche que dans la démarche quantitative précédente, ces enquêtes qualitatives ont été orientées dans l'analyse des trajectoires des ménages de la classe des Petites Prospérités, mais cette fois-ci à travers une adaptation de la technique de récits de vie. L'analyse des trajectoires des ménages dans les deux approches sont donc bien complémentaires. En effet, les enquêtes qualitatives viennent enrichir les résultats de l'analyse quantitative en y apportant beaucoup plus de profondeurs temporelles et analytiques. Clairement, l'analyse qualitative permet d'élargir la période d'observation bien au-delà des quatre années de l'étude quantitative en introduisant même une dimension prospective liée aux aspirations et aux futurs projets des ménages. Elle permet également d'étudier les mécanismes mis en œuvre par les ménages du point de vue de leurs moyens d'existence, qui constituent le point commun des deux trajectoires. Les résultats qualitatifs fournissent donc des éléments à la fois d'illustration, de compréhension et d'interprétation des principales trajectoires des classes qui sont statistiquement définies ainsi que des phénomènes de mobilité sociale. L'analyse transversale des entretiens peut notamment révéler des relations de corrélations et d'interactions entre les éléments constitutifs des moyens d'existence ainsi que les arrangements effectués par les ménages de la classe des Petites Prospérités dans leur organisation productive qui échappent à l'analyse exploratoire des trajectoires des classes. Comme le souligne justement Gondard-Delcroix (2006 :75) :

« Elle permet finalement de découvrir, derrière les catégories statistiques, des acteurs, c'est-à-dire des sujets possédant des ressources, capables d'initiatives, de projets, de stratégies. »

Par ailleurs, la dimension dynamique des classes qui est uniquement captée par l'analyse quantitative des trajectoires sert de cadrage pour une meilleure interprétation et une meilleure analyse des entretiens qualitatifs des ménages des Petites Prospérités.

La technique de triangulation des résultats issus des deux approches que nous implémentons par leur mise en séquence offre une démarche intéressante pour l'analyse de la construction et des transformations des moyens d'existence des ménages, du processus de formation des classes des Petites Prospérités et finalement du changement structurel en cours en Itasy.

2.2. Une démarche quantitative mobilisant les statistiques exploratoires multidimensionnelles et l'analyse des séquences

L'identification des trajectoires-types des classes à partir de la démarche quantitative se déroule en deux étapes qui seront détaillées dans cette sous-section. La première consiste à l'affectation des ménages à une classe de moyens d'existence respectivement pour chaque année de la période d'observation (de 2005 à 2008). La deuxième procède à une analyse des différentes trajectoires de classes des ménages ainsi établies afin d'identifier une typologie de trajectoires-types en regroupant celles qui sont les plus proches.

2.2.1. Affectation des ménages à une classe de moyens d'existence par la méthode de classification mixte

Comme nous l'avons précisé, la typologie en sept classes issue de la classification mixte de l'année 2008, que nous avons définie dans le chapitre précédent, sert de base à la détermination des classes d'appartenance des ménages dans les années antérieures. L'idée est d'affecter chaque ménage pour chaque année à l'une de ces sept classes de moyens d'existence sur la base des mêmes variables de classification utilisées dans le chapitre 2 (la typologie de la structure de revenu, les quintiles du revenu par tête des ménages, le niveau d'éducation du chef du ménage, et la nature de la propriété foncière des ménages) mais avec les modalités spécifiques à chaque année pour chaque ménage. Parmi ces variables qui ont un caractère structurel, celles qui ont le plus de probabilité de varier chaque année et qui pourraient influencer le plus les positions sociales des ménages et donc leur trajectoire sont leur structure de revenu et leur quintile de revenu d'appartenance. Concernant le niveau d'éducation du chef, cette variable a très peu de chance de varier sauf en cas de séparation ou

de décès⁴⁸. Enfin, pour la nature de la propriété foncière des ménages, nous avons gardé la même variable et les mêmes modalités de l'année 2008 étant donné qu'on n'a pas les informations pour toutes les autres années et que cette variable semblerait ne pas avoir beaucoup évolué sur la période au vu des résultats du deuxième chapitre⁴⁹. Toutes les autres variables ont donc été construites de la même manière que dans le précédent chapitre, particulièrement la première étape de la typologie des portefeuilles d'activités des ménages que nous avons élaborée à partir d'une CAH pour chaque année⁵⁰.

Dans cette étape préalable, nous mobilisons la structure de panel des données de l'Observatoire d'Itasy avec au total 415 ménages suivis de manière continue sur les quatre années d'observation constituant donc un échantillon de panel cylindré⁵¹. Nous nous basons précisément sur le même modèle de classification mixte décrit dans le deuxième chapitre en gardant les mêmes paramètres et en utilisant le même logiciel Spad afin de s'assurer d'obtenir exactement les mêmes résultats de la partition en sept classes. Nous introduisons dans le modèle tous les ménages de notre panel, avec les modalités correspondantes pour chaque année d'observation, comme individus illustratifs (en ligne) de manière à ne pas affecter la classification (seuls les 508 ménages initiaux en 2008 et les modalités des quatre variables de classification correspondantes participent à la classification). Ainsi, avec un panel cylindré de 415 ménages, nous introduisons au total 1245 individus supplémentaires correspondants aux trois années antérieures à 2008. Dans la procédure initiale d'Analyse des Correspondances Multiples (ACM), ces individus illustratifs (les ménages) sont projetés sur les axes factoriels afin de produire la matrice des distances. Ensuite, dans la procédure de classification, chacun est affecté à la classe (parmi les sept classes dont il est le plus proche. De cette manière chacun des 415 ménages du panel appartient chaque année à l'une des sept classes de moyens d'existence sur la période d'observation. La succession des positions sociales d'un ménage de 2005 à 2008 constitue alors une séquence qui va traduire sa trajectoire de classes. Comme nous nous intéressons particulièrement à la classe des Petites Prospérités, dans toute la suite

⁴⁸ Pour rappel, la variable niveau d'éducation du chef contient quatre modalités : *analphabète, lettré, primaire achevé et secondaire achevé ou plus*.

⁴⁹ Pour rappel, quatre modalités composent la variable nature de la propriété foncière des ménages : *aucun titre foncier, autorisation traditionnelle* la variable niveau d'éducation du chef contient quatre modalités

⁵⁰ Les typologies des portefeuilles d'activités des ménages issues des CAH sur les trois années sont exactement composées des mêmes cinq groupes que celle de l'année 2008 (Employés ou indépendants non-agricoles, Eleveurs, Riziculteurs, Salariés Agricoles et Polyculteurs) mais n'ont pas la même distribution des ménages (Voir Annexe A.III.1).

⁵¹ En comparant les revenus par tête moyens des ménages du panel cylindré et ceux du panel non cylindré, nous constatons qu'il n'y a pas de différence significative entre les deux échantillons (voir Annexe A.III.2). Cela montre que le biais de sélection lié à l'usage du panel reste minime dans notre échantillon.

de notre étude, nous rassemblons les trois groupes des ménages précaires en une seule catégorie c'est-à-dire en une seule modalité. Les prochaines étapes se basent alors, comme dans le chapitre deux, sur cinq groupes de moyens d'existence, le groupe des ménages précaires et les quatre groupes des Petites Prospérités supérieure, traditionnelle, émergente et vulnérable. Au total, nous disposons donc de 415 séquences ou de trajectoires de ménages avec 5! soit 120 types de séquences possibles (correspondants au nombre de combinaisons possibles des 5 classes de moyens d'existence en une séquence à 4 états relatifs à la période d'observation). Afin de décrire le déroulement de cette multitude de trajectoires en mettant en lumière celles qui sont les plus suivies ou les trajectoires-types, nous procédons à une analyse de séquences (*Sequence Analysis*) ou plus précisément à la technique d'appariement optimal (*optimal matching analysis*).

2.2.2. Les trajectoires-types des ménages à partir de la technique d'appariement optimal

L'analyse de séquences est un ensemble de techniques statistiques qui traitent les données sous formes de séquences, constituées de séries d'états successifs, et non comme une série de points ou d'observations. En considérant la séquence dans son ensemble comme unité d'analyse, l'idée principale de l'approche est de s'interroger si certains processus ou séries d'évènements suivent une trajectoire ou un ordre spécifique (Abbott et Tsay, 2000). L'objectif de ces techniques analytiques est donc de révéler les régularités et les ressemblances dans la diversité d'un corpus de séquences en produisant des typologies de séquences-types (Robette, 2011). L'analyse de séquences est largement utilisée dans les études des trajectoires biographiques (*life course analysis*) ou de différents types de carrières en sciences sociales ainsi que dans divers champs macrosociologiques (Abbott, 1995 ; Abbott et Tsay, 2000 ; Robette, 2011). Plusieurs auteurs (Chan, 1995 ; Halpin et Chan, 1998 ; Han et Moen, 1999) l'ont notamment mobilisée pour étudier les trajectoires des individus à partir de leur statut de classe ou statut socioéconomique dans le contexte des pays développés. Andrianirina (2013) a aussi adopté cette approche pour identifier une typologie des riziculteurs dans la région d'Alaotra à Madagascar. L'analyse de séquences est également adaptée à notre objectif de spécifier les trajectoires des ménages en Itasy à partir de leurs classes de moyens d'existence.

Parmi les différentes techniques d'analyse de séquences, celle qui est la plus usitée dans la littérature et que nous allons adopter est l'appariement optimal – qui est la première étape de la démarche. Cette méthode a été initialement développée pour l'analyse des séquences de

protéines et des molécules d'ADN en bio-informatique au début des années 1970. Abbott et Forest (1986) ont été les premiers à l'avoir appliquée en sciences sociales avant sa large diffusion dans ce champ de recherche⁵².

L'appariement optimal est un algorithme qui mesure la similarité entre toutes les paires de séquences afin de produire une matrice des distances entre ces dernières. Pour mesurer la similarité entre deux séquences, l'algorithme transforme l'une en l'autre au moyen de trois opérations élémentaires : la substitution (entre deux éléments), l'insertion (d'un élément dans la séquence) et la suppression (d'un élément de la séquence). La distance entre deux séquences correspond donc au nombre minimum d'opérations requises pour transformer l'une en l'autre.

Ces opérations peuvent être considérées comme étant équivalentes, toutefois il est possible de les pondérer différemment en leur attribuant des « coûts » distincts à savoir des coûts de substitution et un coût dits *indel* relatifs aux opérations d'insertion et de suppression – qui sont considérées comme identiques⁵³. Les coûts de substitution peuvent notamment tenir compte de la distance entre les éléments substitués dans une matrice des coûts. Par rapport à notre objet d'étude, l'idée sous-jacente est le fait de considérer l'existence de distances sociales entre les différentes classes de moyens d'existence. Il est d'usage de fixer les coûts de substitution avant le coût *indel*. Ensuite, en présence de séquences de longueur égale – ce qui est notre cas avec la structure de panel cylindré sur quatre années d'observation – le coût d'*indel* devrait être relativement faible, légèrement supérieur à la moitié du coût de substitution, pour que les opérations insertion-suppression soient appliquées (Macindoe et Abbott, 2004 ; Robette, 2011). Le choix des coûts dépend essentiellement des données ainsi que de l'objet et des hypothèses de recherche en s'appuyant sur des justifications théoriques. Dans notre cas, en suivant les recommandations de Robette (2011), nous avons fixé des coûts de substitution constants de 2 et un coût *indel* de 1,1.

L'aspect jugé arbitraire de la détermination des coûts constitue l'une des principales critiques adressée à l'encontre de la technique d'appariement optimal (Levine, 2000 ; Wu, 2000 ; Elzinga, 2003). Toutefois, plusieurs travaux ont montré la faible incidence des différents systèmes de coûts sur les résultats (Levitt et Nass, 1989 ; Chan, 1995 ; McVicar et Anyadike-Danes, 2002 ; Robette, 2011). Dans notre démarche de recherche qui favorise une

⁵² Robette (2012) et Abbott et Tsay (2000) font une revue de la littérature des études qui ont adopté la technique d'appariement optimal et aborde sa diffusion en sciences sociales.

⁵³ *Indel* est une contraction des termes anglais *insertion* et *deletion*.

analyse exploratoire, bien que les différentes classes de moyens d'existence aient fait l'objet de caractérisation dans le précédent chapitre, nous préférons écarter l'idée de fixer des seuils de distance *a priori* entre ces dernières dans un espace social structuré par un continuum de situations. De plus, les résultats ont montré la présence de quelques ménages ayant des caractéristiques de forte vulnérabilité dans certains groupes des Petites Prospérités. En évitant les pondérations, la procédure permettra finalement de tester la stabilité des différentes classes surtout les catégories des Petites Prospérités qui nous intéressent, ne serait-ce que sur une courte période d'observation⁵⁴.

Une fois que l'algorithme d'appariement optimal (AO) a produit la matrice des distances entre toutes les séquences de classes de moyens d'existence, l'étape suivante est l'identification d'une typologie des séquences ou des trajectoires les plus suivies. La méthode que nous choisissons pour la classification est la classification ascendante hiérarchique (CAH) associée au critère d'agrégation de Ward. Cette technique qui est la plus usitée vise à regrouper les trajectoires les plus proches en des groupes homogènes sur la base de la matrice des distances entre les séquences. Le choix de la meilleure partition se base essentiellement sur l'analyse du dendrogramme de la CAH et de la courbe des sauts d'inertie. Nous avons mis en œuvre ces différentes étapes de l'analyse de séquences (AO et CAH) à l'aide du logiciel R avec le package « TraMineR » (Robette, 2011).

2.3. Une démarche qualitative mobilisant les entretiens semi-dirigés

L'analyse qualitative des trajectoires et des processus de structuration et de transformations des moyens d'existence des ménages des Petites Prospérités se base sur une série d'entretiens semi-dirigés réalisée en novembre 2013 lors d'une mission à Madagascar, en Itasy.

Comme nous l'avons déjà souligné, cette étude qualitative assure une double complémentarité informationnelle avec les démarches quantitatives précédentes. Premièrement, elle suit une logique illustrative en sélectionnant un sous-échantillon de ménages appartenant aux différents groupes des Petites Prospérités issus de la classification mixte du chapitre précédent. Deuxièmement, elle permet d'affiner les questionnements et combler les limites de l'analyse statistique des trajectoires de classes, en ce qui concerne l'horizon temporel d'observation et surtout les éléments de compréhension et d'interprétation des mécanismes sous-jacents au niveau des moyens d'existence des ménages.

⁵⁴ Nous avons testé plusieurs structures de coûts qui donnent pratiquement les mêmes résultats.

2.3.1. Les récits de vie adaptés aux entretiens

C'est dans cette perspective que nous optons pour l'adaptation de la technique des histoires de vie sous la forme d'un entretien semi-directif dans le processus de production des données. De cette manière, nous pouvons adapter la grille d'entretien au cadre d'analyse des moyens d'existence en insistant sur leurs éléments constitutifs. Il s'agit du même cadre conceptuel que celui utilisé dans l'identification des classes sociales, notamment celle des Petites Prospérités. La construction de la grille d'entretien se base alors sur les hypothèses initiatrices de la recherche postulant que les classes issues d'une structure objective des moyens d'existence confèrent aux ménages des attributs particuliers qui guident leurs logiques d'actions et leurs stratégies. Spécifiquement, les ménages de la classe des Petites Prospérités sont dotés de capacités d'agir et de chances de vie leur permettant d'enclencher une dynamique d'accumulation au-delà de la survie. Par ailleurs, l'hétérogénéité – établie dans le chapitre précédent – des profils de ménages composants cette classe d'intérêt implique la pluralité de leurs trajectoires de moyens d'existence et par extension la diversité de la transformation structurelle à l'œuvre en Itasy. La grille d'entretien est présentée dans le tableau III.1. Elle a été organisée autour de cinq thématiques centrales fortement imbriquées entre elles et qui sont complétées par des questions relatives aux représentations locales de la classe des Petites prospérités – que l'on a exploitées dans le chapitre précédent – et précédées de questions introductives sur les caractéristiques générales du ménage. Comme la grille d'entretien sert essentiellement de guide pour s'assurer d'aborder toutes les thématiques principales de l'étude, leur ordre de succession tel qu'il est présenté ici n'a pas été systématiquement suivi. De plus, la grille a fait l'objet de révision et d'ajustement pour être améliorée et enrichie tout au long des entretiens. La dimension narrative a donc été privilégiée tout en insistant sur les thèmes d'intérêt qui intègrent chacun un horizon temporel plus ou moins long.

Tableau III.1 Grille d'entretien (Mission novembre-décembre 2013)

Thèmes	Sous-thèmes
Données de cadrage	Nom Age Enfants Statut matrimonial
Origine du ménage	Origine géographique Migration Raison de la migration Contexte d'insertion
Organisation productive du ménage	Quelles sont les activités principales et secondaires du ménage ? Activités agricoles : Quels sont les types de cultures pratiquées par le ménage ? Sont-elles destinées à l'autoconsommation ou la vente ? Quelles sont les techniques employées ? Quelles sont les conditions de vente ou contrat ? Quels sont les types d'élevage pratiqué par le ménage ? Activités non-agricoles : Depuis quand ? D'où vient l'idée ? D'où viennent les ressources utilisées ? Comment sont organisées la diversification de ses activités ? Comment sont-elles liées ?
Dynamiques d'accumulation	Comment ont évolué les activités et l'organisation productive du ménage (achat ou cession d'actifs, création, extension ou abandon d'activités, financement etc.) ? Quels étaient les faits et événements marquants de la vie du ménage (chocs, projets réalisés...) ?
Actifs du ménage	Foncier : Quelle est la situation foncière du ménage (propriété foncière, achat, vente, conflits...) ? La possession de titre formel est-elle nécessaire pour le ménage ? Le ménage participe-t-il au marché foncier ? Comment fonctionne-t-il ? Bétail : Quelle est la taille du cheptel du ménage ? Quelles sont leurs fonctions ? Financement : Quel mode de financement ? Le ménage accède-t-il au marché financier ? Est-ce nécessaire pour le ménage ? Pour quoi faire ? Réseaux sociaux : des membres du ménage participent-ils à des projets liés à une activité ou à des organisations productives ? Qu'apportent ces réseaux ? Sont-ils nécessaires ? Qualifications : des membres du ménage ont-ils bénéficié de formations en lien avec une activité ? Souhaiteraient-ils suivre des formations particulières ?
Dynamiques du niveau de vie du ménage	Comment le ménage perçoit-il l'évolution de son niveau de vie ? Comparaison du niveau de vie entre 2008 et 2013 ? Quels étaient les impacts de la crise politique de 2009 sur la vie du ménage ? Aspirations : Quels sont les projets à venir (investissements, achats etc.) ? Quels sont les souhaits des parents pour l'avenir professionnel des enfants en âge de scolarisation ?
Représentations des Petites Prospérités	Evaluation subjective de la position économique du ménage par rapport aux autres ménages

Source : Auteur.

Après les données de cadrage introductives, l'entretien commence avec la question de l'origine géographique du ménage pour inscrire la discussion dans une dimension temporelle longue en se référant d'abord au début de sa trajectoire. Cette thématique s'intéresse surtout aux cas particuliers des ménages originaires d'autres régions en ce qui concerne les raisons et les conditions de leur installation. La thématique de l'organisation productive du ménage est ensuite abordée pour entrer dans le cœur du sujet des moyens d'existence. L'accent est particulièrement mis sur la diversification des activités du ménage, notamment sur l'origine et l'allocation des ressources, sur les techniques agricoles et les stratégies adoptées (subsistance, commerciale ou les deux), sur les liens avec d'éventuels partenaires ainsi que sur les modalités de complémentarité entre les activités. Ce dernier point est approfondi dans la thématique suivante portant sur les dynamiques d'accumulation du ménage. Elle s'intéresse à l'évolution des activités en lien avec les principaux faits et événements qui ont marqué la trajectoire du ménage. C'est à ce niveau que sont recueillies les informations qui peuvent nous éclairer sur le processus de construction et de transformations des moyens d'existence ainsi que sur les capacités d'action, d'adaptation et de résilience des ménages. Bien que les questions relatives aux actifs des ménages soient transversales aux deux thématiques précédentes, elles sont approfondies dans un module qui fait un focus sur chaque type d'actif productif du ménage de manière à mieux appréhender les mécanismes moteurs des précédents processus. La possession, l'accessibilité et l'évolution dans le temps de chaque actif (foncier, cheptel, financier, réseaux sociaux, qualifications) sont abordées pour chaque ménage tout en faisant le lien avec son organisation productive et ses dynamiques d'accumulation. Enfin, la dernière thématique concerne les perceptions du ménage de sa propre trajectoire en mettant particulièrement l'accent sur la période qui complète celle de l'étude quantitative des trajectoires des classes et qui suit l'année (2008) d'identification statistique des groupes de Petites Prospérités. Cette période couvre également la crise politique de 2009 et permet d'évaluer son impact sur les moyens d'existence des ménages. L'horizon temporel est finalement étendu dans le futur en interrogeant les ménages sur leurs aspirations concernant leurs futurs projets ainsi que leurs souhaits quant à l'avenir de leurs enfants.

2.3.2. Portée et validation des résultats des entretiens qualitatifs

Comme les données d'enquêtes qualitatives sont des discours produits dans une situation de communication, la portée et la validité des résultats de leur analyse sont fortement influencées par les conditions de leur production ainsi que les caractéristiques de l'échantillon.

2.3.2.1. Conditions de production des données qualitatives

Les conditions méthodologiques de la réalisation des entretiens comportent à la fois des points faibles et des points forts qui méritent d'être soulevés. Les principales difficultés proviennent essentiellement de l'approche, inhérente à notre démarche de recherche, que nous avons adoptée dans le choix des ménages enquêtés, d'une part, et de l'objet de recherche lui-même, d'autre part. Le mode d'appariement des démarches quantitatives et qualitatives que nous avons choisi dans notre processus de recherche nous a contraint à définir préalablement une liste de ménages à enquêter parmi les groupes des Petites Prospérités statistiquement définis. Cette démarche a été facilitée par les questionnaires du ROR qui comportent des informations précises sur chaque membre des ménages enquêtés et grâce à l'aide des chefs de quartier ou des anciens guides des enquêteurs de l'Observatoire d'Itasy⁵⁵. Toutefois, cette méthode a suscité au départ l'appréhension de presque tous les ménages interviewés et a marqué le temps de la rencontre. La présentation de notre démarche et de notre objet de recherche et la précision du respect de l'anonymat des entretiens ont ensuite permis de les rassurer et d'instaurer progressivement un certain degré de confiance entre les deux parties.

Notre objet de recherche qui s'intéresse à une catégorie relativement aisée des ménages a également introduit un biais dans l'analyse des perceptions et des représentations des enquêtés de leur propre situation et de leur propre trajectoire. En effet, si certains ménages assument avec fierté leur situation de prospérité, d'autres vont avoir tendance à la sous-évaluer ou la dissimuler, par humilité ou par gêne, comme nous l'avons relevé dans le chapitre précédent. Toutefois, la transversalité et l'imbrication des thématiques de la grille d'entretien permettent de recouper les informations et de mieux apprécier ainsi les perceptions subjectives des ménages et leur subtilité.

Par ailleurs, notre maîtrise de la langue malgache a été un atout incontestable dans la conduite des entretiens et a contribué au renforcement de la qualité des données. En effet, la connaissance de la langue nationale nous a épargné de la problématique des filtres de la traduction et de la retranscription (des réponses, des questions et des relances ou des précisions) en réduisant au minimum les biais liés à la compréhension, à la perte ou à la déformation des informations. Elle a notamment facilité les échanges qui ont duré en moyenne une trentaine de minutes et a favorisé un climat de confiance et une situation de communication assez confortable pour les enquêtés. Les entretiens ont eu lieu en privé, à

⁵⁵ La dernière vague d'enquêtes-ménages dans l'Observatoire d'Itasy remonte en 2009.

l'intérieur de la maison ou dans la cour des enquêtés, et dans la majorité des cas où le chef de ménage est en couple, avec les deux conjoints. Ceci confirme la structure familiale nucléaire des ménages de l'observatoire d'Itasy, ou plus généralement des ménages ruraux malgaches, et le caractère familial de leur organisation productive (Andrianantoandro et Bélières, 2015). Nous avons également eu recours à l'enregistrement des entretiens avec le consentement des enquêtés afin de mieux exploiter les données qualitatives.

2.3.2.2.Sélection de l'échantillon de ménages enquêtés

Deux principaux critères ont été retenus pour la sélection des ménages enquêtés. Comme nous l'avons déjà évoqué, le premier que nous avons strictement respecté est l'appartenance du ménage à l'un des quatre groupes de Petites Prospérités statistiquement identifiés. Nous avons choisi de manière raisonnée les ménages qui se trouvent au centre de chaque groupe social d'intérêt. Cela permet de constituer un sous-échantillon de la classe des Petites Prospérités afin d'approfondir les caractéristiques des groupes qui la composent et de vérifier leur pertinence et leur cohérence. De plus, les discours peuvent être complétés ou recoupés par des informations issues du questionnaire du ROR. Ces informations ont d'ailleurs contribué à l'allègement des entretiens, notamment en ce qui concerne les questions de cadrage.

Le deuxième critère est d'assurer un certain équilibre entre les quatre profils des Petites Prospérités de manière à interviewer suffisamment de ménages dans chacun d'entre eux. Au total nous avons effectués 27 entretiens qui représentent les différents groupes composants la classe des Petites Prospérités (Tableau III.2). Une légère surreprésentation du groupe de la Petite Prospérité supérieure se justifie par une certaine curiosité vis à vis de cette catégorie qui est assez proche de l'idée de classe moyenne. Le fait d'avoir uniquement ciblé les ménages de la classe des Petites Prospérités introduit un biais dans l'échantillon et ne permet pas de faire des comparaisons avec les ménages les plus démunis. Cependant, comme nous avons pu relever dans le chapitre précédent, quelques ménages identifiés comme membres de cette classe d'intérêt en 2008 ont vu leur niveau de vie se dégrader considérablement au moment de l'enquête.

Au vu du nombre relativement restreint de notre échantillon, la saturation de l'hypothèse, qui correspond au minimum de l'apport marginal des observations, n'est probablement pas atteinte et l'analyse des trajectoires des moyens d'existence pas totalement stabilisée. Toutefois, nous avons pu enquêter des ménages des différents groupes des Petites Prospérités en mettant l'accent sur la diversité de leurs profils. Ainsi, malgré ces limites, la

technique de triangulation des observations et des informations (quantitatives et qualitatives), l'adoption de l'échantillonnage raisonné et l'utilisation des produits bruts de terrain (extraits d'entretiens, résumés etc.) dans l'analyse qualitative contribuent de manière significative à l'amélioration de la portée et de la validité des résultats (Olivier de Sardan, 1995). Enfin, certains de ces résultats pourront être extrapolés sur l'ensemble de l'échantillon statistique, notamment par le recours à l'analyse quantitative.

Tableau III.2 Distribution des ménages enquêtés selon les groupes de Petites Prospérités

Groupes des Petites Prospérités	Effectif
Petite Prospérité Vulnérable	6
Petite Prospérité Traditionnelle	7
Petite Prospérité Emergente	5
Petite Prospérité Supérieure	9
Total	27

Source : Auteur.

3. Les trajectoires des moyens d'existence des ménages et les mécanismes sous-jacents selon les deux démarches

Les deux démarches quantitatives et qualitatives apportent chacune un éclairage spécifique aux trajectoires suivies par les ménages selon leurs moyens d'existence. Dans cette section nous présentons les résultats issus de chacune d'elles séparément de manière à mettre en exergue leur apport et leur originalité respectifs afin de mieux comprendre notre objet de recherche et aussi de mieux apprécier leur complémentarité.

3.1. La diversité des trajectoires des ménages à l'échelle des classes de moyens d'existence

Deux analyses de séquence ont été menées sur deux échantillons afin d'avoir différentes perspectives des trajectoires et de vérifier leur cohérence. La première s'est intéressée particulièrement au sous-échantillon du panel des ménages de la classe des Petites Prospérités de 2005 à 2008, plus précisément aux 263 séquences de classes correspondantes. La seconde s'est faite sur l'ensemble du panel des ménages c'est-à-dire sur 415 séquences de classes. Le focus sur la classe d'intérêt se justifie par le fait qu'il s'agit de l'objet même de notre recherche. Isoler le sous-échantillon permet de se pencher sur les « classes d'origine » des ménages de la classe des Petites Prospérités identifiée en 2008 et de vérifier les caractéristiques de cette dernière en tant que classe sociale intermédiaire. L'objectif est d'étudier sa formation à travers la diversité des différents profils qui la composent et de celle de leurs trajectoires sur cette courte période d'observation. L'élargissement de l'analyse sur

l'ensemble de l'échantillon vise à s'assurer de la cohérence et de la stabilité des principales trajectoires de classes sur cette période et à mettre en lumière les principaux liens entre les différents groupes sociaux.

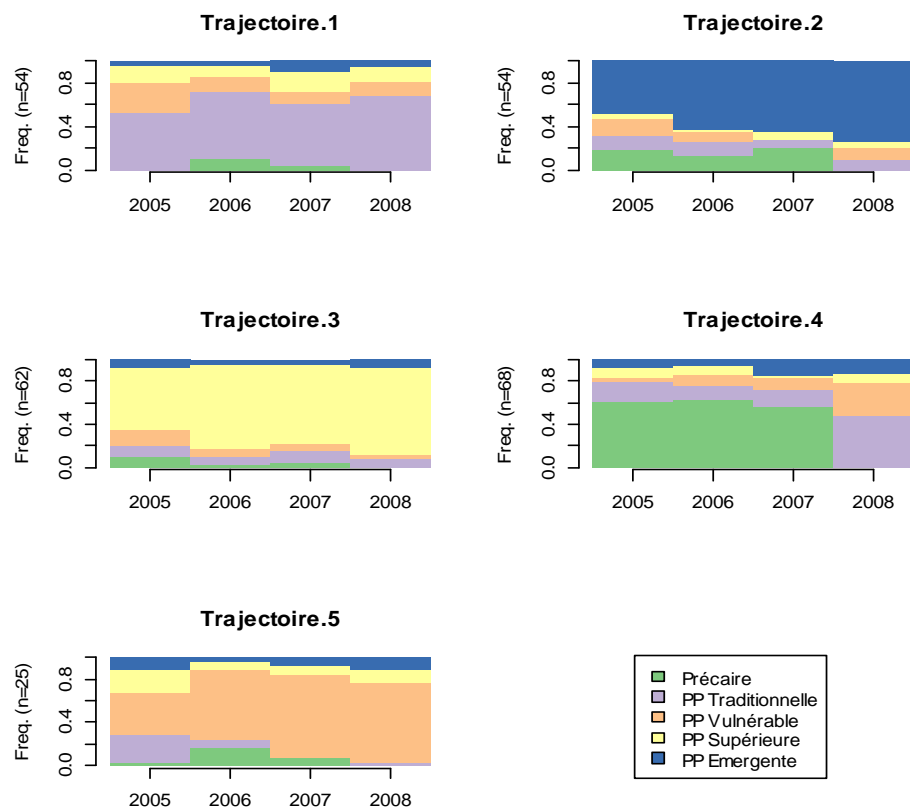
3.1.1. Cinq groupes de trajectoires-types de moyens d'existence

L'examen des dendrogrammes et des courbes des sauts d'inertie des deux analyses nous a guidé dans le choix des meilleures partitions. Dans les deux cas, une typologie de cinq groupes de trajectoires de classes semble la plus pertinente et a été retenue (voir Annexe A.III.3, Annexe A.III.4, Annexe A.III.5 et Annexe A.III.6). Afin d'analyser en détail et de comparer les deux typologies et les différents groupes de trajectoires qui les composent, nous les représentons sur deux types de graphiques. Le premier est un ensemble de chronogrammes (*state distribution plots*) formés par une série de coupes transversales qui représentent, pour chaque année, les proportions de ménages du groupe de trajectoires dans les différentes classes sociales (Figure III.2 et Figure III.4). Il permet de visualiser la classe sociale la plus prépondérante au sein du groupe de séquences. Le deuxième est un ensemble de « tapis » (*index plots*) composés de segments horizontaux qui représentent chacun une séquence ou une trajectoire d'un ménage découpée en sous-segments correspondants à chaque classe d'appartenance pour chaque année (Figure III.3 et Figure III.5). Il permet d'avoir une idée précise sur les trajectoires individuelles des ménages. Dans ces deux types de graphiques, les groupes sociaux sont codifiés par des couleurs : le vert désigne la classe des ménages précaires, le violet le groupe de la Petite Prospérité traditionnelle, l'orange la Petite Prospérité vulnérable, le jaune la Petite Prospérité supérieure et le bleu la Petite Prospérité émergente.

Les graphiques correspondants aux deux typologies de séquences-types montrent clairement que les cinq groupes de trajectoires sont pratiquement identiques pour les deux échantillons. Il s'agit donc des principales tendances de trajectoires des classes de moyens d'existence qui structurent l'espace social en Itasy. A première vue, les graphiques montrent, d'une manière générale, une superposition et une succession de plusieurs couleurs à la fois dans chaque groupe de trajectoires. Ce premier constat suggère une certaine perméabilité des frontières entre les différents groupes sociaux, surtout entre les catégories des Petites Prospérités. Cela indique que d'une année à une autre, il est possible pour un ménage de passer d'un groupe social à un autre sur la période d'observation. C'est ce qui confirme le fait que l'espace des moyens d'existence en Itasy est structuré par un continuum de positions sociales et les classes que nous avons identifiées sont des classes théoriques issues de son

découpage en pointillé. Cependant, une lecture plus attentive de ces groupes de trajectoires permet de noter que les couleurs ne se superposent ni ne se succèdent de manière anodine. De plus, chacun d'entre eux est prédominé par une couleur en particulier et donc fortement marqué par un groupe social. Cela nous amène à confirmer que les classes de moyens d'existence statistiquement identifiés ont une certaine stabilité et une certaine cohérence en tant que classes sociales. Plusieurs hypothèses que nous avons établies à partir de la caractérisation statique des groupes des Petites Prospérités semblent ici se confirmer et peuvent être davantage affinées. L'hétérogénéité des profils qui composent cette classe d'intérêt est une fois de plus vérifiée. Par ailleurs, la hiérarchisation des positions sociales intermédiaires se précise ici à travers les différentes trajectoires-types. Trois niveaux de hiérarchie peuvent être soulignés : (i) une position la plus élevée correspondant à la Petite Prospérité supérieure, (ii) une position intermédiaire stable occupée par les Petites Prospérités émergentes et traditionnelles et (iii) une position sociale intermédiaire instable relative à la Petite Prospérité vulnérable. L'interprétation des cinq groupes de trajectoires de classes va alors s'articuler autour de ces trois positions sociales hiérarchiques et des catégories des Petites Prospérités en mettant en avant les questions relatives à la stabilité des groupes sociaux, aux relations entre ces derniers, à la mobilité sociale et à l'inclusion sociale.

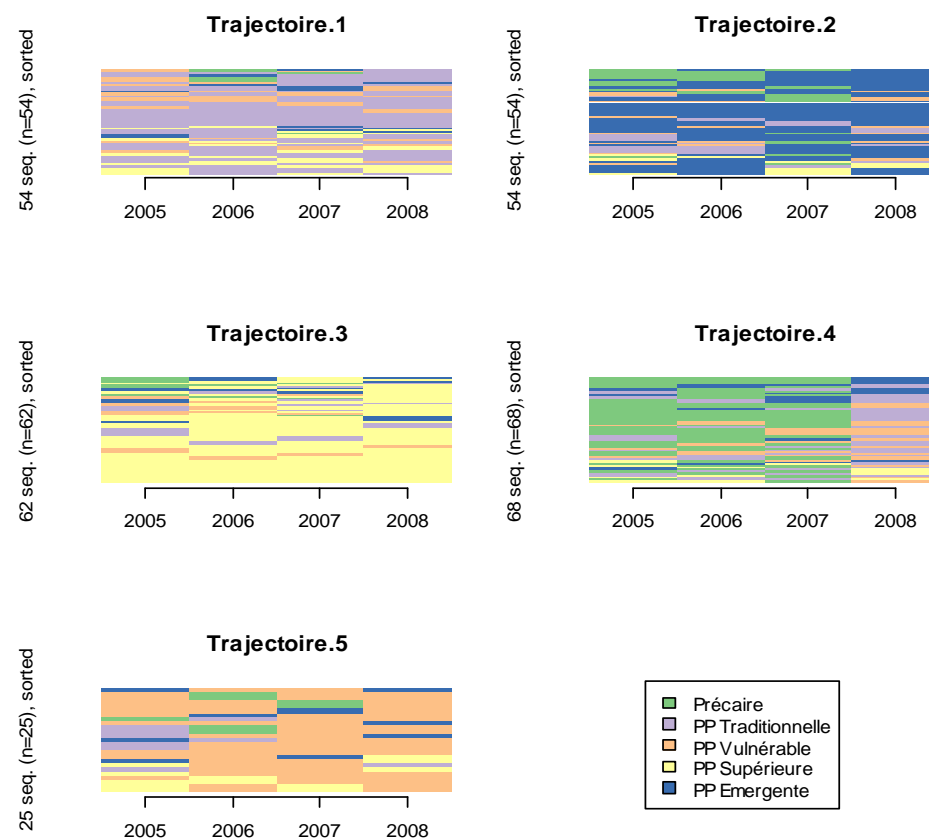
Figure III.2 Chronogrammes de la typologie des trajectoires des classes de moyens d'existence sur la période 2005-2008 (sous-échantillon du panel des ménages des Petites Prospérités)



Source : Auteur.

Note : dans les chronogrammes, les coupes transversales représentent, pour chaque année, les proportions de ménages du groupe de trajectoires dans les différentes classes sociales.

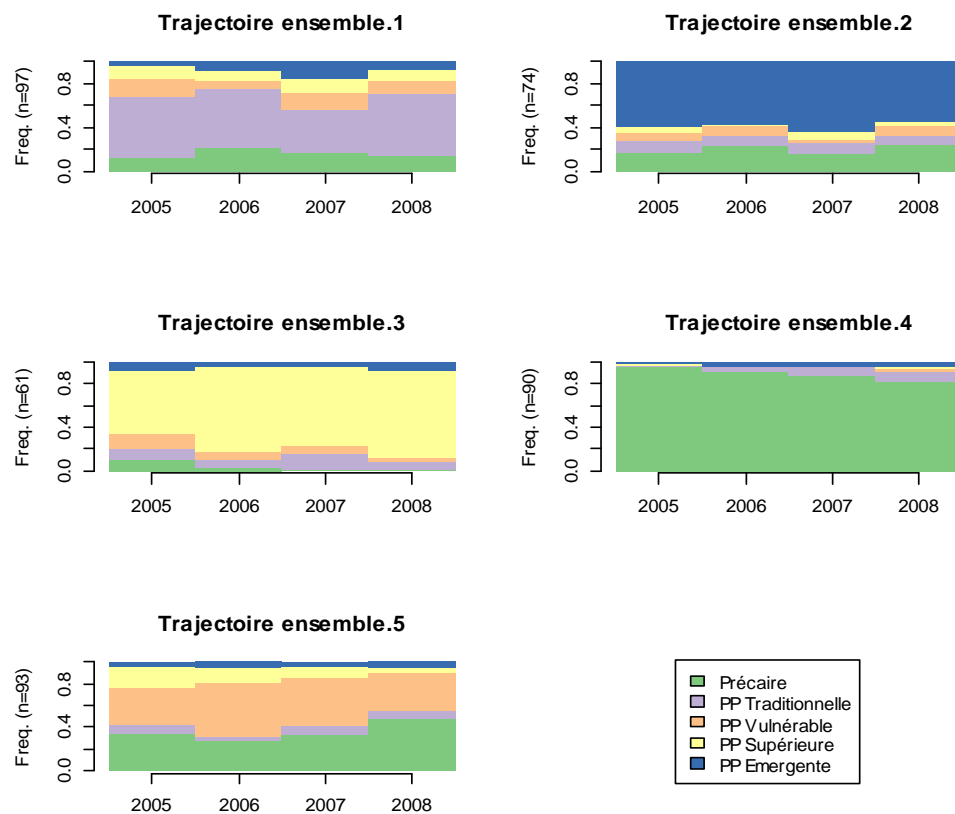
Figure III.3 Tapis de la typologie des trajectoires des classes de moyens d'existence sur la période 2005-2008 (sous-échantillon du panel des ménages des Petites Prospérités)



Source : Auteur.

Note : dans les tapis, les segments horizontaux représentent chacun une séquence d'un ménage découpée en sous-segments correspondants à chaque classe d'appartenance pour chaque année.

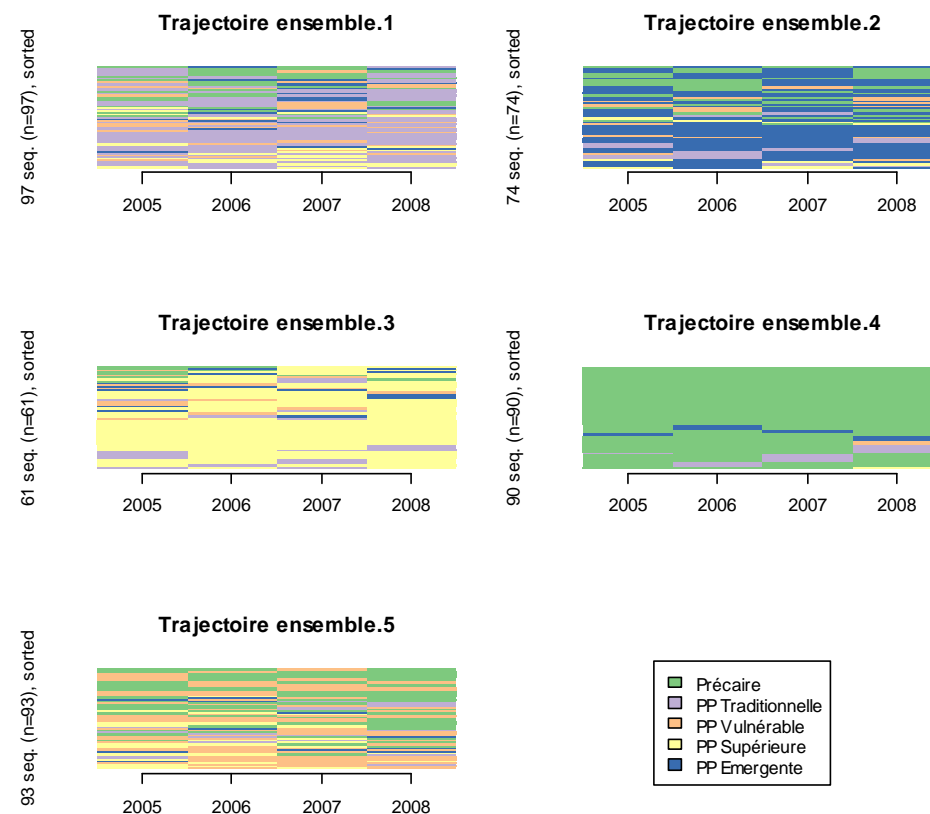
Figure III.4 Chronogrammes de la typologie des trajectoires des classes de moyens d'existence sur la période 2005-2008 (ensemble de l'échantillon du panel des ménages)



Source : Auteur.

Note : dans les chronogrammes, les coupes transversales représentent, pour chaque année, les proportions de ménages du groupe de trajectoires dans les différentes classes sociales.

Figure III.5 Tapis de la typologie des trajectoires des classes de moyens d'existence sur la période 2005-2008 (ensemble de l'échantillon du panel des ménages)



Source : Auteur.

Note : dans les tapis, les segments horizontaux représentent chacun une séquence d'un ménage découpée en sous-segments correspondants à chaque classe d'appartenance pour chaque année.

3.1.2. Une position sociale élevée confirmée de la Petite Prospérité supérieure

Le troisième groupe de trajectoires, dans les deux échantillons, rassemblant 23,5% des ménages de la classe des Petites Prospérités et près de 15% de l'ensemble des ménages du panel, est largement prédominé par la couleur jaune correspondante à la Petite Prospérité supérieure. C'est le groupe de trajectoires où la présence d'autres couleurs – c'est-à-dire d'autres groupes sociaux – est la moins marquée surtout le vert relatif à la classe des ménages précaires (Figure III.3 et Figure III.5). Ces rares et brèves transitions des ménages de ce groupe de trajectoires dans la classe des ménages précaires peuvent être interprétées par des baisses exceptionnelles de leur revenu au cours d'une année, probablement liées à une mauvaise production agricole, à une diminution des ventes ou à un quelconque choc momentané. L'apparition sporadique de ces transitions signifie leur faible impact sur la trajectoire générale des ménages de ce groupe. De 2005 à 2008, la trajectoire-type de classes la plus suivie par ces ménages est la constance dans la catégorie de la Petite Prospérité supérieure avec une transition d'une année dans une autre catégorie de Petites Prospérités pour quelques ménages. Ce groupe de trajectoires met donc en avant la grande stabilité de la catégorie de la Petite Prospérité supérieure sur la période d'observation. Cela confirme le statut socioéconomique élevé que détiennent les ménages occupant cette position sociale et la difficulté pour ceux des autres groupes sociaux, surtout les plus précaires, d'y accéder. Les phénomènes d'ascension sociale et d'inclusion sociale n'ont probablement pas lieu au sein de cette catégorie de la Petite Prospérité supérieure dont l'accès reste relativement fermé aux ménages les moins aisés. Nous nous situons bien à la frange supérieure de la classe des Petites Prospérités et probablement pas loin de la notion de classe moyenne. De plus, l'idée de reproduction sociale apparaît déjà ici de manière sous-jacente dans l'hypothèse où ces ménages étaient déjà initialement mieux dotés que les autres. Cette piste sera plus approfondie ultérieurement dans l'analyse qualitative.

3.1.3. Une position sociale intermédiaire stable des Petites Prospérités émergentes et traditionnelles

Le premier groupe de trajectoires, dans les deux échantillons, rassemblant 20,5% des ménages de la classe des Petites Prospérités et 23,4% de l'ensemble des ménages de l'échantillon, est relativement marqué par la couleur violette correspondante à la catégorie de la Petite

Prospérité traditionnelle. La relative prédominance de cette couleur est surtout perceptible avec le sous-échantillon des ménages des Petites Prospérités (Figure III.2 et Figure III.3). De manière similaire, le deuxième groupe de trajectoires, dans les deux échantillons, représentant 20,5% des ménages de la classe des Petites Prospérités et 18% de l'échantillon global de ménages, est surtout marqué par la couleur bleue relative à la catégorie de la Petite Prospérité émergente.

De 2005 à 2008, la trajectoire-type qui est la plus caractéristique de ces deux groupes de séquences est la succession continue soit du vert soit du bleu c'est-à-dire une constance des ménages respectivement dans la catégorie de la Petite Prospérité traditionnelle et dans celle de la Petite Prospérité émergente. Cela indique la relative stabilité de ces deux catégories de la classe des Petites Prospérités sur la période d'observation. La présence un peu plus marquée d'autres couleurs dans ces deux groupes de trajectoires, comparés au troisième présenté précédemment, montre les liens qui existent entre les différentes classes sociales et souligne la perméabilité de ces deux catégories de Petites Prospérités et leur relative accessibilité à la plupart des ménages de l'échantillon. Le premier groupe de trajectoires associé à la catégorie de la Petite Prospérité traditionnelle se distingue particulièrement par des transitions plus fréquentes des ménages dans les catégories des Petites Prospérités vulnérables et supérieures. Cette proximité avec la catégorie de la Petite Prospérité supérieure suggère un statut socioéconomique relativement aisé dont bénéficient les ménages de cette catégorie sociale. Dans le deuxième groupe de trajectoires correspondant à la catégorie de la Petite Prospérité émergente, les ménages transitent le plus fréquemment dans la catégorie de la Petite Prospérité traditionnelle. Ce deuxième groupe de séquences souligne donc la proximité entre ces deux catégories de la classe des Petites Prospérités dont les moyens d'existence des ménages sont caractérisés par une certaine spécialisation agricole, la première dans la polyculture et la deuxième dans la riziculture.

Quant à la présence, non moins perceptible, de la couleur verte correspondante à la classe des ménages précaires dans les deux groupes de trajectoires – surtout dans le deuxième où elle est la plus manifeste –, elle indique deux traits caractéristiques de ces deux catégories de Petites Prospérités. Elle signifie d'une part un certain niveau de vulnérabilité de ces groupes sociaux, plus particulièrement de celui de la Petite Prospérité émergente qui rassemble entre autres des ménages à très faibles revenus. D'autre part, la présence de la couleur verte désigne également des phénomènes de mobilité sociale, notamment d'ascension

sociale et d'inclusion sociale, qui sont à l'œuvre en Itasy et en lien avec ces deux catégories de Petites Prospérités. C'est pour ces différentes raisons que nous leur attribuons la position sociale intermédiaire stable dans la classe des Petites Prospérités. Les deux catégories semblent effectivement plus accessibles à certains ménages précaires et leur permettent d'accéder à la classe des Petites Prospérités.

Cette dynamique positive des ménages initialement précaires est clairement illustrée dans le quatrième groupe de trajectoires qui rassemble 26% des ménages du sous-échantillon des Petites Prospérités (Figure III.3). Nous pouvons noter que le passage de ces ménages précaires vers la classe des Petites Prospérités s'effectue par leur insertion dans la catégorie de la Petite Prospérité traditionnelle et dans une moindre mesure dans celles des Petites Prospérités vulnérable et émergente. L'hypothèse selon laquelle la classe des Petites Prospérités assure l'inclusion sociale des ménages qui émergent de la précarité est en partie ici vérifiée. Toutefois, en se référant au quatrième groupe de trajectoires de l'ensemble de l'échantillon (Figure III.5), il apparaît que cette ascension sociale est encore fragile, dans la mesure où elle reste associée à la prégnance des groupes sociaux précaires sur toute la période d'observation.

3.1.4. Une position sociale intermédiaire instable de la Petite Prospérité vulnérable

Le dernier groupe de trajectoires, dans les deux échantillons de séquences, rassemblant 9% des ménages de la classe des Petites Prospérités et 22,4% de l'ensemble des ménages, est caractérisé par la prédominance de la couleur orange relative à la catégorie de la Petite Prospérité vulnérable dans une succession discontinue. Nous pouvons remarquer qu'aucune des séquences de ce groupe n'est composée d'enchaînement ininterrompu d'une seule catégorie sociale sur les quatre années d'observation. Les séquences sont pratiquement formées par une alternance de plusieurs groupes sociaux avec la prévalence de la catégorie de la Petite Prospérité vulnérable. De 2005 à 2008, les ménages appartenant à cette catégorie semblent transiter systématiquement par l'un des autres groupes sociaux. Ce groupe de trajectoires met en avant l'instabilité de cette catégorie de la Petite Prospérité vulnérable qui semble être une catégorie transitoire ou « classe pivot ». Il s'agit donc d'une position sociale occupée par les ménages dont la structure des moyens d'existence reste encore en pleine mutation et ne s'est pas encore stabilisée. A moyen terme, une fois que ces ménages auront

établi une organisation productive relativement stable, ils seront intégrés dans l'un des autres groupes de la classe des Petites Prospérités.

La diversification des sources de revenus qui est spécifique aux moyens d'existence des ménages de la catégorie de la Petite Prospérité vulnérable assure notamment sa proximité avec tous les autres groupes sociaux. Nous vérifions ici l'hypothèse selon laquelle cette diversification des revenus et la pluriactivité correspondent à une stratégie défensive et de débrouille adoptée par les ménages de ce groupe social. Comme nous l'avons déjà souligné, cette stratégie qui suit une logique de minimisation des risques permet aux ménages de s'en sortir et éventuellement de s'engager dans un processus d'accumulation relativement lent. En se référant au cinquième « tapis » de trajectoires correspondant à l'échantillon de l'ensemble des ménages (Figure III.5), la présence marquée de la couleur verte relative à la classe des ménages précaires confirme cette hypothèse et montre également la vulnérabilité de cette catégorie de la Petite Prospérité. Cela indique également une possibilité d'ascension sociale des ménages précaires à travers leur passage dans ce groupe social qui semble assurer leur insertion sociale pour accéder à la classe des Petites Prospérités.

Par ailleurs, l'apparition de la couleur jaune – mais moins marquée que le vert – relative à la catégorie de la Petite Prospérité supérieure, et dans une moindre mesure des couleurs violette et bleue – correspondantes respectivement aux catégories des Petites Prospérités traditionnelle et émergente – montre le potentiel de certains ménages de la Petite Prospérité vulnérable. Ces ménages sont à même de faire évoluer leurs moyens d'existence pour atteindre un degré d'efficacité élevé mais encore difficile à pérenniser. Cette autre facette de ce groupe de trajectoires atteste l'idée que la catégorie de la Petite Prospérité vulnérable représente une situation de transition même pour les ménages les mieux lotis.

L'analyse des entretiens qualitatifs offre une vision des trajectoires des moyens d'existence des ménages complémentaire à ces différentes trajectoires-types et permet en même temps d'approfondir davantage la caractérisation des différentes catégories de la classe des Petites Prospérités.

3.2. La diversité des processus à l'œuvre à l'échelle des Petites Prospérités

L'analyse qualitative est articulée autour des représentations des ménages enquêtés de leur propre trajectoire sur le long terme et des mécanismes qui la sous-tendent, notamment les processus de structuration et de transformations de leurs moyens d'existence. Ces deux points

sont abordés pour chaque catégorie des Petites Prospérités en lien avec les trois niveaux de positions sociales précédemment développées. L'objectif est ici de mettre en évidence à travers le prisme des groupes de Petites Prospérités les différentes organisations productives et les allocations des ressources effectués par les ménages dans la mise en œuvre de leurs moyens d'existence. C'est ainsi que le processus de formation de cette classe d'intérêt pourra être appréhendé. La présentation des résultats de l'analyse qualitative est organisée autour d'une étude transversale des entretiens qui sera à chaque fois illustrée par les histoires personnelles de quelques ménages de manière à refléter la diversité des processus à l'œuvre à l'échelle des Petites Prospérités. La diversité de ces processus implique l'hétérogénéité des stratégies et capacités d'accumulation des ménages selon leur groupe social d'appartenance qui précise ainsi les différences d'efficacité de leurs moyens d'existence respectifs.

3.2.1. Stratégie du « petit à petit » et début d'accumulation et des ménages de la Petite Prospérité vulnérable

L'analyse des perceptions de leurs trajectoires par les ménages confirme l'instabilité de la situation de ceux qui appartiennent à la catégorie de la Petite Prospérité vulnérable, déjà révélée par l'analyse quantitative précédente. Ces ménages semblent osciller entre situation de difficulté et position de Petite Prospérité en essayant de maintenir leur niveau de vie à travers des stratégies de lissage du revenu et de minimisation des risques que nous pouvons qualifier de « bricolage ».

- Structuration et transformation des moyens d'existence

Comme nous l'avons déjà remarqué dans le chapitre précédent, l'organisation productive de ces ménages s'articule autour de la diversification des sources de revenu et la pluriactivité. Il s'agit plus précisément de la combinaison entre des activités d'élevage et agricoles, en associant plusieurs cultures (le riz et des cultures de contre-saisons) orientées essentiellement vers l'autoconsommation et accessoirement vers la commercialisation des surplus, et des emplois ou des activités indépendantes non-agricoles faiblement rémunérateurs. Trois modalités de combinaison de ces activités, qui peuvent évoluer au cours de la trajectoire des moyens d'existence, sont constatées. La première se base sur l'extension des activités agricoles associées à des petits élevages et auxquelles se rajoutent momentanément du salariat agricole, du petit commerce ou des activités dans la briqueterie etc. en guise de compléments de revenu et de sources de liquidité. La deuxième consiste à s'appuyer principalement sur une

activité non-agricole relativement rémunératrice comme l'artisanat à laquelle se rajoutent l'agriculture et les petits élevages comme activités secondaires et les emplois et activités non-agricoles saisonniers comme sources de revenus complémentaires. La troisième modalité de combinaison est la diversification des activités en assurant un certain équilibre entre ces dernières. Quelle que soit l'organisation productive retenue par les ménages de la catégorie de la Petite Prospérité vulnérable, ils adoptent tous une stratégie d'accumulation progressive ou une stratégie du « petit à petit » qui se base sur une forte imbrication financière entre les différentes activités. Dans ce mécanisme, les bénéfices réalisés dans une activité sont investis dans une autre. Cette stratégie du « petit à petit » a également été observée par Gondard-Delcroix (2009) chez les ménages ruraux malgaches dans les régions du Vakinankaratra et de Marovoay et semble assez courante en milieu rural dans d'autres régions en développement (Elder, 1999 ; Bouahom *et al.*, 2004 ; Twyman *et al.*, 2004). Nous présentons ci-après les histoires de trois ménages enquêtés de la catégorie de la Petite Prospérité vulnérable qui sont illustratives des trois types de structure d'activités décrits précédemment.

Dans le ménage 1, Lekolo (chef de ménage, 38 ans, site d'Anosibe Ifanja) est originaire de Faratsiho, dans la région de Vakinankaratra, et s'est installé à Anosibe Ifanja en 2000. Il y a rencontré son épouse Laizoto (35 ans) qui est également une migrante originaire du Vakinankaratra. C'est le frère de Lekolo, venu bien avant lui, qui l'a incité à migrer dans la région où il y aurait eu beaucoup d'opportunités dans la riziculture et de pisciculture. Le ménage s'est donc investi dans la riziculture, qui est sa principale activité à laquelle sont associées d'autres cultures vivrières comme le maïs, le manioc, les haricots, les arachides cultivées en contre-saison ou sur les parcelles à flanc de collines non irriguées ou *tanety*. La production agricole, surtout le riz, permet au ménage d'assurer d'abord une autosuffisance alimentaire et ensuite de dégager du revenu en vendant les surplus. Le ménage ne possède aucune parcelle cultivable mais assure ces activités agricoles grâce à la disponibilité de terrains en location dans la zone. Le marché du faire-valoir indirect, surtout le fermage, est très développé à Anosibe Ifanja et en Itasy de manière générale. En effet, beaucoup de propriétaires de rizières ou d'autres types de terrains proposent de louer leurs parcelles disponibles à des exploitants qui ont besoin de terre pour produire. Le contrat s'étend sur une année agricole renouvelable. Dans la pratique, les ménages changent de parcelles louées

d'une année à une autre au gré des propriétaires et de la disponibilité des terres⁵⁶. Généralement, les ménages arrivent toujours à trouver des parcelles à cultiver chaque année et tout dépend de leur capacité de production et de location. Toutefois, dans de rares cas, il peut arriver qu'aucune parcelle de rizières ne soit plus disponible sur une année agricole. C'est ce dont le ménage 1 a d'ailleurs été victime en 2009, une année durant laquelle il a dû exploiter uniquement des parcelles en *tanety* qui appartiennent aux parents de Laizoto et que ces derniers mettent des fois à sa disposition. Grâce au revenu tiré de la riziculture, le ménage s'est également diversifié dans le petit élevage de poulets pour l'autoconsommation et de cochons pour l'engraissement et la spéculation. Le ménage souhaite développer cette dernière activité mais les cochons ont été décimés par une épidémie en 2013. Par ailleurs, pour compléter ses revenus, le ménage tient une petite gargote très modeste devant sa maison que Lekolo surveille après les travaux dans les champs.

Le jeune ménage 2, dont le chef de ménage Lofa (33 ans, site d'Antanetibe) et son épouse Kira (29 ans) sont natifs de la région, a comme activité principale la vannerie depuis le début de leur vie active. Les deux époux ont appris la vannerie auprès de leurs parents respectifs qui vivaient également de cet artisanat et qui leur ont transmis ce savoir-faire. Cette activité est d'ailleurs très répandue sur le site d'Antanetibe qui est situé au bord de la RN1 et bénéficie ainsi des passages réguliers des touristes. Le ménage pratique également la riziculture pour l'autoconsommation et d'autres cultures de contre-saison, dont le pois de bambara (ou *voanjobory*) destiné à la vente, ainsi que l'élevage de cochon pour la spéculation. L'artisanat sert à financer ces activités agricoles, notamment pour la location des terres à cultiver en plus d'une parcelle que le ménage a reçue en héritage. Au moment de la moisson, durant laquelle les matières premières pour la vannerie se font rares, Lofa travaille en salariat dans la briqueterie pour compenser le revenu du ménage. En 2011, dans le but de développer l'artisanat, le ménage a construit une nouvelle maison afin de transformer l'ancienne en atelier de vannerie.

Dans le ménage 3, Miavotra (chef de ménage, 38 ans, site de Merinavaratra) et sa compagne Mavitrika (30 ans) sont tous les deux originaires de la région. Leur organisation productive se base sur l'équilibre entre l'activité de filature de Mavitrika (tissage de la soie) et l'agriculture (riziculture et autres cultures de contre-saison comme les haricots, haricots verts,

⁵⁶ Andriamanalina *et al.* (2013) expliquent que cette courte durée d'une année culturale est une stratégie des propriétaires pour s'assurer que les locataires ne revendiquent pas le droit de propriété des parcelles exploitées après plusieurs années de mise en valeur.

pommes de terre etc.) destinée principalement à l'autoconsommation et éventuellement à la vente des surplus. Dans son activité de filature, le ménage assure le rôle de sous-traitant auprès de démarcheurs qui lui assurent les commandes et de qui dépend essentiellement sa production. Les bénéfices éventuellement tirés de cette activité servent à financer en partie l'agriculture, notamment pour l'achat des fertilisants et le traitement des cultures. Auparavant, le ménage possédait une charrette et des bœufs de traits qui lui permettaient d'assurer les travaux de champs, d'avoir une source de liquidité provenant du salariat ou du transport et d'emprunter auprès des organismes de microcrédit. Cette stratégie assurait le financement de l'agriculture, dont la location des rizières, et de l'activité de filature. Plus tard, ils ont vendu la charrette et les deux bœufs pour acheter des parcelles de rizières afin de développer et de pérenniser les activités agricoles. En effet, la location des terres était soumise à la fluctuation du revenu issu de la filature.

- Evaluation de la stratégie d'accumulation

Les résultats des entretiens montrent que la stratégie du « petit à petit » peut se révéler efficace en tant que stratégie évolutive permettant l'accumulation. Ils mettent également en lumière le potentiel des ménages de la catégorie de la Petite Prospérité vulnérable et surtout leur conviction et leur détermination à se battre pour améliorer leurs conditions de vie. Cette caractéristique corrobore l'idée de capacités d'agir et d'enclencher une dynamique d'accumulation au-delà de la survie dont est doté un ménage de la Petite Prospérité selon notre définition. Elle rejoint aussi les résultats qualitatifs de Darbon et Toulabor (2011) dans leur étude des représentations de la « Classe Moyenne Africaine » au Kenya, au Mozambique et en Côte d'Ivoire. Ils soulignent la position de la petite prospérité comme étant celle d'individus qui « se battent pour s'en sortir ». C'est ce que relatent d'ailleurs les propos de Lekolo du ménage 1 :

« Notre objectif c'est d'avoir quelque chose de bien (...) d'améliorer nos conditions de vie ».

Pour pallier l'exiguïté des superficies cultivées à cause du morcellement des parcelles et pour améliorer leur productivité, ces ménages sont à même d'adopter des techniques agricoles comme la pratique du système de riziculture intensive (SRI) ou *ketsa valo andro* ou l'utilisation de fertilisants.

Par ailleurs, grâce à la stratégie du « petit à petit », les trois ménages précédents ont pu construire une maison pour améliorer leur condition de vie. Le ménage 1 a réalisé ce projet à

partir de ses activités agricoles et par une activité de briqueterie ; le ménage 2 au moyen des bénéfices dégagés par l'activité de vannerie ; et le ménage 3 par la vente de la charrette et des bœufs de trait.

Toutefois, malgré le potentiel de ces ménages, ils font face à des contraintes qui les empêchent de développer et de consolider leurs moyens d'existence. L'analyse de leur trajectoire a également permis de comprendre les mécanismes de mise en œuvre de leur stratégie et de relever ces différentes difficultés qu'ils rencontrent dans l'atteinte de leur objectif, ceci en prenant en compte les différents éléments constitutifs de leurs moyens d'existence. C'est ce point que nous allons développer ci-après.

- **Les mécanismes sous-jacents aux trajectoires des moyens d'existences**

Premièrement, le foncier apparaît comme un actif très important pour les activités agricoles de ces ménages. Cependant, l'accès à la propriété foncière n'est pas à la portée de ces ménages et il leur faut plusieurs années d'accumulation avant de pouvoir acheter leur propre rizière. A l'exemple du ménage 3, l'achat d'une parcelle de rizière n'était possible que par la cession de sa charrette et de ses bœufs. Bien que l'accès aux parcelles cultivées soit possible grâce au marché du faire valoir indirect, il dépend fortement de la capacité de production des ménages et surtout de leur moyen financier pour pouvoir les louer. C'est le cas notamment du ménage 3 qui n'arrive pas à louer de parcelles à cause du manque d'argent. Pourtant, c'est le seul moyen pour lui d'augmenter sa production agricole. De plus, les ménages non propriétaires restent exposés au risque d'avoir une année sans production en cas d'absence de parcelles disponibles. C'est ce dont le ménage 1 a été victime en 2009.

Les ressources monétaires sont également très importantes pour les investissements en intrants agricoles qui sont incontournables dans l'exploitation des petites parcelles, comme nous l'a fait remarquer Lekolo du ménage 1 :

« Si vous n'utilisez pas de fertilisants sur ces terres [tanety] vous pouvez être sûrs de ne rien produire ».

De même, Miavotra du ménage 3 souligne l'insuffisance de sa production rizicole à cause de l'insuffisance de fertilisants.

Le capital monétaire est tout aussi crucial pour financer et développer les activités indépendantes non-agricoles de ces ménages. L'activité de vannerie qui est la principale source de revenu du ménage 2 dépend par exemple d'un approvisionnement régulier en matières premières qui nécessite de la liquidité. Il en est de même pour l'activité de filature de

Mavitrika du ménage 3 qu'elle peine à développer par manque de financement. C'est ce qui oblige, d'ailleurs, le ménage à dépendre des commandes des démarcheurs pour sa production en se contentant d'une activité de sous-traitance. Pour les ménages de la Petite Prospérité vulnérable, le recours à l'emprunt est donc crucial pour favoriser le développement et la consolidation de leurs activités et l'accélération de leur processus d'accumulation. Toutefois, l'accès au crédit formel leur est particulièrement difficile à cause de l'absence de garanties. Les trois ménages ont tous signalé cette difficulté d'emprunter malgré leur besoin de financement. Le ménage 3 déclare avoir pu emprunter auprès d'un organisme de microcrédit avant qu'il ne cède sa charrette et ses bœufs. Le ménage 1 souligne qu'en cas de besoin urgent de liquidité, seuls les prêts auprès des proches sont possibles, mais restent rares.

Il est donc évident que l'actif physique comme les bétails, les charrettes et les matériels agricoles est tout aussi important, non seulement comme moyens de production ou d'épargne, mais également comme garanti pour les crédits auprès d'organismes financiers. Pourtant, les ménages de cette catégorie sont dépourvus de ce genre de ressource.

Le capital social peut aussi jouer un rôle non négligeable dans la trajectoire des moyens d'existence de ces ménages en leur offrant des possibilités d'assurance et d'emprunt. En effet, quelques uns de ces derniers se sont appuyés sur l'aide de leur proche à différentes étapes de leur trajectoire. Lekolo du ménage 1 a par exemple été soutenu par son frère durant son insertion dans la région et au début de sa vie active. Il peut également compter sur ses proches en cas de besoin urgent de liquidité, notamment sur ses beaux-parents qui leur prêtent aussi des parcelles en *tanety* à exploiter. Lofo et Kiry du ménage 2 ont aussi bénéficié de l'apprentissage du métier de vannerie auprès des parents avant de s'investir dans cette activité. Toutefois, le problème d'accès ou l'absence de réseaux et d'associations des producteurs et des projets de promotion des activités non-agricoles comme l'artisanat limitent le développement de ce genre de métier. Ces réseaux sociaux sont particulièrement importants pour l'accès aux marchés et pour les différentes formations nécessaires afin de renforcer les compétences et améliorer ainsi la productivité. Le savoir-faire transmis d'une génération à une autre reste la base de ces activités d'artisanat. Toutefois, leur développement et leur pérennisation, notamment par la montée en gamme des produits à plus forte valeur ajoutée, n'est possible que par la professionnalisation du métier qui requiert souvent des formations adaptées. Miavotra et Mavitrika du ménage 3 reconnaissent la nécessité d'intégrer de tels réseaux pour développer leur activité de filature et écouler leurs propres produits. Une telle

opportunité permettra au ménage d'impulser une dynamique positive dans ses moyens d'existence et probablement d'accéder à une catégorie de Petite Prospérité plus stable. Mavitrika a déjà essayé une fois d'intégrer un projet d'appui aux petits entrepreneurs ruraux mais n'a pas été retenue à cause du critère d'âge ; elle aurait été jugée trop jeune. De plus, l'une des principales contraintes du ménage qui l'empêchent de s'investir dans diverses activités associatives est le temps. Le manque de temps est un problème majeur que rencontrent la plupart des ménages de la catégorie de la Petite Prospérité vulnérable. En effet, la gestion de plusieurs activités à la fois, généralement bien coordonnées, ne leur offre pas assez de marge d'action pour s'engager dans d'autres occupations en dehors de leur organisation productive.

Les ménages de cette catégorie semblent donc maintenir un équilibre fragile entre leurs différentes activités fortement imbriquées. Le moindre choc peut perturber leur organisation productive entraînant au mieux le ralentissement de leur dynamique d'accumulation et au pire la destruction de leurs moyens d'existence. C'est le cas notamment de la crise politique de 2009 qui aurait eu des impacts négatifs directs sur les activités d'artisanat des ménages 2 et 3 à cause de la baisse de la demande. Ces ménages se trouvent alors durant la période récente dans une situation particulièrement difficile à cause de la baisse de leur revenu qui affecte en même temps leur production agricole. De même, Lekolo du ménage 1 subit les problèmes d'insécurité et d'ensablement des rizières qui sévissent actuellement dans la région d'Anosibe Ifanja. Ces fléaux affectent respectivement les activités d'élevage et de riziculture du ménage et menaceraient même sa sécurité alimentaire.

3.2.2. Stratégie d'agriculture commerciale et dynamique d'accumulation des ménages des Petites Prospérités traditionnelle et émergente

L'analyse qualitative des entretiens atteste que les ménages des catégories des Petites Prospérités émergente et traditionnelle jouissent d'une situation stable, favorable à une dynamique d'accumulation plus rapide et soutenue, contrairement à la stratégie du « petit à petit » des ménages de la Petite Prospérité vulnérable. Là aussi, les résultats corroborent ceux de l'analyse quantitative des trajectoires des classes précédentes. Les ménages appartenant à ces deux catégories adoptent des stratégies d'adaptation et d'accumulation grâce à leur capacité de production importante et à leur prise de risque en saisissant des opportunités de marché.

- **Structuration et transformation des moyens d'existence**

Leur organisation productive est structurée par une spécialisation dans des activités agricoles bien établies qui sont orientées vers un équilibre entre autoconsommation et commercialisation. La maturité des activités agricoles principales assure aux ménages la sécurité de leurs moyens d'existence. Elle leur offre aussi une marge d'action plus ou moins importante pour prendre des risques en investissant dans d'autres activités, souvent non-agricoles, relativement rémunératrices afin d'augmenter leur revenu.

Plus précisément, les ménages de la catégorie de la Petite Prospérité traditionnelle organisent leur stratégie des moyens d'existence autour de deux principales activités : la riziculture, qui est la plus prédominante et destinée à la fois à l'autoconsommation et à la vente, et l'élevage bovin qui sert notamment pour les travaux des champs. Les ménages exploitent des superficies importantes en complétant leurs propres terrains avec la location d'autres parcelles et en ayant généralement recours au salariat agricole.

Rasoabe (chef de ménage, 60 ans, veuve, site d'Anosibe Ifanja) du ménage 4 est originaire de Fandriana dans la région d'Amoron'i Mania (dans l'ancienne province de Fianarantsoa). Rasoabe s'est installée à Anosibe Ifanja dans les années 1970 avec son défunt mari qui y a exercé le métier d'instituteur et d'animateur agricole pendant dix ans. Le ménage s'est ensuite consacré à la riziculture en achetant près de sept hectares de rizières qu'ils ont exploitées. Le ménage fait partie des premières générations de migrants, originaires pour la plupart de la région d'Amoron'i Mania, qui sont venus pour mettre en valeur le périmètre irrigué d'Anosibe Ifanja durant la colonisation et qui se sont ensuite installés en devenant les propriétaires de la plupart des parcelles de rizières dans ce site. Beaucoup de ménages de la Petite Prospérité traditionnelle à Anosibe Ifanja correspondent donc au profil de riziculteurs issus de la migration comme celui de ce ménage 4. Les plus anciens d'entre eux comme le cas de Rasoabe ont un statut de riziculteurs bien établi et possèdent les meilleures parcelles de rizières qui sont moins exposées au phénomène d'ensablement. Rasoabe pratique une riziculture commerciale avec une forte capacité de production (1 tonne/an) à laquelle sont associées quelques cultures de contre-saisons. Elle possède même des rizières dans sa région d'origine qui lui rapportent près de 500 kg de paddy chaque année. Les ménages comme celui de Rasoabe sont à même de stocker une bonne partie de leur production rizicole qui sert à la fois d'épargne et de moyen de spéculation. Avec l'acquisition de rizières supplémentaires en 2011, le ménage a encore amélioré sa production en ayant recours au salariat agricole.

Toutefois, Rasoabe déclare qu'elle partage actuellement ses parcelles avec ses trois enfants qui sont devenus indépendants et sont entrés dans la vie active. Rasoabe pratique également le petit élevage (volailles et cochons) et possède un cheptel bovin important qui lui sert en même temps d'épargne et d'actif productif pour les travaux des champs.

Leza (chef de ménage, 43 ans, veuf, site d'Anosibe Ifanja) du ménage 5 est également un migrant originaire de Fandriana dans l'ancienne province de Fianarantsoa. Il est arrivé à Anosibe Ifanja en 2001, soit plus récemment que Rasoabe. Avant de s'installer dans la zone, Leza et sa défunte épouse ont débuté leur vie active à Miandrivazo, dans la région du Menabe dans le sud-ouest de Madagascar. La disponibilité des terrains à exploiter les a attirés à Anosibe Ifanja où ils ont investi dans la riziculture après avoir débuté dans le salariat agricole. Avec le capital de départ qu'ils avaient déjà accumulé grâce à leurs activités antérieures, le ménage arrive à exploiter des superficies relativement importantes de rizières (plus d'un hectare) prises en location lui assurant un niveau de production important. La riziculture sert à assurer l'autoconsommation du ménage et une part non négligeable est vendue auprès des collecteurs. Il pratique également plusieurs cultures de contre-saisons destinées uniquement à l'autoconsommation. Le ménage possède 4 bœufs et deux charrettes qui lui servent d'épargne, de force de travail pour la riziculture et de sources de revenus supplémentaires en salariat et en transport. En 2008, le ménage a vendu deux des bœufs pour acheter des parcelles de rizières et augmenter ainsi la production. La disparition de la femme de Leza en 2010 a malheureusement impacté l'organisation productive du ménage et entraîné une baisse des activités.

Dans le ménage 6, Ratrema (chef de ménage, 49 ans, site d'Antanetibe) et son épouse Ravola (46 ans) sont originaires de la région. Le couple a débuté dans la riziculture avec un capital de départ important (en matériel agricole et en moyen financier). Ils cultivent plusieurs parcelles de rizières en métayage. Ils précisent que ce sont les propriétaires des terres qui leur proposent des parcelles à exploiter et ils acceptent selon leur besoin ou leur disponibilité. Ils ont hérité d'une parcelle de leur grand-oncle et exploitent également les terres de leurs parents. Le ménage a une capacité de production importante et engage des salariés agricoles saisonniers ainsi que d'autres permanents pour les travaux agricoles quotidiens. La riziculture, qui est l'activité principale du ménage, associée à d'autres cultures maraichères et de contre-saisons sont clairement commerciales. Ils complètent ces activités agricoles avec de petits élevages de volailles et de cochons et ils possèdent également un important cheptel bovin

gardé par un salarié. Par ailleurs, le ménage a une capacité de cumul d'activités importante et investit notamment dans des activités non-agricoles qui sont en pleine expansion et utilisées comme sources de liquidité et de revenus supplémentaires. Précisément, Ravola a toujours pratiqué une activité de couture et, comme la maison étant raccordée au réseau électrique, le ménage possède de l'électricité, Ratrema a récemment investi dans une activité de soudure. Le ménage participe souvent à différents projets et formations initiés dans la zone qu'ils jugent pourtant trop éphémères. Ils ont notamment suivi des formations en pisciculture qui n'ont pas abouti et assurent le relai de certains projets agricoles pour la vente de petits matériels agricoles sur le site.

Quant aux ménages de la catégorie de la Petite Prospérité émergente, leur organisation productive s'articule également autour de deux activités agricoles : une spécialisation dans des cultures autres que le riz avec une forte orientation commerciale et des activités d'élevage de bœufs de traits et de cochon pour la spéculation. La plupart de ces ménages polyculteurs interviewés sont propriétaires de leurs propres terrains que certains complètent avec des parcelles louées en fermage. Ces ménages écoulent leur production sur les marchés et certains vendent même sous contrat avec des sociétés agroindustrielles.

Le ménage 7 de Danaivo (chef de ménage, 46 ans, site d'Ambohidanerana) et de Raivo sa compagne (41 ans) a comme activité principale la culture de tabac. Comme nous l'avons déjà évoqué dans la présentation du site dans le chapitre précédent, cette culture de rente est particulièrement développée à Ambohidanerana grâce à la présence de la manufacture de tabac OFMATA. Le ménage 7 fait partie des ménages qui vendent sous contrat à cette entreprise qui leur assure, en plus de l'autorisation de cultiver, des appuis techniques et matériels pour la production notamment la fourniture de semences, d'engrais, de produits phytosanitaires, de petits matériels et éventuellement d'encadrement technique et suivi des plantations. Le ménage 7 a beaucoup d'expérience dans cette culture et produit près d'une tonne de tabac chaque année en exploitant ses propres terrains. Il cultive sous la supervision d'OFMATA deux types de tabacs : une variété importée de tabac à fumer (le *Maryland*) et une variété locale ou *paraky gasy* de tabac à chiquer facile à réduire en poudre. Le ménage produit une quantité nettement supérieure au quota fixé par la société et transforme le surplus de la variété locale pour le vendre sur le marché local ou sur d'autres marchés voisins. Cette activité assure donc au ménage un revenu quasi permanent et stable tout au long de l'année. A part le tabac, il cultive aussi d'autres types de cultures essentiellement vivrières comme le riz,

le manioc et le maïs. Le ménage possède également un cheptel bovin dont deux bœufs de traits utilisés pour l'activité agricole et pratique le petit élevage de spéculation (engraissement du cochon).

Raleva (chef de ménage, 30 ans, veuf, site de Merinavaratra) du ménage 8 est natif de la région et base son organisation productive sur différentes cultures maraichères surtout des tomates, des concombres et des haricots à but commercial. D'autres types de cultures comme le riz, le manioc, le maïs sont destinés essentiellement à l'autoconsommation. Raleva exploite majoritairement des parcelles louées, sous contrat oral s'étalant sur plus d'une année, en plus d'une parcelle héritée de son père et un terrain acheté en commun avec un de ses frères. Il réalise une production importante qu'il écoule lui-même sur le marché d'Arivonimamo, la ville la plus proche du site. Il a également déjà essayé d'intégrer le grand marché des légumes dans la capitale mais a dû abandonner faute de production suffisante et à cause des coûts de transport trop élevés. Raleva possède également des bœufs de trait et une charrette qui lui sert essentiellement de moyens de production et qu'il exploite de temps en temps en salariat pour des revenus complémentaires. Pour développer ses activités agricoles Raleva a déjà participé à la création d'une association des producteurs qui visait à faciliter l'accès au financement et aux différents intrants agricoles (fertilisants et produits phytosanitaires) mais qui n'a pas subsisté. Il a ensuite préféré financer ses activités agricoles par le recours au crédit auprès des organismes de microfinance.

- **Evaluation de la stratégie d'accumulation**

Les résultats des entretiens montrent que la stratégie d'accumulation des ménages des deux catégories des Petites Prospérités traditionnelle et émergente repose essentiellement sur la stabilité de leurs moyens d'existence qui leur offre beaucoup de facilité d'accès aux marchés et la capacité de prendre plus de risque. Ces ménages se trouvent à une phase avancée du développement de leurs activités avec une spécialisation dans l'agriculture – quelquefois avec des contrats stables comme dans le cas du ménage 7 producteur de tabac – qu'ils souhaitent consolider et étendre davantage, notamment par l'acquisition foncière. Certains commencent même à explorer d'autres pistes encore plus rémunératrices comme dans le cas du ménage 6 qui développe une activité de soudure. Dans leurs pratiques culturelles, la majorité de ces ménages, surtout les riziculteurs, utilisent encore des techniques traditionnelles et arrivent pourtant à produire suffisamment grâce à leur capacité à pouvoir exploiter beaucoup de parcelles en même temps et grâce à leur possession de moyens de production importants

comme les bœufs et les charrues. Ils investissent beaucoup toutefois dans les différents intrants agricoles (semences, fertilisants et produits phytosanitaires). Les moyens d'existence de ces ménages leur procurent une bonne sécurité alimentaire et surtout une grande capacité de résilience face aux chocs négatifs que certains d'entre eux ont subis mais qui n'ont pas perturbé de manière significative leur organisation productive. Rasoabe du ménage 4 a par exemple dû affronter un litige foncier avec un proche depuis 2005 et a été victime de vols de ses 6 bœufs en 2010. Elle est pourtant arrivée à plus ou moins maintenir sa production et l'a même améliorée à partir de 2011 avec l'achat de nouveaux terrains. Leza du ménage 5 a également avoué que la perte de son épouse en 2010 a affecté son organisation productive mais il n'a subi qu'une légère baisse des revenus et a su remonter la pente. Quelques ménages reconnaissent aussi que la crise politique de 2009 a eu des impacts négatifs sur les prix de vente des récoltes mais leur baisse n'a pas eu de répercussion significative sur leur revenu global.

- **Les mécanismes sous-jacents aux trajectoires des moyens d'existences**

En analysant les mécanismes à l'œuvre à travers les trajectoires de ces ménages, le rôle des différents éléments constitutifs de leurs moyens d'existence peut être précisé.

D'abord, nous pouvons remarquer que l'accès au foncier est un élément central de leur stratégie. Leur facilité d'accès au foncier s'explique non seulement par leur grande capacité d'exploitation mais surtout par le fait qu'ils sont presque tous propriétaires fonciers. Ceci leur allège par rapport aux investissements dans la location de terrains et leur procure plus de stabilité et moins d'incertitude, notamment face au risque de ne pas trouver de parcelles à louer. La plupart des ménages, surtout les polyculteurs de la catégorie de la Petite Prospérité émergente, investissent d'ailleurs dans la sécurisation de leurs terres en procédant à l'acquisition de titres fonciers. Le ménage 8 a notamment régularisé la situation de presque 40% de ses terres. Pour les riziculteurs, surtout les plus anciens à Anosibe Ifanja, leur notoriété et leur occupation bien établie assurent encore leur sécurité foncière. De plus, comme la plupart des terrains de ce site, qui étaient d'anciennes concessions coloniales, seraient encore officiellement une propriété de l'Etat, le titre de propriété le plus élevé qui y est reconnu reste les « petits papiers » délivrés par les *fokontany*.

Par ailleurs, la possession de bœufs de trait et de charrette, procurant des forces de travail nécessaires à la production agricole, justifie également la capacité de production importante de ces ménages. Ce type de capital physique sert également de garanti qui permet

à ces ménages d'obtenir aisément des prêts auprès d'organismes de microfinance. Ce sont les ménages de la Petite Prospérité émergente qui ont souvent recours aux crédits formels pour financer leurs activités agricoles ou leur activité de spéculation dans l'élevage de cochon. Quant aux riziculteurs de la Petite Prospérité traditionnelle qui ont une plus grande capacité d'autofinancement, ils empruntent en cas de besoin urgent – ce qui reste rare –, généralement pour la consommation, auprès de leurs proches. Dans les deux cas, les ressources financières sont indispensables pour l'achat des différents intrants agricoles et éventuellement pour la location des terrains et le recours aux salariats agricoles.

Concernant le capital social, il joue un rôle non négligeable dans les activités agricoles, notamment dans l'accès au foncier et à de nouveaux marchés agricoles et dans le développement des activités non-agricoles. Il peut également assurer une fonction d'assurance informelle en cas de choc. A titre d'illustration, Raleva du ménage 8 a toujours bénéficié de ses proches dans le développement de ses activités. Il s'est notamment associé avec son frère pour l'achat de rizières ainsi que pour mener les procédures d'emprunt auprès des organismes financiers. Il a aussi profité de l'expérience de ses cousins dans d'autres villages pour prospecter le marché agricole de la capitale ; un projet qu'il a abandonné par la suite. Raleva a également expérimenté l'adhésion à une association de producteurs qui n'a cependant pas perduré. De même, nous avons déjà noté que plusieurs ménages exploitent souvent des parcelles appartenant à leurs parents ou qu'ils ont héritées. De même, Ratrema du ménage 6 saisit toutes les opportunités offertes par des projets de développement agricole qui se présentent à Antanetibe afin de multiplier ses sources de revenu. Il ne cache toutefois pas sa déception au vu du problème de durabilité de tels projets.

Enfin, le niveau d'éducation des chefs de ménage, surtout ceux de la Petite Prospérité émergente dont la plupart ont achevé le primaire, ont dû jouer en leur faveur. Il peut expliquer notamment leur capacité à s'orienter vers l'agriculture contractuelle, à la prise de risque et surtout à la fréquentation d'organismes financiers, qui suggère une connaissance financière et des procédures correspondantes. Il peut aussi expliquer la capacité des ménages à saisir de nouvelles opportunités d'activités plus rémunératrices, comme dans le cas de Ratrema.

3.2.3. Stratégie de maximisation du revenu et dynamiques entrepreneuriales des ménages de la Petite Prospérité supérieure

Les résultats de l'analyse des entretiens qualitatifs confirment la grande stabilité des ménages de la catégorie de la Petite Prospérité supérieure qui bénéficient d'une position sociale élevée grâce à leurs moyens d'existence très rentables. Ces résultats vont également dans le même sens que ceux de l'analyse quantitative des trajectoires des classes.

- Structuration et transformation des moyens d'existence

Les ménages de cette catégorie sociale adoptent une stratégie d'accumulation beaucoup plus offensive et sophistiquée que celle des autres catégories des Petites Prospérités avec une forte orientation vers le marché. Leur organisation productive se base sur une combinaison d'activités agricoles et d'élevage quasi intensives et d'activités non-agricoles quasi entrepreneuriales ou du salariat non-agricole qualifié. La similarité de leur profil avec celui des « entrepreneurs ruraux » décrits par Wampfler (2007) peut être ici bien soulignée. La diversification des activités ne répond plus dans leur cas à un objectif de lissage du revenu mais bien à une logique de maximisation et d'accroissement du profit. Dans la majorité des cas, le point de départ des moyens d'existence est un emploi non-agricole qualifié ou une activité indépendante non-agricole nécessitant un capital initial important ou un savoir-faire (souvent familial) que les ménages vont davantage développer tout au long de leur trajectoire ou utiliser pour investir dans des activités agricoles commerciales. Pour certains ménages, les deux types d'activités agricoles et non-agricoles sont maintenus ou réorganisés en fonction des opportunités et des circonstances. Bien qu'au départ, il existe une interconnexion financière entre les différentes activités, ces dernières tendent à se stabiliser assez rapidement et ensuite s'autonomiser.

Tanjona (chef de ménage, 38 ans, site d'Ambohidanerana) et Tafita sa compagne (34 ans) du ménage 9 sont originaires de la région et basent leurs moyens d'existence sur le métier d'enseignante de Tafita, l'agriculture commerciale (riz, maïs, pommes de terre et un peu de tabac) et la spéculation dans l'élevage de cochon. L'emploi dans l'enseignement était l'activité la plus stable du ménage au départ mais leur objectif était toujours d'investir dans l'agriculture et l'élevage. Avec l'aide financière de leurs parents, qui sont relativement aisés, et l'épargne qu'ils ont constituée, ils ont pu acquérir du matériel agricole et des terrains pour développer leurs activités agricoles. Actuellement, en plus du salaire d'enseignante de Tafita,

qui a connu une augmentation en 2010, le ménage assure des activités agricoles intensives et très rémunératrices.

Le ménage 10 dont le chef de ménage Dadasamy (64 ans, site d'Antanetibe) et Rasoly son épouse (61 ans) sont natifs de la région, a comme activités principales les cultures commerciales (essentiellement du riz et du maïs), l'élevage de canards pour la production de foie gras et la sériciculture et la filature de la soie. Au départ c'est l'activité de filature qui était la base de leur organisation productive qu'ils ont complétée par des activités agricoles en louant des terrains. Ensuite, Rasoly n'a pas cessé de développer ce métier de filature, issu d'un savoir-faire familial, en mettant en place une association d'artisans qui a évolué en coopérative et en suivant différentes formations proposées par divers organismes et associations d'appuis à l'artisanat. A présent, elle s'est constitué un vaste réseau de professionnels de la sériciculture et de la filature et du tissage de la soie qui lui assurent l'approvisionnement en matières premières et l'accès à des marchés porteurs. En parallèle, les activités agricoles se sont développées avec l'achat de rizières. Plus récemment, Dadasamy s'est lancé dans la production traditionnelle de foie gras en s'inspirant de l'expérience de quelques connaissances qui pratiquent la même activité. Après une petite phase d'essai qui s'est avéré concluant, il a ensuite développé cette activité et arrive actuellement à écouler sa production en approvisionnant différents restaurants jusque dans la capitale.

Dans le ménage 11, Dadabe (chef de ménage, 71 ans, site d'Antanetibe) et Nenibe sa compagne (68 ans) sont originaires de la région. Depuis le début de leur vie active, le ménage vivait essentiellement du métier d'artisan de Dadabe qui assurait plusieurs activités en tant que charpentier, maçon, ferrailleur etc. en se déplaçant dans les différentes villes environnantes. Le ménage pratique aussi la vannerie pour diversifier les sources non-agricoles de revenu. Après avoir obtenu son brevet du collègue, Dadabe a suivi des formations spécialisées dans les activités manuelles. Ces activités constituaient une source importante et suffisante de revenu pour le ménage de manière à ce que les activités agricoles leur assurent juste l'autoconsommation. A partir de 2013, en raison de l'âge de Dadabe, le ménage s'est consacré uniquement aux activités agricoles, notamment les cultures commerciales de tomates que le ménage a déjà pratiquées de manière momentanée auparavant. Il exploite ses propres terrains et d'autres parcelles louées. En réalisant une production importante, le ménage approvisionne les marchés agricoles environnants. A ces activités sont également associées la

vannerie et l'élevage bovin qui sert d'épargne qui ne nécessitent pas de déplacements fréquents.

Tomombana (chef de ménage, 41 ans, site de Merinavaratra) et Tanteraka son épouse (35 ans) du ménage 12 sont originaires de la zone. Ils ont démarré avec la sériciculture et la filature et le tissage de soie qui leur procurait un revenu important. Comme dans le cas de Rasoly du ménage 10, l'activité s'est beaucoup développée grâce à l'appui d'une association de promotion de l'artisanat qui assurait à la fois le financement, l'approvisionnement en matière première, l'accès aux marchés et des formations régulières. Le ménage pratiquait également la riziculture commerciale en exploitant leurs propres terrains et stockait la production pour la spéculation. En 2010, ils ont cessé l'activité de tissage de soie à cause de la concurrence et d'une baisse de la demande mais surtout en raison d'une opportunité d'activité non-agricole beaucoup plus rémunératrice. En effet, cette même année, le ménage s'est associé à d'autres ménages de la même famille pour créer une entreprise familiale de forge sous forme de coopérative. L'activité de forge pour la production de matériels agricoles, notamment de sarceuses, est un métier qui se transmet de génération en génération dans la famille du ménage 12. Les parents et les frères de Tanteraka vivent de cette activité en produisant en fonction des commandes des clients et pour vendre sur les marchés des villes de la région. Des possibilités de financement et de contractualisation avec des sociétés ont poussé les membres de la famille à se professionnaliser et à s'associer dans une seule coopérative. Comme tous les ménages membres de la famille sont voisins, il était plus facile de concentrer leur activité dans un atelier avec un magasin de stockage se trouvant dans la cour commune. Grâce à leur coopérative, ils ont pu bénéficier des formations et du financement venant du PSDR (Programme de Soutien au Développement Rural) et d'un autre programme de soutien aux petits entrepreneurs ruraux. L'entreprise familiale arrive alors à décrocher de gros contrats avec des sociétés privées et accède même à des prêts d'une somme importante auprès des banques commerciales. Le ménage 12 s'est alors entièrement consacré à cette activité très rémunératrice qu'il complète avec les activités agricoles et d'élevage bovin (pour les travaux des champs) et de cochon (pour la spéculation). Les profits dégagés par cette activité principale a même permis au ménage d'investir dans l'immobilier locatif dans la ville d'Arivonimamo, proche de Merinavaratra. En effet, il a acheté une maison située dans le centre de la petite ville qu'il compte mettre en location.

- **Evaluation de la stratégie d'accumulation**

Il ressort de ces entretiens que la stratégie d'accumulation de ces ménages de la catégorie de la Petite Prospérité supérieure s'appuie sur des dynamiques entrepreneuriales avec de grandes capacités de gestion de leurs membres et de prise de risque. Leurs moyens d'existence s'appuient sur une large gamme d'activités très rémunératrices qu'ils peuvent mettre en valeur de manière stratégique en fonction des opportunités de profits qui se présentent à eux et des situations du marché. Ces ménages peuvent compter sur leur dotation initiale, beaucoup plus élevée que celle des autres catégories des Petites Prospérités, qui leur procure une grande capacité de reconversion et de prise de risque élevé. Leurs activités sont plus intensives en capital et en investissement dans des intrants plus coûteux même en agriculture assurant ainsi une forte productivité. Ces ménages ont nécessairement une capacité de résilience importante et sont capables de gérer différents chocs sans même altérer ni leurs conditions de vie ni leur trajectoire d'accumulation résolument ascendante. Le ménage 9 a par exemple dû faire face à des problèmes de santé de Tanjona entre 2008 et 2012 qui ne les ont pas empêchés d'atteindre leur objectif. De même, le ménage 12 ainsi que les autres membres de la famille ont dû affronter des conflits fonciers et d'héritage avec un grand-oncle qui les ont obligés d'abandonner leur hameau d'origine et de se réinstaller dans un hameau voisin. Les ménages membres de la famille ont dû racheter des terrains pour construire leurs maisons et reprendre leurs activités de forge. Ce choc majeur n'a pas pour autant ralenti les dynamiques d'accumulation du ménage 9 et le développement de leurs moyens d'existence.

- **Les mécanismes sous-jacents aux trajectoires des moyens d'existences**

L'examen des mécanismes sous-jacents au processus de formation et de transformation des ces moyens d'existence nous révèle les rôles particuliers de chaque type de capital qui se trouve, comme nous l'avons souligné, à un niveau relativement élevé.

Le capital financier est une des ressources essentielles dans l'organisation productive de tous les ménages interviewés. Toutes les activités, agricoles et surtout indépendantes non-agricoles, nécessitent des moyens financiers importants au départ et tout au long des cycles de production. Si les prêts auprès des proches peuvent assurer le capital de départ et l'achat des matériels agricoles comme dans le cas du ménage 9, les besoins de financement pour soutenir une production importante dans une activité indépendante nécessitent d'autres sources financières plus régulières. Ces financements qui atteignent souvent des sommes relativement élevées ne peuvent être assurés que par des organismes financiers adaptés. C'est pourquoi la

plupart des ménages (ménage 10, 11 et 12) empruntent systématiquement auprès d'organismes de microcrédit, de financement public ou même de banques commerciales. Il est évident que ces ménages disposent des garanties nécessaires pour faciliter l'accès à ces organismes formels, notamment grâce à leur dotation importante en actif physique (bétails, charrette, etc.) et en capital foncier.

Le capital humain joue aussi un rôle important dans l'accès à ces institutions financières, notamment grâce à la connaissance des différentes procédures et du fonctionnement du système de prêt. De plus, le niveau d'éducation élevé de la plupart des chefs de ces ménages, qui ont au moins achevé le secondaire, peut aussi expliquer leur capacité de gestion d'activités et de prise de risque plus importante. Par ailleurs, nous avons pu remarquer que le savoir-faire transmis par les parents nécessitent d'être renforcés par des formations régulières afin de développer par la professionnalisation les activités indépendantes et augmenter la productivité. Bon nombre de ces ménages ont pu améliorer leurs activités indépendantes non-agricoles au moyen de ces formations dont ils ont bénéficié auprès de différentes associations et programmes d'appui à l'artisanat et à l'entrepreneuriat rural. Il apparaît clairement que ces ménages ont beaucoup de facilité à intégrer ces types de projets afin d'en exploiter tous les intérêts en termes de financement, d'accès au marché, d'approvisionnement en matières premières, d'offre de formations etc. qu'ils mettent au profit de leurs activités. Ces ménages semblent facilement éligibles aux différents projets de développement rural ; ce qui pourrait entraîner l'éviction des ménages les moins lotis. Les ménages interviewés, surtout les plus jeunes, s'appuient également sur les liens familiaux non seulement pour réunir le capital de départ mais également pour mutualiser les risques dans des projets plus ambitieux. Le ménage 9 a notamment emprunté auprès des parents au début de sa trajectoire d'accumulation. Quant au ménage 12, la création d'une coopérative familiale a donné une plus grande envergure à leur activité de forge.

4. Les grandes tendances et les mécanismes sous-jacents à la transformation structurelle en Itasy à travers la triangulation des résultats des deux démarches

La triangulation des résultats issus des deux démarches quantitatives et qualitatives nous permet de transcender les informations apportées par chacune d'elles de manière à expliciter les éléments de compréhension des phénomènes étudiés que notre cadre d'analyse en termes

de classes de moyens d'existence, et plus particulièrement des Petites Prospérités, a apporté. Il s'agit dans cette section de dégager les grandes tendances et les mécanismes sous-jacents concernant les phénomènes de mobilité sociale et de transformation structurelle en cours en Itasy à l'échelle des catégories des Petites Prospérités. La mise en évidence de ces processus permet de donner des pistes d'actions plus adaptées et plus pertinentes face aux logiques et aux capacités très hétérogènes des ménages ruraux.

4.1. La mobilité à l'intérieur et à l'extérieur de la classe des Petites Prospérités

Il est possible de comprendre, à travers l'étude qualitative des entretiens, les mécanismes à l'œuvre derrière les phénomènes de mobilité sociale et d'inclusion sociale révélés dans l'analyse quantitative des trajectoires des classes. L'explication de ces mécanismes à travers le rôle des différents éléments constitutifs des moyens d'existence dans les trajectoires des ménages enquêtés a déjà été opérée au niveau de chaque catégorie des Petites Prospérités dans la sous-section précédente. A cette étape de l'analyse, il s'agit d'explicitier les relations entre les différentes catégories qui sont perceptibles dans les trajectoires de certains ménages en procédant à une triangulation des résultats issus des deux démarches qualitatives et quantitatives.

Nous avons précédemment établi que tous les types d'actifs jouent de manière interactive un rôle très important dans l'élaboration et l'évolution de l'organisation productive des ménages. Ils sont ainsi des éléments discriminants par rapport aux stratégies de moyens d'existence et aux capacités d'action et d'accumulation des ménages selon leur groupe social d'appartenance. L'analyse qualitative de leurs dynamiques dans les trajectoires des moyens d'existence des ménages permet de préciser les liens possibles entre les différentes classes de moyens d'existence.

4.1.1. Reproduction sociale et ascension sociale difficile au sein de la Petite Prospérité supérieure

Il découle clairement des résultats des deux approches que la catégorie de la Petite Prospérité supérieure est difficilement accessible voire inaccessible aux ménages précaires. En effet, les moyens d'existence associés à cette catégorie se basent sur des niveaux de dotation trop élevés constituant des barrières à l'entrée importantes pour les atteindre. Ce groupe social est facile d'accès essentiellement pour des jeunes ménages qui ont un niveau d'éducation le plus

élevé et dont les parents sont déjà nantis voire appartenant aussi à cette même catégorie supérieure. Tels sont par exemple les cas des ménages 9 et 12 dont nous avons retracé les trajectoires précédemment. L'idée de reproduction sociale semble ici se confirmer pour les ménages appartenant à cette catégorie. Les autres catégories de la classe des Petites Prospérités peuvent aussi parvenir à intégrer ce groupe social, ce qui signifierait l'atteinte d'une étape supérieure pour leurs moyens d'existence.

Cette ascension peut s'effectuer par deux voies possibles. La première, la plus rapide, passe par le développement d'une activité indépendante non-agricole déjà existante en une entreprise beaucoup plus rémunératrice qui pourra financer les activités agricoles qui vont par la suite s'étendre et s'autonomiser. Cette amélioration peut s'accomplir par une augmentation du capital physique (achat ou introduction d'un matériel plus productif), financier (accès à une source de financement formelle et régulière) et/ou humain (accès à des formations adaptées) et/ou par l'accès à des marchés plus prometteurs et pérennes. Cette étape est franchie la plupart du temps avec l'appui d'un intervenant externe comme un acteur du développement rural ou une grande entreprise. Le ménage 6 riziculteur appartenant à la catégorie de la Petite Prospérité traditionnelle semble par exemple suivre cette trajectoire. En effet, ayant accès à l'électricité, le ménage commence à investir dans des matériels productifs pour développer une activité indépendante, en plus de la riziculture commerciale. Le ménage 3 appartenant à la catégorie de la Petite Prospérité vulnérable pourrait également bénéficier d'une telle ascension sociale si Mavitrika pouvait accéder à un financement et à des formations, en s'insérant dans un réseau de soutien aux petits entrepreneurs, pour développer son activité de filature. Toutefois, le problème de temps reste un obstacle majeur pour assurer l'équilibre dans l'organisation productive du ménage.

La deuxième voie, moins habituelle, passe par le développement des activités agricoles et d'élevage en les élevant à des échelles de production plus intensives et en les associant à des débuts d'activités de transformations (comme la décortiqueuse de riz, transformation des tomates, fabrication de produits laitiers etc.). Ceci requiert nécessairement une grande capacité de production et de gestion de la part des ménages et l'accès à des grands marchés agricoles pérennes ou la contractualisation avec de grandes entreprises. L'augmentation des parcelles exploitées, l'introduction de machines agricoles et l'électricité et la pratique d'élevage de races de bétail améliorées peuvent autant favoriser l'extension de ces activités. L'accès à un financement plus important et plus régulier est ici primordial. Très peu de

ménages enquêtés correspondent à ce profil qui est pourtant beaucoup plus proche des catégories des Petites Prospérités traditionnelle et émergente. Les ménages appartenant à ces groupes sociaux ont plus de probabilité d'accéder à la catégorie de la Petite Prospérité supérieure par cette voie en dépassant un certain seuil de production. Parmi les ménages interviewés, le ménage 8 qui a déjà vendu sur le marché de la capitale est en mesure d'expérimenter une telle ascension sociale mais sa capacité de production reste limitée. Dans les résultats de l'analyse qualitative, ce ménage est notamment classifié une année sur deux dans la catégorie de la Petite Prospérité supérieure.

4.1.2. Ascension sociale rapide au sein des Petites Prospérités traditionnelle et émergente

Les deux catégories des Petites Prospérités traditionnelle et émergente apparaissent comme plus accessibles aux ménages précaires et surtout aux ménages du groupe de la Petite Prospérité vulnérable. Les barrières semblent relativement moins importantes que dans la catégorie de la Petite Prospérité supérieure. Accéder à l'une de ces deux catégories sociales signifie pour les ménages l'atteinte de la stabilité et de la maturité de leurs moyens d'existence basés sur les activités agricoles. Cette ascension sociale marque donc le passage d'une stratégie du « petit à petit » à une stratégie d'accumulation plus rapide. Comme nous l'avons déjà précisé, pour y parvenir, le ménage doit augmenter progressivement sa capacité de production agricole par l'augmentation des terres exploitées, notamment en louant des parcelles supplémentaires, par une bonne gestion des stocks et par une orientation croissante de la production vers le marché. Cette accumulation progressive devrait à terme être renforcée par l'acquisition foncière et l'achat de bœufs et de matériels agricoles qui vont stabiliser les activités et favoriser la prise de risque. La dotation en capital physique et en bétail permet aux ménages de constituer une épargne et des garanties pour accéder au marché financier formel. En suivant cette trajectoire ascendante, une spécialisation dans la riziculture assurera l'intégration du ménage dans la catégorie de la Petite Prospérité traditionnelle, d'une part. D'autre part, une diversification culturelle ou une spécialisation dans une culture de rente, en contractant notamment avec des industries agroalimentaires, permettra d'accéder à la catégorie de la Petite Prospérité émergente. L'imbrication financière de différentes activités peut être une stratégie de départ efficace pour les ménages précaires et ceux de la catégorie de

la Petite Prospérité vulnérable. Toutefois, comme nous l'avons pu remarquer, une stratégie basée sur la location de parcelles reste très incertaine.

4.1.3. Inclusion sociale au sein de la Petite Prospérité vulnérable

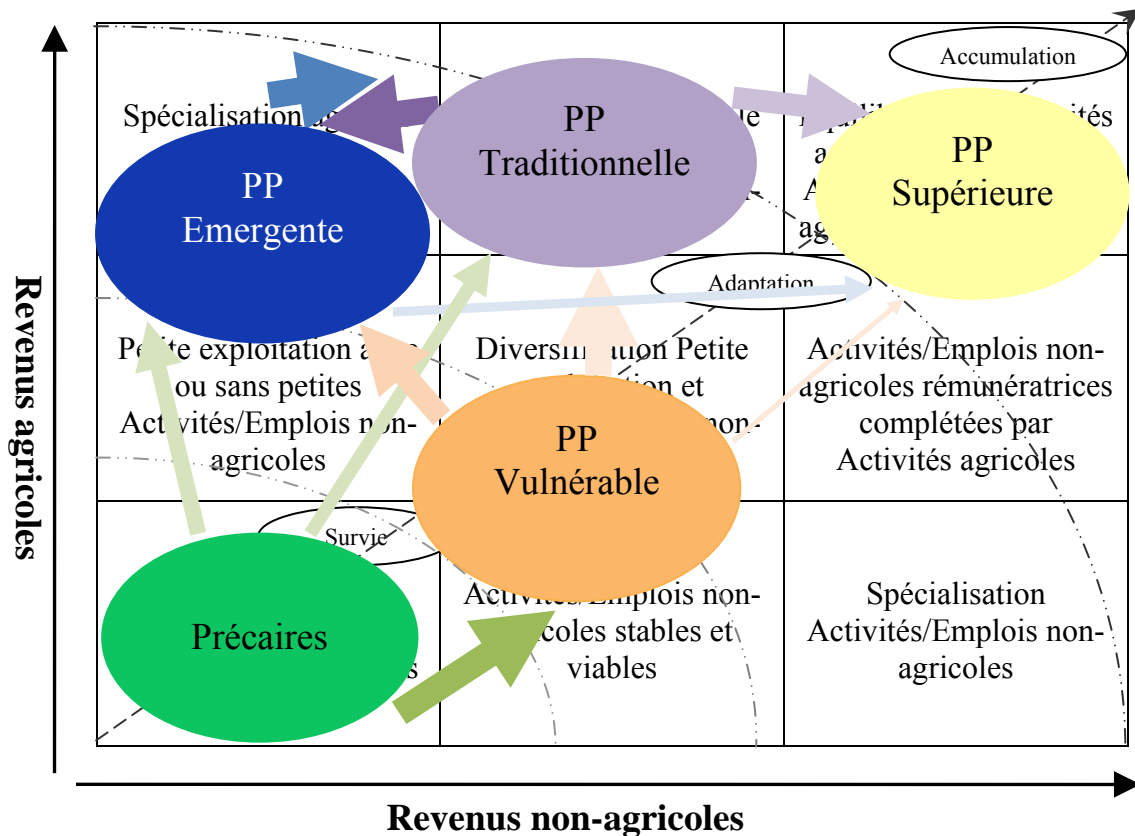
Ce dernier groupe social est le plus accessible aux ménages précaires et où l'intégration dans la classe des Petites Prospérités semble débiter. La combinaison de différentes sources de revenu et la stratégie du « petit à petit » qui sont caractéristiques de cette catégorie peuvent marquer le départ d'un processus de sortie de la précarité en dépassant la seule logique de survie. Les phénomènes d'ascension sociale peuvent donc surtout s'observer au sein de cette catégorie de la Petite Prospérité vulnérable que nous avons qualifié de « classe pivot ». Comme nous l'avons déjà souligné, il s'agit à ce niveau d'une dynamique encore fragile et très lente qui en cas de chocs négatifs peut basculer vers une régression dans la précarité ou s'accélérer en cas d'opportunités saisies. Le niveau de tous les types de capital est à ce stade encore très limité. Les dynamiques positives dépendent essentiellement du niveau de la production agricole, de l'accès au financement ou les petits bénéfices dégagés par les activités non-agricoles, de l'intégration progressive au marché et l'accès à des formations grâce aux réseaux sociaux. Cependant, il se trouve que ce sont les ménages de cette catégorie qui sont les plus souvent exclus des programmes d'appui aux ménages ruraux ou qui s'auto-excluent faute de temps. Les réseaux sociaux de ces ménages sont généralement limités à leurs proches qui leur assurent essentiellement des possibilités d'assurance et d'emprunt exceptionnelles. Le ménage 2 illustre une ascension sociale modérée à partir d'une activité indépendante non-agricole mais dont les bénéfices restent incertains. De même, Lekolo du ménage 1 dont l'agriculture, sa principale activité, lui permet d'accéder à la classe de la Petite Prospérité reconnaît le caractère aléatoire de sa production agricole qui peut le faire régresser dans la catégorie des ménages précaires. D'après l'analyse quantitative des trajectoires il a été classifié deux années de suite dans cette catégorie sociale précaire. Par ailleurs, la catégorie de la Petite Prospérité vulnérable joue aussi le rôle de classe transitoire pour quelques ménages à très fort potentiel mais qui traversent des moments difficiles ou se trouvent au début de leur trajectoire. Tel est par exemple le cas du ménage 9 (Petite Prospérité supérieure) qui dans la phase de développement de leurs activités agricoles commerciales vivait essentiellement du revenu d'enseignante de Tafita. C'est pourquoi ce ménage a été classifié dans la catégorie de

la Petite Prospérité vulnérable au début de la période d'observation de l'analyse quantitative des trajectoires.

4.1.4. Forte inégalité des chances entre les ménages ruraux en Itasy

A l'issue de cette triangulation des résultats, il apparaît qu'une forte inégalité des chances entre les ménages ruraux persiste en Itasy et qu'elle devrait être prise en compte par les décideurs publics dans les politiques rurales et agricoles. Plus précisément, ce sont les Petites Prospérités les plus aisées – notamment les Petites Prospérités supérieure, traditionnelle et même émergente – qui tirent leur épingle du jeu dans les processus de transformation rurale en cours en Itasy et qui bénéficient le plus des programmes et projets de développement rural et agricole. Ces catégories de ménages, comme nous l'avons vu, sont les plus à même de saisir les opportunités de marché, d'intégrer les programmes de formation, et de gérer des portefeuilles complexes d'activités qui contribuent au renforcement de leurs positions sociales. Ces ménages sont donc bien au cœur des transformations rurales et agricoles en Itasy en étant à la fois leurs bénéficiaires et leurs initiateurs. Toutefois, leurs dynamiques contrastent avec celles d'une pluralité de ménages précaires et même ceux de la Petite Prospérité vulnérable qui peinent à suivre leur rythme et se trouvent exclus des processus de transformation structurelle et des politiques de développement. Ces ménages cumulent plusieurs handicaps liés à leurs origines sociales, au manque d'actifs productifs – surtout du foncier en héritage – mais également à cause de leur faible niveau d'éducation, qui constituent de fortes barrières à l'entrée pour les activités les plus rémunératrices. Le « laisser-faire » ou les politiques exclusivement orientées vers la promotion des entrepreneurs ruraux risquent de figer cette structure sociale et de renforcer les inégalités dans une société rurale à deux vitesses. Certes, des passerelles existent entre les classes de moyens d'existence, mais elles restent limitées surtout pour les ménages précaires et ceux de la Petite Prospérité vulnérable, comme le montre la Figure III.6 synthétisant les résultats des trajectoires ascendantes des ménages. Il est donc nécessaire de mettre en œuvre des politiques inclusives qui favorisent l'égalité des chances, notamment à travers le développement du capital humain et la sécurisation des ménages par des systèmes d'assurances sociales.

Figure III. 6 Passerelles entre les classes de moyens d'existences et de Petites Prospérités en Itasy



Source : Auteur d'après Orr et Orr (2002 :3).

Note : (1) PP signifie Petite Prospérité ; (2) la taille des bulles n'indique pas la taille du groupe social ; (3) l'épaisseur et la couleur des flèches indiquent la possibilité de passage d'une classe à une autre pour un ménage : plus la flèche est large et sa couleur foncée, plus la probabilité d'ascension sociale vers une autre classe est forte.

4.2. Le changement structurel à l'œuvre en Itasy à travers les trajectoires des ménages

Des grandes tendances de transformation structurelle peuvent être déduites à partir des différentes trajectoires des moyens d'existence et des mécanismes sous-jacents que la combinaison des approches quantitative et qualitative a permis de révéler. Ces tendances peuvent être affinées par l'introduction d'une dimension prospective en tenant compte des aspirations des ménages quant à leurs futurs projets et à l'avenir de leurs enfants dans l'analyse qualitative des entretiens. La diversité des trajectoires des moyens d'existence et de leurs processus de structuration et de transformation que nous venons de mettre en évidence à

travers les cas des différentes catégories des Petites Prospérités démontre la diversité du changement structurel en cours en milieu rural malgache, plus spécifiquement en Itasy. Nous procédons ici à une tentative de synthèse de cette transformation structurelle que nous appréhendons à l'échelle microéconomique des classes de moyens d'existence.

4.2.1. L'ancrage fortement rural des ménages des Petites Prospérités

Le premier point saillant est l'ancrage fortement rural des ménages quelque soit leur classe de moyen d'existence d'appartenance. Tous les ménages, même les migrants, accordent une place centrale à l'accès à la terre et aux activités agricoles dans leurs moyens d'existence. Même les ménages de la catégorie de la Petite Prospérité supérieure dont les activités indépendantes sont suffisamment développées pour délaissier les activités agricoles et de se détacher du terroir ne s'y projettent pas. Le ménage 10 appartenant à ce groupe social a par exemple commencé à se diversifier dans l'immobilier dans une ville moyenne proche de leur site où il se rend souvent mais n'envisage pas pour autant de quitter leur village où restent basées leurs activités. Cet attachement au terroir confirme l'identité profondément rurale de ces ménages de la classe des Petites Prospérités et montre en même temps l'atrophie du marché du travail en milieu rural en Itasy. L'agriculture et le secteur rural en général devraient encore assurer l'essentiel des moyens d'existence de la majorité des ménages ruraux dans les prochaines décennies à venir ; ce qui corrobore les constats des spécialistes des milieux ruraux malgaches (Pierre Bernard *et al.*, 2006 ; Dabat *et al.*, 2008a). Dadabe et Nenibe du ménage 11 appartenant à la catégorie de la Petite Prospérité supérieure sont fortement convaincus de ce rôle majeur de l'agriculture dans la vie des paysans de leur région en affirmant que :

« Le niveau de vie des paysans dépend essentiellement des efforts de travail de chacun dans l'agriculture, d'autant plus que des terres sont disponibles même pour la location. »

De plus, la plupart des ménages des différentes catégories des Petites Prospérités interviewés aspirent presque tous à développer leurs activités agricoles en augmentant les parcelles cultivées et la production agricole. Seuls ceux des catégories des Petites Prospérités vulnérable et supérieure comptent investir davantage dans leur activité indépendante, mais sans délaissier pour autant l'agriculture. Très peu sont les cas où le ménage envisage de se reconverter dans un autre secteur d'activité comme Leza du ménage 5, un riziculteur, qui souhaite à terme acheter une voiture et se consacrer uniquement au métier de transporteur. La

sortie de l'agriculture semble davantage une perspective que les parents souhaitent pour leurs enfants. En effet, presque tous les ménages enquêtés investissent dans l'éducation des enfants avec le même objectif de leur offrir les capacités d'atteindre un niveau de vie meilleur et de choisir leur propre voie, avec toutefois une préférence pour le secteur non-agricole. Cependant, ce sont les ménages de la catégorie de la Petite Prospérité supérieure et dans une moindre mesure les riziculteurs et polyculteurs qui arrivent à scolariser leurs enfants dans des établissements privés ou dans des villes moyennes voisines comme les ménages 6 et 12.

4.2.2. La forme familiale des organisations productives

Le deuxième point important qui ressort de l'analyse qualitative est la forme fondamentalement familiale des organisations productives quel que soit le groupe social d'appartenance. Comme nous l'avons déjà souligné, la famille nucléaire reste l'unité de production principale et ce sont les membres du ménage qui offrent leur force de travail pour assurer les activités, même si dans certains cas, comme dans celui du ménage 6, des salariés permanents sont engagés pour aider dans quelques tâches domestiques. Le capital et les moyens de production font partie intégrante du patrimoine familial ; même l'investissement dans la construction d'une maison peut servir comme lieu de production ou de stockage. Les productions agricoles, surtout le riz, permettent avant tout d'assurer l'autosuffisance alimentaire du ménage et constituent avec les bénéfices dégagés en cas de vente ou dans les activités indépendantes son revenu global. Ces caractéristiques sont notamment similaires à celles de l'agriculture de beaucoup de régions rurales en Afrique Subsahariennes (Bosc *et al.*, 2015). Par ailleurs, les dynamiques des moyens d'existence des ménages reposent surtout sur des stratégies individuelles et les mouvements organisationnels collectifs les plus viables sont ceux qui sont entrepris avec la famille proche. En effet, les ménages enquêtés soulignent les problèmes de divergences d'intérêts qui sont fréquents entre les membres des organisations des producteurs et limitent ainsi leur efficacité et leur pérennité. C'est pourquoi ils préfèrent s'associer, le cas échéant, avec d'autres ménages membres de leur famille. Cet individualisme croissant des ménages dans leurs moyens d'existence se retrouve également dans les processus d'individualisation des terres exploitées et les efforts grandissants de sécurisation foncière. Le développement du marché du faire-valoir indirect, qui est pourtant une pratique légalement interdite, renforce ces stratégies et contribue aux morcellements des terres exploitées. Ces stratégies de plus en plus individualistes des paysans ont déjà été constatées

sur les Hautes Terres malgaches dans plusieurs études (Kistler, 1999 ; Blanc-Pamard et Rakoto-Ramiarantsoa, 2000 ; Omrane, 2006 ; Sandron, 2007, 2008 ; Andrianantoandro et Bélières, 2015). Elles doivent donc être prises en compte dans les interventions publiques ou dans les projets menés par les acteurs du développement rural qui privilégient la plupart du temps les ménages qui se regroupent dans des coopératives ou dans des associations de producteurs et écartant ainsi les ménages les plus vulnérables.

4.2.3. Le morcellement des exploitations

Le phénomène de morcellement des terres concerne le troisième point qu'il faut également souligner. En effet, l'agriculture en Itasy reste prédominée par une multitude d'exploitations de petite taille. La stratégie d'accumulation des ménages agricoles dépend alors de leur capacité à exploiter plusieurs petites parcelles à la fois qui est le principal, voire le seul, moyen d'augmenter la production en plus de l'utilisation de fertilisants et de traitements phytosanitaires qui semble incontournable pour produire sur ces superficies exigües. L'usage des bœufs, de charrues et de petits matériels agricoles est plus adapté que le recours à la motorisation sur ces petites parcelles et n'est souvent accessible qu'aux ménages les plus nantis (ici ceux des catégories des Petites Prospérités traditionnelle, émergente et supérieure). L'adoption de techniques agricoles innovantes est également limitée même chez les profils de ménages spécialisés dans l'agriculture. Dans ce contexte de fragmentation des facteurs de production, la question de la sécurisation foncière est cruciale pour stabiliser et développer les activités agricoles. Les contrats de location des terres qui sont exclusivement verbaux et basés sur le choix des propriétaires ne durent généralement qu'une année agricole. Cela peut dissuader les locataires à investir dans l'intensification et dans des techniques agricoles trop coûteuses et risquées. Cette situation augmente aussi la vulnérabilité des plus précaires et peut constituer un obstacle à l'ascension sociale et creuser les inégalités (Droy *et al.*, 2010 ; Andriamanalina *et al.*, 2013). Les réformes foncières entamées en 2005, qui encouragent la sécurisation des droits de propriété par l'acquisition des certificats fonciers et qui autorisent depuis 2015 les modes de faire-valoir indirect en prévoyant des modalités de sécurisation des transactions, proposent des solutions adaptées aussi bien pour les propriétaires que pour les locataires. Toutefois, les ménages soulignent les coûts élevés de ces investissements qui ne sont pas à la portée de tous. La connaissance des démarches administratives et l'adoption des pratiques comme l'utilisation de contrats écrits peuvent se heurter à la réticence des ménages

dont la plupart, surtout les plus précaires, ont un niveau d'éducation faible. Les résultats des entretiens montrent notamment que les ménages s'adaptent et perpétuent les pratiques traditionnelles de faire-valoir indirect, dont l'usage des contrats verbaux, qui restent encore très répandues. Des efforts de sensibilisation et d'adaptation aux pratiques locales devraient donc être consentis dans ce sens par les autorités publiques comme le notent Andriamanalina *et al.* (2013).

4.2.4. Combinaison complexe des stratégies de diversification et de spécialisation

Le quatrième point marquant des processus de transformation structurelle à l'œuvre en Itasy est la place des stratégies de diversification et/ou de spécialisation dans les trajectoires des ménages. D'une manière générale, la diversification culturelle et celle des activités agricoles et non-agricoles sont des pratiques assez répandues. Il apparaît que ces stratégies (diversification/spécialisation) sont combinées de manière complexe au sein des moyens d'existence des ménages mais répondent à différentes logiques selon les catégories des Petites Prospérités. Si la pluriactivité répond à une stratégie du « petit à petit » et s'inscrit dans un équilibre fragile des moyens d'existence chez les ménages de la catégorie de la Petite Prospérité vulnérable, chez les ménages de la Petite Prospérité supérieure elle renvoie à la structure d'un portefeuille d'activités très profitables et entrepreneuriales. Pour ces derniers, la spécialisation dans des activités indépendantes non-agricoles est fortement possible quand elles atteignent une échelle de production importante. La sortie de l'agriculture peut donc être initiée par les ménages de cette catégorie de la Petite Prospérité supérieure. Toutefois, nos résultats montrent que ces ménages maintiennent toujours leurs activités agricoles et un ancrage rural fort. Quant à la spécialisation agricole, elle concerne l'orientation des ménages dans la riziculture ou la polyculture (respectivement des catégories des Petite Prospérités traditionnelle et émergente) dont les activités se stabilisent et atteignent une certaine maturité et qui arrivent à intégrer des marchés plus importants. Cette stratégie n'empêche toutefois pas les ménages d'investir dans des activités indépendantes quand des opportunités se présentent. La combinaison de ces processus de diversification et spécialisation a également été constatée dans plusieurs zones rurales en développement par l'étude de RuralStruc de la Banque Mondiale (Losch *et al.*, 2012). Le développement conjoint des activités agricoles et non-agricoles devrait donc être pris en compte dans la conception des politiques de développement

rural. Que ce soit en termes de formations agricoles, de gestion ou de marketing, de conseils, de financement ou d'équipement en matériels de production, les offres d'appui aux ménages ruraux devraient être adaptées à la fois aux agricultures familiales et aux entreprises familiales. De plus, elles doivent tenir compte de la diversité des stratégies, des capacités et des besoins ainsi que les contraintes de temps des ménages selon leur groupe social d'appartenance. La question de ciblage semble ici importante pour favoriser davantage les ménages les plus vulnérables qui semblent lésés par les interventions en développement rural. Les différents projets d'appui aux activités rurales qui sont les moyens privilégiés d'accès à ces offres et aux marchés devraient mieux tenir compte de cette diversité des profils de ménages.

4.2.5. L'intégration progressive des ménages au marché

Le dernier point qui mérite d'être relevé est l'intégration au marché qui est la voie que semblent emprunter les ménages expérimentant des trajectoires ascendantes. Pour les ménages des catégories des Petites Prospérités traditionnelle, émergente et surtout supérieure, l'orientation des productions agricoles et/ou non-agricoles vers le marché fait partie de leur stratégie d'accumulation. Elle ne se fait toutefois pas au détriment de leur autosuffisance alimentaire qui reste une fonction primordiale de leurs activités agricoles. D'une manière générale, la stratégie d'intégration au marché de ces ménages s'appuie sur leur capacité de production relativement importante, sur la contractualisation avec des grandes entreprises ou sur les réseaux sociaux (programmes d'appui aux entrepreneurs ruraux ou réseaux de professionnels). Les ménages de la Petite Prospérité vulnérable participent aussi mais de manière progressive aux marchés agricoles en fonction des surplus dégagés après autoconsommation. Leur stratégie du « petit à petit » vise justement à atteindre un niveau de production suffisant afin de favoriser la participation au marché. L'implantation d'industries agroalimentaires peut notamment conforter et améliorer la position de ces ménages de la classe des Petites Prospérités en les insérant dans des chaînes de valeurs ou dans des réseaux de distribution. De telles opportunités peuvent également être bénéfiques aux ménages précaires en leur permettant d'accéder à cette classe intermédiaire. Ces ménages de la Petite Prospérité peuvent donc être à la fois bénéficiaires et acteurs du développement des filières intégrées pouvant conduire à la modernisation de l'agriculture. Les moyens d'existence de ces ménages dépendent donc fortement des conditions et des fonctionnements des marchés locaux

et nationaux, notamment des prix aux producteurs, et assurent en même temps leur dynamisme. Le rôle de l'Etat pour réguler efficacement ces marchés et assurer leur stabilité est donc ici primordial tout en tenant compte des enjeux de l'intégration internationale et en les mettant en cohérence avec une politique industrielle nationale. Andrianirina (2013) a également mis en évidence le rôle de l'agriculture commerciale dans le développement des moyens d'existence de certains profils de producteurs similaires à nos groupes sociaux d'intérêt dans d'autres régions de Madagascar.

5. Conclusion

Les classes des moyens d'existence, plus précisément la classe des Petites Prospérités, ont servi de grille de lecture efficace pour analyser et comprendre les processus complexes et continus mis en œuvre par les ménages au sein de leur organisation productive afin de la développer et de la stabiliser. A l'aide de la complémentarité entre les démarches quantitatives et qualitatives, ce cadre d'analyse a mis en évidence les grandes tendances et les mécanismes sous-jacents à la transformation structurelle en Itasy à l'échelle des moyens d'existence.

Les résultats montrent que les ménages en Itasy ont un ancrage rural fort et accordent une place centrale à l'accès à la terre et à l'agriculture quelle que soit leur classe de moyens d'existence. Leurs organisations productives restent fondamentalement familiales et s'adaptent au morcellement des exploitations. Leurs moyens d'existence combinent de manière complexe à la fois la diversification et la spécialisation, associant agricultures familiales et/ou entreprises familiales. Les trajectoires ascendantes suivent généralement une intégration progressive au marché.

Ces dynamiques suivent des rythmes et des logiques différents selon les classes de moyens d'existence et les catégories des Petites Prospérités. Les résultats attestent que ces dernières sont des éléments structurants de l'espace social en Itasy et expliquent des chances de vie et des trajectoires sociales ascendantes très hétérogènes. Leurs frontières ne sont cependant pas imperméables et assurent aux ménages des possibilités d'ascension sociale et d'inclusion sociale plus ou moins accessibles suivant des mécanismes spécifiques à chaque catégorie de Petite Prospérité. La catégorie de la Petite Prospérité supérieure présente une position sociale élevée confirmée qui assure à ses membres une très grande stabilité et une capacité de résilience importante. Les moyens d'existence des ménages de cette catégorie

reposent sur une large gamme d'activités très rémunératrices nécessitant des niveaux de dotation initiale élevés. Leur stratégie d'accumulation suit une logique de maximisation du revenu et s'appuie sur des dynamiques entrepreneuriales nécessitant de grandes capacités de gestion et de prise de risque. L'appui à ces ménages peut consister à sécuriser leurs investissements et assurer la régularité d'un financement conséquent. Avec des barrières à l'entrée importantes, cette catégorie est la plus difficilement accessible et marquée par la reproduction sociale. Les deux catégories des Petites Prospérités traditionnelle et émergente représentent une position sociale intermédiaire stable, favorable à une dynamique d'accumulation et à une capacité de résilience de leurs membres. Les moyens d'existence des ménages de ces catégories se basent sur une spécialisation dans des activités agricoles ayant atteint une certaine maturité. Leur stratégie d'accumulation repose sur une capacité de production importante et une orientation croissante au marché. Les politiques de soutien à ces ménages peuvent consister en la sécurisation de leur production et leurs moyens de production et à la stabilité des marchés. Ces deux catégories sont relativement accessibles aux ménages vulnérables ou précaires qui arrivent à sécuriser leurs moyens d'existence. La catégorie de la Petite Prospérité vulnérable présente une position sociale intermédiaire instable qui assure, en tant que « classe pivot », une fonction de transition aux ménages précaires ou (dans une moindre mesure) mieux lotis et marque le début d'un processus de sortie de la précarité. Les moyens d'existence des ménages de cette catégorie se basent sur une combinaison de plusieurs activités qui sont financièrement interconnectées entre elles dans un équilibre fragile. Leur stratégie du « petit à petit » suit une logique de lissage du revenu et de minimisation des risques. Le soutien à ces ménages peut consister essentiellement à la sécurisation de leurs moyens d'existence pour qu'ils puissent déployer leur potentiel.

Les résultats montrent enfin que tous les types d'actifs jouent de manière interactive un rôle très important dans ces différents processus de structuration et transformation des moyens d'existence des ménages. Ce sont des éléments discriminants par rapport aux stratégies et aux capacités d'action et d'accumulation des ménages selon leur groupe social d'appartenance. Parmi les différents types de capital, l'analyse qualitative attire notre attention sur le rôle particulièrement transversal du capital financier, plus spécifiquement l'accès au financement, dans les différentes trajectoires des ménages des Petites Prospérités. Ce constat nous conduit à approfondir davantage ces questions relatives aux besoins de financement et des comportements spécifiques des différentes catégories des Petites Prospérités sur le marché du

crédit en Itasy en les extrapolant sur l'ensemble de l'échantillon statistique. C'est ce qui fera l'objet du dernier chapitre de ce travail.

CHAPITRE 4 : LES PETITES PROSPERITES ET LE MARCHE FINANCIER RURAL EN ITASY : UNE ANALYSE DE L'ADEQUATION ENTRE LA DEMANDE ET L'OFFRE DE CREDIT RURAL

1. Introduction

Dans le précédent chapitre, l'analyse des trajectoires des classes de moyens d'existence, plus particulièrement la classe des Petites Prospérités, et des mécanismes complexes et continus qui les sous-tendent, nous a permis de révéler et de mieux comprendre les dynamiques et les transformations structurelles en cours en Itasy et de donner des pistes d'action à privilégier dans les politiques de développement rural et agricole. Les résultats de cette analyse nous ont montré que l'accès au financement peut favoriser les dynamiques des classes sociales. Dans cette perspective, ce dernier chapitre vise à approfondir cette question spécifique en mobilisant le cadre d'analyse des classes de moyens d'existence et de Petites Prospérités pour étudier spécifiquement leur interaction avec le marché financier rural en Itasy. L'objectif à cette étape du travail est de postuler que l'analyse en termes de Petite Prospérité fournit une grille de lecture à même d'éclairer la compréhension des besoins et des comportements financiers des ménages ruraux en Itasy. Sur cette base, l'analyse est susceptible d'informer le fonctionnement du marché financier rural local.

Le chapitre a ainsi pour objectif de contribuer au débat sur le financement rural et agricole dans les pays à base agricole comme Madagascar, qui a connu un regain d'intérêt au cours de la dernière décennie depuis la reconnaissance de l'importance du rôle de l'agriculture dans leur développement (Banque Mondiale, 2008). L'accès au financement des paysans et des petites agricultures familiales se trouve actuellement au centre des préoccupations et est inscrit dans des politiques d'inclusion financière mises en œuvre par la plupart de ces pays, notamment à Madagascar. Il est reconnu que l'accès au financement peut favoriser les dynamiques d'accumulation et le développement des activités productives des ménages ruraux, de manière à entraîner le renforcement du tissu économique rural et la modernisation de l'agriculture (Lapenu, 2007 ; Doligez *et al.*, 2008 ; Morvant-Roux, 2008). Il peut également servir d'instrument de gestion du risque et de la vulnérabilité à travers des mécanismes de capitalisation, de lissage des revenus ou de diversification (Wampfler et Lapenu, 2002 ; Bouquet *et al.*, 2007 ; Barrett et Carter, 2013).

Depuis les années 1980, le changement de paradigme en matière de financement rural a conduit à l'abandon des politiques interventionnistes de l'Etat à travers le crédit agricole au profit du développement d'un secteur financier rural libéralisé (Conning et Robinson, 2005 ; Forestier, 2005 ; Doligez et Wampfler, 2007 ; Morvant-Roux, 2008 ; Morvant-Roux *et al.*, 2010 ; Saint-Macary et Zeller 2011). Ce nouveau paradigme met l'accent sur la promotion des innovations institutionnelles dont les objectifs doivent tourner autour des questions de soutenabilité financière, de portée et d'impact (Zeller et Meyer, 2002). La microfinance, qui s'est rapidement développée, est alors venue occuper le vide laissé par les banques commerciales et les banques publiques pour pallier les défaillances du marché financier rural (Forestier, 2005). Toutefois, elle aurait échoué dans le financement rural et agricole en mettant davantage l'accent sur les performances institutionnelles et financières au détriment des préoccupations sociales. Par conséquent, les produits et services proposés sont peu adaptés aux besoins spécifiques des activités rurales (Forestier, 2005 ; Doligez et Wampfler, 2007 ; Lapenu, 2007a ; Morvant-Roux et Servet, 2007 ; Morvant-Roux *et al.*, 2010).

Au cours de cette dernière décennie, les réflexions portent surtout sur l'émergence et la stabilisation d'un nouveau paradigme en matière de finances rurales en tirant les leçons des échecs antérieurs (Doligez et Wampfler, 2007 ; Lapenu, 2007 ; Wélé et Labie, 2016). L'objectif est alors de trouver une voie intermédiaire entre les interventions publiques et les mécanismes du marché pour construire des marchés financiers ruraux efficaces en mobilisant tous les acteurs du secteur (secteur privé, pouvoirs publics et société civile) à travers des arrangements institutionnels adaptés à chaque contexte. En définitive, le défi principal qui résume les enjeux de cette démarche est l'adéquation entre l'offre et la demande de financement rural. Comme le soulignent Doligez *et al.* (2008 :327) :

« Le temps n'est plus à la formulation de politique générale et normative ; il incite à la construction et à la mise en place d'instruments et mécanismes de financement dont les effets se conjugueront et apporteront progressivement une réponse « globale » aux besoins de financement ».

En utilisant le cadre d'analyse des classes de moyens d'existence, notre travail contribue donc à ces réflexions du point de vue de la demande en cherchant à mieux comprendre les besoins et les choix financiers – plus précisément de crédit – des ménages ruraux à partir de la diversité de leurs profils et de leurs stratégies. En nous intéressant particulièrement à la classe des Petites Prospérités, l'originalité de notre approche vient du fait d'aborder la question de la

demande en tenant compte de la structure socioéconomique d'un milieu rural. Elle rompt donc avec l'habituelle opposition entre pauvres et non pauvres. Au vu des caractéristiques des différents groupes sociaux de Petites Prospérités en Itasy que nous avons décrites de manière approfondie dans les précédents chapitres, nous posons l'hypothèse selon laquelle ces classes révèlent des comportements à court terme différenciés en termes de demande de crédit, de participation au marché financier et de choix de sources de financement. Nous questionnons ainsi l'adaptation de l'offre aux différents besoins des ménages ruraux selon leurs classes de moyens d'existence sur le marché financier en Itasy afin de mieux guider les politiques d'intervention.

Afin de traiter ces questions de recherche, le chapitre procède, dans un premier temps, à l'analyse de la demande et de l'offre de financement agricole et rural dans les pays en développement afin de soulever le problème de leur adéquation. Dans un second temps, il propose et développe le cadre d'analyse des moyens d'existence et des Petites Prospérités ainsi que le cadre conceptuel à mettre en œuvre pour étudier l'offre et de la demande de crédit sur le marché financier rural malgache. Dans un troisième temps, il présente les méthodes et les résultats issus de l'analyse empirique sur le marché du crédit rural en Itasy.

2. La demande et l'offre de financement agricole et rural dans les pays en développement : une mise en adéquation difficile

Comme nous l'avons souligné, le défi principal de la construction de marchés financiers ruraux efficaces dans les pays à base agricole est l'adéquation entre l'offre et la demande de financement agricole et rural. Cette question qui est au cœur de ce chapitre nécessite une bonne connaissance de la nature de la demande et une meilleure adaptation de l'offre. Dans cette section nous montrons que les caractéristiques de la demande comme celles de l'offre de financement agricole et rural dans les milieux ruraux pauvres peuvent constituer des obstacles majeurs à cet objectif. Les réflexions actuelles portent alors sur les solutions adaptées à chaque contexte pour surmonter ces difficultés.

2.1. L'hétérogénéité de la demande et de l'offre de financement agricole et rural dans les pays en développement

Cette sous-section met en avant une caractéristique principale de la demande et de l'offre sur le marché financier rural qui est leur forte hétérogénéité. Ce trait est d'autant plus marqué

dans le contexte des milieux ruraux pauvres et leur environnement socioéconomique, culturel et institutionnel spécifique.

2.1.1. La diversité des besoins de financement des organisations productives familiales rurales

Dans une économie de marchés ouverte et de plus en plus monétarisée, l'accès au financement permet aux ménages ruraux de satisfaire un certain nombre de besoins visant à sécuriser et à améliorer leur niveau de vie et leurs moyens d'existence.

Il existe une très grande variété de ces besoins – en termes de nature, de volume et de dispositifs financiers nécessaires – qui dépendent de l'environnement géographique et socioéconomique dans lequel évoluent les ménages, des systèmes de production agricole et des formes des organisations productives ou des groupements d'organisations de producteurs. Les besoins spécifiques des organisations productives familiales, qui seront présentés dans ce travail, ont été discutés et précisés lors de séminaires portant sur le financement de l'agriculture dans les pays en développement comme celui de Dakar en 2002 (Wampfler et Lapenu, 2002) et celui organisé par FARM (Fondation pour l'Agriculture dans le Monde) en 2007 (Morvant-Roux, 2008).

Parmi ces besoins de financement figurent ceux liés à la consommation (les besoins alimentaires, en habillement ou en équipements domestiques), ceux liés à des dépenses sociales (cérémonies diverses) ou à l'accès à des services de base comme la santé, la scolarisation, l'habitat etc. Face à la prégnance et la multidimensionnalité des risques en milieu rural pauvre (risques liés à l'environnement, risques agricoles liés notamment à la saisonnalité et aux aléas de la production, risques sur les prix liés aux fluctuations du marché, risques politiques et d'insécurité, risques sur la santé, risques de l'âge etc.), d'autres besoins de financement des ménages s'inscrivent dans des mécanismes de gestion *ex-ante* ou *ex-post* du risque et de vulnérabilité sous différentes modalités comme le crédit l'assurance ou l'épargne (Sebstad et Cohen, 2000 ; Zeller et Sharma, 2002 ; Bouquet *et al.*, 2007). Les investissements productifs engendrent également des besoins de financement à court, à moyen ou à long terme. A court terme, il s'agit de financer les campagnes agricoles en intrants (semences, engrais, pesticides) et en main d'œuvre, la location des terrains, l'embouche (pour la spéculation des cochons par exemple), le stockage, la transformation de la production agricole (décorticage du riz, transformation du lait etc.) ou des activités indépendantes

génératrices de revenu (commerce, artisanat etc.). A moyen et à long terme, il peut s'agir du financement de l'acquisition d'équipements agricoles lourds, de l'achat de foncier, de commercialisation, d'innovation agricole, des cultures pérennes, des services d'appui à l'agriculture etc.

La satisfaction de cette multitude de besoins constitue un enjeu de taille en matière de financement rural et agricole dans un contexte de défaillances des marchés et de grande pauvreté rurale. Ce sont ces principaux obstacles au financement de ces besoins spécifiques des organisations productives familiales rurales que nous abordons ci-après.

2.1.2. Les obstacles au financement des organisations productives familiales rurales

La diversité de ces besoins de financement et les spécificités des organisations productives familiales ainsi que du secteur rural et agricole sont autant de facteurs qui rendent plus compliqué, onéreux et risqué leur financement et entravent l'accès des ménages ruraux aux services financiers (Chambers, 2005 ; Wampfler et Lapenu, 2002 ; Zeller, 2003 ; Doligez et Wampfler, 2007 ; Lapenu, 2007a ; Doligez *et al.*, 2008). Le problème d'accès se pose non seulement en termes de disponibilité de services financiers adaptés aux besoins spécifiques des ménages ruraux mais également de leur utilisation effective par ces derniers (Morvant-Roux et Servet, 2007).

Le premier obstacle est inhérent à la nature même des organisations productives familiales. En effet, au sein de ces unités de production, le budget des activités et celui du ménage sont étroitement associés. De plus, la forte imbrication financière des activités inscrites dans des stratégies d'accumulation progressive est soumise aux contraintes des calendriers de récolte, de la gestion des stocks et de l'irrégularité des flux de trésorerie du ménage. Elle peut donc engendrer des besoins et des mécanismes complexes de financement dont les prêteurs doivent tenir compte. Dans le chapitre précédent, de telles stratégies du « petit à petit » ont été observées chez les ménages de la catégorie de la Petite Prospérité vulnérable en Itasy. Comme il a été souligné lors de la rencontre de Dakar en 2002 (Doligez et Wampfler, 2007), ces besoins de financement des organisations productives familiales doivent s'appréhender à l'échelle du système d'activités des ménages ce qui rend ardues la définition et la conception des services financiers les plus adaptés.

Le deuxième obstacle, déjà évoqué plus haut, renvoie aux différents risques de diverses natures souvent covariants qui sont caractéristiques des zones rurales pauvres. Ces risques, qui rendent aléatoire la production agricole déjà peu intensive, affectent les stratégies des ménages et leur niveau de revenu. Ces facteurs peuvent dissuader non seulement les ménages à s'endetter mais aussi les prêteurs à les financer sans leur imposer des conditions très exigeantes, comme des taux d'intérêts élevés, qui peuvent s'avérer contreproductives voire dangereuses.

La troisième contrainte très caractéristique des zones rurales pauvres concerne l'enclavement de certaines régions et la dispersion territoriale. Cela implique l'éloignement des résidences des potentiels clients des agences d'institutions financières qui est encore aggravé par le manque et le mauvais état des infrastructures de communication. A Madagascar, comme nous l'avons mentionné dans le chapitre 2, la faiblesse de la densité de la population et l'inégalité spatiale de peuplement viennent s'ajouter à ces conditions spécifiques au milieu rural qui renchérissent les coûts de transaction des services financiers ruraux et entravent le développement d'un maillage territorial des institutions financières.

Conjointement, le niveau de pauvreté particulièrement élevé en milieu rural et les capacités d'endettement limitées des ménages impliquent souvent la faiblesse des montants unitaires des prêts ou des dépôts qui ne sont pas rentables pour les institutions financières au vu des coûts totaux de gestion qu'elles doivent supporter. De même, la faiblesse du niveau du capital humain et le manque de formation dans le domaine financier au niveau local engendrent des coûts de gestion importants de leurs ressources humaines, d'autant plus qu'il y a très peu d'incitations pour les employés qualifiés à travailler en milieu rural.

D'autres problèmes concernent également le manque de cadres légaux et réglementaires et l'imperfection des informations sur les clients concernant leur solvabilité et leur historique de prêts, l'absence de documents écrits, notamment de droits de propriété qui compliquent la réalisation des garanties, l'évaluation des risques par les intermédiaires financiers et la sécurisation des transactions financières. En milieu rural malgache, nous avons montré dans les chapitres précédents la possession encore très peu répandue de droits formels de propriété foncière et la prépondérance des pratiques contractuelles verbales parmi les exploitants. Sur les marchés du crédit particulièrement, ces asymétries d'information engendrent, d'une part, les problèmes de « sélection adverse » qui contraignent les prêteurs à rationner ou à discriminer, par l'intermédiaire du taux d'intérêt, certains emprunteurs potentiels de manière à

privilégier les projets les plus risqués. D'autre part, le « hasard moral », l'autre conséquence, provient de la difficulté voire l'impossibilité pour les prêteurs de vérifier après l'octroi du crédit si les actions des emprunteurs relèvent de la bonne foi ou de comportements opportunistes (Stiglitz et Weiss, 1981).

Enfin, la discipline financière ou la « culture du crédit » manquerait aussi en milieu rural à cause des anciennes expériences de crédit avec les banques publiques de développement et des pratiques clientélistes et populistes entretenues par certains gouvernements qui maintiendraient chez les populations rurales une confusion entre don et prêt. Toutefois, Guérin *et al.* (2014), en faisant référence à Collins *et al.* (2009) et aux études en anthropologie économique, affirment que les ménages ruraux et même les plus pauvres adoptent généralement des modes de calcul et de gestion des dettes et du budget rationnels et complexes qui sont inscrits dans les relations sociales.

2.2. La segmentation du marché financier rural dans les pays en développement

Le marché financier rural des pays en développement est fortement segmenté avec la présence de plusieurs organismes financiers formels encore très peu répandus et des prêteurs et pratiques informels traditionnels qui restent prédominants (Lelart, 2005). Mis à part l'autofinancement au moyen de sa propre épargne ou des bénéfices dégagés par les activités, le ménage rural peut s'endetter auprès de l'un de ces prêteurs ou même auprès de plusieurs d'entre eux en pratiquant ce que Wampfler *et al.* (2014) appellent le « *financial juggling* » ou « jonglage financier ».

2.2.1. La prédominance du secteur informel et des pratiques usurières

Il existe une très grande variété de prêteurs informels et de modalités de prêts qui peuvent être distingués en fonction de leurs relations sociales réciproques avec le ménage emprunteur que ce soit des liens de parenté ou d'entraide, d'interdépendance commerciale ou foncière etc. (Zeller, 1994 ; Fraslin, 2000). Ces prêts peuvent être octroyés et remboursés en numéraire ou en nature – en produits agricoles par exemple, souvent en paddy ou en « vente sur pied » de la prochaine récolte en milieu rural malgache – et dont le montant, les garanties, les taux d'intérêts et le délai varient en fonction de la distance sociale entre les deux parties. Ces modalités sont évidemment d'autant plus faibles voire inexistantes que la distance sociale est proche et d'autant plus exigeantes voire asservissantes qu'elle est éloignée pouvant même

conduire l'emprunteur dans une spirale de surendettement et de dépendance. Fraslin (2000) souligne, dans le cas du milieu rural malgache et probablement dans celui d'autres pays en développement (Guérin *et al.*, 2014), que :

« Le recours à ces prêts informels s'inscrit dans un ensemble plus large de relations sociales. C'est un phénomène complexe, englobant de multiples fonctions. Les prêteurs entretiennent un vaste réseau de 'clients' qui leurs sont débiteurs des services les plus divers (...) ».

Parmi ces prêteurs figurent les parents, les amis ou dans une moindre mesure les groupes d'entraide qui assurent souvent les prêts, d'un faible montant, de premier recours et de court terme en cas d'urgence avec des conditions très arrangeantes et flexibles. Les propriétaires fonciers et les commerçants eux peuvent prêter des sommes plus importantes en imposant des taux d'intérêts usuraires pouvant aller jusqu'à 200% par an voire plus et des modalités de garanties mettant les emprunteurs en situation de vulnérabilité comme la mise en gage des animaux ou des biens d'équipement (Fraslin, 2000). A Madagascar comme dans d'autres pays à base agricole, les commerçants jouent le rôle d'intermédiaires financiers entre les banques et les exploitants. En effet, ils contractent des prêts d'un montant conséquent auprès des banques commerciales qui vont leur servir pour acheter la production des exploitants durant la saison des récoltes par l'intermédiaire de collecteurs, d'origine malgache, chinoise ou indo-pakistanaise (Droy, 1993). Les avances sur les récoltes sont des pratiques courantes pour fidéliser le réseau d'approvisionnement des collecteurs et permettent aux ménages de relâcher leurs contraintes de liquidité. Toutefois, les prix fixés sont généralement en la défaveur des ménages pauvres d'autant plus que la plupart d'entre eux (les acheteurs nets de riz) rachètent la même denrée à un prix plus élevé durant la période de soudure.

La mise en sécurité de l'épargne, qui fait en même temps aussi office de crédit, auprès de personnes de confiance comme les gardes-monnaie ou les tontiniers (banquiers ambulants) ainsi que les tontines ou les « associations rotatives d'épargne et de crédit » ou les caisses villageoises – pratiquées dans quelques villages malgaches (Droy, 1993) – sont également des pratiques qui sont encore très répandues, surtout en Afrique (Lelart, 2005). Ces pratiques généralement flexibles reposent sur un certain degré de confiance ou de solidarité entre les parties prenantes et certains d'entre elles tendraient même à se formaliser comme dans le cas des tontiniers.

Face au poids du secteur informel, aux caractéristiques des milieux ruraux pauvres et aux spécificités des besoins de financement des organisations productives familiales, le secteur financier formel rural demeure peu développé dans les pays à base agricole.

2.2.2. Les défaillances du secteur financier formel rural et la naissance de la microfinance

Dans les années 1950 à 1980, le paradigme des finances rurales dans les pays du Sud était fondé sur une intervention directe de l'Etat par l'intermédiaire des banques publiques agricoles et de développement avec une offre de crédit subventionné. Ces modes de financement publics se justifiaient par les défaillances du marché financier rural se manifestant par l'inexistence d'offre de services financiers privés (Doligez et Wampfler, 2007). Associés à des mécanismes d'appui et de régulation des marchés au moyen de divers organismes publics et d'instruments budgétaires, ces financements publics étaient intégrés dans des vastes programmes et projets de développement et de modernisation des économies dans lesquels se sont engagés la plupart des gouvernements du Sud au cours de cette période (Doligez *et al.*, 2008). A partir des années 1980, une période coïncidant à la montée de l'orthodoxie libérale, l'échec des banques publiques et des programmes de crédit agricole ainsi que la défaillance des Etats ont conduit à leur abandon et au changement de paradigme vers la libéralisation du secteur financier rural dans la plupart des pays en développement⁵⁷ (Conning et Robinson, 2005 ; Forestier, 2005 ; Doligez et Wampfler, 2007 ; Morvant Roux, 2008 ; Morvant-Roux *et al.*, 2010). Ont été dénoncés la mauvaise gestion et les faillites des institutions financières publiques, qui devaient assumer à la fois devoirs de services publics et performances bancaires, la corruption ainsi que l'octroi des crédits aux secteurs non-agricoles et aux clients mieux lotis. Il en a été déduit l'incapacité de l'interventionnisme étatique à résoudre les problèmes des défaillances du marché financier rural, à réduire la pauvreté et les inégalités et à promouvoir une croissance agricole forte et soutenue (Wenner, 2001). Le nouveau paradigme met l'accent sur la promotion de l'intermédiation financière et des innovations institutionnelles dont les objectifs doivent tourner autour des questions de soutenabilité financière, de portée et d'impact (Zeller et Meyer, 2002). Le retrait de l'Etat, certes à un rythme très varié selon les pays, a toutefois laissé un vide accompagné de

⁵⁷ Quelques pays comme le Vietnam ont toutefois maintenu une forte intervention de l'Etat et un contrôle des crédits sur le marché financier rural (Dufhues, 2007 ; Saint-Macary et Zeller, 2011).

l'effondrement de l'offre sur la plupart des marchés financiers ruraux que les banques commerciales n'ont pas pu combler, notamment en raison des différentes difficultés et contraintes spécifiques à l'agriculture et au secteur rural (Doligez et Wampfler, 2007). C'est dans ce contexte que la microfinance, par l'initiative des Organisations Non Gouvernementales (ONG), s'est progressivement développée en venant occuper le terrain délaissé par les banques commerciales et les banques publiques (Forestier, 2005). La microfinance englobe une large gamme de services financiers comme l'épargne, l'assurance, la garantie du capital, le transfert de fonds et le crédit, bien que ce dernier (le microcrédit), qui nous intéresse plus particulièrement dans ce travail, soit la forme la plus répandue sur le marché financier rural, notamment en milieu rural malgache (Zeller, 1994).

2.3. L'essor et le déclin de la microfinance en matière de financement rural et agricole

Si la microfinance, de par son dynamisme et ses capacités d'innover, a suscité beaucoup d'espoir dans l'accès au financement des populations rurales pauvres, elle a toutefois échoué dans le financement agricole et rural. Nous présentons dans cette sous-section les raisons de l'essor et du déclin de cet outil financier.

2.3.1. La « révolution » microfinance

Le secteur de la microfinance concentre actuellement une grande variété d'organisations allant des petites structures sans qualification financière ni compétences techniques préalables à des structures professionnalisées dotées d'expérience bien établie (Servet, 2005). Ces institutions sont également caractérisées par une grande diversité de modèles d'intervention et de modes d'organisation : modèles de caution solidaire comme dans le cas de la Grameen Bank ; modèles participatifs ou mutualistes adoptés par les coopératives d'épargne et de crédit et les banques autogérées ; organismes non mutualistes de type projet ou programme sous forme d'ONG et souvent financés par des bailleurs de fonds ; sociétés financières et banques commerciales investissant dans des institutions financières locales par des lignes de refinancement ; et banques publiques s'engageant dans des partenariats publics-privés (Lapenu, 2007a ; Randriamanampisoa, 2012).

Au départ, la microfinance visait à offrir une alternative en termes de services financiers aux populations exclues des systèmes bancaires classiques qui, en milieu rural, sont victimes

des pratiques usurières. Présentée ensuite comme étant ce que Lapenu (2007b) qualifie de « médicament à spectre large », elle s'est vu rapidement élargir ses objectifs à la lutte contre la pauvreté, à la libéralisation et l'*empowerment* des femmes, au développement de l'entrepreneuriat, à la croissance économique, au développement et même à la démocratisation etc.

Forte du dynamisme et des capacités d'innovation et d'adaptation des institutions financières locales, la microfinance a fait l'objet de médiatisation et a suscité un large engouement ce qui lui a permis de bénéficier de la reconnaissance et de l'appui de nombreux acteurs publics, privés et de la société civile. Considérée comme étant une « révolution en finance », elle est devenue un outil incontournable des politiques de lutte contre la pauvreté et de développement (par le bas) très privilégié par les coopérations multilatérales, bilatérales et les gouvernements (Robinson, 2001 ; Fernando, 2006).

Elle a connu un essor considérable à travers le monde⁵⁸ depuis le début des années 1990 et a vu sa consécration par la tenue annuelle des Sommets du microcrédit depuis 1997 et surtout par l'attribution du prix Nobel de la Paix à Muhammad Yunus, le fondateur de la Grameen Bank, en 2006 – notamment pour la lutte contre la pauvreté, l'*empowerment* de la femme et la démocratisation des sociétés locales.

2.3.2. Les dérives et les limites de la microfinance

Toutefois, la multiplication des critiques émanant de différents experts durant cette dernière décennie signale, selon Guérin *et al.* (2014), la fin de son âge d'or. Les auteures remettent en cause la raison d'être même de la microfinance et se demandent si elle fait partie des solutions ou des problèmes au vu des orientations qu'elle a prises et leurs conséquences depuis la fin des années 1990.

En effet, plusieurs travaux d'évaluation d'impact contestent l'efficacité de cet outil dans la réduction de la pauvreté (Ditcher et Harper, 2007 ; Banerjee et Duflo, 2011). De plus, la microfinance, plus spécifiquement le microcrédit, ne ciblerait que très rarement les populations en dessous du seuil de pauvreté (Hulme et Mosley, 1996 ; Gentil et Servet, 2002 ; Fouillet *et al.*, 2007 ; Morvant-Roux et Servet, 2007). De nombreux auteurs affirment même que la microfinance, en suivant l'idéologie néolibérale, est un instrument qui nuit au

⁵⁸ Le rapport de la Campagne du Sommet du Microcrédit compte en 2010 près de 3 652 institutions de microfinance ayant affirmé desservir plus de 205 millions de clients dont 137 millions de pauvres (Maes et Reed, 2012).

développement et peut renforcer la pauvreté par le surendettement et engendrer d'autres effets sociaux négatifs (Fernando, 2006 ; Servet, 2006 ; Ditcher et Harper, 2007 ; Fouillet *et al.*, 2007 ; Morvant-Roux et Servet, 2007 ; Bateman, 2010, 2012).

Il se trouve que, face à la diversité des pratiques, des formes institutionnelles et des contextes d'application, les impacts économiques et sociaux de la microfinance restent très mitigés. Son impact sur les emprunteurs peut être positif ou négatif (Rooyen *et al.*, 2012) voire leur faire plus de mal que de bien (Guérin *et al.*, 2014). Les résultats des différentes initiatives sont très variables et dépendent des conditions de leur élaboration, des populations ciblées et surtout le respect des questions d'éthique d'intervention, de responsabilité et de performances sociales des organisations (Guérin *et al.*, 2009). La microfinance ne devrait donc pas se limiter à la seule dimension financière mais inclure d'autres aspects sociaux, économiques, culturels, idéologiques et politiques en l'inscrivant dans le tissu des relations sociales (Servet, 2006). Comme le soulignent Guérin *et al.* (2013 :14) :

« La microfinance (...) n'est pas un projet monolithique. Ses initiatives sont spécifiques au contexte et suivent des processus nuancés. Elles font partie d'un environnement social, économique, politique et culturel qui est source d'opportunités ainsi que de contraintes. Les environnements locaux façonnent à la fois la manière dont les services sont mis en œuvre et la nature de la demande de crédit (...) ».

La transposition des succès locaux, fortement médiatisés, comme modèles de « bonne pratique » ne garantit donc pas l'atteinte des objectifs annoncés dans les projets et risque d'induire en erreur les bénéficiaires et produire des conséquences sociales et économiques néfastes. C'est pourquoi des experts comme Fouillet *et al.* (2007, 2016) et Guérin (2015) dénoncent fortement les mythes propagés autour de la nature, de l'impact et des effets de la microfinance qui sous-tendent le virage néolibéral de son utilisation.

En effet, depuis la fin des années 1990, sous l'impulsion d'organisations multilatérales influentes, l'approche commerciale de la microfinance s'est progressivement imposée comme paradigme dominant en mettant l'accent sur les performances institutionnelles et financières des organismes de microfinance (Lapie et Mees, 2005 ; Servet, 2005 ; Bédécarrats, 2012 ; Guérin, 2015 ; Fouillet *et al.*, 2016). Les objectifs de cette approche sont de pérenniser et de développer les activités du secteur de manière à fournir une large gamme de services à l'ensemble de la population. Dans ce processus, que Bédécarrats (2012) qualifie d'industrialisation de la microfinance, sont promus la standardisation des pratiques, des grilles

d'évaluation, des organisations et des produits financiers, l'insertion des organismes de microfinance dans les mécanismes de régulation bancaires, le refinancement par les banques classiques et sur les marchés internationaux ainsi que le rejet des subventions et les appuis non financiers. Doligez et Wampfler (2007) soulignent cet ancrage de la microfinance dans une régulation par le marché qui est manifeste dans le « livre bleu » des Nations Unies (2006) servant de guide à la mise en œuvre de politiques d'inclusion financière.

2.3.3. L'échec de la microfinance dans le financement rural et agricole

Cette transformation de la microfinance, qui relève à la base de l'économie sociale, en projet à but lucratif incite pourtant à se concentrer uniquement sur l'offre en négligeant les besoins des clients et pousse les organismes à la course aux profits à court terme sous couvert de nobles objectifs sociaux qui sont en définitive relégués au second plan voire complètement négligés. Dans cet environnement de plus en plus concurrentiel, les institutions de microfinance, sous la contrainte de la couverture des coûts et de rentabilité, exercent des pressions considérables sur les emprunteurs et leur revenu, augmentent les taux effectifs en dépassant ceux appliqués par les banques classiques qui conduisent à des dérives et des crises de surendettement avec des effets négatifs voire tragiques sur les liens sociaux. De nombreuses crises de la microfinance ont éclaté dans plusieurs régions du monde, surtout là où le secteur est le plus développé, comme au Bangladesh (Rhyne, 2001), au Kenya (Johnson *et al.*, 2003), en Zambie (Dixon *et al.*, 2007), au Nicaragua, en Bosnie Herzégovine, au Pakistan et au Maroc (Chen *et al.*, 2010) ou en Andhra Pradesh en Inde (Fouillet, 2006 ; Taylor, 2011 ; Fouillet *et al.*, 2016).

Par ailleurs, en suivant ces logiques de performances institutionnelles et financières et les mécanismes du marché, la microfinance s'est surtout développée et concentrée dans les zones dynamiques et jugées, souvent urbaines, rentables au détriment des milieux ruraux isolés. Il en résulte de fortes inégalités territoriales dans la diffusion des services financiers et l'échec de la microfinance à financer l'agriculture et le secteur rural dans les pays en développement, notamment en raison de leurs spécificités précédemment évoquées qui présentent des coûts de transaction et des niveaux de risque trop élevés (Forestier, 2005 ; Doligez et Wampfler, 2007 ; Lapenu, 2007a ; Morvant-Roux *et al.*, 2010). Morvant-Roux et Servet (2007 :61) font le constat de cet échec en affirmant que :

« Le développement de nombreuses initiatives de microfinance, destinées à desservir les populations rurales, ainsi que les populations urbaines n'ayant pas accès aux services

financiers offerts par le secteur bancaire, a constitué un véritable espoir pour le financement de l'agriculture des pays en développement. Or, force est de constater que l'accès aux services financiers illustre encore d'importantes inégalités non seulement nationales mais aussi locales. Il s'ensuit que l'agriculture est largement délaissée ».

A ces inégalités s'ajoute également l'inadéquation de l'offre de la microfinance, souvent standardisée et calquée sur des modèles urbains qui sont adaptés au financement des activités indépendantes, et des besoins très diversifiés et spécifiques des organisations productives familiales rurales. C'est ce que soulignent Morvant-Roux *et al.* (2010 :11) en mettant l'accent sur l'inadaptation de l'offre aux besoins des petites exploitations agricoles :

« Au-delà d'inégalités dans la diffusion des services financiers se pose, pour l'agriculture davantage que pour toute autre activité, la question de l'adéquation entre, d'une part, l'offre relativement standardisée de la microfinance inspirée de modèles urbains de financement du petit commerce et, d'autre part, les besoins diversifiés et les capacités de remboursement de ceux qui se livrent à des activités agricoles risquées, aléatoires et bien souvent peu rentables ».

De ce constat découle la nécessité de construire un « nouveau paradigme » financier rural en mobilisant tous les acteurs concernés.

2.4. La construction d'un « nouveau paradigme » financier rural

Face à l'échec du financement rural et agricole dans les pays à base agricole, le développement d'une offre adaptée aux besoins spécifiques des organisations productives familiales rurales devrait s'inscrire dans la recherche d'un « nouveau paradigme » qui tient compte de la diversité des acteurs et des pratiques. Dans cette perspective, plusieurs pistes sont déjà explorées et même mises en œuvre dans certains pays.

2.4.1. A la recherche d'une intermédiation financière rurale efficace

Le constat de ce sous-financement de l'agriculture et du secteur rural et le regain d'intérêt pour le développement agricole et rural au cours de cette dernière décennie nourrissent des réflexions autour de l'émergence et de la stabilisation d'un nouveau paradigme en matière de finances rurales. Il s'agit de déduire des échecs antérieurs une voie intermédiaire entre les interventions ou les politiques publiques et les mécanismes du marché en redéfinissant et en mettant en cohérence les rôles de tous les acteurs du secteur (secteur

privé, pouvoirs publics et la société civile) à travers des arrangements institutionnels (Doligez et Wampfler, 2007). Comme le précise Lapenu (2007 :3-4) :

« A l'heure actuelle, les interventions cherchent à tirer les leçons des échecs passés et des défaillances de l'Etat comme celles du marché, et reconnaissent à la fois le besoin d'un marché qui fonctionne et d'un Etat qui intervienne de façon efficace. Une conception moins monolithique de la division entre public et privé permet de définir les périmètres d'action et les rôles respectifs de l'Etat, du secteur privé et de la société civile [...]. Les pistes opérationnelles portent sur les synergies entre acteurs, avec en particulier les liens entre la microfinance et les organisations professionnelles agricoles, sur le nouveau rôle des banques, le rôle des acteurs dans les filières agricoles, et plus généralement sur la place des bailleurs et des politiques publiques ».

Ce nouveau paradigme se base sur la construction d'institutions d'intermédiation financière rurales qui doivent allier performances et viabilité économiques, financières et organisationnelles, d'une part, et performances sociales et inclusion financière à travers une large gamme de services et d'innovations pouvant accompagner le développement rural et agricole, d'autre part. Il reconnaît également la pluralité des institutions de microfinance et la diversité des approches comme le financement par les filières ou l'agriculture contractuelle ainsi que le rôle de nouveaux acteurs comme les banques de développement publiques (Doligez et Wampfler, 2007).

Force est de reconnaître que la construction des marchés financiers ruraux efficaces s'inscrit dans un contexte économique, social et politique spécifique et implique indéniablement l'hétérogénéité des arrangements institutionnels en fonction des différentes configurations nationales ou même régionales (Doligez et Wampfler, 2007 ; Doligez *et al.*, 2008).

2.4.2. Des pistes de synergies et de coordination des différents acteurs du secteur

Le colloque organisé par FARM, qui a fait l'objet d'échanges d'expériences sur le financement de l'agriculture des pays en développement par la microfinance, a fait émerger plusieurs initiatives spécifiant les rôles et les synergies possibles entre les différents acteurs du secteur (Morvant-Roux, 2008). Sans aller dans les détails, nous résumons ici les grandes tendances qui se sont dégagées à l'issue de cette rencontre.

Premièrement, les synergies et la coordination des différents acteurs devraient assurer une gouvernance des institutions de microfinance, quel que soit leur modèle institutionnel, qui puisse permettre d'allier proximité, innovation et diversification et réduction des risques en les inscrivant dans une vision de long terme. Des alliances stratégiques avec les acteurs des secteurs agricoles, financiers ou agro-industriels peuvent également permettre aux institutions de microfinance de surmonter les contraintes à la diversification des produits financiers proposés et celle des activités à financer. Elles sont particulièrement efficaces dans l'appui aux services financiers, notamment en termes d'accès aux ressources et aux systèmes de garantie ; dans l'offre de services non financiers aux prêteurs et aux clients, notamment en termes de formation et d'assistance technique ou d'accès à l'information ; et dans l'accès au marché, notamment par l'insertion dans les filières agricoles et l'écoulement de la production.

Deuxièmement, les partenariats entre institutions de microfinance et organisations professionnelles agricoles ou associations de producteurs – qui leur assurent la fonction essentielle d'intermédiation et d'appui – sont incontournables pour assurer le financement de l'agriculture et le secteur agricole. Ces partenariats, généralement non spontanés, doivent être construits et nécessitent le renforcement des capacités, des connaissances et des compétences des deux organisations. Un guide opérationnel a été proposé par les membres de Cerise⁵⁹ pour appuyer la mise en place de ces partenariats (Wampfler *et al.*, 2008).

Troisièmement, il est également impératif de réhabiliter le rôle des pouvoirs publics dans le financement de l'agriculture et du secteur rural, surtout dans les régions isolées ou défavorisées souvent délaissées par les institutions de microfinance. Plusieurs pistes d'interventions publiques sont relevées par Doligez et Wampfler (2007) : une approche sectorielle de développement agricole par la régulation du marché des capitaux privés ou par des financements publics inscrits dans des politiques agricoles ; la réaffirmation des objectifs sociaux inscrits dans des politiques de réduction de la pauvreté visant l'amélioration d'accès aux services financiers pour les unités économiques rurales marginalisées ; et l'approche territoriale par l'intervention des collectivités territoriales sur les marchés à travers des mécanismes de financement solidaire ou des programmes d'appui au développement de manière à favoriser les zones géographiques marginales. Plusieurs instruments possibles

⁵⁹ Cerise est une association spécialisée dans les secteurs de la microfinance, l'entrepreneuriat social et de la finance rurale qui promeut une finance éthique et responsable. Elle intervient auprès de divers acteurs, institutionnels et sur le terrain, soucieux d'accomplir leur mission sociale en mettant à leur service une expertise dans ces domaines (<http://www.cerise-microfinance.org/accueil/>).

peuvent être déployés au service de ces interventions publiques sont : la définition et l'adaptation de la réglementation aux spécificités du secteur ; l'orientation des capitaux vers l'agriculture et du secteur rural par des voies réglementaires ou fiscales ou des incitations financières (subventions, lignes de crédit etc.) ; la compensation des risques par la mise en place de fonds de garantie ; la baisse des taux d'intérêt par bonification des crédits ; ou l'intervention directe par le biais d'institutions publiques.

En ce qui concerne les produits et services financiers, plusieurs acquis sont reconnus et doivent être consolidés.

2.4.3. Des produits et services financiers innovants

Il existe plusieurs produits et services financiers innovants qui sont adaptés aux spécificités de l'agriculture, du secteur rural et des organisations productives familiales et qui ont été mis en place au sein d'institutions de microfinance rurales et d'autres en cours de développement (Lapenu, 2002 ; Doligez *et al.*, 2008). Parmi les innovations les plus notables figurent :

- la location-vente ou leasing, inspirée du crédit-bail, qui permet l'acquisition d'équipements agricoles ;
- le crédit stockage ou *warrant* agricole qui s'appuie sur des contrats de stockage des récoltes des producteurs et leur permet de garantir et de sécuriser leur crédit tout en permettant de réduire la saisonnalité des revenus agricoles grâce à l'étalement des ventes sur l'année ;
- les associations et sociétés de caution mutuelle qui permettent aux petits entrepreneurs d'accéder à des prêts plus importants pour développer leur activité ;
- les systèmes de banque sans agence ou *branchless banking* ou *mobile banking* qui s'appuient sur les nouvelles technologies de l'information, souvent en partenariat avec des opérateurs de téléphonie mobile ou des entreprises de technologie, et permettent de desservir des zones rurales isolées et d'atteindre des clients ruraux éparpillés etc.

Dans ce débat sur la construction d'un « nouveau paradigme » financier rural et sur la recherche d'une intermédiation financière rurale efficace, le cadre des Petites Prospérité proposé dans ce travail peut apporter un éclairage original du point de vue de la demande. Il

contribue notamment à une connaissance plus approfondie des besoins des ménages ruraux qui peut proposer des pistes pour le développement et l'amélioration d'une offre plus adaptée, dans le cas spécifique du marché financier rural malgache.

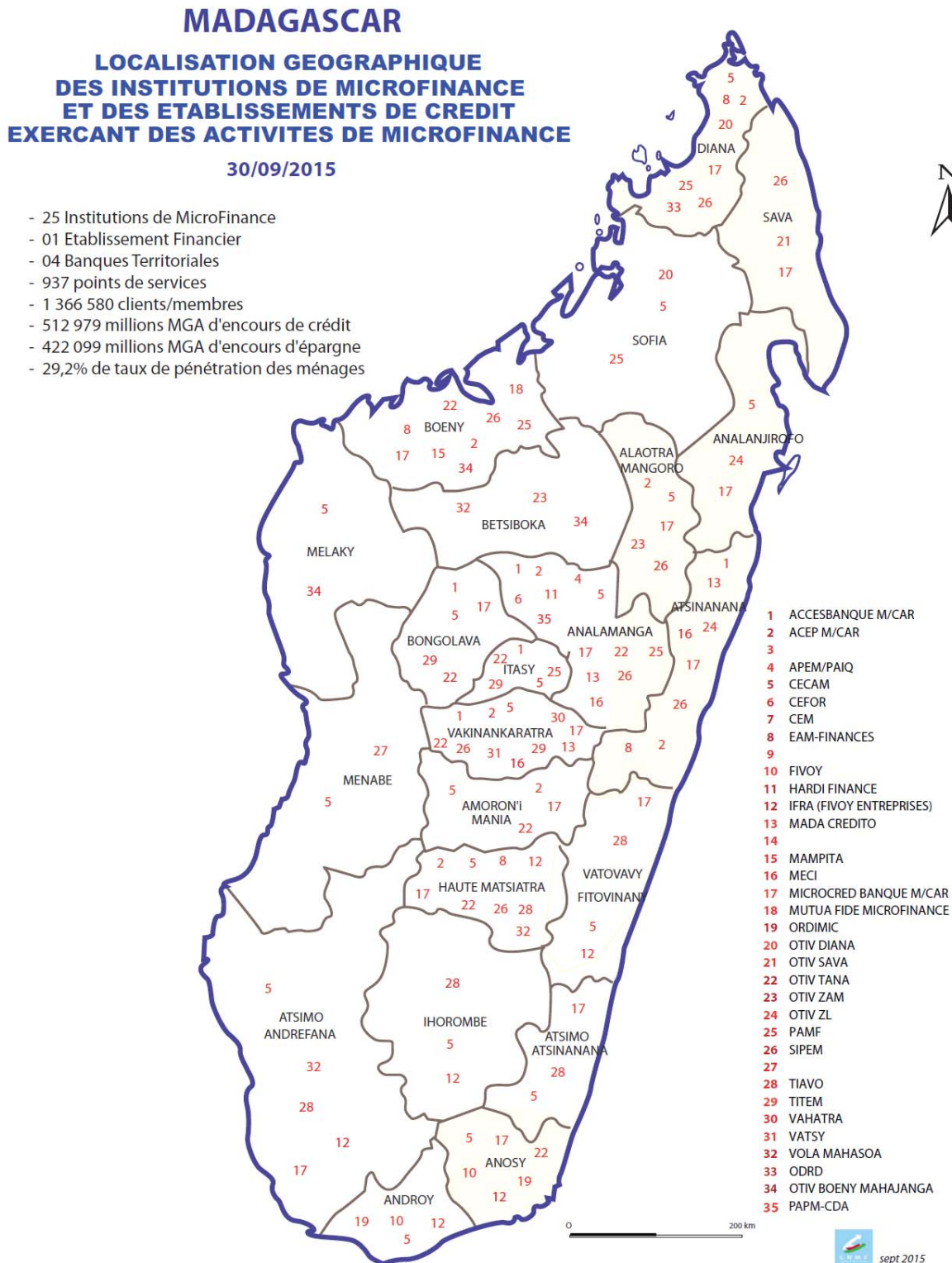
3. Petites Prospérités et marché financier rural en Itasy : contexte, cadre d'analyse et cadre conceptuel

L'adoption du cadre d'analyse des Petites Prospérités dans ce travail, avec une application en milieu rural malgache, vise à enrichir les connaissances sur la nature de la demande de financement rural et agricole dans le milieu d'étude. Ainsi, tout en affinant la connaissance de cette classe de moyens d'existence par l'étude des comportements financiers de ses ménages membres, cette analyse de la demande de financement sert à informer l'offre. Cette section précise l'approche que nous adoptons pour utiliser cette grille d'analyse ainsi que les hypothèses de recherche à tester empiriquement. Elle développe également le cadre conceptuel dans lequel cette grille d'analyse sera appliquée après avoir donné un panorama du marché financier formel rural à Madagascar.

3.1. Le secteur financier formel rural à Madagascar

Comme nous l'avons déjà évoqué, le marché financier rural à Madagascar est un secteur qui est en pleine construction. Comme dans les milieux ruraux pauvres de la plupart des pays à base agricole, ce marché a subi les contrecoups du changement du paradigme financier rural et peine à financer l'agriculture et le secteur rural du pays. Toutefois, des efforts de construction d'un marché efficace et inclusif ont été consentis depuis cette dernière décennie. Nous présentons brièvement ici les principaux atouts et faiblesses de l'offre de financement formel rural à Madagascar.

Figure IV. 1 Les institutions de microfinance à Madagascar



Source : CNFI (<http://www.madmicrofinance.mg/index.php/chiffres-cles/localgeo.html>)

3.1.1. Les différentes institutions financières en milieu rural malgache

En 1975, trois banques publiques – BNI pour l'industrie (privatisée en 1990/Crédit Lyonnais), BFV pour le commerce (privatisée en 1998/Société Générale) et BTM ou *Bankin'ny Tantsaha Mpamokatra* pour l'agriculture (privatisée en 1999/BOA ou *Bank of Africa*) – ont opéré sur le secteur financier malgache. Après la libéralisation progressive du secteur à partir de 1990 et l'abandon des projets de développement à volet crédit, seules la BOA, qui conserve un maillage important en zones rurales, la BNI et la Caisse d'Épargne de Madagascar (CEM) interviennent, de manières restreintes, dans le financement de l'agriculture et le secteur rural. Depuis la loi bancaire de 1996 autorisant l'exercice de la microfinance aux structures mutualistes et associatives et la loi de la microfinance de 2005 qui l'élargit aux sociétés privées, les institutions de microfinance se sont développées en milieu rural pour combler le vide laissé par le secteur bancaire. Le secteur de la microfinance rurale est sous la supervision de la Commission de Supervision Bancaire et Financière (CSBF) de la banque centrale. Les institutions mutualistes, regroupées au sein de l'Association Professionnelle des Institutions Financières Mutualistes ou APIFM, dominent largement le secteur (Ries et Chauvière Le Drian, 2008 ; Randriamanampisoa, 2012). Parmi ces institutions mutualistes, les cinq les plus importantes sont (voir Figure IV.1):

- les Caisses d'Épargne et de Crédit Agricole Mutuelles (CECAM) créées en 1993 en partenariat avec la Fondation pour l'Epanouissement et le Renouveau de la Terre (FERT) et l'International de Crédit Agricole Rural (ICAR) ;

- les réseaux de la mutuelle d'épargne et de crédit OTIV (*Ombona Tahiry Ifampisamborana Vola*) appuyés par le Développement International Desjardins (DID) ;

- les Associations d'Épargne et de Crédit Autogérées (AECA) implantées par le Centre International de Développement et de Recherche) ;

- le réseau des caisses mutuelles et de crédit TIAVO (*Tahiry Ifampisamborana Amin'ny Vola*) appuyé par l'Internationale de Crédit Agricole (ICA) ;

- l'Action pour le Développement et le Financement des micro-entreprises (ADéFI) appuyé par l'Agence de Crédit pour l'Entreprise Privée (ACEP) développemen.

Par ailleurs, le Projet de Soutien au Développement Rural (PSDR) intègre également un volet microcrédit financé par la Banque Mondiale et alloue des fonds à des organisations de producteurs et des groupes communautaires.

3.1.2. Des conditions institutionnelles favorables et des politiques publiques volontaristes

La microfinance rurale, et plus généralement le secteur de la microfinance à Madagascar, est un secteur très dynamique et en pleine expansion et bénéficie d'un contexte institutionnel favorable. En effet, ses orientations et son développement sont inscrits dans une Stratégie Nationale de la Microfinance en 2004 (SNMF 2004-2007), actualisée en 2007 (SNMF 2008-2013) puis en 2012 pour donner lieu à la Stratégie Nationale de la Finance Inclusive (SNFI 2013-2017). Si les premières SNMF se sont essentiellement focalisées sur l'offre et le cadre économique, légal, réglementaire et institutionnel pour favoriser le développement et la structuration des institutions, la SNFI marque une volonté de s'intéresser prioritairement à la demande et aux besoins financiers de la population, notamment en milieu rural. Elle a été élaborée de manière cohérente avec la Stratégie Nationale de la Finance Rurale (SNFR). La SNFI s'est fixé quatre principaux objectifs :

- le soutien, par la connaissance et la structuration de la demande de produits et services financiers ;
- le développement de l'offre de produits et services financiers adaptée à la demande ;
- la coordination et le plaidoyer de la finance inclusive ;
- le cadre légal, la supervision et l'environnement de la finance inclusive.

La mise en œuvre de cette stratégie est assurée par l'Etat à travers le Ministère des Finances et du Budget (MFB) et la banque centrale ainsi que de plusieurs organes étatiques comme la Coordination Nationale de la Finance Inclusive (CNFI), la CSBF et la Direction d'Appui à l'Organisation du Monde Agricole et Rural (DAOMAR) assurant la coordination avec la SNFI. Plusieurs partenaires publics également participent à la structuration de la demande, notamment en milieu rural, en l'occurrence les Centres de Services Agricoles (CSA), les Fonds de Développement Agricole (FDA), les Fonds Régionaux de

Développement Agricole (FRDA), les Organisation de Producteurs (OP), les prestataires de service et les ONG, les Projets de Développement Rural (PDR) et les chambres de commerce (MFB, 2014).

Par ailleurs, la microfinance à Madagascar bénéficie d'atouts majeurs et d'expérience en matière de financement de l'agriculture et du secteur rural comparée à dans d'autres pays d'Afrique subsaharienne. Au début des années 1990, l'implantation des premières institutions de microfinance en milieu rural a favorisé le développement de produits innovants adaptés aux besoins et aux spécificités des petites exploitations. Les CECAM sont pionnières en matière de financement de l'agriculture et du secteur rural à Madagascar.

3.1.3. Les CECAM une référence en termes de financement agricole et rural

Les CECAM constituent un réseau emblématique de la microfinance rurale et agricole avec une renommée au niveau international. Le réseau consacre la grande majorité (près de 80%) de son portefeuille de prêts au financement de l'agriculture (Bouquet *et al.*, 2007, 2009 ; Morvant-Roux, 2008) et compte, en 2016, près de 224 caisses et plus de 180 000 sociétaires répartis dans 19 régions du pays⁶⁰. Contrairement aux autres institutions de microfinance qui proposent une offre financière standardisée s'adressant uniquement aux secteurs non agricoles, le réseau CECAM a su développer une gamme diversifiée et complète de produits s'articulant autour des besoins des ménages ruraux (Ries et Chauvière Le Drian, 2008 ; Bouquet *et al.*, 2009). Ces produits innovants qui ont été élaborés en concertation avec les paysans s'inscrivent dans une trajectoire de crédit cohérente avec le cycle cultural et adaptable aux caractéristiques agro-écologiques locales. Parmi ses innovations figurent la plupart des produits précédemment cités : la Location Vente Mutualiste ou LVM pour investir dans des équipements productifs (agricoles ou non agricoles) ou domestiques ; les Greniers Communs Villageois ou GCV (crédit de stockage) pour valoriser au mieux la production agricole surtout rizicole ; le crédit de production qui vise à financer les dépenses des activités agricoles ou d'élevage (intrants, semences, main-d'œuvre, etc.) ; le crédit dépannage à court terme ; les crédits commerciaux destinés auparavant aux coopératives agricoles et les organisations paysannes (Fraslin, 2000). De plus, le réseau facilite l'accès au crédit des petits producteurs

⁶⁰ CNFI : <http://www.madamicrofinance.mg/index.php/chiffres-cles/repartition-des-points-de-services.html>

en acceptant une diversité de formes de garanties comme les stocks de riz, les animaux, les équipements agricoles ou ménagers etc. (Bouquet *et al.*, 2009).

3.1.4. Le sous-financement de l'agriculture et du secteur rural à Madagascar

Malgré ces avancées notables, les conclusions du bilan des SNMF (2004-2007 et 2008-2013) confirment que les besoins de financement de l'agriculture et du secteur rural, qui restent très importants, ne sont pas satisfaits à Madagascar ; leur couverture ne serait que de 14% (MFB, 2014). Malgré un taux de pénétration croissant de l'ensemble du secteur de la microfinance, celui du milieu rural reste très faible soit moins de 6% en 2005 (Pierre Bernard *et al.*, 2006). Les inégalités territoriales de diffusion des services financiers sont importantes car les caisses et les agences des institutions de microfinance se développent essentiellement le long des axes goudronnés (Ries et Chauvière Le Drian, 2008). De plus, le développement de la concurrence sur la clientèle et les ressources humaines conduit à la prépondérance du crédit commerce et à la concentration des institutions de microfinance dans les zones urbaines et périurbaines et menace ainsi la couverture de nombreuses zones rurales enclavées. Par ailleurs, les spécificités et la diversité des besoins de financement de l'agriculture soulèvent le problème d'inadéquation de l'offre et de la demande de produits et services financiers. Elles nécessitent des approches particulières et une expertise qui n'incitent guère les institutions de microfinance en quête de profit. C'est pour relever ce défi inscrit dans l'objectif d'inclusion financière que la SNFI met l'accent sur la nécessité de bien connaître et de structurer la demande afin de satisfaire les besoins de la population, surtout dans le secteur agricole et rural, par un meilleur accès à une diversité de services et de produits financiers (MFB, 2014). C'est dans cette perspective que ce travail propose le cadre d'analyse des Petites Prospérités qui peut offrir un éclairage intéressant sur la nature de ces besoins et sur leur satisfaction sur le marché financier rural malgache, plus précisément en Itasy.

3.2. Les Petites Prospérités : un cadre pertinent pour l'analyse de l'adéquation entre l'offre et la demande de financement rural et agricole

A partir des résultats des chapitres précédents et en nous positionnant par rapport à la littérature sur le financement rural et agricole, nous précisons dans cette sous-section comment le cadre des Petites Prospérités est mobilisée pour étudier empiriquement la demande de financement rural et agricole et l'adéquation de l'offre.

3.2.1. Un cadre adapté à l'analyse de la demande de financement des organisations productives familiales

Le cadre d'analyse en termes de classes de moyens d'existence, plus particulièrement de classe des Petites Prospérités, proposé dans ce travail peut contribuer à une meilleure compréhension de la diversité des besoins et des comportements financiers des ménages ruraux malgaches et ouvrir des pistes d'action intéressantes pour mieux adapter l'offre à la demande de financement. L'originalité de cette approche vient de la possibilité d'appréhender la demande en tenant compte de la structure sociale du milieu étudié et de rompre ainsi avec la vision duale habituelle qui oppose les ménages pauvres et non pauvres. Plus généralement, cette approche peut nourrir les réflexions et les débats portant sur le financement de l'agriculture et du secteur rural et sur la construction de marchés financiers ruraux efficaces dans les pays en développement en s'intéressant plus spécifiquement à la structure de la demande. Dans l'étude d'impact du réseau des CECAM menée en partenariat avec une équipe de recherche du CIRAD entre 2003 et 2007 à Madagascar, cette question de la diversité des profils des ménages en termes de niveau de richesse et de système d'activités a été mise en avant pour étudier la segmentation de la demande et les différences de comportements et trajectoires de crédit, de perception des ménages et d'impacts selon les groupes d'appartenance (Wampfler *et al.*, 2006, 2007 ; Bouquet *et al.*, 2007, 2009). Il y avait également l'idée sous-jacente de faire émerger des pistes d'action en termes de ciblage des campagnes de sensibilisation et de conception de produits et de services financiers adaptés (Wampfler *et al.*, 2006). Au moyen d'une analyse factorielle des correspondances intégrant des facteurs d'activités, de revenu et de patrimoine, une typologie de 9 groupes de ménages a été produite (Wampfler *et al.*, 2006) qui a par la suite été agrégée en 3 groupes restreints (aisés, moyens et pauvres) dans les autres études d'impact (Wampfler *et al.*, 2007 ; Bouquet *et al.*, 2007, 2009). En suivant la même méthode, notre travail positionne cependant les classes de moyens d'existence, plus précisément la classe des Petites Prospérités, au centre de la démarche de recherche pour expliquer et comprendre les besoins, les choix et les comportements (demande, accès, source de financement etc.) des ménages sur le marché du crédit en Itasy. En effet, selon notre hypothèse, les classes confèrent des attributs particuliers aux ménages qui guident leurs logiques d'actions et leurs stratégies, ici sur le marché du crédit rural. Par ailleurs, notre analyse ne se focalise pas sur un segment particulier du marché

du crédit du milieu étudié mais s'étend sur l'ensemble de l'offre effectivement disponible pour les ménages.

3.2.2. Petites Prospérités et marché financier rural en Itasy : une double causalité

Sur la base des caractéristiques des différents groupes sociaux composant la classe des Petites Prospérités que nous avons décrites dans le chapitre 2 et approfondies dans le chapitre 3, nous présumons qu'ils peuvent entretenir avec le marché du crédit en Itasy une relation de double causalité pouvant évoluer dans une dynamique vertueuse ou, au contraire, dans un cercle vicieux.

D'une part, l'accès au crédit peut servir d'appui au développement des moyens d'existence des Petites Prospérités en accélérant leur processus d'accumulation et en renforçant leur capacité de production et d'investissement. D'autre part, les ménages de la classe des Petites Prospérités, de par leurs capacités d'accumulation et d'investissement, peuvent dynamiser le marché du crédit rural en constituant une demande beaucoup plus solvable et sophistiquée. Tel est le cas des « entrepreneurs ruraux » décrits par Wampfler (2007 :3) et Doligez *et al.* (2008 :318) qui certes ont une capacité d'autofinancement importante mais dont « *l'accès à des services financiers adaptés est un élément déterminant du rythme, de la qualité et de l'intensité de leur développement. (...) [L]'accès aux services financiers permet à ces ménages d'accélérer le rythme de leur développement, de gagner quelques années dans le processus d'accumulation, mais aussi de changer d'échelle d'activité et d'innover* ». Ces ménages, en bénéficiant d'une bonne solvabilité et d'une facilité d'accès au financement formel, seraient par ailleurs les clients privilégiés des institutions de microfinance rurales et assureraient ainsi une base importante du développement du secteur financier rural.

Par ailleurs, s'il y a insuffisance ou absence d'offre adaptée aux besoins spécifiques des différentes classes de moyens d'existence et de Petites Prospérités, des problèmes d'exclusion financière et de surendettement peuvent maintenir les ménages dans un cercle vicieux. En effet, le défaut d'accès au financement ou les formes de finance inadaptées peuvent empêcher les dynamiques d'accumulation et favoriser les dynamiques de désaccumulation. Ce problème concerne surtout les ménages précaires mais peut également affecter les ménages de la Petite Prospérité vulnérable et même les autres catégories.

Les résultats du chapitre précédent ont montré que l'accès au financement est un des facteurs déterminants de la trajectoire des ménages et du processus de structuration et de transformation de leurs moyens d'existence. Toutefois, l'analyse au niveau des différents groupes des Petites Prospérités ont révélé que la nature et le volume des besoins de financement ainsi que les modalités et les mécanismes d'accès varient fortement en fonction des capacités et des logiques productives et d'accumulation des ménages. Cela implique nécessairement une forte segmentation de la demande même au sein de la classe des Petites Prospérités. A cette étape du travail, l'adoption d'une approche quantitative à travers le cadre des classes de moyens d'existence vise à vérifier et affiner ces résultats de manière à apporter un éclairage plus spécifique sur la situation du marché du crédit en Itasy, particulièrement sur la question de l'adéquation effective entre l'offre et la demande.

Dans la littérature sur la microfinance rurale, il existe quelques travaux qui mobilisent également une approche en termes de classes sociales. Toutefois, leur approche se différencie de celle que nous proposons en ce qu'elle s'intéresse essentiellement aux relations antagoniques entre les classes sociales en matière de financement.

3.2.3. Classes sociales et microcrédit dans la littérature

Dans la lignée des travaux récents qui critiquent la microfinance rurale et le microcrédit, la référence aux classes sociales est faite à travers une analyse néo-marxiste de ces outils (Fernando, 1997 ; Rahman, 1999 ; Rankin, 2002 ; Cons et Paprocki, 2010 ; Taylor, 2011 ; Roy, 2012 ; Federici, 2014 ; Paprocki, 2016). Selon cette approche, la microfinance n'est certainement pas un vecteur de la transition agraire mais insère la population rurale dans une logique capitaliste (Taylor, 2011). La microfinance est considérée comme étant un moyen de domination et de reproduction d'une classe rurale capitaliste naissante au détriment d'une classe pauvre qui croule sous les dettes. En renforçant le surendettement de cette classe pauvre, la microfinance deviendrait un instrument d'élargissement de la fracture entre les classes dans la logique de reproduction sociale des sociétés agraires (Taylor, 2011). Comme le notent Guérin *et al.* (2014), les processus d'endettement sont façonnés par les différenciations sociales et de pouvoir que la microfinance peut venir conforter. En milieu rural du Bangladesh, Paprocki (2016 :29) démontre que le microcrédit génère un phénomène de « dépossession sociale » ou « *social dispossession* » qu'elle définit comme étant « *l'expropriation coercitive des moyens de reproduction sociale (social ou matériel) vers la*

reproduction des relations sociales capitalistes ». Selon l'auteure, cette dépossession sociale par le microcrédit s'opère à travers trois mécanismes : la confiscation des ressources nécessaires à la reproduction sociale, la construction de relations de dette au sein de la communauté et la reconfiguration du statut social des femmes et de leurs subjectivités par rapport à leurs communautés. Cette analyse est surtout menée dans un contexte de large et ancienne diffusion du microcrédit, tel qu'au Bangladesh, mais qui est assez différent de celui de l'Itasy.

Bien que ces questions de rapports antagoniques en matière de financement soient importantes et certainement présentes au sein des relations sociales même entre nos classes théoriques de moyens d'existence, elles dépassent le champ d'analyse du présent travail. Comme il a été précisé dans le premier chapitre, nous adoptons une approche exploratoire des classes de moyens d'existence définies en tant que classes explicatives non pas une approche en termes de rapports d'exploitation ou de domination. La mobilisation du cadre des classes de moyens d'existence et de la classe des Petites Prospérités vise plus précisément à étudier la diversité des besoins de financement des ménages ruraux et la manière dont ils les satisfont en l'état actuel du marché du crédit en Itasy. Cette démarche peut s'avérer intéressante pour mieux informer et mieux guider les politiques de sécurisation des conditions de vie des ménages et de développement de la zone ainsi que pour questionner la place qu'y occuperait le microcrédit, ou d'une manière générale la microfinance dans une perspective de construction d'intermédiations financières rurales efficaces. Les interactions en matière d'endettement entre les différents groupes sociaux de moyens d'existence ne constituent donc pas l'entrée principale de notre question de recherche bien qu'ils puissent transparaître de manière indirecte dans l'analyse des comportements financiers des ménages. Dans notre démarche, les classes de moyens d'existence, plus spécifiquement la classe des Petites Prospérités, sont considérées comme étant des déterminants de la demande de crédit des ménages et de leur participation au marché du crédit en Itasy. Afin de préciser comment cette approche sera mise en œuvre empiriquement, nous présentons le cadre conceptuel qui sera adopté dans ce travail.

3.3. Cadre conceptuel de l'analyse empirique

Cette sous-section définit le cadre conceptuel qui précisera notre conceptualisation de la demande de crédit et de la participation au marché du crédit dans notre démarche empirique

qui utilise l'approche en termes de classes de moyens d'existence en l'inscrivant dans la vaste littérature sur les déterminants de l'accès au crédit rural.

3.3.1. Concepts de demande, d'accès et de participation au marché du crédit rural

Les concepts de demande de crédit, d'accès et de participation au marché du crédit sont souvent confondus dans la littérature. Bien les distinguer s'avère pourtant nécessaire afin d'identifier de manière plus précise les facteurs qui les influencent respectivement.

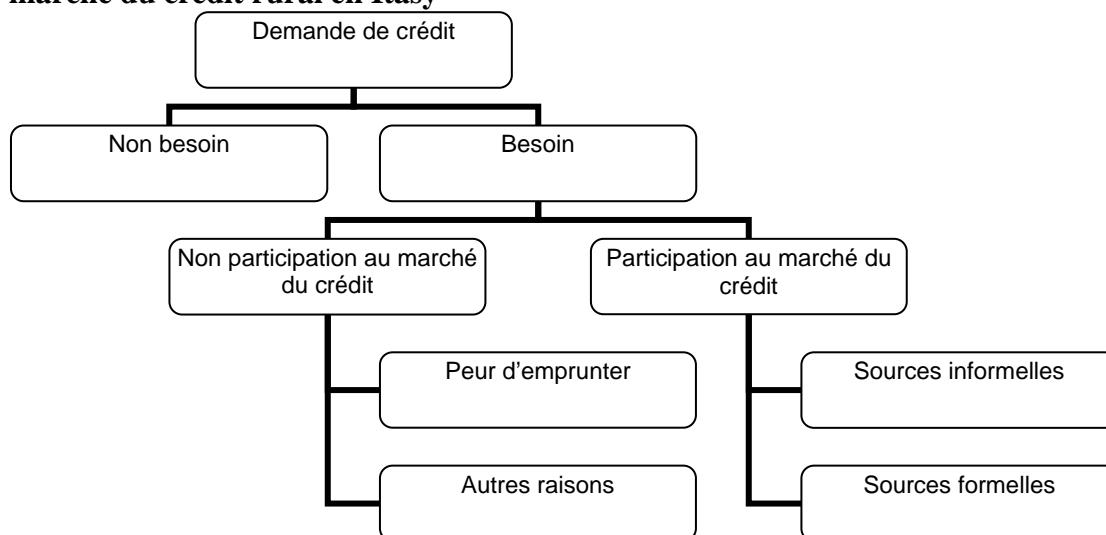
Des auteurs comme Tang *et al.* (2010), Awunyo-Vitor et Abankwah (2012) associent par exemple la demande de crédit au recours effectif à un emprunt par l'individu ou le ménage en excluant de fait ceux qui n'ont pas emprunté. D'autres comme Zeller (1994), Okurut *et al.* (2004) et Mpuga (2010) la définissent comme étant la décision de faire une demande effective de crédit auprès d'un prêteur qui va ensuite prendre la décision de l'accorder, de le refuser ou de le rationner. Enfin, un autre groupe d'auteurs comme Barslund et Tarp (2008) et Saint-Macary et Zeller (2011) associent la demande de crédit au besoin d'emprunter de l'individu ou du ménage. Cette définition intègre donc dans la demande de crédit la décision de ne pas emprunter pour différentes raisons (peur, méconnaissance ou incapacité d'utiliser les services et produits financiers disponibles etc.) en plus de la demande effective – qu'elle soit totalement ou partiellement satisfaite ou qu'elle soit effectuée par l'intermédiaire d'un proche. C'est cette dernière conceptualisation de la demande de crédit qui est retenue dans ce travail ; incluant ainsi tout ménage ayant déclaré avoir besoin d'emprunter. La figure IV.2 explicite notre démarche et illustre la structure de cette demande et les comportements des ménages sur le marché du crédit en Itasy⁶¹.

A partir de cette définition, il faut préciser la différence que nous faisons entre les concepts de demande, d'accès au crédit et d'usage effectif du crédit ou de participation au marché. Dans le cas spécifique du secteur financier formel, Claessens (2006), Morvant-Roux et Servet (2007) distinguent les deux notions d'accès (du côté de l'offre) et d'usage (du côté de la demande) pour mieux expliquer la complexité du phénomène d'exclusion financière et mieux identifier les problèmes qui relèvent respectivement de l'offre et de la demande. D'après ces auteurs, l'accès fait référence à la disponibilité des produits et services. Quant et

⁶¹ Les informations que nous utilisons dans cette étude sont issues du module « épargne et emprunt » du questionnaire du ROR.

l'usage, il fait référence à l'intersection entre l'offre et la demande et renvoie aux problèmes d'exclusion volontaire ou involontaire des emprunteurs potentiels. En plus de ceux qui participent réellement au marché, il existe des individus ou des ménages qui ont accès au crédit, c'est-à-dire peuvent potentiellement emprunter, mais qui s'auto-excluent volontairement pour diverses raisons socioéconomiques, psychologiques ou culturelles. Par contre, ceux qui ont un problème effectif d'accès sont ceux qui sont exclus involontairement à cause du refus, de la discrimination, de l'inadaptation ou de l'inexistence de l'offre. Dans les deux cas d'exclusion (volontaire ou involontaire), il y a inadéquation entre l'offre et la demande qui engendre la non-participation au marché du crédit.

Figure IV.2 Structure arborescente de la demande de crédit et de la participation au marché du crédit rural en Itasy



Source : Andrianampiarivo et Gondard-Delcroix (2016).

3.3.2. Choix des sources de financement et raisons de l'exclusion

Dans notre étude, parmi les ménages qui ont un besoin de crédit, faisant partie de la demande, nous distinguons ceux qui participent au marché du crédit, en l'occurrence ceux qui empruntent effectivement, de ceux qui se sont auto-exclus ou qui sont involontairement exclus. Il faut noter que les ménages qui n'ont pas besoin d'emprunter mais qui ont potentiellement accès au crédit se sont aussi volontairement exclus du marché. Toutefois, de notre point de vue, ils ne font pas partie de la demande et n'auraient pas participé au marché quelle que soit l'offre.

Par ailleurs, nous élargissons l'offre de crédit à toutes les sources possibles de prêt⁶² sur le marché du crédit en Itasy que nous classons en deux groupes : les sources informelles (famille hors ménage, voisin, usurier ou commerçant) et sources formelles (banques, institutions de microfinance ou autres organismes de prêt). Ces deux groupes permettent surtout de distinguer les ménages qui ont pu emprunter auprès des sources formelles de ceux qui se sont endettés uniquement auprès de prêteurs informels. Dans la région d'Itasy, deux agences de la banque commerciale BOA sont implantées dans les villes de Miarinarivo et Arivonimamo. Le réseau des CECAM, le plus dense, compte actuellement 26 caisses réparties dans les trois districts de la région (Miarinarivo, Arivonimamo et Soavinandriana). Cinq agences du réseau OTIV sont implantées dans les trois districts et deux caisses du réseau TITEM⁶³ (*Tahiry Indraman'ny Tantsaha Eto Madagasikara*) à Arivonimamo et à Soavinandriana. Les sociétés agro-industrielles qui sont présentes dans cette région (OFMATA et LECOFRUIT) proposent également des services de location-bail pour fournir aux exploitants des matériels agricoles et le projet gouvernemental PSDR finance les activités de certains ménages de la région.

Parmi les ménages qui ne participent pas au marché du crédit malgré le besoin d'emprunt, les raisons de l'exclusion (volontaire ou involontaire) évoquées par les ménages sont (mentionnées dans le questionnaire) : le niveau trop élevé du taux d'intérêt, l'absence de garantie individuelle ou collective, l'inexistence de prêteur, le refus du prêteur, l'inadaptation de la modalité d'emprunt ou la peur d'emprunter. Toutes ces raisons semblent plus expliquer la non-participation aux sources formelles qu'informelles. Par ailleurs, la plupart d'entre elles relèvent clairement d'une exclusion involontaire associée à l'offre ou involontaire liée à l'incapacité du ménage d'utiliser les produits et services disponibles. Seule la peur d'emprunter semble difficile à cerner et sujette à plusieurs interprétations : raisons psychologiques, culturelles ou sociales ; méconnaissance des produits et services ; inadaptation de l'offre ; incapacité de remboursement ; projet trop risqué ; perte de la garantie ou surendettement etc. Dans les entretiens qualitatifs, la peur d'emprunter est une des principales raisons évoquées par les ménages qui n'empruntent pas auprès d'institutions de

⁶² Nous avons tenu en compte tous les types de prêt déclarés par les ménages, que ce soit en nature (paddy, riz blanc, autres produits agricoles, animaux d'élevage, matériels agricoles, produits non alimentaires etc.) ou en numéraire.

⁶³ Réseau créé par la confédération des paysans à Madagascar (FEKRITAMA ou *Federasiona Kristianin'ny Tantsaha Malagasy*).

microfinance. Les explications apportées par les ménages interviewés sont essentiellement liées à l'engagement engendré par le prêt et la peur de ne pas pouvoir rembourser compte tenu du caractère aléatoire de leurs productions agricoles mais également le manque de compétence en matière de gestion. Rares sont les bases de données qui comportent des informations détaillées sur les raisons de cette « peur » d'emprunter en milieu rural, souvent soulevée dans plusieurs études. Parmi elles figurent les données issues de l'EDRI (*Ethiopian Development Research Institute*) en Ethiopie qui permettent à Ali et Deininger (2012) de distinguer plusieurs sources de peur : celle liée au risque de perdre la garantie, celle d'être rejeté ou celle liée au manque de connaissances sur l'offre ou à l'absence de l'offre. Afin d'approfondir et d'élucider cette idée de « peur » en Itasy, nous l'opposerons aux autres raisons de non-participation dans notre analyse quantitative.

3.3.3. Les déterminants de la demande de crédit et de la participation au marché du crédit rural dans la littérature

Il existe une très vaste littérature sur la demande de crédit et la participation au marché du crédit aussi bien formel qu'informel en milieu rural. Tous les travaux empiriques qui traitent ces questions font explicitement ou implicitement référence à la théorie du choix discret de McFadden (1980), plus précisément à la théorie du choix du consommateur. Selon cette théorie, le consommateur va maximiser sa satisfaction ou son utilité en choisissant une combinaison de biens et de services sous la contrainte de son revenu. Appliquée au cas des ménages qui ont besoin d'emprunter, elle suppose que leur comportement et les choix rationnels qu'ils vont faire sur le marché du crédit visent à maximiser leur utilité. La décision d'emprunter et les comportements des ménages sur le marché du crédit peuvent être contraints par l'offre (accès, taux d'intérêt, durée, conditions de prêt, prêts ciblés etc.), par les caractéristiques sociodémographiques et économiques des ménages ou de leurs membres ainsi que par d'autres facteurs exogènes relatifs à leur environnement socioéconomique, culturel, politique et géographique. Dans la littérature empirique, les déterminants et le sens de leur influence sur la demande de crédit et la participation au marché du crédit rural varient d'un contexte d'étude à un autre et dépendent fortement des caractéristiques de l'offre, notamment des programmes de microcrédit et des critères de sélection (dans le cas des sources formelles), de l'ancienneté de l'implantation des institutions financières et de la structure du marché du crédit rural des milieux étudiés ainsi que des environnements locaux et des relations sociales ;

ce qui confirme la thèse de Guérin *et al.* (2014) et de Servet (2006). La compréhension et l'interprétation de ces différents facteurs ne pourraient se faire que dans un contexte bien spécifique.

Nous avons relevé plusieurs facteurs pouvant expliquer la demande de crédit et la participation au marché du crédit qui sont issus de quelques études empiriques effectuées en milieu rural dans différents pays : au Vietnam (Nguyen, 2007 ; Barlund et Tarp, 2008 ; Saint-Macary et Zeller, 2011 ; Duy *et al.*, 2012 ; Khoi *et al.*, 2013), en Chine (Tang *et al.*, 2010 ; Li *et al.*, 2011), au Bangladesh (Dalla Pellegrina, 2011), au Nicaragua (Vaessen, 2001), en Afrique du Sud (Okurut, 2006), au Nigéria (Balogun et Yusuf, 2011), au Malawi (Diagne, 1999), au Ghana (Dzadze *et al.*, 2012), au Zanzibar (Mohamed, 2003) et en Uganda (Mpuga, 2010). Nous présentons les détails des déterminants et le sens de leur influence sur le choix du ménage – qui varient comme nous l'avons noté en fonction des études – en annexe (Annexe A.IV.1). Presque tous ces travaux, à l'exception de ceux de Barlund et Tarp (2008) et Saint-Macary et Zeller (2011), ne font pas de distinction entre demande et participation au marché du crédit rural, qui est souvent aussi associée à l'accès au crédit. Par ailleurs, les déterminants de la participation au marché formel sont généralement distingués de l'informel.

Plusieurs caractéristiques sociodémographiques du ménage et/ou de l'individu qui contracte le crédit comme l'âge, le genre, le statut marital, le niveau d'éducation, la composition du ménage (nombre d'actifs, nombre de dépendants, taille du ménage), l'appartenance ethnique peuvent influencer le besoin d'emprunter et la participation à une source de crédit. Notons que généralement les femmes (Okurut, 2006 ; Mohamed, 2003 ; Diagne, 1999 ; Mpuga, 2010) et les individus moins éduqués (Li *et al.*, 2011 ; Duy *et al.*, 2012 ; Khoi *et al.*, 2013 ; Okurut, 2006 ; Vaessen, 2001 ; Dzadze *et al.*, 2012 ; Tang *et al.*, 2010) ont une faible probabilité d'emprunter auprès de sources formelles. De même, l'appartenance ethnique ou religieuse peut également être discriminante sur le marché du crédit formel (Li *et al.*, 2011 ; Khoi *et al.*, 2013 ; Saint-Macary et Zeller, 2011 ; Okurut, 2006 ; Dalla Pellegrina, 2011).

Par ailleurs, des caractéristiques socioéconomiques du ménage comme les réseaux sociaux, le revenu, la possession d'épargne, les activités et les actifs productifs jouent également sur la demande et le choix de la source de crédit. Il apparaît clairement que les réseaux sociaux sont des éléments déterminants de la participation au marché du crédit formel (Barlund et Tarp, 2008 ; Khoi *et al.*, 2013 ; Vaessen, 2001 ; Mohamed, 2003 ; Dzadze *et al.*,

2012 ; Balogun et Yusuf, 2011 ; Diagne, 1999) et même aux sources informelles dans certains cas (Barslund et Tarp, 2008 ; Dalla Pellegrina, 2011). Il en est de même pour le fait d'avoir des sources d'activités non-agricoles qui augmente la probabilité d'emprunter auprès de sources formelles (Li *et al.*, 2011 ; Khoi *et al.*, 2013 ; Vaessen, 2001 ; Nguyen, 2007 ; Mpuga, 2010 ; Saint-Macary et Zeller, 2011) ou informelles (Mpuga, 2010 ; Saint-Macary et Zeller, 2011). Dans quelques travaux (Khoi *et al.*, 2013 ; Mohamed, 2003 ; Dalla Pellegrina, 2011) le ciblage des pauvres opéré par certaines institutions de microfinance semble bien ressortir, qui toutefois peut poser la question de risque de surendettement.

Enfin, d'autres facteurs exogènes relatifs à la situation géographique comme la distance entre les agences d'institutions et le lieu de résidence du ménage ainsi que ceux liés à l'offre comme les taux d'intérêt et la durée du prêt peuvent affecter la demande et la participation au marché du crédit formel ou informel.

A Madagascar, sur la base d'un échantillon de 189 ménages et de 651 de leurs membres collecté dans trois régions agro-écologiques non précisées, Zeller (1994) montre que l'âge de l'emprunteur, son niveau d'éducation et le fait d'être le chef de ménage sont des facteurs qui favorisent le recours à un emprunt formel ou informel. Les individus qui ont subi un problème de santé et ceux qui habitent dans la région où se trouve le tombeau familial (un proxy des liens sociaux) auraient plus de probabilité d'emprunter auprès de sources informelles. Par contre, les hommes et ceux qui détiennent une responsabilité sociale dans le village seraient plus à même d'emprunter auprès de sources formelles. Dans la commune rurale d'Ampitatafika, dans les Hautes Terres malgaches, Sandron (2007) montre que le recours au crédit informel, qui est le plus répandu, s'effectue dans un cercle relationnel proche et restreint et c'est la forme associative et communautaire des projets de microcrédit, engageant la responsabilité sociale de l'emprunteur, qui n'incite pas les ménages à participer au marché formel.

En s'inscrivant dans la lignée de ces travaux empiriques, ce travail cherche à savoir si les classes de moyens d'existence, plus particulièrement la classe des Petites Prospérités, peuvent expliquer la demande de crédit et la participation au marché du crédit des ménages ruraux en Itasy. Il contribue ainsi à la littérature sur trois aspects qu'il convient de préciser. Premièrement, il participe à l'enrichissement des connaissances sur le marché du crédit rural, les besoins et les comportements d'endettement des ménages ruraux et l'adéquation entre l'offre et la demande de crédit rural à Madagascar qui sont des sujets qui restent très peu

abordés dans la littérature sur les milieux ruraux malgaches. Deuxièmement, d'un point de vue heuristique, l'usage du cadre d'analyse en termes de classes sociales pour traiter ces questions de demande et de participation au marché du crédit rural est une approche originale qui n'a pas encore été explorée dans cette littérature. L'apport principal de cette démarche est le fait de tenir compte de la structure sociale du milieu étudié – objectivée ici par les moyens d'existence des ménages. Troisièmement, d'un point de vue méthodologique, la construction multidimensionnelle des classes de moyens d'existence permet d'intégrer des interactions complexes possibles entre les variables de classification qui sont prises séparément dans tous les travaux précédemment cités. Ces interactions qui dépassent la simple addition des variables prennent sens au sein des différentes classes de moyens d'existence en conférant aux ménages des attributs spécifiques qui vont guider leur choix et leur comportement sur le marché du crédit rural en Itasy. Les classes de moyens d'existence, plus précisément la classe des Petites Prospérités, en tant que variables d'intérêt, pourraient donc apporter un éclairage original à ces questions de recherche.

4. Les Petites Prospérités d'Itasy comme déterminants de la demande et de choix de financement rural : méthodes et résultats empiriques

Cette dernière section vise à mettre en œuvre empiriquement le cadre d'analyse des classes de moyens d'existence et des Petites Prospérités et le cadre conceptuel précédemment développés afin d'analyser l'adéquation entre l'offre et la demande de crédit rural en Itasy. Nous présentons ici les méthodes adoptés et les résultats empiriques.

4.1. Les comportements financiers des Petites Prospérités sur le marché financier en Itasy : une analyse en statistiques descriptives

L'analyse des statistiques descriptives met en avant deux principaux résultats qui sont (i) l'hétérogénéité des besoins et des comportements d'emprunt des ménages ruraux en Itasy et (ii) celle de leurs des comportements d'épargne, de transferts et d'investissement selon leur classe de moyens d'existence, et plus spécifiquement selon leur groupe de Petite Prospérité d'appartenance.

4.1.1. L'hétérogénéité des besoins et des comportements d'emprunt des ménages ruraux en Itasy

Le tableau IV.1 montre la situation globale de la demande de crédit et de la participation au marché du crédit des ménages ruraux en Itasy selon leurs groupes sociaux de moyens d'existence l'année 2008.

Une première lecture de ce tableau nous montre, d'une part, l'hétérogénéité des besoins de crédit des ménages ruraux d'Itasy, qui semblent n'avoir été que partiellement satisfaits et, d'autre part, celle de leurs comportements sur le marché du crédit, qui semblent varier en fonction de leur groupe social d'appartenance. Plus précisément, en 2008, il y avait une forte demande de crédit manifestée par plus des trois quart des ménages ruraux en Itasy. Elle est significativement plus importante chez les ménages précaires – 85% d'entre eux ont déclaré en avoir besoin – comparés à ceux de la classe des Petites Prospérités. Toutefois, malgré cette demande importante, plus de la moitié n'a pas été satisfaite soit près de 43% des ménages ruraux en Itasy qui n'ont pas pu emprunter sur le marché du crédit. Cette large part de la demande insatisfaite constitue une marge de développement du marché financier en milieu rural en Itasy. Parmi les exclus du marché malgré un besoin d'emprunter, les ménages précaires, soit deux tiers d'entre eux, ont été les plus défavorisés ; tandis que plus de la moitié des ménages des Petites Prospérités traditionnelle et supérieure ont pu obtenir un prêt. La situation subie par les ménages précaires semble confirmer leur difficulté financière. En effet, étant données leurs faibles dotations, leur probabilité de pouvoir emprunter auprès des sources formelles est faible. Par ailleurs, ils se seraient exclus ou seraient délaissés par le cercle relationnel proche qui est normalement le prêteur d'urgence. En effet, comme les dettes non payées peuvent détériorer les liens sociaux ou familiaux, les ménages les plus précaires peuvent s'auto-exclure en cas d'incapacité de remboursement. Cela pose aussi la question du délitement des réseaux de solidarité communautaires ou la dissociation effective du social et de l'économique en matières de gestion de risque et de filet de sécurité en Itasy ; un phénomène que Sandron (2007) a également observé à Ampitatafika. Le besoin de financement de ces ménages précaires pourrait donc surtout correspondre à des prêts de consommation ou de subsistance d'urgence ou de dépannage à cause de l'insuffisance de leur revenu (Droy, 1993). Toutefois, l'accès au crédit de cette classe de ménages peut les enliser dans une spirale de surendettement. Des appuis en termes d'aides, de protection sociale ou de transferts d'actifs seraient davantage adaptées à leurs besoins immédiats. Si l'objectif est de

financer la sécurisation et le développement de leurs moyens d'existence, d'autres supports en termes de capitalisation, de formations, d'assistance technique etc. seraient des étapes préalables nécessaires avant leur accès à du crédit. Une telle approche a été développée par le BRAC (*Bangladesh Rural Advancement Committee*) à travers des programmes de « graduation » ou *Graduation Programs* qui consistent à aider les plus pauvres à travers des séquences d'interventions graduelles s'étalant sur plusieurs échéances temporelles qui sont parachevées par l'accès au crédit (Matin et Hulme, 2003).

Tableau IV.1 Classes de moyens d'existence et comportements des ménages sur le marché du crédit en Itasy (2008)

		Demande de crédit		Participation au marché		Origine du prêt		Raison de l'exclusion		Montant du crédit Moyenne en Ariary
		<i>Non besoin</i>	<i>Besoin</i>	<i>Exclusion</i>	<i>Emprunt</i>	<i>Informelle</i>	<i>Formelle</i>	<i>Autres</i>	<i>Peur</i>	
Précaires	<i>Effectif</i>	26	152	101	51	43	8	30	71	87.527 Ar
	%	14,6	85,4	66,4	33,6	84,3	15,7	29,7	70,3	
PP Vulnérable	<i>Effectif</i>	17	62	36	26	15	11	12	24	136.723 Ar
	%	21,5	78,5	58,1	41,9	57,7	42,3	33,3	66,7	
PP Emergente	<i>Effectif</i>	21	54	27	27	20	7	7	20	110.703 Ar
	%	28	72	50	50	74,1	25,9	25,9	74,1	
PP Traditionnelle	<i>Effectif</i>	27	67	30	37	27	10	6	24	169.192 Ar
	%	28,7	71,3	44,8	55,2	73	27	20	80	
PP Supérieure	<i>Effectif</i>	24	58	24	34	27	7	3	21	271.709 Ar
	%	29,3	70,7	41,4	58,6	79,4	20,6	12,5	87,5	
Total	<i>Effectif</i>	115	393	218	175	132	43	58	160	151.462 Ar
	%	22,6	77,4	42,9	34,4	26	8,5	11,4	31,5	

Notes : (1) la dernière colonne représente les montants moyens du crédit en Ariary qui ont été calculés à partir de l'échantillon des ménages ayant effectivement emprunté ; (2) les caractères gras indiquent le fait que la valeur est significativement élevée dans le groupe comparé au reste de la population. Les caractères en italique indiquent qu'elle est significativement faible (sur la base des résidus standardisés ajustés du Khi² au seuil de 10% pour les variables qualitatives et du test de Student ou *t-test* au seuil de 10% pour les montants moyens).

Source : Andrianampiarivo et Gondard-Delcroix (2016).

La principale raison de l'exclusion volontaire ou involontaire du marché du crédit en Itasy est la peur d'emprunter qui a été déclarée par près des trois quart des ménages n'ayant pas pu emprunter. Étonnement, ce sont les ménages de la Petite Prospérité supérieure qui ont affirmé avoir majoritairement peur d'emprunter. Ce résultat contre-intuitif, au vu des caractéristiques particulièrement avantageuses dont ils bénéficient, peut suggérer l'idée du

risque ; surtout que le montant moyen emprunté par les ménages de cette catégorie sociale est largement au dessus de la moyenne de l'ensemble des ménages. Ce résultat sera vérifié et approfondi plus loin dans l'analyse économétrique. Quant aux autres raisons de l'exclusion évoquées, il faut noter qu'un seul ménage a déclaré avoir subi un refus du prêteur (Tableau IV.2). Cela montre que le rationnement du crédit est un phénomène qui reste rare en Itasy. Cela peut aussi suggérer l'extrême prudence des ménages de cette région à l'égard de l'endettement et qu'ils n'iraient emprunter qu'en étant sûrs de pouvoir rembourser. Comme nous l'avons évoqué, les impacts négatifs des dettes non payées sur les liens sociaux peuvent dissuader les comportements financiers risqués ou hasardeux. Cette idée de prudence apparaît également dans les entretiens qualitatifs dans la mesure où les ménages préfèrent privilégier les prêts auprès des proches en cas de besoin urgent.

Tableau IV.2 Les raisons déclarées de l'exclusion du marché du crédit malgré le besoin d'emprunter (2008)

	Effectif	%
Taux d'intérêt trop élevé	7	3,2
Absence de garantie	19	8,7
Inexistence de prêteur	23	10,6
Refus du prêteur	1	0,5
Inadaptation des modalités de prêt	8	3,7
Peur d'emprunter	160	73,4
Total	218	100

Source : Andrianampiarivo et Gondard-Delcroix (2016).

L'examen de l'origine du crédit révèle effectivement que les prêts informels restent prédominants sur le marché du crédit en Itasy et seuls 8,5% des ménages, soit 24,5% de ceux qui ont emprunté, s'endettent auprès d'un organisme formel. Les ménages de la catégorie de la Petite Prospérité vulnérable ont eu le plus recours à cette source d'emprunt comparés aux autres groupes sociaux en 2008. En regardant en détail l'origine des prêts, il apparaît que les prêts en nature sont les formes les plus prépondérantes que ce soit pour les sources informelles, qui fournissent habituellement des biens de consommation, ou pour les sources formelles, qui octroient généralement du matériel agricole (Tableau IV.3). L'usage déclaré des crédits obtenus confirme également ces résultats puisque les prêts destinés à la consommation étaient presque totalement en provenance du réseau de proximité tandis que ceux qui ont été investis étaient majoritairement issus du système formel (Tableau IV.4).

Nous pouvons en déduire que les ménages de la Petite Prospérité vulnérable, comparés à ceux des autres catégories, ont plus bénéficié du crédit formel pour investir en matériel agricole en 2008. Notons que le nombre total des prêts dans les deux tableaux (Tableau IV.3 et Tableau IV.4) qui est de 202 prêts dépasse le nombre total de ménages ayant effectivement emprunté en 2008 qui est de 175 ménages. Ceci s'explique par le fait que 25 ménages sur les 175 ayant emprunté ont obtenu plus d'un prêt cette année. Parmi ces ménages, huit ont eu recours aux deux types de sources de crédit à la fois et quatre ont contracté deux prêts auprès de sources formelles (voir Annexe A.IV.2, Annexe A.IV.3 et Annexe A.IV.4).

Tableau IV.3 Répartition des prêts obtenus par les ménages en Itasy selon leur origine et leur nature (2008)

		Origine du prêt				Total
		Informel (famille/voisins)	Informel - usurier	Formel		
Nature du prêt	Prêt monétaire	<i>Effectif</i> %	63 70,79	3 3,37	23 25,84	89 100
	Prêt en nature (biens de consommation)	<i>Effectif</i> %	81 94,19	5 5,81	0 0,00	86 100
	Prêt en nature (matériel agricole)	<i>Effectif</i> %	3 11,11	0 0,00	24 88,89	27 100
	Total	<i>Effectif</i> %	147 72,77	8 3,96	47 23,27	202 100

Note : Les caractères gras indiquent le fait que la valeur, ici le pourcentage, est significativement élevée dans la nature du prêt comparé au reste des natures du prêt. Les caractères en italique indiquent qu'elle est significativement faible (sur la base des résidus standardisés ajustés du Khi^2 au seuil de 10%).

Source : *Andrianampiarivo et Gondard-Delcroix (2016)*.

Ces cas renvoient aux pratiques de « jonglage financier » que Wampfler *et al.* (2014) ont observé chez les ménages ruraux dans le lac Alaotra et qui concernent donc aussi 14% des ménages qui ont emprunté sur le marché financier en Itasy en 2008. Comme il n'y a pas de liens de dépendance particuliers entre les différentes classes de moyens d'existence et ces pratiques de « jonglage financier », aucune conclusion ne pourrait être tirée quant aux logiques qui les sous-tendent dans notre cas. Comme l'ont remarqué Wampfler *et al.* (2014) dans le lac Alaotra, ces pratiques peuvent bien relever de jonglage réactif pour répondre à des besoins urgents pouvant conduire à des situations de surendettement comme de jonglage proactif pour appuyer des stratégies d'intensification, de diversification ou d'accumulation.

Comprendre ces processus nécessiterait certainement la conduite d'entretiens qualitatifs qui permettront d'approfondir ces questions.

Tableau IV.4 Répartition des prêts obtenus par les ménages en Itasy selon leur origine et leur destination (2008)

		Origine du prêt			Total
		Informel (famille/voisins)	Informel - usurier	Formel	
Destination du prêt	Consommation	114	6	6	126
	<i>Effectif</i>	90,48	4,76	4,76	100
	%				
Investissement	<i>Effectif</i>	28	2	41	71
	%	39,44	2,82	57,75	100
Cérémonie	<i>Effectif</i>	5	0	0	5
	%	100	0	0	100
Total		147	8	47	202
<i>Effectif</i>		72,77	3,96	23,27	100
%					

Note : Les caractères gras indiquent le fait que la valeur, ici le pourcentage, est significativement élevée dans la destination du prêt comparé au reste des destinations. Les caractères en italique indiquent qu'elle est significativement faible (sur la base des résidus standardisés ajustés du χ^2 au seuil de 10%).

Source : Andrianampiarivo et Gondard-Delcroix (2016).

4.1.2. L'hétérogénéité des comportements d'épargne, de transferts et d'investissement des ménages ruraux en Itasy

Afin de mieux comprendre les logiques qui sous-tendent ces besoins et choix des ménages ruraux sur le marché du crédit en Itasy, nous examinons leurs comportements en termes d'épargne, de transferts et d'investissement selon leur groupe social de moyens d'existence d'appartenance. Ces comportements sont observés sur la période allant de 2000 à 2009 en utilisant la dimension de panel des données. Les trois tableaux (Tableau IV.5, Tableau IV.6 et Tableau IV.7) montrent les répartitions des groupes sociaux de moyens d'existence selon respectivement leur épargne, les transferts effectués et le montant moyen de leur investissement sur l'ensemble de la période⁶⁴.

⁶⁴ Il s'agit plus précisément d'un panel non cylindré des ménages de 2000 à 2009 à partir de la typologie des groupes sociaux de moyens d'existence de 2008 qui rassemble un nombre total de 3 158 ménages sur l'ensemble de la période. Il faut noter qu'à partir de 2005, le ROR a opéré un changement de sites d'enquêtes (deux sites ont été remplacés) ce qui engendre une rupture dans notre échantillon de 2000 à 2004.

Tableau IV.5 Répartition des ménages en Itasy selon leur groupe social de moyens d'existence et la forme de leur épargne sur la période de 2000 à 2009 (panel non cylindré)

		Forme de l'épargne				Total
		Sans épargne	Argent liquide	Capitalisation	Institution formelle	
Précaires	<i>Effectif</i>	565	427	111	2	1105
	%	51,1	38,6	10,0	0,2	100
PP Traditionnelle	<i>Effectif</i>	222	290	87	4	603
	%	36,8	48,1	14,4	0,7	100
PP Vulnérable	<i>Effectif</i>	186	215	56	10	467
	%	39,8	46,0	12,0	2,1	100
PP Supérieure	<i>Effectif</i>	166	244	81	29	520
	%	31,9	46,9	15,6	5,6	100
PP Emergente	<i>Effectif</i>	210	189	57	7	463
	%	45,4	40,8	12,3	1,5	100
Total	<i>Effectif</i>	1349	1365	392	52	3158
	%	42,7	43,2	12,4	1,6	100

Note : Les caractères gras indiquent le fait que le pourcentage est significativement élevé dans le groupe comparé au reste de la population. Les caractères en italique indiquent qu'elle est significativement faible (sur la base des résidus standardisés ajustés du Khi^2 au seuil de 10%).

Source : Andrianampiarivo et Gondard-Delcroix (2016).

Concernant l'épargne, de nettes différences de comportements selon le groupe social d'appartenance peuvent être notées (Tableau IV.5). En effet, sur la période d'observation, les ménages précaires ont un accès significativement limité à l'épargne comparés à ceux de la classe des Petites Prospérités. Les ménages des Petites Prospérités traditionnelle et supérieure sont ceux qui épargnent le plus mais sous des formes différentes. Les ménages de la Petite Prospérité traditionnelle épargnent davantage sous forme d'argent liquide qu'ils conservent au domicile. C'est ce qui pourrait également expliquer le fait qu'ils aient significativement moins recours aux institutions formelles que le reste de l'échantillon. Quant aux ménages de la Petite Prospérité supérieure, ils ont le plus souvent recours à la capitalisation et ont un usage significativement plus important de la finance formelle pour épargner ; confirmant ainsi leur niveau de vie et leur position sociale élevés. Cela suggère également l'idée de modernité des

ménages de cette catégorie et de leur capacité de s'adapter à l'offre de service financier disponible sur le marché.

Tableau IV 6 Répartition des ménages en Itasy selon leur groupe social de moyens d'existence et leur statut de donateur net vis-à-vis du réseau social sur la période de 2000 à 2009 (panel non cylindré)

		Donnateur net		Total
		Non	Oui	
Précaires	<i>Effectif</i>	531	573	1104
	%	48,1	51,9	100
PP Traditionnelle	<i>Effectif</i>	231	372	603
	%	38,3	61,7	100
PP Vulnérable	<i>Effectif</i>	185	282	467
	%	39,6	60,4	100
PP Supérieure	<i>Effectif</i>	208	310	518
	%	40,2	59,8	100
PP Emergente	<i>Effectif</i>	182	281	463
	%	39,3	60,7	100
Total	<i>Effectif</i>	1337	1818	3155
	%	42,4	57,6	100

Note : Les caractères gras indiquent le fait que le pourcentage est significativement élevé dans le groupe comparé au reste de la population. Les caractères en italique indiquent qu'elle est significativement faible (sur la base des résidus standardisés ajustés du Khi² au seuil de 10%).

Source : Andrianampiarivo et Gondard-Delcroix (2016).

En ce qui concerne les transferts (Tableau IV.6), il apparaît que les ménages précaires sont plus receveurs nets que ceux de la classe des Petites Prospérités sur l'ensemble de la période, ce qui indique leur forte relation de dépendance au réseau. Les ménages de la Petite Prospérité traditionnelle, eux sont plus souvent donateurs nets, ce qui correspond bien à leur statut de classe « traditionnelle » insérée dans les réseaux de « solidarité » traditionnels en y exerçant une relation dominante. Ce résultat peut notamment faire écho au mécanisme de relations d'endettement au sein de la communauté, décrit par Paprocki (2016), qui pourrait conduire au phénomène de « dépossession sociale », ou aux relations clientélistes qui prévalent dans les régimes de sécurité informels selon Wood et Gough (2006). Les ménages

dans les autres catégories de Petites Prospérités semblent être dans une relation plus neutre sur l'ensemble de la période.

Tableau IV.7 Montant de l'investissement par nature et par classe de Petites Prospérités sur la période de 2000 à 2009, en Ariary, prix constant 2008 (panel non cylindré) (1)

	Effectif	Investissement productif (2)	Investissement social (3)	Investissement administratif (4)
Précaires	1104	93 275,9 (449914,3)	116 499,3 (428606,1)	6 407,3 (24365,6)
PP Vulnérable	467	78 954,6 (202740,7)	102 969,0 (208368,7)	8 053,0 (24148,9)
PP Emergente	463	100 744,5 (318486,0)	89 109,6 (233044,8)	8 646,6 (26070,8)
PP Traditionnelle	603	133 760,4 (506801,9)	108 941,2 (325756,1)	8 275,1 (21831,6)
PP supérieure	518	179 589,8 (571081,3)	115 943,2 (208471,4)	11 930,8 (36939,9)
Total	3155	114161,0584 (112469,2)	112469,2693 (322242,6)	8243,36 (26672,7)

Notes : (1) En 2008, 1 euro = 2480 Ariary ; (2) L'investissement productif recouvre l'investissement foncier, l'investissement en matériel agricole et autres biens d'équipement et l'investissement dans l'habitation qui constitue également un lieu de stockage des intrants, de la production et de l'équipement productif ; (3) L'investissement social comprend les dépenses pour les cérémonies lignagères et religieuses et pour la construction du tombeau ; (4) L'investissement administratif recouvre les dépenses contractées par le ménage pour effectuer des démarches administratives ; (5) les valeurs entre parenthèses indiquent les écart-types ; (6) Les caractères gras indiquent que la moyenne est significativement élevée dans le groupe comparé au reste de la population. Les caractères en italique indiquent qu'elle est significativement faible (sur la base du test de Student ou t-test au seuil de 10% pour les montants moyens).

Source : *Andrianampiarivo et Gondard-Delcroix (2016)*.

Quant aux comportements d'investissement (Tableau IV.7), les ménages précaires et ceux de la Petite Prospérité vulnérable investissent significativement moins que la moyenne dans la production au sens large (y compris la maison et les biens d'équipement). Cela montre une certaine proximité entre ces deux groupes sociaux, ici en termes de capacité d'investissement. Par contre, les ménages de la Petite Prospérité supérieure se trouvent largement au dessus de la moyenne en termes d'investissement productif et administratif, ce qui confirme la grande stabilité de leurs moyens d'existence et leur capacité d'accumulation. En ce qui concerne les investissements sociaux au sens large (cérémonie et tombeau familial),

il faut noter que les ménages précaires ne dépensent pas significativement moins que la classe des Petites Prospérités. Cela suggère l'importance des relations sociales et des obligations qui y sont associées en milieu rural en Itasy – et probablement en milieu rural malgache d'une manière générale – qui engendrent des coûts s'imposant même aux plus démunis. Comme nous l'avons remarqué toutefois dans le cas de ces derniers, le retour sur ces investissements serait souvent faible voire nul en termes de filet de sécurité. Seuls les ménages de la Petite Prospérité émergente investissent significativement moins que le reste de l'échantillon dans le social. Ce résultat pourrait évoquer l'idée d'individualisme croissant des ménages de ce groupe au niveau économique qui transparaîtrait même au niveau social.

L'analyse des statistiques descriptives a permis de constater que les ménages des différentes classes de moyens d'existence et de Petites Prospérités ont des comportements financiers différenciés en termes d'emprunt, d'épargne, de transferts et d'investissement. Afin d'approfondir la compréhension de ces comportements et l'étude de l'adéquation de l'offre et la demande de financement sur le marché du crédit en Itasy, une analyse économétrique vient compléter ces résultats descriptifs.

4.2. Choix du modèle économétrique

Nous mettons en œuvre une étude économétrique, que nous complétons avec une analyse descriptive, pour étudier le lien entre les classes de moyens d'existence et des Petites Prospérités et la demande de crédit et la participation au marché du crédit rural des ménages en Itasy. Le choix du modèle économétrique dans ce travail est contraint par deux principaux critères, en l'occurrence la structure de la demande (Figure IV.2) et le problème d'endogénéité de la variable des classes de moyens d'existence.

4.2.1. Les contraintes du choix du modèle économétrique

Il existe dans la littérature empirique trois groupes de méthodes et de modèles économétriques pour traiter la question des déterminants de la demande de crédit et de la participation au marché du crédit. Le premier qui est le plus usité concerne les modèles binaires ou multinomiaux (logit ou probit) qui permettent d'étudier le choix ou la somme des choix qui s'offre aux ménages (demande de crédit ou non, source formelle et/ou informelle etc.) (Mohamed, 2003 ; Tang *et al.*, 2010 ; Li *et al.*, 2011 ; Dzadze *et al.*, 2012). Le deuxième groupe rassemble les modèles en deux étapes d'Heckman (1976) ou les modèles à variables

dépendantes censurées de type Tobit qui visent à résoudre le problème de biais de sélection de l'échantillon en analysant simultanément la demande de crédit et le montant des prêts obtenus (Okurut, 2006 ; Diagne, 1999 ; Saint-Macary et Zeller, 2011 ; Duy *et al.*, 2012). Ce genre de modèle peut aussi servir à analyser la question du rationnement du crédit. Le dernier groupe concerne les modèles qui permettent d'étudier les interactions entre les sources formelle et informelle comme les modèles bivariés (Saint-Macary et Zeller, 2011), les doubles moindres carrés ou *Two-Stage Least Squares* (Diagne, 1999) ou les équations simultanées (Khoi *et al.*, 2013).

Au vu de la structure arborescente de la demande de crédit et de la participation au marché du crédit, un modèle logistique multinomial emboîté, qui traite le problème de choix à plusieurs niveaux, aurait été le plus adapté (Ben-Akiva, 1973 ; Combarous, 1999). Toutefois, l'hypothèse de l'indépendance des alternatives pertinentes ou IIA⁶⁵ a été validée ; ce qui signifie que les pourcentages de chances d'avoir besoin du crédit, de participer ou non au marché du crédit sont indépendants les uns des autres dans un modèle où les différents choix sont mis au même niveau. Cela implique que le recours à un modèle logistique multinomial emboîté n'est pas nécessaire dans notre cas. Par ailleurs, la structure de nos données ne permet pas d'appliquer ce type de modèle qui nécessite souvent des variables spécifiques à chaque étape de choix.

Quant au problème d'endogénéité de la variable des classes de moyens d'existence, il provient de deux sources. La première est inhérente au lien de double causalité entre les classes de moyens d'existence, d'une part, et la demande de crédit et la participation au marché du crédit comme nous l'avons développé précédemment, d'autre part. La deuxième source d'endogénéité est liée aux caractéristiques non observées qui peuvent affecter de manière simultanée l'appartenance à une classe de moyens d'existence et les comportements sur le marché du crédit rural. Par exemple, les relations sociales et de pouvoir peuvent influencer la décision d'emprunter auprès d'une source ou une autre mais aussi façonner ou renforcer les attributs et les propriétés de classe. Le fait de contracter un prêt par l'intermédiaire d'une tierce personne, qui est une information dont nous ne disposons pas, peut de la même manière jouer dans les deux sens.

⁶⁵ IIA signifie *Independence of Irrelevant Alternatives*. Cette propriété implique qu'entre différentes alternatives j et k , le rapport P_j/P_k est indépendant des autres possibilités de choix restantes. Le test a consisté à vérifier si l'omission d'une sous-partie de l'ensemble des choix possibles ne change pas fondamentalement les estimations des paramètres et est donc non pertinente (Hausman et McFadden, 1984).

4.2.2. Le modèle de traitement multinomial endogène pour résoudre le biais d'endogénéité

Afin de résoudre ce biais d'endogénéité tout en tenant compte de la forme multidimensionnelle de notre variable d'intérêt (les classes de moyens d'existence), nous adoptons le modèle de traitement ou *treatment-effects model* que Deb et Trivedi (2006a ; 2006b) ont adapté au cas d'une variable de traitement multinomiale endogène ou *endogenous multinomial treatment*. L'objectif de leur modèle est d'évaluer l'effet du choix d'un traitement parmi plusieurs alternatives sur une variable de résultat. Le modèle contient une équation de résultat et une équation qui modélise le processus de génération de la variable de traitement. Les deux équations sont liées de manière à ce que le choix du traitement peut impacter la variable de résultat. La variable de résultat peut être une variable binaire, continue ou de valeur entière et la variable de traitement multinomiale est supposée avoir une structure logistique multinomiale. Les techniques de maximum de vraisemblance simulée sont utilisées pour estimer les paramètres du modèle⁶⁶.

Dans notre modèle, nous avons une variable de traitement multinomial correspondant aux différents groupes sociaux de moyens d'existence et quatre variables de résultats associés aux choix binaires à chaque étape de décision dans la figure IV.2 : (i) besoins ou non de crédit ; participation ou non au marché du crédit en sélectionnant les ménages qui ont besoin d'emprunter ; (iii) emprunt auprès d'une source formelle ou non parmi les ménages qui ont participé au marché du crédit ; et (iv) la peur ou autres raisons d'exclusion volontaire ou involontaire en sélectionnant les ménages qui n'ont pas participé au marché du crédit.

En principe, les paramètres du modèle peuvent être identifiés même si les variables introduites dans les deux équations relatives aux groupes sociaux de moyens d'existence et aux choix de participation au marché du crédit sont les mêmes. Toutefois, afin d'améliorer la robustesse du modèle, une variable instrumentale est introduite dans l'équation des groupes sociaux et exclue dans celle des choix des ménages sur le marché du crédit. L'instrument doit répondre à deux principaux critères : (i) il ne doit pas avoir un lien direct avec le choix du ménage sur le marché du crédit et (ii) être déterminant de l'appartenance à un groupe social de moyens d'existence (Bonfond et Clément, 2014). L'instrument le plus satisfaisant retenu

⁶⁶ Cela signifie que la maximisation du log-vraisemblance est effectuée en fixant un nombre aléatoire de simulations à partir d'une distribution normale standard. Selon Deb (2009), le nombre de simulations devrait être supérieur à la racine carrée du nombre d'observations. Toutefois, il n'y a pas vraiment de règle fixe. Il se trouve que dans nos estimations, nous avons été amené à réduire ce nombre quand le modèle ne convergeait pas.

est la prédisposition du ménage à manifester pour une cause quelconque (en variable binaire) qui est fortement corrélé avec l'appartenance à un groupe social de moyens d'existence⁶⁷.

A ces modèles de traitement ou *multinomial treatment regressions* est rajouté également un modèle Tobit (Tobin, 1958) pour étudier les déterminants du montant d'emprunts. Ce modèle est adapté aux variables dépendantes censurées comme dans notre cas où le montant du crédit est nul pour plusieurs ménages qui n'ont pas emprunté.

Enfin, les variables de contrôle incluses dans toutes les équations sont celles qui sont habituellement retenues dans la littérature en excluant toutefois celles qui sont susceptibles d'induire des biais d'endogénéité⁶⁸. Dans cette optique, l'âge et le genre du chef⁶⁹ et le ratio enfants/taille du ménage ont été retenus pour tenir compte des caractéristiques démographiques des ménages (Saint-Macary et Zeller, 2011 ; Tang *et al.*, 2010 ; Mpuga, 2010 ; Nguyen, 2007 ; Mohamed, 2003 ; Vaessen, 2001). De même, le site d'appartenance des ménages permet d'introduire les effets liés à l'environnement économique et géographique (Li *et al.*, 2011 ; Khoi *et al.*, 2013 ; Saint-Macary et Zeller, 2011).

Nos études économétriques se basent uniquement sur l'année 2008 qui est l'année de référence dans l'identification des classes de moyens d'existence. L'observation est toutefois élargie sur la période allant de 2000 à 2009 dans une analyse descriptive des comportements d'épargne, d'investissement et de transfert des ménages ruraux selon leur groupe social d'appartenance. Ceci vise à bien comprendre les logiques qui sous-tendent leurs besoins de crédit et leurs choix sur le marché du crédit et d'enrichir ainsi les résultats issus des études économétriques.

67 La variable a été déduite d'une question relative au civisme et à la vie en société dans le questionnaire du ROR et qui demande si un membre du ménage a déjà participé ou est prêt à participer à une manifestation ou marche de protestation. Le choix de la variable instrumentale a été restreint au vu des conditions à satisfaire et par l'absence d'informations disponibles au niveau communautaire, lesquelles sont les plus adaptées comme instrument (Schultz, 1984 ; Bonnefond et Clément, 2014). Deux autres variables, notamment l'évaluation subjective des ménages de leur revenu et leur souhait de changer de source d'énergie (adoption d'électricité), avaient été envisagées comme instrument mais présentent des suspicions de corrélation directe avec la participation au marché du crédit.

68 De ce fait, toutes les variables liées aux ressources productives des ménages ont été exclues puisqu'elles peuvent être directement impactées par les prêts contractés par les ménages.

69 Le statut marital du chef n'a pas été retenu puisqu'il est fortement corrélé au genre. En effet, l'homme est généralement désigné comme chef de ménage par défaut ; ce qui fait que presque toutes les femmes chef de ménage ne vivent pas en couple.

4.3. Les résultats des analyses économétriques

Les classes de moyens d'existence, plus particulièrement les catégories de Petites Prospérités permettent d'expliquer différents segments de la demande et de la participation au marché du crédit des ménages ruraux en Itasy et de montrer ainsi des éléments de compréhension du fonctionnement et de la situation de l'offre de crédit sur ce marché.

Les résultats des analyses économétriques portant sur l'année 2008 sont présentés dans le Tableau IV.8 et le Tableau IV.9 qui regroupent chacun les estimations des quatre équations de traitement multinomial ou *multinomial treatment regressions* associées aux variables binaires de choix et celle du montant de prêt respectivement. Le Tableau IV.8 présente les résultats issus de l'ensemble de l'échantillon tandis que le Tableau IV.9 se limite à l'échantillon des ménages des Petites Prospérités afin de comparer les quatre profils les uns par rapport aux autres⁷⁰. Notons que la validité des tests de Wald⁷¹ confirme la qualité de tous les modèles et la pertinence de l'instrument (prédisposition du ménage à manifester pour une cause) dans le Tableau IV.8 sauf dans le cas de l'équation liée aux raisons de l'exclusion.

⁷⁰ Dans les régressions du traitement multinomial portant sur l'échantillon de la classe des Petites Prospérités, la variable instrumentale n'est pas utilisée puisqu'elle n'est pas discriminante entre les quatre groupes sociaux des Petites Prospérités. La catégorie de référence est la Petite Prospérité vulnérable. Les effets marginaux relatifs aux différentes catégories de Petites Prospérités pour toutes les régressions de traitement multinomial sont présentés en Annexe A.IV.5 pour l'ensemble de l'échantillon (relatif au Tableau IV.8) et en Annexe A.IV.6 pour l'échantillon des Petites Prospérités (relatif au Tableau IV.9).

⁷¹ Le test de Wald vise à tester la nullité des coefficients dans les modèles dont ceux associés à l'instrument. L'hypothèse nulle est donc que le vecteur des coefficients des variables des modèles n'est pas significatif.

Tableau IV.8 Régressions des modèles de traitement multinomial pour la demande de crédit, l'emprunt, le choix de la source et la raison de l'exclusion et du modèle Tobit pour le montant emprunté sur l'ensemble de l'échantillon (2008)

	Demande de crédit	Emprunt	Source de prêt formelle	Exclusion par peur	Montant du prêt en Ariary
Caractéristiques démographiques ménages					
Age chef	-0,0108 (-0,99)	-0,0067 (-0,52)	-0,0120 (-0,43)	-0,0186 (-1,20)	-3.099,4* (-0,78)
Chef Femme (+)	0,5216 (1,23)	-0,5393 (-1,01)	-1,9478 (-1,50)	0,4651 (0,88)	-51.409,8 (-0,78)
Ratio Enfants/taille	1,4984** (2,48)	1,1440 (1,28)	-4,4956** (-2,00)	0,8537 (1,04)	171.451* (1,82)
Site d'appartenance (Réf Anosibe Ifanja)					
Ambohidranerana (+)	-0,0534 (-0,15)	-1,1861** (-2,26)	-4,7829** (-2,93)	-1,0467* (-1,73)	-159.297,1** (-3,06)
Antanetibe (+)	0,1022 (0,28)	-1,4520** (-2,39)	-2,5925** (-3,18)	-0,8190 (-1,50)	-166.485,9** (-3,27)
Merinaravatra (+)	-0,6688* (-1,93)	-0,7745 (-1,71)	-2,0248** (-2,54)	-1,3446** (-2,18)	-160.828,1** (-3,07)
Classes de Petites Prospérités (Réf Précaires)					
PP Vulnérable (+)	-0,2320 (-0,50)	-0,0309 (-0,05)	2,2124** (1,73)	0,0110 (0,02)	93.241,9 (1,63)
PP Emergente (+)	-0,9560* (-1,89)	1,3950** (2,30)	2,8600** (1,75)	0,5579 (0,75)	111.300* (1,87)
PP Traditionnelle (+)	-1,2466** (-2,21)	1,3077 (1,37)	2,2124* (1,73)	0,7625 (1,07)	130.819,3** (2,48)
PP Supérieure (+)	-0,2869 (-0,61)	2,2842** (2,18)	0,9371 (0,78)	1,8055** (2,10)	236.428,2*** (4,32)
Constante	1,8777** (2,48)	-0,3562 (-0,38)	0,1894 (0,11)	1,9986 (1,87)	-86.628,8 (-0,79)
Obs	508	393	175	218	508
Loglikelihood	-	-	-	-	-2.622.1739
Logpseudolikelihood	-978,12079	798,47742	-314,26004	-398,34026	-
Pseudo R ²	-	-	-	-	0,009
Significativité (Wald test) (p.value)	153,92 (0,000)	109,84 (0,000)	92,22 (0,000)	82,93 (0,000)	- (0,000)
Validité de l'instrument (Wald test) (p.value)	15,34 (0,004)	14,05 (0,007)	20,48 (0,000)	4,74 (0,314)	- -

Notes : (1) Les variables binaires sont indiquées par (+) ; (2) Les valeurs entre parenthèses sont les statistiques z pour les régressions du modèle du traitement multinomial et les statistiques t pour la régression du modèle Tobit ; (3) les niveaux de significativité statistique sont indiqués comme suit : *** $p < 0,001$, ** $p < 0,05$, * $p < 0,1$.

Source : Andrianampiarivo et Gondard-Delcroix (2016).

4.3.1. Les déterminants classiques de la demande et des comportements d'emprunt sur le marché du crédit rural en Itasy

En nous limitant dans un premier temps aux variables de contrôle du Tableau IV.8, nous pouvons constater que parmi les caractéristiques démographiques des ménages, l'âge du chef a un impact négatif sur le montant du prêt obtenu bien qu'il n'influe ni sur leur besoin ni sur

leur participation au marché du crédit. Plus le chef du ménage est âgé, plus il aurait contracté un prêt de faible montant en 2008, probablement pour satisfaire un besoin urgent de consommation mais moins d'investissements. Par contre, le ratio enfants/taille du ménage influe non seulement sur la demande de crédit et sur la participation au marché formel mais aussi sur le montant des prêts. Plus précisément, les ménages qui ont une charge importante auraient eu plus besoin de financement et d'un montant plus élevé. Toutefois, parmi ceux qui ont effectivement emprunté cette année, ces ménages à forte charge auraient eu moins de chance de le faire auprès de sources formelles. Quant aux sites d'appartenance des ménages, il apparaît clairement que comparé à Anosibe Ifanja (la catégorie de référence), habiter dans les autres sites diminuent de manière significative la probabilité de participer au marché financier en cas de besoin et celle d'emprunter auprès de sources formelles ainsi que le montant du prêt obtenu. Toutefois, le besoin de financement n'est pas affecté par ces effets géographiques à l'exception de Merinavaratra où la demande est significativement moins importante. Par ailleurs, à Ambohidanerana et à Merinavaratra, comparés à Anosibe Ifanja, les ménages qui n'ont pas pu emprunter malgré un besoin de crédit étaient exclus du marché plutôt pour d'autres motifs que celui de la peur d'emprunter. Ces résultats suggèrent le dynamisme du marché financier à Anosibe Ifanja, un site où la production rizicole est importante.

Tableau IV.9 Régressions des modèles de traitement multinomial pour la demande de crédit, l'emprunt, le choix de la source et la raison de l'exclusion et du modèle Tobit pour le montant emprunté sur l'échantillon des Petites Prospérités (2008)

	Demande de crédit	Emprunt	Source de prêt formelle	Exclusion par peur	Montant du prêt en Ariary
Caractéristiques démographiques ménages					
Age chef	-0,02928* (-1,80)	0,0063 (0,30)	-0,0118 (-0,40)	-0,0451 (-0,85)	-3.024,1 (-1,35)
Chef Femme (+)	0,7254 (1,05)	,0651 (0,11)	-1,5938 (-1,19)	-0,2263 (-0,18)	1.3305,2 (0,14)
Ratio Enfants/taille	1,7285* (1,73)	1,8806* (1,72)	-3,8921** (-1,98)	1,7413 (0,97)	333.227,8** (2,53)
Site d'appartenance (Réf Anosibe Ifanja)					
Ambohidanerana (+)	0,50843 (1,02)	-0,7157 (-1,19)	-5,5687*** (-3,91)	-0,6673 (-0,34)	- 138.601,6* (-1,92)
Antanetibe (+)	0,7187 (1,30)	-0,9096* (-1,72)	-3,0782*** (-3,64)	-2,6585* (-1,65)	-127.610,7* (-1,73)
Merinavaratra (+)	-0,5598 (-0,87)	-0,7696 (-1,34)	-2,3031** (-2,91)	-2,0999 (-1,22)	-182.908,3** (-2,37)
Classes de Petites Prospérités (Réf PP Vulnérable)					
PP Emergente (+)	-1,9744** (-2,02)	0,4926 (0,42)	0,2442 (0,24)	-0,6918 (-0,33)	1.033,474 (0,01)
PP Traditionnelle (+)	-1,2012 (-1,36)	0,2539 (0,29)	-1,9283** (-2,32)	2,3597 (1,30)	32.308,4 (0,44)
PP Supérieure (+)	-1,1402 (-0,74)	1,5500* (1,70)	-2,1129** (-2,18)	4,3415** (2,05)	157.038,9** (2,15)
Constante	2,9269** (1,99)	-,9658 (-0,69)	4,4953* (1,93)	3,9185 (1,19)	-112.047,6 (-0,70)
Obs	330	241	124	117	330
Loglikelihood	-	-	-	-	-1867,7952
Logpseudolikelihood	-599,6839	-464,96463	-196,02599	-199,53867	-
Pseudo R ²	-	-	-	-	0,007
Significativité (Wald test) (p.value)	80,09 (0,000)	67,62 (0,000)	73,84 (0,000)	56,54 (0,000)	- (0,000)

Notes : (1) Les variables binaires sont indiquées par (+) ; (2) Les valeurs entre parenthèses sont les statistiques z pour les régressions du modèle du traitement multinomial et les statistiques t pour la régression du modèle Tobit ; (3) les niveaux de significativité statistique sont indiqués comme suit : *** $p < 0,001$, ** $p < 0,05$, * $p < 0,1$.

Source : Andrianampiarivo et Gondard-Delcroix (2016).

4.3.2. Les Petites Prospérités d'Itasy et la demande de crédit rural

Les comportements de demande de crédit des ménages sont très contrastés d'une classe à une autre, révélant des logiques spécifiques à chaque groupe social. Ainsi, l'analyse économétrique valide et précise les résultats obtenus par les analyses descriptives précédentes. D'une manière générale, les ménages des catégories des Petites Prospérités auraient eu moins

besoin de financement que les précaires (Tableau IV.8). Ce résultat conforte l'hypothèse de Wampfler (2007) et de Doligez *et al.* (2008) que les entrepreneurs ruraux auraient moins besoins de crédit que les pauvres, grâce notamment à leur plus grande capacité d'autofinancement. Toutefois, cette relation causale n'est significative que pour les Petites Prospérités émergente (au seuil de 10%) et traditionnelle (au seuil de 5%) qui ont respectivement 17% et 23% plus de chance d'avoir besoin d'un prêt que les précaires⁷². Rappelons ici que ces deux profils de ménages se distinguent par leur spécialisation dans l'agriculture et leur bon niveau de sécurité alimentaire. Cette capacité d'autofinancement des ménages de la Petite Prospérité émergente se confirme même en nous restreignant à l'échantillon des Petites Prospérités (Tableau IV.9). Il se trouve qu'ils auraient eu moins besoin d'emprunter que les ménages de la Petite Prospérité vulnérable.

4.3.3. Les Petites Prospérités d'Itasy et la participation au marché du crédit rural

Parmi les ménages qui ont un besoin de financement, les Petites Prospérités auraient eu plus de chance de participer au marché du crédit que les précaires (Tableau IV.8). Cette probabilité est particulièrement significative pour les Petites Prospérités émergente (au seuil de 5%) et supérieure (au seuil de 5%) et vaut respectivement 33% et 49% de plus que celle des pauvres. Cette facilité d'emprunt en cas de besoin atteste la solvabilité de la classe des Petites Prospérités, et plus particulièrement de ces deux profils de ménages, quelle que soit la source du prêt. Cette solvabilité peut s'expliquer par le niveau d'éducation relativement élevé des chefs des ménages de ces deux catégories qui leur procurerait une bonne capacité de gestion. Elle peut aussi provenir de leur situation relativement aisée, surtout dans le cas de la Petite Prospérité supérieure. Ce résultat peut aussi suggérer leur fort dynamisme en termes d'activités et la stabilité de leur revenu qui leur assurent une bonne capacité de remboursement. Les résultats des analyses qualitatives ont montré que ces deux profils de ménages sont les plus intégrés aux marchés pour écouler leurs productions et que certains ménages polyculteurs de la Petite Prospérité émergente vendent sous contrat auprès des sociétés agroindustrielles. Tous ces atouts favorisent probablement la confiance des prêteurs. En comparant les probabilités d'emprunter des différentes catégories de Petites Prospérités

⁷² Les pourcentages sont issus des tableaux des effets marginaux relatifs aux différentes catégories de Petites Prospérités présentés en Annexe A.IV.5 pour l'ensemble de l'échantillon (relatif au Tableau IV.8) et en Annexe A.IV.6 pour l'échantillon des Petites Prospérités (relatif au Tableau IV.9).

(Tableau IV.9), il est confirmé que les ménages de la Petite Prospérité supérieure auraient plus de facilité d'emprunter, en cas de besoin, que ceux de la Petite Prospérité vulnérable.

4.3.4. Les Petites Prospérités d'Itasy et le choix de la source de crédit rural

Parmi les ménages qui participent au marché du crédit, les Petites Prospérités sont plus à même d'emprunter auprès de sources formelles que les ménages précaires (Tableau IV.8). Cette relation causale est significative pour les Petites Prospérités vulnérable (au seuil de 5%), émergente (au seuil de 5%) et traditionnelle (au seuil de 10%) avec une probabilité respective de 66%, 52% et 35% plus élevée que celle des pauvres⁷³. Les résultats de l'analyse des entretiens qualitatifs ont montré le recours fréquent des ménages de la Petite Prospérité émergente aux prêts formels. Ce qui est assez surprenant ici est la probabilité importante d'accès des ménages de la Petite Prospérité vulnérable à ce genre de prêt qui serait même plus élevée que celle des ménages des Petites Prospérités supérieure et traditionnelle en 2008 (Tableau IV.9). Ce résultat confirme l'idée selon laquelle les ménages non pauvres ou vulnérables sont les clients privilégiés des institutions de microfinance et qu'il pourrait exister des effets d'éviction des plus pauvres au sein de ces organismes (Chua *et al.*, 2000 ; Brau et Woller, 2004 ; Labie, 2004 ; Morvant-Roux et Servet ; 2007 ; Wampfler, 2007). Il indique également que les produits et services financiers proposés par les institutions financières rurales en Itasy semblent bien adaptés aux besoins spécifiques de ces trois profils (Petites Prospérités vulnérable, émergente et traditionnelle) liés aussi bien à leurs activités agricoles qu'à leurs stratégies de diversification, surtout pour les Petites Prospérités vulnérable et émergente. Comme l'ont montré les résultats des analyses qualitatives, ces besoins concernent généralement diverses dépenses productives pour acquérir des petits matériels agricoles et des intrants, pour louer des parcelles à exploiter, pour la spéculation dans l'engraissement de porc. Les résultats de l'analyse descriptive ont déjà révélé que les prêts auprès des sources formelles permettent aux ménages, surtout à ceux de la Petite Prospérité vulnérable, d'investir dans des équipements agricoles. Ces besoins de court terme et souvent à petite échelle, qui sont liés à la diversification et à l'accumulation du capital, semblent bien satisfaits par les institutions financières présentes en Itasy, composées majoritairement de microfinance ou

⁷³ Les pourcentages sont issus des tableaux des effets marginaux relatifs aux différentes catégories de Petites Prospérités présentés en Annexe A.IV.5 pour l'ensemble de l'échantillon (relatif au Tableau IV.8) et en Annexe A.IV.6 pour l'échantillon des Petites Prospérités (relatif au Tableau IV.9).

d'autres organismes de prêts spécialisés. Nous pouvons rappeler ici les pratiques innovantes développées par le réseau CECAM (LVM, GCV etc.) qui s'avèreraient particulièrement efficaces pour ces catégories de Petites Prospérités, surtout celle vulnérable. Par ailleurs, comme nous l'avons vu dans le chapitre précédent, les ménages appartenant aux catégories de Petites Prospérités émergente et traditionnelle, ont généralement de bonnes dotations en capital (foncier, bétail ou matériel agricole) qui peut leur servir de garantie. Ces prêts formels permettraient donc aux ménages ayant ces deux profils de financer leurs campagnes agricoles, d'augmenter leurs parcelles exploitées ou de diversifier leur revenu agricole. Ils font donc partie des moyens qui leur servent à maintenir ou même améliorer leurs moyens d'existence déjà bien établis en augmentant leurs productions agricoles.

Quant aux ménages de la Petite Prospérité vulnérable, qui sont généralement dans une phase de construction de leurs moyens d'existence, ces prêts leur permettraient surtout de s'équiper en matériel agricole. L'accès à ce genre de crédit leur assure donc un début d'accumulation en capital productif favorable à leur stratégie du « petit à petit » dans une logique de lissage du revenu et de minimisation de risques. La facilité d'emprunt auprès d'organismes formels de ces ménages semble toutefois contredire les résultats de l'analyse qualitative dans le chapitre précédent. En définitive, l'analyse quantitative démontre que dans l'ensemble, les ménages de cette catégorie, quand ils participent au marché financier, ont plus de chance de contracter un crédit auprès d'organismes formels que les précaires et même les Petites Prospérités traditionnelle et supérieure. Cela indique que l'offre et les modalités de prêt auprès des institutions de microfinance en Itasy seraient favorables et adaptées aux spécificités de ces ménages malgré leurs relatives faibles dotations comparées aux autres catégories de Petites Prospérités. Ils atteindraient donc le minimum de garantie nécessaire. Dans les entretiens qualitatifs, les cas des ménages de la Petite Prospérité vulnérable qui s'auto-excluent du marché financier peuvent donc relever de problèmes de sensibilisation ou de connaissances des offres disponibles ou encore de l'absence d'autres services plus adaptés. Ainsi, malgré cette facilité d'emprunt, beaucoup de besoins restent insatisfaits pour ces ménages. Rappelons la part non négligeable de ménages (à l'exception de ceux des Petites Prospérités traditionnelle et supérieure) qui n'ont pas emprunté malgré un besoin de financement (Tableau IV.1) et le fait que les ménages de la Petite Prospérité vulnérable empruntent significativement moins que ceux de la Petite Prospérité supérieure malgré une demande positive (Tableau IV.9). Il existe donc une marge d'expansion importante du marché

financier formel rural en Itasy dans la mesure où ces ménages de la Petite Prospérité vulnérable s'orientent facilement vers les organismes de microfinance quand ils décident d'emprunter. Toutefois, les services proposés devraient s'élargir à l'appui aux activités non agricoles (commerce, artisanat etc.), non seulement en termes d'équipement mais aussi en formation et dans l'accès au marché en accompagnant les projets de ce profil de ménages. Des produits destinés à la consommation de court terme pourraient aussi favoriser le lissage du revenu de ces ménages et éviter la décapitalisation en cas de contraintes de liquidité. De plus, au vu de la fragilité de leurs moyens d'existence, l'accès au crédit seul ne pourra pas leur permettre de faire face à d'éventuels chocs négatifs. Des services d'assurance ou d'épargne pourraient être nécessaires pour stabiliser leur revenu et leurs conditions de vie.

4.3.5. Les Petites Prospérités d'Itasy et les raisons de l'auto-exclusion du marché du crédit rural

Enfin, parmi les ménages qui sont exclus du marché financier rural malgré un besoin de financement, les ménages de la Petite Prospérité supérieure ont plus de chance de le faire par peur de s'endetter que pour d'autres raisons comparés aux précaires (Tableau IV.8) et même comparés aux autres catégories de Petites Prospérités (Tableau IV.9). Cette probabilité de s'auto-exclure du marché financier par peur est de 21% plus élevée (au seuil de 5%) que celle des précaires et 17% plus importante (au seuil de 5%) que celle des ménages des autres catégories de Petites Prospérités⁷⁴. Comme nous l'avons déjà constaté dans l'analyse descriptive, ce résultat assez inattendu semble contraster avec la position la plus élevée et prospère dont bénéficient ces ménages. En effet, ces derniers ont les moyens d'existence les plus profitables et les plus stables ainsi que d'importantes dotations qui assurent leur solvabilité. De plus, le niveau d'éducation relativement élevé de leur chef de ménage suppose qu'ils devraient avoir plus de connaissances en matière de démarches et formalités auprès d'organismes formels et donc avoir moins d'appréhension. L'analyse descriptive montre, notamment, qu'ils investissent dans des démarches administratives plus fréquemment que les autres ménages (Tableau IV.7) et qu'ils sont plus à même de placer leur épargne auprès d'organismes financiers formels (Tableau IV.5). L'analyse qualitative du chapitre précédent confirme également leur grande capacité de gestion et de prise de risque. La peur pourrait

⁷⁴ Les pourcentages sont issus des tableaux des effets marginaux relatifs aux différentes catégories de Petites Prospérités présentés en Annexe A.IV.5 pour l'ensemble de l'échantillon (relatif au Tableau IV.8) et en Annexe A.IV.6 pour l'échantillon des Petites Prospérités (relatif au Tableau IV.9).

donc s'expliquer ici par l'idée de risque, que nous avons déjà évoqué plus haut, liée au montant conséquent du prêt souhaité. En effet, comme nous l'avons constaté dans l'analyse qualitative du précédent chapitre, ce profil de ménages relativement aisés, a généralement les capacités d'envisager des investissements plus ambitieux qui vont nécessiter des conditions suffisamment convenables et peuvent ainsi susciter plus d'hésitation. A titre d'exemple, il peut s'agir d'investir dans des bœufs de trait ou du bétail de race améliorée ou dans des équipements productifs très onéreux pour les activités non-agricoles comme une décortiqueuse, un moyen de transport de marchandise, une machine à forge ou à soudure etc. La peur d'emprunter peut également être liée au niveau social et statutaire élevé de ces ménages qui n'est pas compatible avec la fréquentation des institutions de microfinance, généralement destinées à la frange pauvre de la population. La crise du riz de 2004 pourrait également être une source de peur pour ces ménages qui gèrent un stock de riz important. Par ailleurs, choisir de ne pas emprunter pour ces ménages qui ont probablement une grande capacité de financement peut suggérer que la peur d'emprunter est davantage un « luxe » dont bénéficient ces ménages. Cette peur peut aussi être liée au caractère exceptionnel et novateur des investissements qui peuvent sortir de la norme sociale et entraîner une certaine hésitation.

L'envergure de ces investissements potentiels peut être confirmée par le montant significativement élevé des prêts obtenus par cette catégorie de ménages comparé à celui des autres profils. En effet, appartenir à la catégorie de la Petite Prospérité supérieure plutôt qu'à la classe des pauvres (Tableau IV.8) ou à la catégorie de la Petite Prospérité vulnérable (Tableau IV.9) augmente significativement le montant du prêt obtenu. Les institutions de microfinance en Itasy rencontrent probablement très peu ce genre de demande et ne possèdent pas un produit financier adapté à ce type de besoin dont le financement pourrait dépasser leur capacité. De même, il est peu probable d'emprunter auprès de sources informelles pour financer de tels projets. La seule solution pour ces ménages pourrait être d'emprunter auprès de banques commerciales qui nécessitent des conditions beaucoup plus exigeantes et des démarches plus complexes, expliquant ainsi la peur. Par ailleurs, les montants des prêts pourraient également être insuffisants pour ces institutions financières classiques. Une forme intermédiaire de financement pourrait donc mieux répondre aux besoins de ce profil de ménages, en l'occurrence la mésofinance⁷⁵ qui a déjà été présentée dans plusieurs études

⁷⁵ Doligez *et al.* (2008) définit la mésofinance comme étant « un segment de besoin financier compris dans une fourchette large de 2.000 euros à 100.000 euros ».

comme étant adaptée aux besoins des entrepreneurs ruraux (Wampfler, 2007 ; Doligez *et al.* 2008). Un tel segment du marché financier pourrait également permettre aux ménages de la Petite Prospérité traditionnelle et dans une moindre mesure ceux de la Petite Prospérité émergente de changer d'échelle de production pour accéder à des marchés plus porteurs. En effet, appartenir à ces deux profils plutôt qu'être en situation de précarité, augmente également significativement le montant du prêt obtenu. Toutefois, ces ménages devraient sécuriser leurs moyens d'existence et leur production avant de pouvoir s'engager dans un tel projet où le niveau du risque est particulièrement élevé. Des systèmes d'assurance, comme les assurances agricoles et les assurances indicielles, pourraient donc être adaptés aux besoins de ces profils de ménages pour accompagner de potentiels projets d'investissement de grande envergure. Par ailleurs, l'importance de tels projets pourrait nécessiter également la mutualisation des risques à travers des mécanismes de coopération. Or, seulement 15% des ménages faisaient partie d'une association de producteurs en 2007 et il n'y a pas de différences significatives d'adhésion entre les différents groupes de moyens d'existence (Annexe A.IV.7)⁷⁶. Par ailleurs, les résultats de l'analyse qualitative ont montré l'appréhension de la plupart des ménages interviewés à l'égard des associations de producteurs et les échecs de certaines expériences à défaut de convergence des intérêts. Généralement, les coopératives les plus pérennes et efficaces sont celles qui sont à l'initiative de ménages ayant des liens de parenté proches. En Itasy, l'encastrement entre l'économique et le social serait donc davantage opérationnel et efficace au niveau du noyau dur de la famille et dans le cadre d'un projet productif collectif. L'objectif est clairement de bénéficier des affinités et du capital confiance pour s'assurer de la convergence des intérêts et le succès de la mutualisation des risques. Les réflexions autour du rôle et des modalités de création des associations de producteurs devraient donc davantage s'orienter vers ces pistes des réseaux familiaux restreints et les critères de choix personnels et affinitaires qui garantissent le plus la confiance entre les membres (Sandron, 2007).

⁷⁶ Le module « vie associative » qui renseigne sur l'adhésion des ménages à différentes associations a été supprimé dans les questionnaires du ROR à partir de 2008. Les informations sur l'adhésion aux associations de producteurs concernent alors un panel cylindré de ménages sur les deux années 2007 et 2008.

5. Conclusion

Le cadre d'analyse des classes de moyens d'existence, et plus particulièrement de la classe des Petites Prospérités, a permis de révéler l'hétérogénéité des besoins de financement et des comportements d'emprunt des ménages ruraux sur le marché du crédit rural en Itasy. Il a également offert une grille d'analyse intéressante pour comprendre l'adéquation entre cette demande segmentée, qui sous-tend différentes logiques selon les groupes de moyens d'existence, et les offres de financement disponibles sur ce marché.

Les résultats des analyses descriptives et économétriques montrent qu'il existe une forte demande de financement sur le marché du crédit rural en Itasy, surtout de la part des ménages les plus précaires. Elle est beaucoup moins importante pour les Petites Prospérités émergente et traditionnelle qui peuvent compter sur leur capacité d'autofinancement. Les ménages de la Petite Prospérité traditionnelle seraient davantage des donateurs nets en s'inscrivant dans une relation dominante dans les réseaux de « solidarité » traditionnels. Toutefois, une part importante de la demande n'est pas satisfaite en excluant surtout les ménages les plus précaires. Nous pouvons en déduire l'échec des réseaux de solidarité communautaires pour leur rôle de filet de sécurité au détriment de ces ménages. Seuls les ménages des Petites Prospérités émergente et supérieure, de par leurs caractéristiques et leur dynamisme économique, ont une facilité d'emprunt sur le marché du crédit en cas de besoin.

Pour les ménages qui ont effectivement emprunté en 2008, les différents segments du marché du crédit en Itasy répondent de manière différenciée à la diversité de leurs besoins de financement et à leurs profils de moyens d'existence. D'abord, les prêteurs informels, faisant généralement partie du réseau de proximité des ménages, restent prédominants sur le marché du crédit en Itasy et offrent aux ménages, quelle que soit leur classe de moyens d'existence, des prêts majoritairement en nature et essentiellement destinés à la consommation. Ensuite, les prêteurs formels, qui sont encore moins nombreux et composés majoritairement d'institutions de microfinance et d'organismes spécialisés, arrivent à offrir des produits et des modalités d'accès qui sont plus adaptés aux besoins spécifiques et aux profils des ménages des Petites Prospérités vulnérable, émergente et traditionnelle et qui sont généralement liés à l'investissement agricole. Il s'agit du financement d'activités productives relativement bien rodées, de court terme et à petite échelle, surtout pour l'équipement en matériel agricole.

Quant aux ménages qui n'ont pas pu emprunter malgré un besoin de crédit, la raison de la peur d'emprunter, associée de manière paradoxale aux ménages de la Petite Prospérité

supérieure, révèle une demande de financement plus conséquent et plus risqué probablement liée à des projets d'investissement de plus grande envergure. Cette demande spécifique ne trouverait pas encore d'offre adaptée sur le marché du crédit en Itasy et pourrait dépasser les capacités des institutions de microfinance, tout en restant en deçà des propositions des banques commerciales classiques.

A partir de ces résultats, quelques pistes de réflexion, d'action et de recommandation peuvent être avancées pour améliorer l'offre de financement en milieu rural en Itasy et pour développer le marché du crédit formel local qui dispose d'une grande marge d'expansion. Premièrement, un système d'aides et de protection sociale serait davantage adapté aux besoins de subsistance immédiats des ménages les plus précaires. Pour éviter le risque de surendettement, leur accès au crédit devrait être précédé de différents supports en termes de capitalisation, de formations et d'assistance techniques. Deuxièmement, des efforts de sensibilisation et de conseils devraient être fournis à l'endroit des ménages de la Petite Prospérité vulnérable qui ignorent les offres disponibles, lesquelles sont pourtant très adaptées à leur profil et à leur besoin. Toutefois, les services qui leur sont proposés devraient s'élargir à l'appui aux activités non agricoles (équipement, formation, conseils, accès aux marchés etc.) ainsi qu'à l'assurance et à l'épargne au vu de la fragilité de leurs moyens d'existence. Troisièmement, la conception d'une offre de mésofinance serait probablement adaptée aux ménages de la Petite Prospérité supérieure pour financer leur projet de grande envergure. Cela pourrait également offrir aux ménages de la Petite Prospérité traditionnelle, et dans une moindre mesure à ceux de la Petite Prospérité émergente, des opportunités pour changer d'échelle de production. Par ailleurs, des systèmes d'assurance et des mécanismes de coopération seraient nécessaires pour accompagner la réalisation de tels projets. Enfin, la création des associations de producteurs et les modalités de partenariats avec les institutions financières devraient davantage tenir compte de l'environnement social et des relations sociales qui sont en pleine mutation en milieu rural en Itasy. Pour ces initiatives, nos résultats privilégient les pistes des réseaux familiaux restreints et les critères de choix personnels et affinitaires.

CONCLUSION GENERALE

Le travail de thèse a été élaboré en vue de répondre à un double objectif : (i) la construction d'un cadre d'analyse en termes de classes sociales intermédiaires adapté aux contextes ruraux des pays à base agricole en adoptant la notion de Petite Prospérité comme alternative à celle de Classe moyenne ; (ii) la mobilisation de ce cadre d'analyse pour étudier les processus du changement structurel en milieu rural malgache à l'échelle des organisations productives. Dans le cadre d'une application au milieu rural malgache, la thèse explore et explique les processus de transformation structurelle à l'œuvre à Madagascar afin de mieux guider les politiques d'intervention. Face aux défis contemporains et à venir de la Grande Île, une meilleure connaissance du monde rural malgache à travers la structure complexe de la société paysanne permettra d'assurer la cohérence entre les politiques adoptées et les objectifs et les capacités hétérogènes des acteurs sociaux ruraux. L'étude a été menée en Itasy, une région des Hautes Terres centrales malgaches qui a été très tôt confrontée au pouvoir central et qui est caractérisée par un certain dynamisme économique. Notre analyse empirique mobilise des données d'enquêtes statistiques issues d'un système d'information original du Réseau des Observatoires Ruraux de Madagascar (ROR) et des données d'entretiens qualitatifs et adopte une démarche mixte combinant les méthodes quantitatives et qualitatives.

Nous présentons respectivement ici les principaux résultats de notre travail de recherche concernant l'analyse empirique en Itasy et les implications en termes de politiques publiques, leurs apports dans la littérature et un certain nombre de prolongements qui mériteraient d'être explorés.

L'hétérogénéité des classes de moyens d'existence et de Petites Prospérités et la complexité des processus du changement structurel en Itasy

Dans notre démarche de recherche, le premier chapitre nous a permis d'établir les bases de notre approche de la Petite Prospérité du point de vue conceptuel, théorique et méthodologique. Ainsi, la notion de Petite Prospérité en tant que position sociale intermédiaire dans les milieux ruraux des pays à base agricole a été proposée comme alternative au concept de Classe Moyenne, inadapté au contexte d'étude. En utilisant le cadre des moyens d'existence ruraux et en nous inscrivant dans la lignée des traditions des analyses

des classes, notre approche permet de saisir les inégalités des capacités d’agir et des chances de vie des ménages dans l’espace social rural étudié. Cette première étape a débouché sur un cadre conceptuel qui guide notre étude empirique en Itasy et qui consiste en une configuration de l’espace social rural – structuré par un continuum de moyens d’existence – en trois dimensions : (i) la nature des moyens d’existence, (ii) l’efficacité des moyens d’existence et (iii) le processus de construction et de transformation des moyens d’existence. Ce cadre conceptuel permet d’observer au niveau microéconomique, à l’échelle des organisations productives familiales, les fondements des dynamiques macroéconomiques de transformation structurelle en cours dans le milieu étudié.

En tenant compte des deux premières dimensions statiques, nous procédons à la configuration de l’espace social en Itasy dans le deuxième chapitre, au moyen d’une classification mixte sur les données d’enquête de l’année 2008. Nous avons alors mis en évidence une structure de l’espace des moyens d’existence en Itasy composée d’une classe de ménages précaires et de quatre catégories de ménages de la Petite Prospérité : (i) la Petite Prospérité vulnérable adoptant une stratégie défensive et de débrouille par la diversification agricole et la pluriactivité ; (ii) la Petite Prospérité émergente adoptant une stratégie d’adaptation par prise de risque en saisissant des opportunités de cultures de rente ; (iii) la Petite Prospérité traditionnelle mettant en place une stratégie d’accumulation par la spécialisation rizicole ; et (iv) la Petite Prospérité supérieure adoptant une stratégie d’accumulation efficace par une diversification basée sur l’élevage intensif et les emplois et activités non-agricoles très profitables.

La troisième dimension de la configuration de l’espace des moyens d’existence en Itasy, profondément dynamique, a été abordée dans le troisième chapitre à travers l’analyse des trajectoires des ménages. Grâce à la combinaison d’analyses qualitatives et quantitatives, le chapitre enrichit l’étude des trajectoires par l’identification des mécanismes qui les sous-tendent que ce soit à moyen terme (démarche quantitative sur la période allant de 2005 à 2008) ou à long terme (étude des entretiens qualitatifs). Cette étape a permis de révéler les trois principales positions sociales des ménages des Petites Prospérités en Itasy qui déterminent leurs opportunités de mobilité sociale et d’inclusion sociale. La position sociale élevée de la Petite Prospérité supérieure qui bénéficie d’une grande stabilité et capacité de résilience a été confirmée. La stratégie d’accumulation des ménages de ce groupe social suit une logique de maximisation du revenu et s’appuie sur des dotations initiales importantes et des dynamiques entrepreneuriales qui rendent son accès difficile pour les ménages originaires

des autres groupes sociaux. Deuxièmement, les Petites Prospérités traditionnelle et émergente occupent une position sociale intermédiaire stable assurant à leurs ménages membres une dynamique d'accumulation basée sur une capacité de production importante et une intégration croissante au marché. Les deux groupes sociaux semblent marquer une étape franchie par des ménages qui arrivent à sécuriser leurs moyens d'existence. Troisièmement, l'étude montre que la Petite Prospérité vulnérable occupe une position sociale intermédiaire instable regroupant des ménages dont les moyens d'existence sont en pleine construction en suivant une stratégie du « petit à petit ». Cette « classe pivot » assure une fonction de transition aux ménages précaires vers la classe des Petites Prospérités et ensuite, à l'intérieur de celle-ci, vers d'autres groupes sociaux plus stables.

Les résultats issus de cette analyse dynamique nous ont amené à approfondir dans le quatrième chapitre la question relative aux besoins de financement et aux comportements d'emprunt des ménages ruraux en Itasy selon leur classe de moyens d'existence. Cette analyse nous a particulièrement éclairés sur le fonctionnement du marché du crédit local et l'adéquation de l'offre disponible. Les résultats des analyses descriptives – portant sur la période de 2000 à 2009 – et économétriques – sur l'année 2008 – ont révélé l'existence d'une forte demande de financement de la part des ménages les plus précaires comparés à ceux des Petites Prospérités émergente et traditionnelle. Une part importante de cette demande reste non satisfaite pour les ménages précaires, alors que ceux des Petites Prospérités émergente et supérieure ont une plus grande facilité d'emprunt en cas de besoin. Les prêteurs informels issus du réseau de proximité des ménages restent encore prédominants sur le marché du crédit en Itasy et permettent de satisfaire essentiellement les besoins de consommation. Les prêteurs formels, dominés par les institutions de microfinance et des organismes privés, arrivent à offrir des produits et des modalités d'accès qui sont adaptés aux besoins spécifiques des Petites Prospérités vulnérable, émergente et traditionnelle et sont essentiellement destinés à l'investissement agricole de court terme et à petite échelle. Il apparaît également une demande de financement plus conséquent et plus risqué de la Petite Prospérité supérieure qui ne trouverait pas encore d'offre adaptée et susciterait la « peur d'emprunter » qui serait un luxe davantage réservé aux ménages de cette catégorie. L'ensemble de ces résultats suggère le besoin de politiques d'offre de crédit adaptés aux caractéristiques des différentes classes.

La nécessité d'adaptation des politiques agricoles et de développement rural à la diversité des profils de ménages

L'hétérogénéité des objectifs, des capacités et des besoins des ménages ruraux en Itasy révélée par la mise en œuvre de l'analyse des classes de moyens d'existence et des Petites Prospérités devrait nécessairement être prise en compte dans la conception des politiques de développement rural et agricole destinées à cette zone. Un tel constat rejoint les critiques de nombreux experts du monde rural des pays à base agricole : ils soulignent le décalage récurrent entre les politiques macroéconomiques imposées par le sommet et la réalité complexe du terrain (Ellis, 2000 ; De Janvry *et al.*, 2002 ; Doligez *et al.*, 2008 ; Byerlee *et al.*, 2009 ; Dabat et Jenn-Treyer, 2010 ; Losch *et al.*, 2012 ; Thierion et Bosc, 2014). En Itasy, les politiques d'intervention devraient être adaptées aux différents profils de moyens d'existence des ménages et éviter les objectifs trop globaux ou ceux qui favorisent uniquement certaines catégories déjà avantagées. C'est une condition indispensable pour favoriser les passerelles entre les différentes classes de moyens d'existence et la mobilité sociale et, ainsi, pour écarter le double risque d'immobilité d'une structure sociale rurale à plusieurs vitesses et d'impasse dans la transformation structurelle. Dans le domaine de l'accès au crédit, la thèse a permis d'identifier plusieurs pistes d'actions pour accompagner les ménages ruraux en Itasy selon leur profil de moyens d'existence.

Ainsi, les ménages précaires nécessiteraient davantage des interventions en termes de protection sociale et de transferts d'actifs pour assurer les besoins de subsistance immédiats et pour poser les bases favorables à des dynamiques évolutives. Le financement des activités de ces ménages devrait être précédé de supports en termes de capitalisation, de formations et d'assistance techniques. Les ménages de la Petite Prospérité vulnérable pourraient eux déployer leur potentiel s'ils bénéficiaient des mécanismes de sécurisation de leurs moyens d'existence. Des services d'assurances sociale et privée et d'épargne pourraient donc être adaptés à leur cas ainsi que des services élargis à l'appui des activités non agricoles en plus de la sensibilisation et de conseils pour les offres de financement agricole déjà disponibles sur le marché financier local. Une offre de financement des besoins de consommation de court terme pourrait aussi permettre à ces ménages de lisser leur revenu en relâchant les contraintes de liquidité. Quant aux ménages des Petites Prospérités traditionnelle et émergente, des mécanismes de sécurisation de leur production et de stabilisation des marchés agricoles pourraient être adaptés pour accompagner leur dynamique d'accumulation. Ces derniers comme les ménages de la Petite Prospérité supérieure nécessiteraient également des

mécanismes de sécurisation des investissements notamment des systèmes d'assurance et de coopération entre producteurs ainsi qu'un financement conséquent, par la mésofinance, pour la réalisation de projets plus ambitieux. Par ailleurs, les appuis et les projets de développement construits par l'intermédiaire de différentes formes de coopération devraient aussi tenir compte de l'environnement social et les relations sociales qui sont en pleine mutation en Itasy et fortement marqués par les positions des ménages et de leur famille dans l'espace des moyens d'existence.

Les apports du travail dans les débats contemporains sur les processus de transformation structurelle et rurale

Plus largement, l'approche en termes de classe de Petite Prospérité adoptée dans ce travail ainsi que les résultats issus de son application en milieu rural en Itasy contribuent à enrichir plusieurs débats contemporains en économie du développement, notamment sur l'analyse des mécanismes de transformation structurelle.

Premièrement, en dépassant les raccourcis conceptuels et méthodologiques fréquemment adoptés, ce travail a opéré une adaptation de la notion de Classe Moyenne – en tant que positions sociales intermédiaires – aux structures sociales spécifiques des pays à base agricole, en milieu rural, pour en faire un outil d'analyse plus pertinent des changements socioéconomiques en cours dans ces sociétés. Par ailleurs, en adoptant le cadre des moyens d'existence ruraux, notre démarche contribue à l'enrichissement du contenu théorique et méthodologique du concept de Petite Prospérité proposé par Darbon et Toulabor (2011) avec une déclinaison en milieu rural africain. Cette approche propose ainsi un point de vue intermédiaire dans le débat opposant ceux qui contestent l'existence des « Classes Moyennes africaines » (Kappel 2014 ; Melber 2015) et ceux qui les considèrent comme étant une réalité sociale sur le continent (BAD, 2011).

Deuxièmement, nos résultats démontrent la complexité et la diversité des tissus sociaux dans les pays à base agricole au sein desquels la base de la pyramide des revenus est fortement stratifiée. Dans le cas de Madagascar, ils permettent de dépasser la lecture duale de la société malgache opposant l'élite à la masse paysanne et rendent visibles non seulement les inégalités de la distribution des chances de vie et de capacités d'agir en milieu rural, qui nécessitent des mesures adaptées, mais également les potentiels, qui méritent d'être appuyés.

Troisièmement et corolairement, nos résultats démontrent la diversité des processus de transformation structurelle à l'œuvre au sein d'une économie à base agricole en

l'appréhendant à l'échelle microéconomique des unités familiales de production (Bosc et Bélières, 2015 ; Sourisseau et Even, 2015). En Itasy, nous avons montré que ces dernières maintiennent un ancrage rural fort et accordent une place centrale à l'accès à la terre et à l'agriculture. Leurs organisations productives s'adaptent au morcellement des exploitations en combinant de manière complexe à la fois diversification et spécialisation, agriculture familiale et entrepreneuriat familial. Cela confirme la forte connexion entre le développement rural et le développement agricole (Dethier et Effenberger, 2012). L'évolution de leurs moyens d'existence s'appuie généralement sur une intégration progressive au marché.

Enfin, sur la question spécifique de l'adéquation entre l'offre et la demande de financement des organisations productives familiales, l'adoption du cadre d'analyse des classes de moyens d'existence et de Petites Prospérités nous a permis de mettre en évidence la forte segmentation de la demande sur le marché financier rural en Itasy qui est inscrite dans la diversité des profils de ménages et qui devrait être structurée, notamment pour certains besoins spécifiques encore méconnus. Elle a également démontré la difficulté de l'offre disponible à satisfaire cette demande – malgré l'existence de pratiques innovantes – qui nécessite encore des efforts importants d'adéquation avec la collaboration des différents acteurs du secteur, en tenant compte de la structure sociale du milieu desservi.

La thèse a ainsi montré la pertinence du cadre des Petites prospérités rurales pour explorer les dynamiques microéconomiques du changement structurel en menant une étude du marché du crédit rural. Afin de prolonger ce travail, le cadre des classes de moyens d'existence et de Petites Prospérités mériterait d'être mis au service de questionnements connexes.

Mobiliser le cadre d'analyse de la Petite Prospérité dans d'autres perspectives de recherche

Parmi les questionnements qui seraient certainement affinés par la mobilisation du cadre des petites prospérités, certains nous apparaissent particulièrement pertinents. Nous les présentons ici.

Premièrement, certains résultats du dernier chapitre sur les comportements financiers des ménages de la classe de Petites Prospérités pourraient être approfondis. C'est le cas notamment des relations d'endettement et de clientélisme qui pourraient nous renseigner sur l'interaction et les relations de pouvoir et de domination entre les différentes classes de moyens d'existence en faisant référence à une approche néo-marxiste du financement rural.

Dans cette perspective, la position dominante des ménages de la Petite Prospérité traditionnelle dans des réseaux d'entraide est notamment un des aspects qui pourrait être creusé. La connaissance de ces rapports antagoniques peut notamment être utile dans la construction de l'offre de financement de manière à éviter la fracture entre les différentes classes et l'accroissement des inégalités. Cela permettrait également de renseigner sur les transformations des liens communautaires et sociaux en cours en Itasy, notamment sur les réseaux d'entraide et les nouvelles formes de solidarité qui tendraient à se dessiner. Cela pourrait aussi permettre de mieux comprendre les mécanismes de création et de fonctionnement des associations des producteurs, notamment les liens entre associations communautaires et commerciales (Bernard *et al.*, 2010, 2016). Par ailleurs, une analyse plus approfondie des pratiques du « jonglage financier » par la combinaison de différentes formes ou sources de prêts pourraient aussi apporter des informations supplémentaires quant aux stratégies d'endettement des différentes classes de moyens d'existence. Le traitement de ces questions de recherche nécessitera la conduite d'entretiens qualitatifs plus approfondis en complément de ceux que nous avons réalisés dans le cadre de ce travail en adoptant une technique d'échantillonnage raisonné.

Deuxièmement, l'étude des questions relatives aux innovations agricoles et productives pourrait s'avérer très intéressante appréhendée sous l'angle des classes de moyens d'existence et de Petites Prospérités. En effet, comme nous l'avons pu constater tout au long de ce travail et plus particulièrement dans le troisième chapitre, ce cadre d'analyse de la Petite Prospérité pourrait révéler et donner un éclairage original sur les différences de capacité d'adoption d'innovations technologiques, organisationnelles ou dans les pratiques chez les ménages ruraux malgaches ainsi que leurs mécanismes de mise en œuvre au sein de l'organisation productive. L'adoption des innovations agricoles est considérée comme étant l'un des moyens d'intensifier et de moderniser l'agriculture dans les pays à base agricole, plus spécifiquement de sortir de l'impasse démo-économique pour Madagascar. Toutefois, comme nous l'avons soulevé dans le second chapitre, ces pratiques et techniques innovantes sont difficiles à cerner en milieu rural malgache et leur diffusion fait souvent face à la réticence des ménages ruraux pour diverses raisons. Les pratiques innovantes sont la plupart du temps nées de manière spontanée à l'initiative des paysans pour faire face à des contraintes socioéconomiques spécifiques. Lier ces aptitudes à innover et à prendre des risques aux attributs de classes de moyens d'existence des ménages permet de bien comprendre les logiques des stratégies sous-jacentes et de mieux guider ainsi les politiques publiques. Traiter ces questions de recherche

nécessite des réflexions sur la spécification des innovations en Itasy et la mobilisation de techniques quantitatives pour analyser les liens de causalité avec les classes sociales.

Troisièmement, les questions relatives à l'accès à la terre et les stratégies d'accumulation foncière, que nous avons déjà explorées à travers l'analyse qualitative dans le troisième chapitre, sont des pistes de recherche intéressantes au vu de la prédominance des pratiques foncières traditionnelles et le développement du marché du faire-valoir indirect en Itasy. Les résultats de l'analyse qualitative ont montré des stratégies foncières qui sont marquées par le groupe social d'appartenance et qui sont déterminantes des trajectoires des ménages et des structurations sociales dans ce milieu. Ces résultats qualitatifs devraient être vérifiés à travers une analyse quantitative afin de faire apparaître certaines régularités. Par ailleurs, traiter ces questions permettra également d'évaluer de manière affinée les impacts différenciés – selon les groupes sociaux – des politiques foncières mises en œuvre par le gouvernement malgache depuis 2005. Une telle perspective de recherche nécessite la collecte d'informations détaillées et précises sur la situation foncière de chaque ménage en tenant compte des différentes réformes engagées. Il existe un module sur la situation foncière des ménages dans le questionnaire du ROR mais il reste limité aux rizières et ne contient pas d'informations suffisamment adaptées à l'évaluation des dynamiques d'accumulation ou de transaction foncière. Des améliorations du questionnaire dans ce sens en interaction avec l'Observatoire du foncier pourraient être favorables à l'analyse de ces questions de recherche.

Quatrièmement, dans la continuité de cette perspective de collecte de données d'enquêtes quantitatives, la reprise des enquêtes dans l'observatoire rural d'Itasy serait favorable pour analyser les changements de la structure de la classe de la Petite Prospérité depuis 2008. Cela permettra également d'étendre l'horizon temporel d'observation à des périodes récentes dans l'étude des régularités dans les trajectoires des ménages et de leur mobilité sociale de manière à enrichir les résultats de l'analyse qualitative du troisième chapitre. Enfin, appliquer le cadre d'analyse – dont nous avons justifié l'intérêt dans ce travail – à d'autres zones rurales de Madagascar serait pertinent pour avoir une vision globale du monde rural malgache, notamment de la structure de classes de la paysannerie, et de mettre en évidence d'autres aspects de la transformation structurelle à l'œuvre dans l'économie du pays. Cette perspective de recherche nécessite la mise en œuvre de classifications adaptées à chaque espace social étudié en termes de moyens d'existence pour mieux rendre compte de la diversité des zones rurales malgaches.

Bibliographie

- Abbott, A. (1995). Sequence analysis: new methods for old ideas. *Annual review of sociology*, 93-113.
- Abbott, A. (2000). Reply to Levine and Wu: Sequence analysis. *Sociological methods & research*, 29(1), 65-76.
- Abbott, A., & Tsay, A. (2000). Sequence analysis and optimal matching methods in sociology review and prospect. *Sociological methods & research*, 29(1), 3-33.
- Acemoglu, D., & Zilibotti, F. (1997). Was Prometheus unbound by chance? Risk, diversification, and growth. *Journal of political economy*, 105(4), 709-751.
- Adato, M., Carter, M. R., & May, J. (2006). Exploring poverty traps and social exclusion in South Africa using qualitative and quantitative data. *Journal of Development Studies*, 42(2), 226-247.
- Alderman, H. & Praxon, C. (1994). Do the poor insure? A synthesis of the literature on risk and consumption in developing countries. *Proceedings to the 4th International Economics Association Meeting*, Moscou.
- Alemu, Z. G. (2012). Livelihood Strategies in Rural South Africa : Implications for Poverty Reduction Livelihood Strategies in Rural South Africa : Implications for Poverty Reduction. *Paper at International Association of Agricultural Economists Triennial Conference, Foz Do Iguacu, Brazil*, 1-24.
- Alinovi, L., D'Errico, M., Mane, E., & Romano, D. (2010). Livelihoods strategies and household resilience to food insecurity: An empirical analysis to Kenya. *European Report of Development*, 28-30.
- Alobo Loison, S. (2015). Rural livelihood diversification in sub-Saharan Africa: a literature review. *The Journal of Development Studies*, 51(9), 1125-1138.
- Anani, R., Ramboarison, R. (2012). *Conception et d'appui méthodologique à la sécurisation des droits secondaires et accords négociés, et proposition de stratégie pour la stratégie de pérennisation du dispositif de gestion foncière décentralisée*. Cabinet BEST. Projet d'Appui au Développement du Menabe et du Melaky (AD2M). Rapport de mission.
- Andriamanalina, B. S., Andrianirina-Ratsialonana, R., & Burnod, P. (2013). Métayage et fermage: quels logiques et enjeux au niveau local. *Landscop 009*, notes de l'Observatoire du foncier, Madagascar.

- Andriamanandrisoa, E. (2004). *Economie populaire, territoires et développement à Madagascar*. Thèse pour l'obtention du doctorat de sciences sociales, Université catholique de Louvain, Louvain.
- Andrianampiarivo, T., Gondard-Delcroix, C. (2016). Présenté au Colloque Les Observatoires Ruraux de Madagascar, un système d'information pour le développement rural, du 9 au 11 novembre, Antananarivo.
- Andrianantoandro, V., & Belieres, J.-F. (2015). L'agriculture familiale malgache entre survie et développement: Organisation des activités, diversification et différenciation des ménages agricoles de la région des Hautes Terres. *Revue Tiers Monde*, (221), 69–88.
- Andrianirina, N. (2013). L'Agriculture pour le Développement : pertinence et limites à l'échelle des ménages ruraux. Une approche dynamique comparative pour trois régions de Madagascar. Thèse pour l'obtention du doctorat en économie, SupAgro, Montpellier.
- Andrianirina, N., Benoit-Cattin, M., & David-Benz, H. (2010). Diversité, diversification et inégalités chez les ménages ruraux. Le cas de l'observatoire rural de Fénériver Est à Madagascar, 1–24.
- Andrianirina, N., Benoit-Cattin, M., & David-Benz, H. (2011). Trappes de pauvreté et trajectoires de livelihood des ménages ruraux à Madagascar, (DECEMBER 2011), 1–34.
- APB Consulting (2007). *Les implications structurelles de la libéralisation sur l'agriculture et le développement rural. Première phase: synthèse nationale Madagascar*. Rural Struc, World Bank.
- Awunyo-Vitor, D., & Abankwah, V. (2012). Substitutes or Complements? : Formal and Informal Credit Demand by Maize Farmers in Ashanti and Brong Ahafo Regions of Ghana. *International Journal of Agriculture and Forestry*, 2(3), 105-112.
- Ayalew Ali, D., & Deininger, K. (2012). *Causes and implications of credit rationing in rural Ethiopia: the importance of spatial variation* (No. 6096). The World Bank.
- Badiane O. (2014). Agriculture and structural transformation in Africa. In *Frontiers in Food Policy: Perspectives on Sub-Saharan Africa*, Falcon WP, Naylor RL(eds); 1–43.
- Bairoch, P. (1989). European trade policy, 1815-1914. *The Cambridge economic history of Europe*, 8(1), 160.
- Balogun, O. L., & Yusuf, S. A. (2011). Determinants of demand for microcredit among the rural households in South-Western States, Nigeria. *Journal of Agriculture and Social Sciences (Pakistan)*.

- Banerjee, A., & Duflo, E. (2008). What is Middle Class about the Middle Classes around the World? *Journal of Economic Perspectives* 22(2), 3–28.
- Banerjee, A.V., & Duflo, E. (2011). *Poor Economics: A Radical Rethinking of the Way to Fight Global Poverty*. New York, NY: Public Affairs Press.
- Banque Africaine du développement. (2011). *The Middle of the Pyramid: Dynamics of the Middle Class in Africa. Market Brief*, Tunis: AfDB.
- Banque Mondiale (2007). *Global Economic Prospects 2007: Managing the New Wave of Globalization*. Washington, DC: The World Bank.
- Banque Mondiale (2008). *World Bank Report (2008). Agriculture for Development*. Washington, DC: The World Bank.
- Bardhan, P. et Udry, C. (1999). *Development microeconomics*, Oxford University Press, Oxford.
- Barrett, C. B., & Reardon, T. (2000). *Asset, activity, and income diversification among African agriculturalists: Some practical issues. Project report to the USAID BASIS CRSP*.
- Barrett, C. B., & Carter, M. R. (2013). The economics of poverty traps and persistent poverty: empirical and policy implications. *The Journal of Development Studies*, 49(7), 976-990.
- Barrett, C. B., Reardon, T., & Webb, P. (2001). Nonfarm income diversification and household livelihood strategies in rural Africa: Concepts, dynamics, and policy implications. *Food Policy*, 26(4), 315–331.
- Barslund, M., & Tarp, F. (2008). Formal and informal rural credit in four provinces of Vietnam. *The Journal of Development Studies*, 44(4), 485-503.
- Bateman, M. (2010). *Why doesn't microfinance work? The destructive rise of local neoliberalism*. London.
- Bateman, M. (2012). How lending to the poor began, grew, and almost destroyed a generation in India. *Development and Change*, 43(6), 1385-1402.
- BCG (2013a). *Indonesia's Offers Sizable Opportunity because of Rising Middle-class and Affluent Consumers*. Boston, BCG.
- BCG (2013b). *Redefining Brazil's Emerging Middle Class: How to Prepare for the Next Wave of Consumption Growth*. Boston, BCG.
- BCG (Boston Consulting Group) (2012). *Unlocking Growth in the Middle: How Business Model Innovation Can Capture the Critical Middle Class in Emerging Markets*. Boston, BCG.

- Bebbington, A. (1999). Capitals and capabilities: a framework for analyzing peasant viability, rural livelihoods and poverty. *World development*, 27(12), 2021-2044.
- Bédécarrats, F. (2012). L'impact de la microfinance: un enjeu politique au prisme de ses controverses scientifiques. *Mondes en développement*, (2), 127-142.
- Ben-Akiva, M. (1973). The structure of travel demand models. *Massachusetts Institute of Technology Cambridge, MA*.
- Bernard, T., Collion, M. H., De Janvry, A., Rondot, P., & Sadoulet, E. (2008). Do village organizations make a difference in African rural development? A study for Senegal and Burkina Faso. *World Development*, 36(11), 2188-2204.
- Bernard, T., De Janvry, A., & Sadoulet, E. (2010). When does community conservatism constrain village organizations?. *Economic Development and Cultural Change*, 58(4), 609-641.
- Bernard, T., Frölich, M., Landmann, A., Unte, P., Viceisza, A. C., & Wouterse, F. (2015). Building Trust in Rural Producer Organizations in Senegal: Results from a Randomized Controlled Trial. IZA Discussion Paper, N°9207.
- Bertrand A., Aubert S. & A. Teyssier (2006). Les enjeux du programme National Foncier de Madagascar. In Eberhard, C. et Vernicos G. (éds), *La quête anthropologique du droit : autour de la démarche d'Etienne Le Roy*, Paris, Karthala : 193-219.
- Bidou-Zachariasen, C. (2000). À propos de la "service class": les classes moyennes dans la sociologie britannique. *Revue française de sociologie*, 777-796.
- Bidou-Zachariasen, C. (2004). Les classes moyennes: définitions, travaux et controverses. *Education et sociétés*, (2), 119-134.
- Bihl, A. (2012). Les rapports sociaux de classes. Les Éditions Page deux, Lausanne, Suisse.
- Billioud, S. (2007). Confucianism, "Cultural Tradition," and Official Discourse in China at the Start of the New Century. *China Perspectives*, (3), 50.
- Binswanger-Mkhize, H. P., McCalla, A. F., & Patel, P. (2010). Structural transformation and African agriculture, *Global Journal of Emerging Market Economies*, 2(2), 113–152.
- Birch-Thomsen, T., Frederiksen, P., & Sano, H. O. (2001). A livelihood perspective on natural resource management and environmental change in semiarid Tanzania. *Economic Geography*, 77(1), 41–66.
- Birdsall, N. (2007). Do No Harm: Aid, Weak Institutions, and the Missing Middle in Africa. *Development Policy Review* 25(5): 575–598.

- Birdsall, N. (2010). The (Indispensable) Middle Class in Developing Countries. in R. Kanbur and M. Spence (eds.) *Equity and Growth in a Globalizing World*, Washington, DC: World Bank, pp. 157–188.
- Birdsall, N., & Londoño, J. L. (1997). Asset inequality matters: an assessment of the World Bank's approach to poverty reduction. *The American Economic Review*, 87(2), 32-37.
- Birdsall, N., Graham, C., & Pettinato, S. (2000). Stuck in the Tunnel: Is Globalization Muddling the Middle Class. Washington, DC: The Brookings Institution, Center on Social and Economic Dynamics Working Paper No. 14.
- Blanc-Pamard, C., & Rakoto-Ramiarantsoa, H. (2000). *Le terroir et son double: Tsarahonenana, 1966-1992, Madagascar*. IRD Editions.
- Blanc-Pamard, C., & Ramiarantsoa, H. (2003). Madagascar: sortie de crise? *L'Espace géographique*, 32(2), 174-191.
- Bloch, M. (1968). Notes sur l'organisation sociale en Imerina avant Radama I. *Annales de l'université de Madagascar, Série Lettres et Sciences Humaines*, 7, 119-132.
- Bloch, M. (1977). The Disconnection between Power and Rank as a Process: An outline of the development of kingdoms in Central Madagascar. *European Journal of Sociology*, 18(01), 107–148.
- Bockel, L. (2002). Review of Madagascar's rice sub-sector. *World Bank Background Report, Madagascar Rural/Environmental Sector Review*. Washington: DC.
- Bockel, L. (2003). *Filière riz et pauvreté rurale à Madagascar: déterminants d'une stratégie de réduction de la pauvreté rurale et politiques publique de développement*. Thèse de doctorat en sciences économiques, Metz.
- Bockel, L. (2005). Politiques publiques et pauvreté à Madagascar. *La filière riz, moteur de croissance ou facteur de crise*. L'Harmattan, Paris.
- Bockel, L., & Dabat, M. H. (2001). Améliorer la productivité du travail dans la riziculture pour lutter contre la pauvreté à Madagascar. *communication au séminaire «La pauvreté à Madagascar: état des lieux, réflexions sur les politiques de réduction et leur mise en œuvre»*, IRD/DIAL, INSTAT, 5-6.
- Bonnefond, C., & Clément, M. (2014). Social class and body weight among Chinese urban adults: The role of the middle classes in the nutrition transition. *Social Science & Medicine*, 112, 22-29.

- Bonnefond, C., Clément, M., & Combarous, F. (2015). In Search of the Elusive Chinese Urban Middle Class: An Exploratory Analysis. *Post-Communist Economies* 27(1), 41–59.
- Bosc, P. M., & Bélières, J. F. (2015). Transformations agricoles: Un point de vue renouvelé par une mise en perspective d'approches macro et microéconomiques. *Cahiers Agricultures*, 24(4), 206–214.
- Bosc, P.-M., Sourisseau, J.-M., Bonnal, P., Gasselin, P., Valette, E. and Bélières, J.-F. (2015). Diversité des agricultures familiales. Exister, se transformer, devenir. Editions Quæ.
- Bosc, S. (2008). *Sociologie des Classes Moyennes*, Paris: Repères. Ed La découverte.
- Bouahom, B., Douangsavanh, L., Rigg, J. (2004). Building sustainable livelihood in Laos: untangling farm from non-farm, progress from distress. *Geoforum*, 35, 607-619.
- Bouquet, E., Wampfler, B., & Ralison, E. (2009). Rigueur scientifique et pertinence opérationnelle des études d'impact en microfinance: une alliance à construire enseignements d'une étude en partenariat à Madagascar. *Revue Tiers Monde*, (1), 91-108.
- Bouquet, E., Wampfler, B., Ralison, É., & Roesch, M. (2007). Trajectoires de crédit et vulnérabilité des ménages ruraux: le cas des Cecam de Madagascar. *Autrepart*, (4), 157-172.
- Bourdieu, P. (1979). La distinction. Les Éditions de Minuit. *Paris*.
- Bourdieu, P. (1980). Le sens pratique. Les Éditions de Minuit, *Paris*.
- Bourdieu, P. (1984). Espace social et genèse des. *Actes de la recherche en sciences sociales*, 52(1), 3-14.
- Bourdieu, P. (1987). Espace social et pouvoir symbolique. *Choses dites*, 147 (166).
- Brau, J. C., & Woller, G. M. (2004). Microfinance: A comprehensive review of the existing literature. *The Journal of Entrepreneurial Finance*, 9(1), 1.
- Bravo-Ortega, C., & Lederman, D., (2005). Agriculture and national welfare around the world: causality and international heterogeneity since 1960. In: Policy Research Working Paper 3499, World Bank, Washington, DC.
- Breen, R. (2005). Foundations of a neo-Weberian class analysis. In E. O. Wright (ed) *Approaches to Class Analysis*, Cambridge: Cambridge University Press, pp. 31–50.
- Brown, D., Stephens, E., Ouma, J., Murithi, F., & Barrett, C. B. (2006). Livelihood strategies in the rural Kenyan highlands. *African Journal of Agricultural and Resource Economics*, 1(1), 21–36.

- Budowski, M., Tillmann, R., Keim, W. & Amacker, M. (2010). Conceptualizing 'Precarious Prosperity': Empirical and Theoretical Elements for Debate. *International Journal of Comparative Sociology*, 51(4), 268–288.
- Bussolo, M., De Hoyos, R., & Medvedev, D. (2008). Economic growth and income distribution: linking macroeconomic models with household survey data at the global level. In *International Association for Research in Income and Wealth (IARIW) 30th general conference, Portoroz, Slovenia, Août, 24-30*.
- Byerlee D., de Janvry A., & Sadoulet E. (2009). Agriculture for Development: Toward a New Paradigm, *Annual Review of Resource Economics*, 1, 15-31.
- Campbell G. (1991). The State and Pre-colonial Demographic History: the case of nineteenth-century Madagascar. *Journal of African History*, 32, 415-445. Charmes, 1975
- Carney, D. (1999). *Approaches to sustainable livelihoods for the rural poor*. ODI Poverty Briefing, Brighton, UK: Overseas Development Institute.
- Carney, D., Drinkwater, M., Rusinow, T., Neefjes, K., Wanmali, S., & Singh, N. (1999). Livelihoods approaches compared. *DFID, London*.
- Carter, M. R., & Barrett, C. B. (2006). The economics of poverty traps and persistent poverty: An asset-based approach. *The Journal of Development Studies*, 42(2), 178-199.
- Carter, M. R., & May, J. (1999). Poverty, livelihood and class in rural South Africa. *World Development*, 27(1), 1–20.
- Carter, M. R., & May, J. (2001). One kind of freedom: Poverty dynamics in post-apartheid South Africa. *World development*, 29(12), 1987-2006.
- Castellani, F., & Parent, G. (2011). Being "Middle-Class" in Latin America. OCDE Development Centre Working Papers, No. 305, OCDE: Paris.
- Chambers, R. & Conway, G. (1992). *Sustainable Rural Livelihoods: Practical Concepts for the 21st Century*. Brighton: Institute of Development Studies, IDS Discussion Paper No. 296.
- Chan, K. K. (Ed.). (2009). *Advertising and Chinese society: impacts and issues*. Copenhagen Business School Press DK.
- Chan, T. W. (1995). Optimal matching analysis: a methodological note on studying career mobility. *Work and occupations*, 22(4), 467-490.
- Chauvel, L. (2001). Le retour des classes sociales. *Presses de Sciences Po; Revue de l'OFCE*, (79), 315–359.
- Chauvel, L. (2006). *Les classes moyennes à la dérive*. La République des idées, Paris.

- Chen, G., Rasmussen, S., & Reille, X. (2010). Growth and vulnerabilities in microfinance. *Focus Note*, 61, 1-21.
- Chenery H., Srinivasan T. N. (dir.). (1998). Handbook of Development Economics . Vol. 1, Part 2, *Structural Transformation* , Eastbourne, Elsevier, pp. 197-465.
- Chua, R. T., Mosley, P., Wright, G. A., & Zaman, H. (2000). Microfinance, risk management, and poverty. *Assessing the Impact of Microenterprise Services (AIMS)*, 1-137.
- Chuhan-Pole, P., Angwafo, M., Buitano, M., Dennis, A., Korman, V., & Fox, M. L. (2013). Africa's Pulse: An analysis of issues shaping Africa's economic future. The World Bank.
- Chuhan-Pole, P., Calderon, C., Kambou, G., Boreux, S., Buitano, M. M., Korman, V., & Kubota, M. (2015). *Africa's Pulse, October 2015* (No. 22722). The World Bank.
- Chun, N., Hasan, R. & Ulubasoglu, M. (2011). The Role of the Middle Class in Economic Development: What do Cross-country Data Show? Metro Manila: Asian Development Bank, *ADB Economics Working Paper Series No. 245*.
- Claessens, S. (2006). Access to financial services: A review of the issues and public policy objectives. *The World Bank Research Observer*, 21(2), 207-240.
- Clément, M., & Rougier, É. (2015). Classes moyennes et émergence en Asie de l'Est : mesures et enjeux. *Mondes En Développement*, 169(1), 31.
- Coenen-Huther, J. (2005). Le concept de classe sociale, source d'incertitudes théoriques. *Carnets de bord*; 10, 8-14
- Collins, D., Morduch, J., Rutherford, S., & Ruthven, O. (2009). *Portfolios of the poor: how the world's poor live on \$2 a day*. Princeton University Press.
- Combarous, F. (1999). La mise en oeuvre du modèle logistique multinomial emboîté dans l'analyse de la participation au marché du travail. *Université de Montesquieu-Bordeaux IV, Document de travail*, (39).
- Comby, J. (2012). Les limites du modèle malgache. *Études foncières*, 158.
- Condomines, B., & Hennequin, E. (2013). Etudier des sujets sensibles: les apports d'une approche mixte. *RIMHE: Revue Interdisciplinaire Management, Homme & Entreprise*, (1), 12-27.
- Conning, J. H., & Robinson, J. A. (2009). Enclaves and development: An empirical assessment. *Studies in Comparative International Development*, 44(4), 359-385.
- Cons, J., & Paprocki, K. (2010). Contested credit landscapes: Microcredit, self-help and self-determination in rural Bangladesh. *Third World Quarterly*, 31(4), 637-654.

- Cordier J. (2008)., La gestion des risques en agriculture de la théorie à la mise en oeuvre : éléments de réflexion pour l'action publique. *Notes et études économiques*, 30, 33-71.
- Coudouel, A., Hentschel, J. & Wodon, Q. (2002). *Mesure et analyse de la pauvreté*, PRSP Sourcebook, World Bank, Washington D.C.
- Coulangeon, P., & Duval, J. (2013). *Trente ans après " La distinction" de Pierre Bourdieu*. La Découverte.
- Couty, P. (1984). La vérité doit être construite. *Cahiers de l'O.R.S.T.O.M.* (Organisme de Recherche Scientifique et Technique d'Outre-Mer), Série Sciences Humaines, Institut de Recherche pour le Développement (IRD), Paris, 20(1), 5-15.
- Creswell J. W. & Plano-Clark V. L. (2011) *Designing and Conducting Mixed Methods Research*. Sage Publications, Creswell et Plano-Clark.
- Dabat, M. H. (2003). Analyse de la filière riz à Madagascar. *MEMENTO de l'agronome*.
- Dabat, M. H., Gastineau, B., Jenn-Treyer, O., Rolland, J. P., & Martignac, C. & Pierre-Bernard, A. (2008a). L'agriculture malgache peut-elle sortir de l'impasse démo-économique ? *Autrepart*, 47, 181-194.
- Dabat, M.H., & Jenn-Treyer, O. (2010). Des trappes de pauvreté au développement durable de l'agriculture malgache. In Gastineau, B., Gubert, F., & Robilliard, A. S. (eds). *Madagascar face au défi des Objectifs du millénaire pour le développement*. IRD Editions.
- Dabat, M.-H., Jenn-Treyer, O., Bockel, L. & Razafimandimby, S. (2008b). L'histoire inachevée de la régulation du marché du riz à Madagascar. *Économie Rurale*, 303-304-305, 75-89.
- Dalla Pellegrina, L. (2011). Microfinance and investment: A comparison with bank and informal lending. *World development*, 39(6), 882-897.
- Darbon, D. (2012). Classe (s) moyenne (s): une revue de la littérature. Un concept utile pour suivre les dynamiques de l'Afrique. *Afrique Contemporaine*, 244, 33-51.
- Darbon, D., & Toulabor, C. (2011). Quelle(s) classe(s) moyenne(s) en Afrique? Une revue de littérature Dominique. *Document De Travail, décembre* 2(118).
- Davis, B., & Stampini, M. (2002). Pathways towards prosperity in rural Nicaragua; or why households drop in and out of poverty, and some policy suggestions on how to keep them out. *ESA-FAO Working Paper Series*, 12.
- Davis, J. C., & Huston, J. H. (1992). The shrinking middle-income class: A multivariate analysis. *Eastern Economic Journal*, 18(3), 277-285.

- De Janvry, A., Sadoulet, E., & Murgai, R. (2002). Rural development and rural policy. In: Gardner, B.L., Rausser, G.C. (Eds.), *Handbook of Agricultural Economics*, 2A. North Holland, Amsterdam, 1593–1658.
- Deaton, A., & Grosh, M. (1998). The consumption module in the living standards measurement survey. *Designing Household Survey Questionnaires for Developing Countries*, ed. P. Glewwe y M. Grosh. Washington, DC: Banco Mundial.
- Deb, P. (2009). MTREATREG: Stata module to fits models with multinomial treatments and continuous, count and binary outcomes using maximum simulated likelihood. *Statistical Software Components*.
- Deb, P., & Trivedi, P. K. (2006a). Maximum simulated likelihood estimation of a negative binomial regression model with multinomial endogenous treatment. *Stata Journal*, 6(2), 246-255.
- Deb, P., & Trivedi, P. K. (2006b). Specification and simulated likelihood estimation of a non - normal treatment - outcome model with selection: Application to health care utilization. *The Econometrics Journal*, 9(2), 307-331.
- Denzin, N. K. (1978). « Triangulation », in Denzin, N. K. (ed.), *The Research Act: An Introduction to Sociological Methods*, New York, McGraw-Hill.
- Dercon, S. (2005). Risk, insurance and poverty: a review. In Dercon, S. (ed.), *Insurance against poverty*, United Nation University-World Institute for Developments Economic Research (UNUWider), Finlande, 9-37.
- Desjeux, D. (1979). *La question agraire à Madagascar, administration et paysannat de 1895 à nos jours*. Editions L'Harmattan.
- Dethier, J. J., & Effenberger, A. (2012). Agriculture and development: A brief review of the literature. *Economic Systems*, 36(2), 175-205.
- Devereux, S. (1999). Making less last longer: informal safety nets in Malawi. IDS Discussion Paper No. 373. Brighton, UK: Institute of Development Studies.
- DFID (2000). Sustainable Livelihoods Guidance Sheets. London: Department for International Development.
- Diagne, A. (1999). Determinants of household access to and participation in formal and informal credit markets in Malawi. Food Consumption and Nutrition Division (FCND) discussion paper 67, IFPRI, Washington.

- Diao, X., Hazell, P., & Thurlow, J. (2010). The role of agriculture in African development. *World development*, 38(10), 1375-1383.
- Ditcher, T., & Harper, M. (2007). What's wrong with microfinance. *Practical Action Publishing. ISBN, 978(1), 85339*.
- Dixon, R., Ritchie, J., & Siwale, J. (2007, March). Loan officers and loan 'delinquency' in Microfinance: A Zambian case. In *Accounting forum* (Vol. 31, No. 1, pp. 47-71). Elsevier.
- Djurfeldt, A. A., & Djurfeldt, G. (2013). Structural transformation and African smallholders: drivers of mobility within and between the farm and non-farm sectors for eight countries. *Oxford Development Studies*, 41(3), 281-306.
- Doepke, M., & Zilibotti, F. (2005). Social class and the spirit of capitalism. *Journal of the European Economic Association*, 3(2 - 3), 516-524.
- Doligez, F., & Wampfler, B., (2007). Politiques publiques de microfinance et financement de l'agriculture, enjeux et débats. Synthèse réalisée pour le colloque Quelle microfinance pour l'agriculture des pays en développement ?, FARM, 4-6 décembre 2007.
- Doligez, F., Lemelle, J. P., Lapenu, C., & Wampfler, B. (2008). Financer les transitions agricoles et rurales. In J.-C. Devèze (ed) *Défis agricoles africains*, 313.
- Donald, S. H. (2007). Introduction. Post-Mao, Post-Bourdieu : Class Culture in Contemporary China, 6(2).
- Dorin, B., Hourcade, J. C., & Benoit-Cattin, M. (2013). A world without farmers? The Lewis path revisited. Documents de Travail du CIRED 47. Paris : UMR CIRED.
- Droy I., Bidou J.-É., Rasolofo P. (2010). Pauvreté et sécurisation foncière : les atouts et incertitudes d'une gestion décentralisée à Madagascar. *Taloha*, 19.
- Droy, I. (1993). L'usurier et le banquier: le crédit rural à Madagascar. *Dynamique des systèmes agraires: politiques agricoles et initiatives locales: adversaires ou partenaires. Paris: ORSTOM*.
- Dufhues, T. (2007). Accessing rural finance, The rural financial market in Northern Vietnam.
- Droy, I., Ratovoarinony, R. & Roubaud, F. (2000). Les observatoires ruraux à Madagascar : une méthodologie originale pour le suivi des campagnes. *Stateco*, 95-96-97, 123-140.
- Dubet F, (2003). Que faire des classes ? *Lien social et Politiques*, 49, 71-80

- Duy, V. Q., D'Haese, M., Lemba, J., & D'Haese, L. (2012). Determinants of household access to formal credit in the rural areas of the Mekong Delta, Vietnam. *African and Asian studies*, 11(3), 261-287.
- Dzadze, P., Aidoo, R., & Nurah, G. K. (2012). Factors determining access to formal credit in Ghana: A case study of smallholder farmers in the Abura-Asebu Kwamankese district of central region of Ghana. *Journal of Development and Agricultural Economics*, 4(14), 416-423.
- Easterly, W. (2001). The Middle Class Consensus and Economic Development. *Journal of Economic Growth*, 6, 317–335.
- Ehrenreich, B., & Ehrenreich, J. (1979). The Professional-Managerial Class. In P. Walker (ed) *Between Labor and Capital*, Boston: South End Press, 5-45.
- Elder, J. E. (1999). *A generation later: households strategies and economic change in the rural Philippine*. University of Hawaii Press, Honolulu.
- Ellis, F. (1998). Livelihood diversification and sustainable rural livelihoods. In Carney, Diana (eds), *Sustainable Rural Livelihoods: What contribution can we make*, 53-65.
- Ellis, F. (2000) *Rural Livelihoods and Diversity in Developing Countries*, Oxford: Oxford University Press.
- Ellis, F. (2005). Small farms, livelihood diversification, and rural-urban transitions: Strategic issues in Sub-Saharan Africa. In *The future of small farms: Proceedings of a research workshop, Wye, U.K., June 26–29th 2005. Washington, D.C.: International Food Policy Research Institute*.
- Ellis, F., & Freeman, H. a. (2004). Rural livelihoods and poverty reduction strategies in four African countries. *Journal of Development Studies*, 40(4), 1–30.
- Elzinga, C. H. (2003). Sequence similarity A nonaligning technique. *Sociological methods & research*, 32(1), 3-29.
- Erikson, R., & Goldthorpe, J. H. (1992). *The constant flux: A study of class mobility in industrial societies*. Oxford University Press, USA.
- Erikson, R., Goldthorpe, J. H., & Portocarero, L. (1979). Intergenerational class mobility in three Western European societies: England, France and Sweden. *The British Journal of Sociology*, 30(4), 415-441.
- Esoavelomandroso, M. (1982). A propos des groupes paysans en Imerina (1794 – 1810). *Omalý sy Anio*, 15.

- Fassin, D. (1996). Exclusion, Underclass, Marginalidad: Figures Contemporaines de la Pauvreté Urbaine en France, aux Etats-Unis et en Amérique Latine, *Revue Française de la Sociologie* 37: 37–75.
- Federici, S. (2014). From commoning to debt: financialization, microcredit, and the changing architecture of capital accumulation. *South Atlantic Quarterly*, 113(2), 231-244.
- Fernando, J. L. (1997). Nongovernmental organizations, micro-credit, and empowerment of women. *The ANNALS of the American Academy of Political and Social Science*, 554(1), 150-177.
- Fernando, J. L. (Ed.). (2004). *Microfinance: Perils and prospects*. Routledge.
- Ferreira, F. H., Messina, J., Rigolini, J., López-Calva, L. F., Lugo, M. A., & Vakis, R. (2013). *Economic Mobility and the Rise of the Latin American Middle Class* (Washington, DC: World Bank).
- Fond Monétaire International, (2012). *Regional Economic Outlook: Sub-Saharan Africa: Staying the Course*. Washington: the International Monetary Fund (October).
- Forestier, P. (2005). Les nouveaux enjeux de la microfinance. *Techniques financières et développement*, (78), 24.
- Fouillet, C. (2006). La microfinance serait-elle devenue folle? Crise en Andhra Pradesh (Inde). *Bulletins d'information du mardi (BIM), Pôle microfinancement (CIRAD/GRET)*, 25.
- Fouillet, C., Guérin, I., Morvant-Roux, S., & Servet, J. M. (2016). De gré ou de force: le microcrédit comme dispositif néolibéral. *Revue Tiers Monde*, (1), 21-48.
- Fouillet, C., Guérin, I., Morvant-Roux, S., Roesch, M., & Servet, J. M. (2007). Le microcrédit au péril du néolibéralisme et de marchands d'illusions. Manifeste pour une inclusion financière socialement responsable. *Revue du MAUSS*, (1), 329-350.
- Fox, L. (2015). Are African Households Heterogeneous Agents? Stylized Facts on Patterns of Consumption, Employment, Income and Earnings for Macroeconomic Modelers. FMI Working Paper WP/15/102 (May).
- Fraslin J.-H. (2002). Quel avenir pour les paysans de Madagascar ? *Afrique contemporaine*, n° 202-203, 93-110.
- Fraslin, J. H. (2000). Les CECAM de Madagascar: une institution mutuelle de crédit agricole. *Inter-Réseaux, Réunion*, (3).

- Gannon, F. & Sandron, F. (2005). Entraide et réseaux sociaux à Ampitatafika. Analyse d'entretiens. *Travaux et Documents du programme 4D*, 6, Institut Catholique de Madagascar et Institut de Recherche pour le Développement, Antananarivo.
- Gannon, F., & Sandron, F. (2006). Économie rurale Echange, réciprocité et innovation dans une communauté paysanne Une lecture conventionnaliste. *Economie Rurale*, 292, 50–67.
- Gannon F., & Sandron F. (2007). Échange, réciprocité et innovation dans une communauté paysanne. Une lecture conventionnaliste », *Économie rurale*, 292, 50-67.
- Gastineau, B. & Rakotoson, L. (2008). Population et espace rural à Madagascar. In Sandron F. (ed) *Le foncier à Madagascar*, CITE/Karthala, 146-163.
- Gastineau, B., & Sandron, F. (2006). Démographie et environnement à Madagascar. *Économie rurale*, (4), 41-56.
- Gentil, D., & Servet, J. M. (2002). Microfinance: petites sommes, grands effets? Introduction. *Tiers-Monde*, 43(172), 729-735.
- Goldthorpe, J. (1980). Social mobility and class structure in modern Britain. Oxford, Clarendon.
- Goldthorpe, J. (1982). On the service class: its formation and future. in Giddens A., McKenzie G. (eds) *Social class and the division of labour*, Cambridge University Press
- Gondard-Delcroix, C. (2006). *La combinaison des analyses qualitative et quantitative pour une étude des dynamiques de pauvreté en milieu rural malgache*, Thèse de doctorat, Université Montesquieu-Bordeaux IV.
- Gondard-Delcroix C. (2009). Risk, Income Diversification and Poverty Dynamics in Rural Madagascar. *Journal of Human Development and Capabilities*, 10(1), 77-101.
- Guérin, I. (2015). *La microfinance et ses dérives: émanciper, discipliner ou exploiter?* Paris : Demopolis.
- Guérin, I., Lapenu, C., & Doligez, F. (2009). La microfinance est-elle socialement responsable? Introduction. *Revue Tiers Monde*, (1), 5-16.
- Guérin, I., Morvant-Roux, S., & Villarreal, M. (2014). *Microfinance, debt and over-indebtedness: Juggling with money* (Vol. 104). Routledge.
- Haggblade, S., Hazell, P., & Reardon, T. (2010). The Rural Non-farm Economy: Prospects for Growth and Poverty Reduction. *World Development*, 38(10), 1429–1441.
- Halpin, B., & Cban, T. W. (1998). Class careers as sequences: An optimal matching analysis of work-life histories. *European sociological review*, 14(2), 111-130.

- Han, S. K., & Moen, P. (1999). Clocking out: Temporal patterning of retirement 1. *American journal of sociology*, 105(1), 191-236.
- Hausman, J., & McFadden, D. (1984). Specification tests for the multinomial logit model. *Econometrica: Journal of the Econometric Society*, 1219-1240.
- He, Y. (1994). Économie néo-institutionnelle et développement. Une analyse synthétique. *Revue d'Économie du Développement*, 4, 3-34.
- Heckman, J. J. (1976). The common structure of statistical models of truncation, sample selection and limited dependent variables and a simple estimator for such models. In *Annals of Economic and Social Measurement, Volume 5, number 4* (pp. 475-492). NBER.
- Herrendorf B., Rogerson R., Valentinyi Á. (2014). Growth and Structural Transformation. In Philippe A., Steven N. D. (dir.), *Handbook of Economic Growth*, Amsterdam-Boston, Elsevier, vol. 2, pp. 855-941.
- Herrendorf, B., Rogerson, R., & Valentinyi, A. (2013). Two Perspectives on Preferences and Structural Transformation. *The American Economic Review* 103, 7 (December): 2752-2789.
- Hirsch, R. (2000). *Nouveaux regards sur la riziculture malgache*. Paris, Agence Française de Développement, Département des politiques et études.
- Hübinger, W. (1996). Prekärer Wohlstand. *Neue Befunde zu Armut und sozialer Ungleichheit, Freiburg*.
- Hugon P. (1993). *L'économie de l'Afrique*, La Découverte.
- Hulme, D., & McKay, A. (2005). Identifying and measuring chronic poverty: Beyond monetary measures, (June), 1-31.
- Hulme, D., & Mosley, P. (1996). *Finance against poverty* (Vol. 2). Psychology Press.
- IFPRI/FOFIFA (1998). *Determinants of income generation and welfare of rural households in Madagascar and implications for policy*. Washington, D.C. IFPRI.
- Iiyama, M., Kariuki, P., Kristjanson, P., Kaitibie, S., & Maitima, J. (2008). Livelihood diversification strategies, incomes and soil management strategies: a case study from Kerio Valley, Kenya. *Journal of International Development*, 20(3), 380-397.
- INSTAT (2006). *Enquête périodique auprès des ménages (2004)*.
- INSTAT. (2011). *Enquête périodique auprès des ménages (2010)*.

- INSTAT. (2013). Enquête nationale sur le suivi des objectifs du millénaire pour le développement à Madagascar. 2012-2013 Étude Nationale. Objectif 1: Éliminer l'extrême pauvreté et la faim.
- International Assessment of Agricultural Knowledge, Science and Technology for Development (IAASTD) (2009). Agriculture at a crossroads. In: McIntyre, B., Herren, H.R., Wakhungu, J., Watson, R.T. (Eds.), Synthesis Report. IAASTD, Washington, DC.
- Jacquemot, P. (2012). Les classes moyennes changent-elles la donne en Afrique?. *Afrique contemporaine*, (4), 17-31.
- Jansen, H. G., Rodriguez, A., Damon, A., Pender, J., Chenier, J., & Schipper, R. (2006). Determinants of income-earning strategies and adoption of conservation practices in hillside communities in rural Honduras. *Agricultural Systems*, 88(1), 92-110.
- Jary, D. and Jary, J. (1995). Collins Dictionary of Sociology, 2nd edition. Glasgow: HarperCollins.
- Jenn-Treyer, O. (2006). Le pilotage du marché du riz à Madagascar, pour une meilleure intégration nationale et régionale. *CNUCED–Atelier régional–intégration des OMD dans les politiques commerciales, Dakar*, 29.
- Jenn-Treyer, O., Dabat, M.-H., Grandjean P. (2006). Une deuxième chance pour le système de riziculture intensive à Madagascar ? La recherche d'un compromis entre gain de productivité et investissement en facteurs de production, Colloque international *La pauvreté rurale à Madagascar: caractéristiques, dynamiques et politiques publiques*, Antananarivo, 15-17 novembre.
- Johnson, S., Mule, N., Hickson, R., & Mwangi, W. (2003). The managed ASCA model innovation in Kenya's microfinance industry. in M. Harper (2ed). *Microfinance: evolution, achievements and challenges*. Intermediate Technology.
- Johnston B. F., & Mellor J. W. (1961). The Role of Agriculture in Economic Development. *The American Economic Review*, 51(4), 566-593.
- Juma, C. (2011). Le nouveau moteur L ' Afrique compte sur ses consommateurs de la classe.
- Kappel, R. (2014). Africa: Neither Hopeless Nor Rising. *GIGA Focus* 1: 1–8.
- Kharas, H. (2010). The Emerging Middle Class in Developing Countries. Paris: OECD Publishing, OECD Development Center Working Paper No. 285.
- Khatun, D., & Roy, B. C. (2012). Rural Livelihood Diversification in West Bengal : Determinants. *Agricultural Economics Research Review*, 25(1), 115–124.

- Khoi, P. D., Gan, C., Nartea, G. V., & Cohen, D. A. (2013). Formal and informal rural credit in the Mekong River Delta of Vietnam: Interaction and accessibility. *Journal of Asian Economics*, 26, 1-13.
- Kistler, P. (1999). Interaction entre société et système de production agricole dans un terroir des Hautes Terres centrales malgaches. *Agrarwirtschaft und Agrarsoziologie*, 1, 66-83.
- Labie, M. (2004). Microfinance: un état des lieux. *Mondes en développement*, (2), 9-23.
- Labie, M., & Mees, M. (2005). Le paradigme commercial en microfinance et ses effets sur l'inclusion sociale. *SOS Faim, Zoom microfinance*, (16).
- Lapenu, C. (2002). La gouvernance en microfinance: grille d'analyse et perspectives de recherche. *Revue Tiers Monde*, 847-865.
- Lapenu, C. (2007). Performance sociale versus performance financière: peut-on être rentable en s'adressant à des populations pauvres?. *La microfinance au carrefour du social et de la finance, Horizons Bancaires*, (334), 45-54.
- Lash S. & Urry J. (1987). *The End of organised capitalism*. The University of Wisconsin Press.
- Laulanié, H. de (2003). *Le riz à Madagascar. Un développement en dialogue avec les paysans*. Karthala/Éditions, Ambozontany Paris/Antananarivo.
- Laurin-Frenette, N. (1978). Classes sociales et pouvoir: les théories fonctionnalistes. *Les Presses de l'Université de Montréal*, 43.
- Lay, J. & Mahmoud, T. O. (2008). Few opportunities, much desperation: the dichotomy of non-agricultural activities and inequality in Western Kenya, *World Development*, 36, 2713–2732.
- Le Bourdieu F. (1974). *Hommes et paysages du riz à Madagascar*. Antananarivo, FTM.
- Lebaron, F., Le Roux, B. (2015). *La méthodologie de Pierre Bourdieu en action*. Dunod, Paris.
- Lebart, L., Piron, M. & Morineau, A. (2006). *Statistique Exploratoire Multidimensionnelle : Visualisations et inférences en fouille de données*. Dunod, 4ème éd., Paris.
- Lelart, M. (2005). *De la finance informelle à la microfinance*. Archives contemporaines.
- Lenoir, R. (2004). Espace social et classes sociales chez Pierre Bourdieu. *Sociétés & Représentations*, (17), 385–396.
- Levine, J. H. (2000). But what have you done for us lately?: Commentary on Abbott and Tsay: Sequence analysis. *Sociological methods & research*, 29(1), 34-40.

- Levitt, B., & Nass, C. (1989). The lid on the garbage can: Institutional constraints on decision making in the technical core of college-text publishers. *Administrative Science Quarterly*, 190-207.
- Li, X., Gan, C., & Hu, B. (2011). Accessibility to microcredit by Chinese rural households. *Journal of Asian Economics*, 22(3), 235-246.
- Liao, C., Barrett, C. B., & Kassam, K. A. S. (2014). Does Diversification Translate into Improved Livelihoods? Evidence from Pastoral Households in the Altay and Tianshan Mountains of Xinjiang, China. *Evidence from Pastoral Households in the Altay and Tianshan Mountains of Xinjiang, China (December 2014)*.
- Ligon, E., & E. Sadoulet. (2007). Estimating the Effects of Aggregate Agricultural Growth on the Distribution of Expenditures. Background note for the World Development Report 2008, The World Bank, Washington D.C.
- Lipton, M. (2005). The Family Farm in a Globalizing World: The Role of Crop Science in Alleviating Poverty. 2020 Vision Discussion Paper No. 20, International Food Policy Research Institute, Washington D.C.
- Little, P. D., Smith, K., Cellarius, B., Coppock, D. L. & Barrett, C. B. (2001) Avoiding disaster: diversification and risk management among East African herders, *Development and Change*, 32, pp. 401–33
- Loayza, N., Rigolini, J., & Llorente, G. (2012). Do middle classes bring about institutional reforms?. *Economics letters*, 116(3), 440-444.
- Losch, B., Freguin-Gresh, S., & White, E. T. (2012). *Structural Transformation and Rural Change Revisited: Challenges for Late Developing Countries in a Globalizing World*.
- Lustig, N., Lopez-Calva, L. F., & Ortiz-Juarez, E. (2011). The decline in inequality in Latin America: How much, since when and why. *Since When and Why (April 24, 2011)*.
- Macindoe, H., Abbott, A. (2004). Sequence analysis and optimal matching techniques for social science data. In *Handbook of Data Analysis*, ed. M. Hardy and A. Bryman, 387-406. London: Sage.
- MAEP (2006). *Recensement général de l'agriculture 2004-2005*. Ministère de l'Agriculture, de l'Élevage et de la Pêche, Madagascar.
- Maes, J. P., & Reed, L. R. (2012). Etat de la campagne du sommet du microcredit, rapport 2012.

- Manrique Gil, M. (2015). Something new out of Africa? Chinese, US and EU strategies for the continent. Policy Department, Directorate-General for External Policies, European Parliament
- Marx, K. (1859). *Contribution à la critique de l'économie politique*, Paris, éditions Sociales.
- Marx, K., & Engels, F. (1967). The communist manifesto (1848). *Trans. AJP Taylor. London: Penguin.*
- Matin, I., & Hulme, D. (2003). Programs for the Poorest: Learning from the IGVGD Program in Bangladesh. *World development*, 31(3), 647-665.
- Mayer, A. (1975). The Lower Middle Class as Historical Problem, *The Journal of Modern History*, 47(3), 409–436.
- McFadden, D. (1980). Econometric models for probabilistic choice among products. *Journal of Business*, S13-S29.
- McMillan, M. S., & Rodrik, D. (2011). *Globalization, structural change and productivity growth* (No. w17143). National Bureau of Economic Research.
- McVicar, D., & Anyadike - Danes, M. (2002). Predicting successful and unsuccessful transitions from school to work by using sequence methods. *Journal of the Royal Statistical Society: Series A (Statistics in Society)*, 165(2), 317-334.
- Melber, H. (2013). Africa and the Middle Class (es). *Africa Spectrum*, 48 (3), 111-210.
- Melber, H. (2015). Where and What (for) is the Middle? Africa and the Middle Class (es). *European Journal of Development Research*, 27 (2), 246-254
- Mellor, J. (1998). Agriculture on the Road to Industrialization. In Carl Eicher and John Staatz (eds). *International Agricultural Development*. Baltimore: Johns Hopkins University Press.
- Milanovic, B. & Yitzhaki, S. (2002). Decomposing the World Income Distribution: Does the World have a Middle Class? *Review of Income and Wealth*, 48(2), 155–178.
- Mills, C.W. (1951). *White Collar: The American Middle Classes*. New York: Oxford University Press. Dani, A. A., & Moser, C. (Eds.). (2008). *Assets, livelihoods, and social policy*. World Bank Publications.
- Minagri (2012). *Statistiques Agricoles. Annuaire 2009-2010*, Ministère de l'Agriculture, Madagascar.

- Minten, B., & Razafindraibe, R. (2003). Relation terre agricole - pauvreté. In B. Minten, J.-C. Randrianarisoa & L. Randrianarison (Eds.), *Agriculture, pauvreté rurale et politiques économiques à Madagascar*. Ithaca: Cornell University – Fofifa, 10-18.
- Minten, B., & Zeller, M. (eds) (2000). *Beyond Market Liberalization: Welfare, Income Generation and Environmental sustainability in Rural Madagascar*. Ashgate.
- Mohamed, K. (2003). *Access to formal and quasi-formal credit by smallholder farmers and artisanal fishermen: A case of Zanzibar* (No. 3). Mkuki na Nyota Publishers.
- Morvant-Roux, S. (2009). *Exclusion et liens financiers: microfinance pour l'agriculture des pays du Sud: rapport 2008-2009 réalisé à l'initiative de, et publié par, la Fondation FARM*. Economica.
- Morvant-Roux, S., & Servet, J. M. (2007). De l'exclusion financière à l'inclusion par la microfinance. *Horizons bancaires*, 334.
- Morvant-Roux, S., Guérin, I., Roesch, M., & Servet, J. M. (2010). Politiques d'inclusion financière, microfinance et financement de l'agriculture. *Mondes en développement*, (3), 9-24.
- Moser, C. M., & Barrett, C. B. (2003). The disappointing adoption dynamics of a yield-increasing, low external-input technology: the case of SRI in Madagascar. *Agricultural Systems*, 76(3), 1085-1100. Nakache et Confais, 2004
- Moser, C. O. (Ed.). (2008). *Reducing global poverty: The case for asset accumulation*. Brookings Institution Press.
- Mpuga, P. (2010). Constraints in access to and demand for rural credit: Evidence from Uganda. *African Development Review*, 22(1), 115-148.
- Ncube, M. and Shimeles, A. (2012). The Making of the Middle Class in Africa. *African Development Bank*.
- Nguyen, C. H. (2007). Determinants of credit participation and its impact on household consumption: Evidence from rural Vietnam. Edinburgh: Centre for Economic Reform and Transformation, Heriot Watt University
- Niehof, A. (2004). The significance of diversification for rural livelihood systems. *Food Policy*, 29(4 SPEC.ISS.), 321–338.
- Okurut, F. N. (2006). Access to credit by the poor in South Africa: Evidence from Household Survey Data 1995 and 2000. *Stellenbosch: University of Stellenbosch*.

- Okurut, N., Schoombee, A., & Van dar Berg, S. (2004). Credit Demand and rationing in the Informal Financial Sector in Uganda. Paper on the DPRU/Tips. In *Cornell Conference on African Development and Poverty reduction*.
- Olivier de Sadran, J.-P. (1995). La politique du terrain. *Enquête*, 1, 71-109.
- Omrane, M. (2006). La gestion foncière dans les Hautes Terres malgaches : quels enseignements pour une sécurisation durable des droits ? Colloque *Les frontières de la question foncière : Enchâssement social des droits et politiques publiques*, IRD, CIHEAM, CIRAD, 17-19 mai, Montpellier.
- Orr, A., & Mwale, B. (2001). Adapting to adjustment: smallholder livelihood strategies in Southern Malawi. *World Development*, 29(8), 1325-1343.
- Orr, A., & Orr, S. (2002). *Agriculture and Micro Enterprise in Malawi's Rural South*. London: ODI, AgREN Network Paper No. 119.
- Ottino, P. (1996). Agir dans les campagnes merina des années soixante. In Caranéini A., Jardel J.-P. (dir.), *De la tradition à la post-modernité. Hommage à Jean Poirier*, Paris, PUF, 445-461.
- Paprocki, K. (2016). 'Selling Our Own Skin:' Social dispossession through microcredit in rural Bangladesh. *Geoforum*, 74, 29-38.
- Pélissier, P. (1976). Les riziculteurs de hautes terres malgaches et l'innovation technique. *Cahiers ORSTOM, sér. Sci. Hum.*, XIII (1), 41-56.
- Perret, S., Anseeuw, W., & Mathebula, F. (2005). Poverty and Livelihoods in Rural South Africa: Investigating diversity and dynamic livelihoods. *Case Studies in Limpopo*, (October), 1-65.
- Perret, S., Anseeuw, W., & Mathebula, F. (2005). Poverty and Livelihoods in Rural South Africa: Investigating diversity and dynamic livelihoods. *Case Studies in Limpopo*, (October), 1-65.
- Perry, J. E. (2008). Chinese Conceptions of 'Rights': From Mencius to Mao – And Now. *Perspectives on Politics*, 6(1), 37-50.
- Petrick, M. (2005). Empirical measurement of credit rationing in agriculture: A methodological survey. *Agricultural Economics*, 33(2), 191-203.
- Pierre Bernard, A., Ramboarison, R., Randrianarison, L., & Rondro-Harisoa, L., (2006). *Dimensions Structurelles de la Libéralisation pour l'Agriculture et le Développement Rural*, Programme RuralStruc-Phase I, World Bank.

- Pontié, G., Robineau, C. (1992). Communautés, stratification sociale, développement rural. In : Robineau C. (ed.) *Les terrains du développement : approche pluridisciplinaire des économies du Sud*. Paris : ORSTOM, 53-78.
- Poulantzas, N. (1974). *Les classes sociales dans le capitalisme aujourd'hui*. Paris: Seuil.
- Poulantzas, N. (1977). *Crisis of the Dictatorships*, 2nd edition, London.
- Prahalad, C. K. (2010). *The Fortune at the Bottom of the Pyramid. Eradicating Poverty Through Profits*, New York: Prentice Hall.
- Pressman, S. (2007). The Decline of the Middle Class: An International Perspective. *Journal of Economic Issues*, 38(4) 445–454.
- Rabearimanana, G. (1994). Le Boina. in J. P. Raison (ed) *Paysanneries Malgaches dans la Crise*, Paris: Ed. Karthala, pp. 13–149.
- Rahman, A. (1999). Micro-credit initiatives for equitable and sustainable development: Who pays?. *World development*, 27(1), 67-82.
- Raison J.-P. (1984). *Les Hautes Terres de Madagascar et leurs confins occidentaux. Enracinement et mobilité des sociétés rurales*, Karthala, Paris.
- Raison J.-P. (1991). Dynamismes ruraux et contrastes fonciers dans Madagascar en crise », *Revue Tiers Monde*. 128 (32), 901-915.
- Raison, J.-P. (1994). *Paysanneries Malgaches dans la Crise*, Paris: Ed. Karthala.
- Rakodi, C. (1999). A Capital Assets Framework for Analysing Household Livelihood Strategies: Implications for Policy. *Development Policy Review*, 17, 315–342.
- Rakotonarivo, A., Martignac, C., Gastineau, B., & Ramialison, Z. L. (2010). Densification rurale et structures spatiales du peuplement à Madagascar: quelle place pour les migrations?. In Gastineau, B., Gubert, F., & Robilliard, A. S. (eds). *Madagascar face au défi des Objectifs du millénaire pour le développement*. IRD Editions.
- Rakoto-Ramiarantsoa, H. (1994). L'Imerina. in J. P. Raison (ed) *Paysanneries Malgaches dans la Crise*, Paris: Ed. Karthala, 233–347.
- Rakotovao, J.-M. & Bockel, L. (2001). Stratégies de Sortie de la Pauvreté chez les Ménages Ruraux et Politiques de Réduction de la Pauvreté. Paper presented at colloque de Bordeaux sur la pauvreté et le développement durable, Bordeaux, 22–23.
- Randriamanampisoa, H. (2011). *Microcrédit et gestion des risques, une grille de lecture par les capacités: le cas des ménages ruraux des hautes terres de Madagascar*. Thèse de doctorat en sciences économiques, Montpellier 1.

- Randrianarison, L. (2003). Revenus agricoles des ménages ruraux et pauvreté à Madagascar. communication présentée lors de la Conférence *Agriculture et Pauvreté*, 20 Mars 2003, Antananarivo, Madagascar.
- Randrianarison, L., Andrianirina, N. & Ramboarison, R. (2009) *Dimensions Structurelles de la Libéralisation pour l'Agriculture et le Développement Rural*, Programme RuralStruc-Phase II, World Bank.
- Randrianja, S. (Ed.). (2012). *Madagascar, le coup d'Etat de mars 2009*. KARTHALA Editions.
- Rankin, K. N. (2002). Social capital, microfinance, and the politics of development. *Feminist economics*, 8(1), 1-24.
- Ravallion, M. (1992). *Poverty comparisons, a guide to concepts and methods*, Living Standard Measurement Study, Working Paper n°88, World Bank, Washington.
- Ravallion, M. (2010). The Developing World's Bulging (but Vulnerable) Middle Class. *World Development* 38(4), 445–454.
- Ravallion, M. (2016). The Economics of Poverty. History, Measurement. *Policy*.
- Ravallion, M., & Chen, S. (2007). China's (Uneven) Progress Against Poverty. *Journal of Development Economics*, 82(1), 1–42.
- Ravelomanantsoa, Z. (2011). *Note sur la sécurisation des droits secondaires et des accords négociés*. Note de réflexion interne. Programme National Foncier (PNF).
- Razafindrakoto, M., Roubaud, F. & Wachsberger, J.-M. (2015). L'Île Mystérieuse: Une Approche d'Economie Politique de la Trajectoire Longue de Madagascar. *Canadian Journal of Development Studies*, 36(3), 397–415.
- Razafindratoivo, J. (1971) Étude du village d'Ilfy. *Annales de l'Université de Madagascar*, Série Lettres et Sciences Humaines, n° 10, pp. 51-74.
- Razafindravonona, J., Stifel, D., & Paternostro, S. (2001). *Changes in poverty in Madagascar: 1993-1999*, Africa Region Working Paper Serie, 19, Banque mondiale.
- Reardon T, Tschirley D, Haggblade S, Minten B, Timmer CP, & Liverpool-Tasie S. (2013). Five inter-linked transformations in the African agrifood economy: food security implications. Paper prepared for “Harnessing Innovation for African Agriculture and Food Systems: Meeting Challenges and Designing for the 21st Century”; November 25/26, Addis Ababa, Ethiopia.
- Reardon, T. (1997). Using evidence of household income diversification to inform study of the rural nonfarm labor market in Africa. *World Development*, 25(5), 735–747.

- Reardon, T., & Vosti, S. a. (1995). Link between rural poverty and the environment in Developing Countries. *World Development*, 23(9), 1495–1506.
- Reichardt, C. S., & Rallis, S. F. (1994). Qualitative and quantitative inquiries are not incompatible: A call for a new partnership. *New directions for program evaluation*, 1994(61), 85-91.
- Renner, K. (1978). The service class, In T. Bottomore, P. Goode (eds.), *Austro marxism*, Oxford, Oxford University Press.
- Réseau des Observatoires Ruraux (2007). Rapport d'Enquête Communautaire de l'Observatoire Rural d'Itasy. Campagne 2006. Antananarivo: Réseau des Observatoires Ruraux.
- Réseau des Observatoires Ruraux (2008). Rapport d'Enquête Communautaire de l'Observatoire Rural d'Itasy. Campagne 2007. Antananarivo: Réseau des Observatoires Ruraux.
- Rhyne, E. (2001). *Mainstreaming microfinance: How lending to the poor began, grew, and came of age in Bolivia* (No. 332.1 R4.). Bloomfield, CT: Kumarian Press.
- Ries, A., & Chauvière Le Drian, G. (2008). Evaluation d'institutions de microfinance en milieu rural à Madagascar. ExPost, 13, Agence Française de Développement.
- Robette, N. (2011). Explorer et décrire les parcours de vie : les typologies de trajectoires. Paris: CEPED.
- Robinson, M. S. (2001). *The microfinance revolution: Sustainable finance for the poor*. World Bank Publications.
- Rodrik, D. (2014). An African Growth Miracle? Richard H. Sabot Lecture. Washington: Center for Global Development (April 24).
- Rodrik, D. (2015). Premature Deindustrialization. IAS School of Social Sciences, Economics Working Papers Number 107 (January).
- Roubaud, F. (1997). La question rizicole à Madagascar : les résultats d'une décennie de libéralisation. *Économie de Madagascar*, 2, 37-62.
- Roy, A. (2012). Ethnographic circulations: space–time relations in the worlds of poverty management. *Environment and Planning A*, 44(1), 31-41.
- Ruggles P, Williams R (1989). Longitudinal measures of poverty: accounting for income and assets over time. *Review of Income and Wealth*, 35(3), 225–244.

- Saint-Macary, C., & Zeller, M. (2011). *Rural credit policy in the mountains of Northern Vietnam: sustainability, outreach and impact*. mimeo, Department of rural development theory and policy, University of Hohenheim.
- Salama, P. (2014). Les classes moyennes peuvent-elles dynamiser la croissance du PIB dans les économies émergentes latino-américaines et asiatiques?. *Revue Tiers Monde*, (3), 141-157.
- Sandron, F. (2007). Stratégies anti-risques et filets de sécurité dans une commune rurale malgache. *Presses de Sciences Po: Autrepart*, 44, 141–156.
- Sandron, F. (2008). Le Fihavanana À Madagascar : Lien Social Et Économique Des Communautés Rurales. *Revue Tiers Monde*, 195(3), 507.
- Savage M., Barlow J., Dickens P. & Fielding T. (1992). *Property, bureaucracy and culture, middle class formation in contemporary Britain*, London, Routledge.
- Savath, V., Fletschner, D., Peterman, A., & Santos, F. (2014). Land, Assets, and Livelihoods: Gendered Analysis of Evidence from Odisha State in India. *2014 World Bank Conference on Land and Poverty*, (February), 1–23.
- Schultz, T. P. (1984). Studying the impact of household economic and community variables on child mortality. *population and Development Review*, 10, 215-235.
- Schweisguth, E. (1983). Les salariés moyens sont-ils des petits-bourgeois ? *Revue Française de Sociologie*, 24(4), 679–704. Scoones, 1998.
- Scoones, I. (2009). Livelihoods perspectives and rural development. *Journal of Peasant Studies*, 36(1), 171–196.
- Sebstad, J., & Cohen, M. (2000). Microfinance. *Risk Management, and Poverty, Background paper, WDR web-site, World Bank, Washington, DC, and the USAID-supported Assessing the Impact of Microenterprise Services, Management Systems International*, 600.
- Self, S., & Grabowski, R. (2007). Economic development and the role of agricultural technology. *Agricultural Economics*, 36, 395–404.
- Sen, A. K. (1985). *Commodities and Capabilities*, Amsterdam: Elsevier.
- Senauer, B., & Goetz, L. (2003). *The growing middle class in developing countries and the market for high-value food products* (Vol. 3, No. 2). Food Industry Center, University of Minnesota.

- Servet, J. M. (2005). *Le besoin d'objectifs principaux nouveaux pour la microfinance: lutter contre les inégalités et faire face aux risques. Techniques financières et développement*, 78.
- Servet, J. M. (2006). *Banquiers aux pieds nus: La microfinance*. Odile Jacob.
- Sick, P.-K. (1993). Le Concept de Classes Moyennes. Notion Sociologique ou Slogan Politique? *Vingtième Siècle*, 37, 13–34.
- Solé-Farràs, J. (2013). *New Confucianism in Twenty-first Century China: The Construction of a Discourse*, New York, NY : Routledge.
- Solimano, A (2008). The Middle Class and the Development Process, Serie Macroeconomía del Desarrollo No. 65, United Nations-ECLAC, Santiago, Chile.
- Sourisseau, J. M., & Even, M. A. (2015). Transformations agricoles et agricultures familiales: quelques défis mis en lumière durant l'Année internationale de l'agriculture familiale. *Cahiers Agricultures*, 24(4), 201-203.
- Stavenhagen, R. (1969). *Les Classes Sociales dans les Sociétés Agraires*, Paris: Ed. Anthropos.
- Stearns, P. (1979). The Middle Class: Toward a Precise Definition. *Comparative Studies in Society and History* 21(3): 377–396.
- Stifel, D. (2010). The rural non-farm economy, livelihood strategies and household welfare. *African Journal of Agricultural and Resource Economics*, 4(1), 82–109.
- Stiglitz, J. E., & Weiss, A. (1981). Credit rationing in markets with imperfect information. *The American economic review*, 71(3), 393-410.
- Stoop, W. A., Uphoff, N., & Kassam, A. (2002). A review of agricultural research issues raised by the system of rice intensification (SRI) from Madagascar: opportunities for improving farming systems for resource-poor farmers. *Agricultural systems*, 71(3), 249-274.
- Tang, S., Guang, Z., & Jin, S. (2010). Formal and informal credit markets and rural credit demand in China. *Paper selected for presentation at the Agricultural and Applied Economics Association*.
- Teddlie, C., & Tashakkori, A. (Eds.). (2009). *Foundations of mixed methods research: Integrating quantitative and qualitative approaches in the social and behavioral sciences*. Sage Publications Inc.
- Teyssier, A. (2010). Décentraliser la gestion foncière? L'expérience de Madagascar. *Perspective*, (4).

- Thirion M.-C. & Bosc P.-M. (Eds) (2014). Les agricultures familiales du monde. Définitions, contributions et politiques publiques, Montpellier/Paris, Cirad/Agence française de développement.
- Thomas, A. C., & Gaspart, F. (2015). Does Poverty Trap Rural Malagasy Households?. *World Development*, 67, 490-505. Thomas, 2011.
- Thurow, L. C. (1987). A surge in inequality. *Scientific American*, 256(5), 30.
- Timmer C. P. (2009). *A World without Agriculture. The Structural Transformation in Historical Perspective*. Washington DC, The American Enterprise Institute.
- Timmer, C.P. (2002). Agriculture and economic development. In: Gardner, B.L., Rauser, G.C. (Eds.), *Handbook of Agricultural Economics*, 2A. North Holland, Amsterdam, 1487–1546.
- Timmer, P., McMillan, M., Badiane, O., Rodrik, D., Binswanger-Mkhize, H., & Wouterse, F. (2012). Patterns of Growth and Structural Transformation in Africa.
- Tobin, J. (1958). Estimation of relationships for limited dependent variables. *Econometrica: journal of the Econometric Society*, 24-36.
- Torche, F., & López-Calva, L. F. (2013). Stability and vulnerability of the Latin American middle class. *Oxford Development Studies*, 41(4), 409-435.
- Tschirley, D., Reardon, T., Dolislager, M., & Snyder, J. (2015). The rise of a middle class in East and Southern Africa: Implications for food system transformation. *Journal of International Development*, 27(5), 628-646.
- Twyman, C., Sporton, D., & Thomas, D. (2004). Where is the life in farming? The viability of smallholder farming on the margins of the Kalahari, Southern Africa. *Geoforum*, 35, 69-85.
- UPDR/FAO/CIRAD (2000). *Diagnostic et perspectives de la filière riz à Madagascar*. Antananarivo.
- Uphoff, N. (1999). What can be learned from the system of rice intensification in Madagascar about meeting future food needs?. Papier pour la *Conference on « Sustainable Agriculture : New Paradigms and Old Practices ? »*, Bellagio.
- Vaessen, J. (2001). Accessibility of rural credit in Northern Nicaragua. The importance of networks of information and recommendation. *Savings and development*, 5-32.
- Vaillant, J. (2013). Attrition and Follow - Up Rules in Panel Surveys: Insights from a Tracking Experience in Madagascar. *Review of Income and Wealth*, 59(3), 509-538.

- Van de Walle, D., & D. Cratty. (2004). Is the Emerging On-farm Market Economy the Route out of Poverty in Vietnam? *Economics of Transition*, 12(2), 237–74.
- Van Rooyen, C., Stewart, R., & De Wet, T. (2012). The impact of microfinance in sub-Saharan Africa: a systematic review of the evidence. *World Development*, 40(11), 2249-2262.
- Vergne, C., & Ausser, A. (2015). La croissance de l’Afrique subsaharienne: diversité des trajectoires et des processus, *Macroéconomie et développement*. AFD, Mai, n°8.
- Vero, J. (2003). Justice sociale et pauvreté. Une comparaison des concepts de Rawls, Sen et Fleurbaey appliquée à des jeunes sortant du système éducatif, communication présentée lors des 10èmes Journées d’étude CEREQ, 21-23 mai 2003, Caen.
- Wacquant, L. (1991). Making Class: The Middle Class(es) in Social Theory and Social Structure. in S. G. McNall, R. Levine and R. Fantasia (eds) *Bringing Class Back in*, Boulder, CO: Westview, pp. 39–64.
- Wampfler, B. (2007). Madagascar: Les Besoins de Financement de ‘Nouveaux’ Acteurs Economiques, les Entrepreneurs Ruraux. Montpellier: CIRAD-Espace Finance, *BIM* No.9.
- Wampfler, B., & Lapenu, C. (2002). Le financement de l’agriculture familiale dans le contexte de libéralisation: quelle contribution de la microfinance. Résumé exécutif. Résumé exécutif. Séminaire de Dakar, 21-24 janvier 2002, Montpellier, CIRAD-CERISE.
- Wampfler, B., Bouquet, M., & Ralison, E. (2014). Does juggling mean struggling? Insights into the financial practices of rural households in Madagascar. In Guérin, I., Morvant-Roux, S., & Villarreal, M. (eds). *Microfinance, debt and over-indebtedness: Juggling with money*. Routledge, 211-213.
- Wampfler, B., Roesch, M., & Ralison, E. (2006). Etude de l’impact du réseau des caisses d’épargne et de crédit agricole (CECAM) Madagascar. *BIM*, 12.
- Warner, W.L. (1963). *Yankee City*, Yale University Press, New Haven & London.
- Weber, M. (1978 [1925]). *Economy and Society: An Outline of Interpretive Sociology* (Roth G, Wittich C, eds). Berkeley: University of California Press, 212–99, 956–1003, 1381–462.
- Weber, M. (1995). *Économie et Société*. 1. Les Catégories de la sociologie, traduction française sous la direction de Jacques Chavy et Éric de Dampierre, coll. « Pocket », Plon Paris.

- Weininger, E. B. (2005). Foundations of Pierre Bourdieu's Class Analysis. in E. O. Wright (ed) *Approaches to Class Analysis*, Cambridge: Cambridge University Press, pp. 82–118.
- Wélé, P., & Labie, M. (2016). Efficacité des programmes publics en microfinance et inclusion financière. *Revue Tiers Monde*, (1), 77-99.
- Wenner, M. (2001). Making Rural Finance Work. *Microenterprise Development Review*, 3(2), 1-4.
- Wheary, J. (2009). The Global Middle Class is Here: Now What?. *World Policy Journal*, 26(4), 75–83.
- Winter, G., (1984). Deux méthodes d'investigation irréductibles mais complémentaires. *Cahiers de l'O.R.S.T.O.M* (Organisme de Recherche Scientifique et Technique d'Outre-Mer), Série Sciences Humaines, Institut de Recherche pour le Développement (IRD), Paris, 20(1), 17-24.
- Wood, G., & Gough, I. (2006). A comparative welfare regime approach to global social policy. *World development*, 34(10), 1696-1712.
- Wright, E. O. (1980). Class and occupation. *Theory and Society*, 9(1), 177-214.
- Wright, E. O., (1985). *Classes*, London, Verso.
- Wright, E. O. (2005). Conclusion: If 'Class' is the Answer, What is the Question?. in E. O. Wright (ed) *Approaches to Class Analysis*, Cambridge: Cambridge University Press, pp. 180–192.
- Wu, L. L. (2000). Some comments on "Sequence analysis and optimal matching methods in sociology: Review and prospect". *Sociological methods and research*, 29(1), 41-64.
- Yaro, J. A. (2006). Is deagrarianisation real? A study of livelihood activities in rural northern Ghana. *The Journal of Modern African Studies*, 44(01), 125-156.
- Zeller, M. (1994). Determinants of credit rationing: A study of informal lenders and formal credit groups in Madagascar. *World development*, 22(12), 1895-1907.
- Zeller, M. (2003). Models of rural finance institutions. In *Paving the Way Forward for Rural Finance: An International Conference on Best Practices, June*.
- Zeller, M., & Meyer, R. L. (Eds.). (2002). *The triangle of microfinance: Financial sustainability, outreach, and impact*. Intl Food Policy Res Inst.
- Zeller, M., & Sharma, M. (2002). Access to and demand for financial services by the rural poor: A multicountry synthesis. *the Triangle of Microfinance: Financial Sustainability, Outreach, and Impact* M. Zeller and RL Meyer (edited) *International Food Policy Research Institute (IFPRI) Publication*, 19-45.

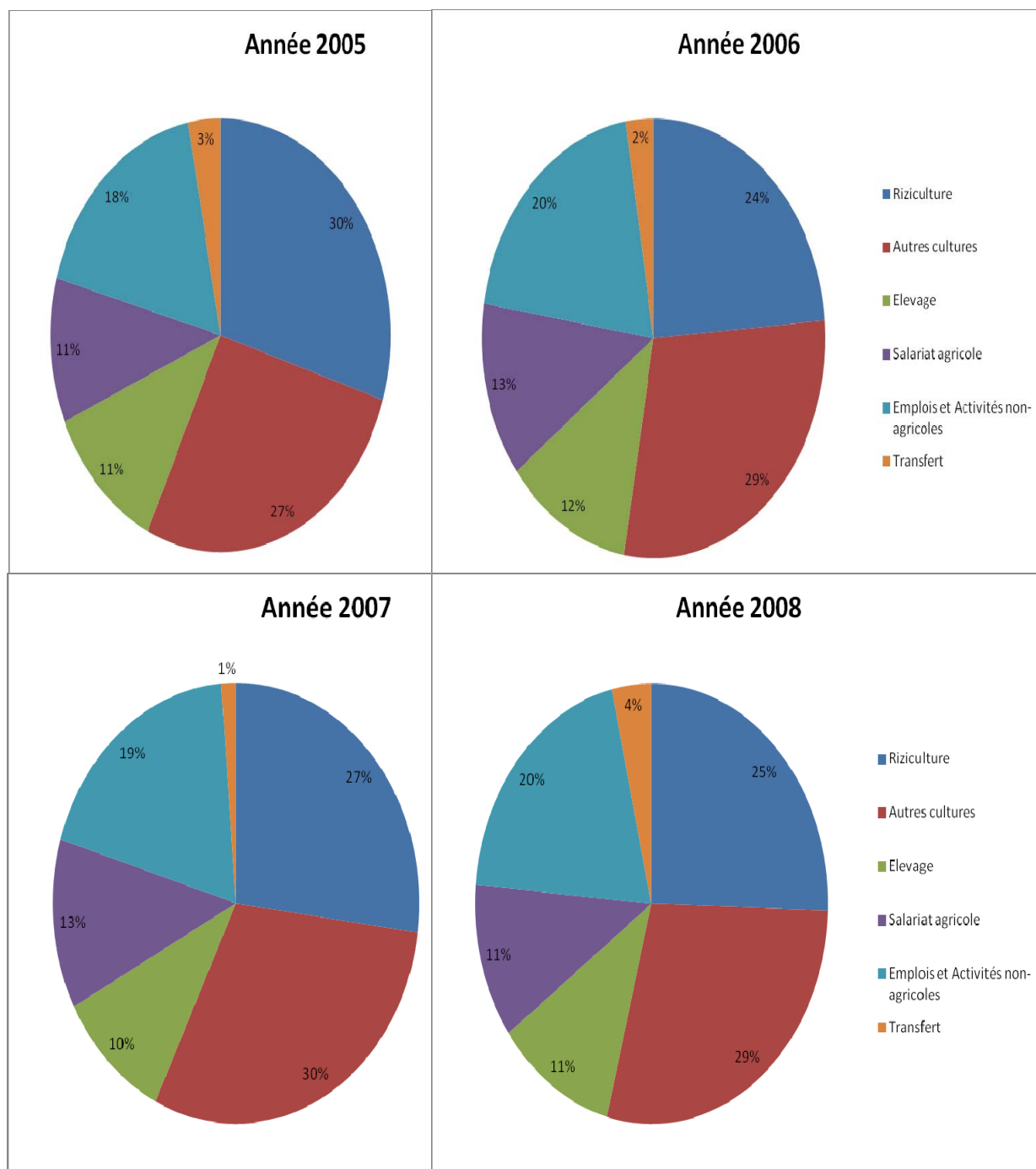
Zombre, U., Bouquet, E., & Colin, J - P. (2013). *Contraintes de financement et choix contractuel sur le marché de faire - valoir indirect à Madagascar*. Dial Development Conference 2013. Université Paris - Dauphine, Paris, 27 – 28 juin 2013.

Zoomers, A. (1999). *Linking livelihood strategies to development: experiences from the Bolivian Andes*. Royal Tropical Institute.

Annexes

Annexes Chapitre 2 :

Annexe A.II.1 Les différentes sources de revenus en Itasy de 2005 à 2008

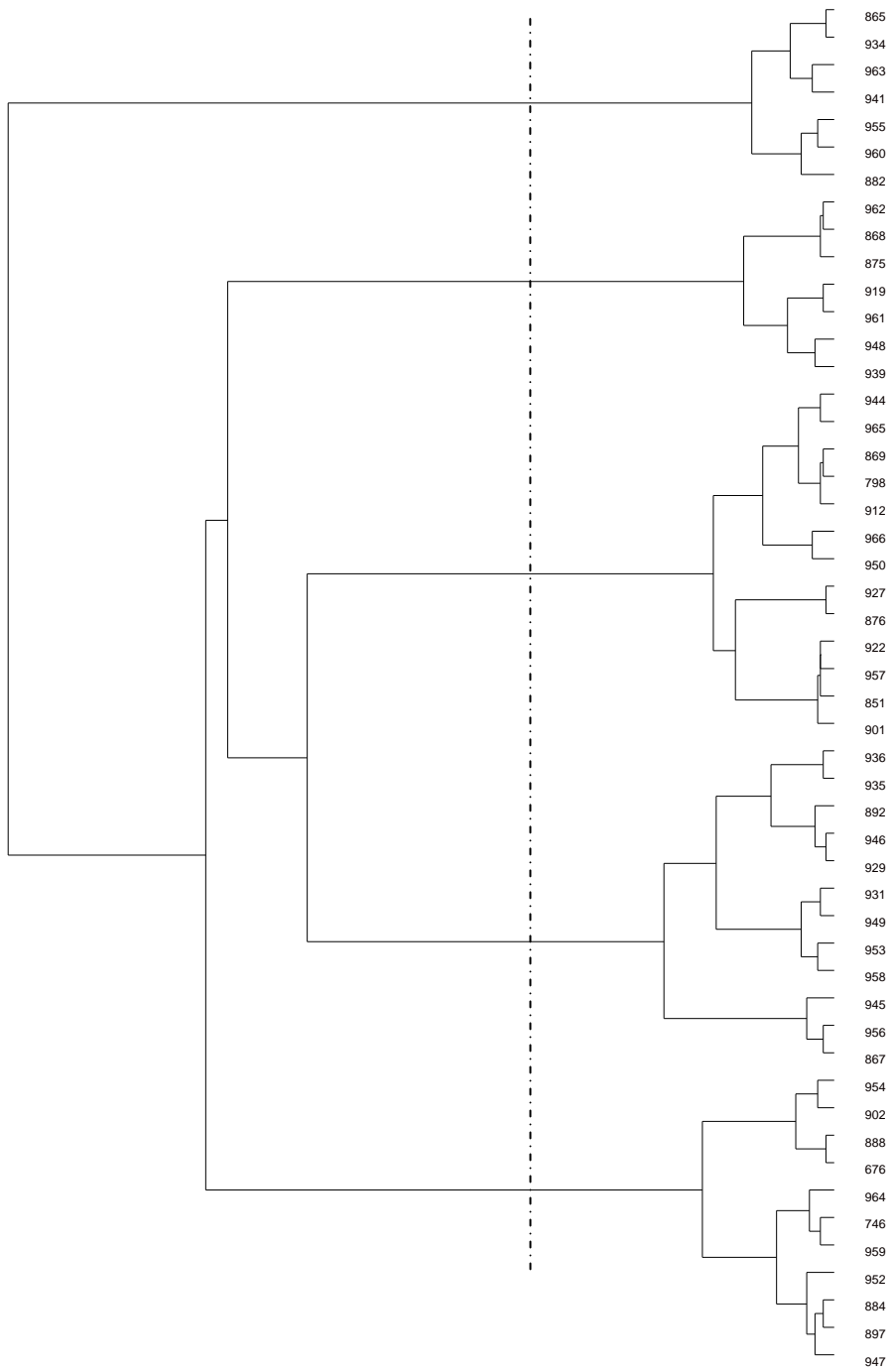


Source : Auteur.

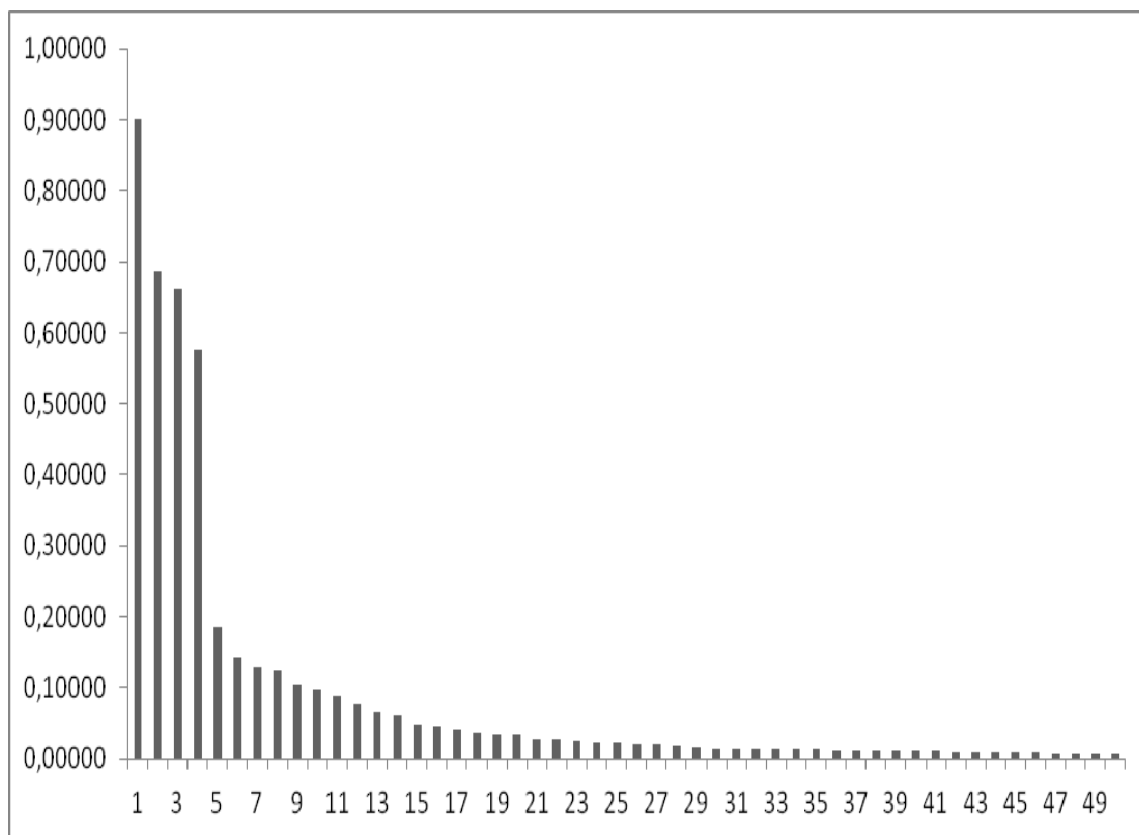
Le revenu de transfert n'a pas été retenu dans la construction de la typologie des portefeuilles d'activités des ménages vu sa très faible participation en moyenne dans le revenu en Itasy.

Annexe A.II.2 Dendrogramme de la CAH des portefeuilles d'activités

Classification hiérarchique directe



Source : Auteur.

Annexe A.II.3 Histogramme des indices de niveau de la CAH des portefeuilles d'activités

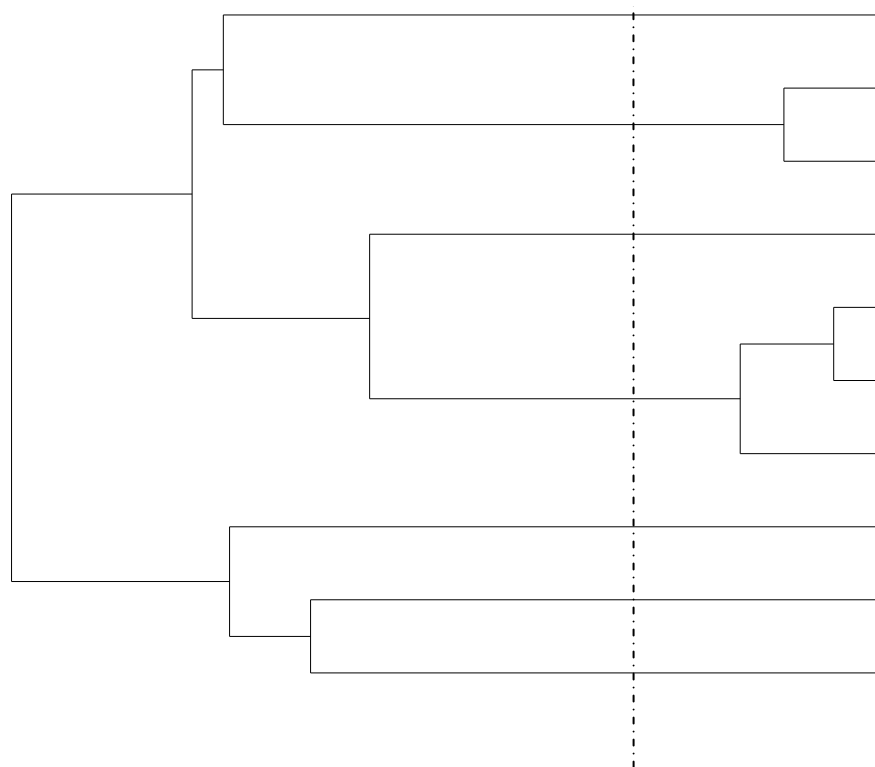
Source : Auteur.

En ordonnées les indices de niveau et en abscisses la partition k correspond à $(k+1)$ classes. Le saut est net lors du passage de la partition en 5 classes à celle en 6 classes.

Annexe A.II.4 Les critères de variance de la classification mixte

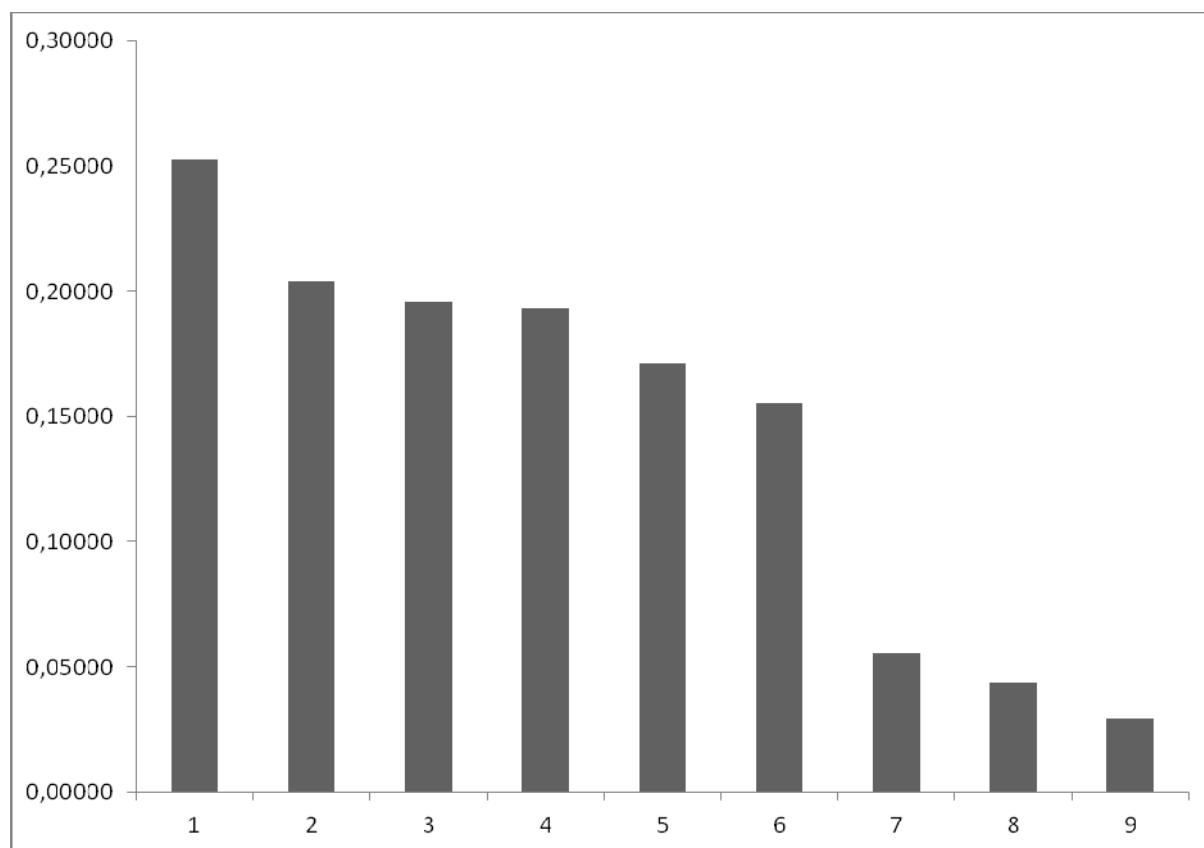
	Nombre de classes				
	2	3	4	5	6
Variance interclasse	0,90	1,59	2,25	2,83	3,01
Variance intraclasse	4,10	3,41	2,75	2,17	1,99
Variance Totale	5,00	5,00	5,00	5,00	5,00
Quotient (I. inter / I. totale)	0,18	0,32	0,45	0,57	0,60

Source : Auteur.

Annexe A.II.5 Dendrogramme de la classification mixte des moyens d'existence

Source : Auteur.

Annexe A.II.6 Histogramme des indices de niveau de la CAH de la classification mixte



Source : Auteur.

En ordonnées les indices de niveau et en abscisses la partition k correspond à (k+1) classes. Le saut est net lors du passage de la partition en 7 classes à celle en 8 classes.

Annexe A.II.7 Les critères de variance de la classification mixte

	Nombre de classes							
	2	3	4	5	6	7	8	9
Variance interclasse	0.25	0.46	0.65	0.85	1.02	1.17	1.23	1.27
Variance intraclasse	2.57	2.36	2.17	1.97	1.80	1.65	1.59	1.55
Variance interclasse après consolidation	0.29	0.51	0.68	0.92	1.11	1.20	1.27	1.31
Variance Totale	2.82	2.82	2.82	2.82	2.82	2.82	2.82	2.82
Quotient (I. inter / I. totale)	0.09	0.16	0.23	0.30	0.36	0.42	0.44	0.45
Consolidation (Var. inter après consolidation - Var inter)/ Var. inter	0.13	0.12	0.05	0.09	0.09	0.02	0.04	0.03

Source : Auteur.

Une partition en sept classes semble un bon compromis entre le quotient (Var. inter /Var. intra) et l'impact de la consolidation.

Annexes Chapitre 3 :

Annexe A.III.1 Dendrogramme de la CAH de l'analyse des séquences (sous-échantillon du panel des ménages des Petites Prospérités)

		Employés ou indépendants non-agricoles			Salariés Agricoles Polyculteurs		Total
			Eleveurs	Riziculteurs			
<i>Année</i>							
<i>e</i>							
2005	N	112	73	129	77	118	509
	%	0,22	0,14	0,25	0,15	0,23	1,00
2006	N	133	82	85	94	114	508
	%	0,26	0,16	0,17	0,19	0,22	1,00
2007	N	99	77	103	88	136	503
	%	0,20	0,15	0,20	0,17	0,27	1,00

Source : Auteur.

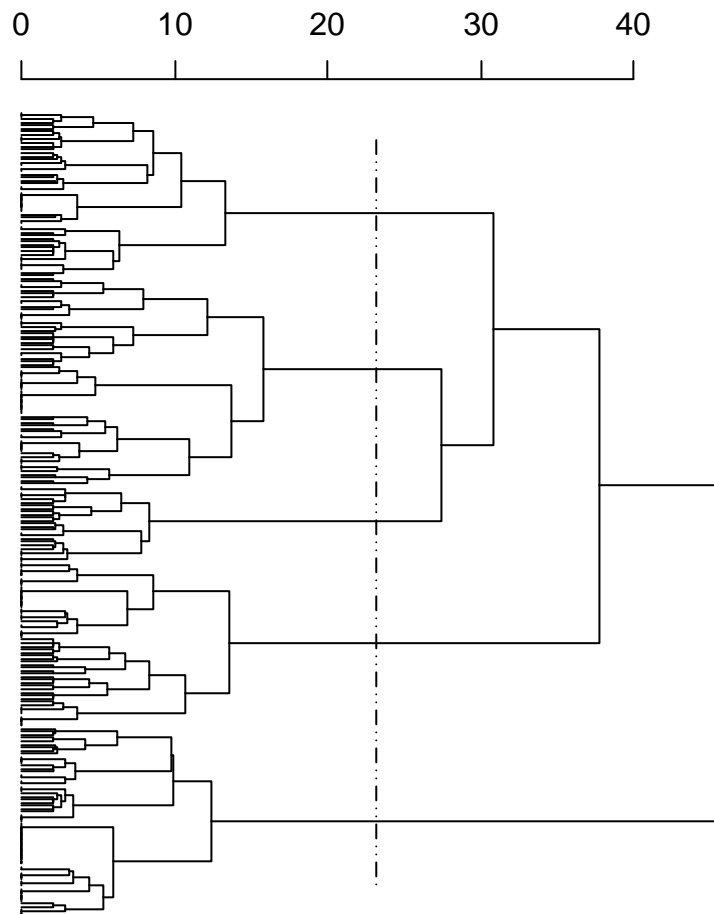
Annexe A.III.2 Test de différence de revenus par tête des ménages en Ariary : panel non cylindré et panel cylindré

Année	Panel non cylindré			Panel cylindré			t
	Moyenne	Ecart-type	Effectif	Moyenne	Ecart-type	Effectif	
2005	328689,86	329785,44	509	320923,79	311256,30	415	-0,26
2006	335980,78	425869,55	508	325396,56	397125,44	415	-0,30
2007	378001,78	320380,17	503	381330,21	316094,17	415	0,10
2008	336858,35	270037,29	508	322842,26	245916,16	415	-0,50

Note : la statistique *t* est utilisée pour le test de nullité des différences de revenus moyens entre le panel cylindré et le panel non cylindré. Comparé au seuil de 1,96, les valeurs absolues de *t* conduisent à rejeter la différence de moyenne des revenus entre les deux échantillons.

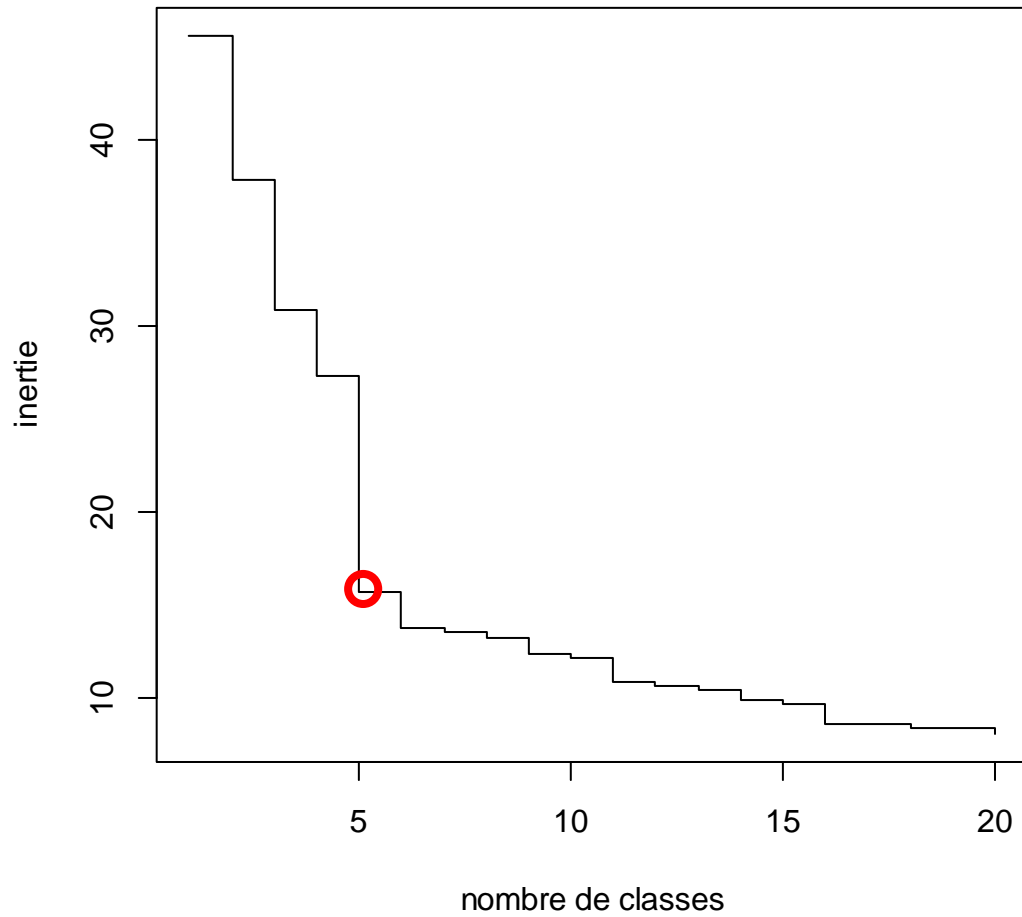
Source : Auteur.

Annexe A.III.3 Dendrogramme de la CAH de l'analyse des séquences (sous-échantillon du panel des ménages des Petites Prospérités)



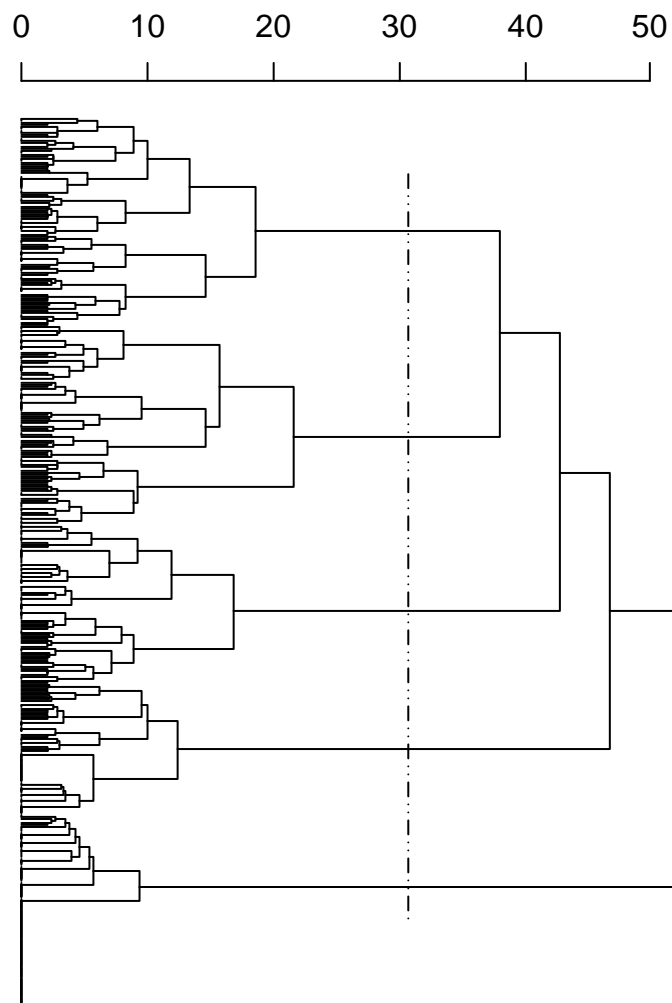
Source : Auteur.

Annexe A.III.4 Courbe des sauts d'inertie de la CAH de l'analyse des séquences (sous-échantillon du panel des ménages des Petites Prospérités)



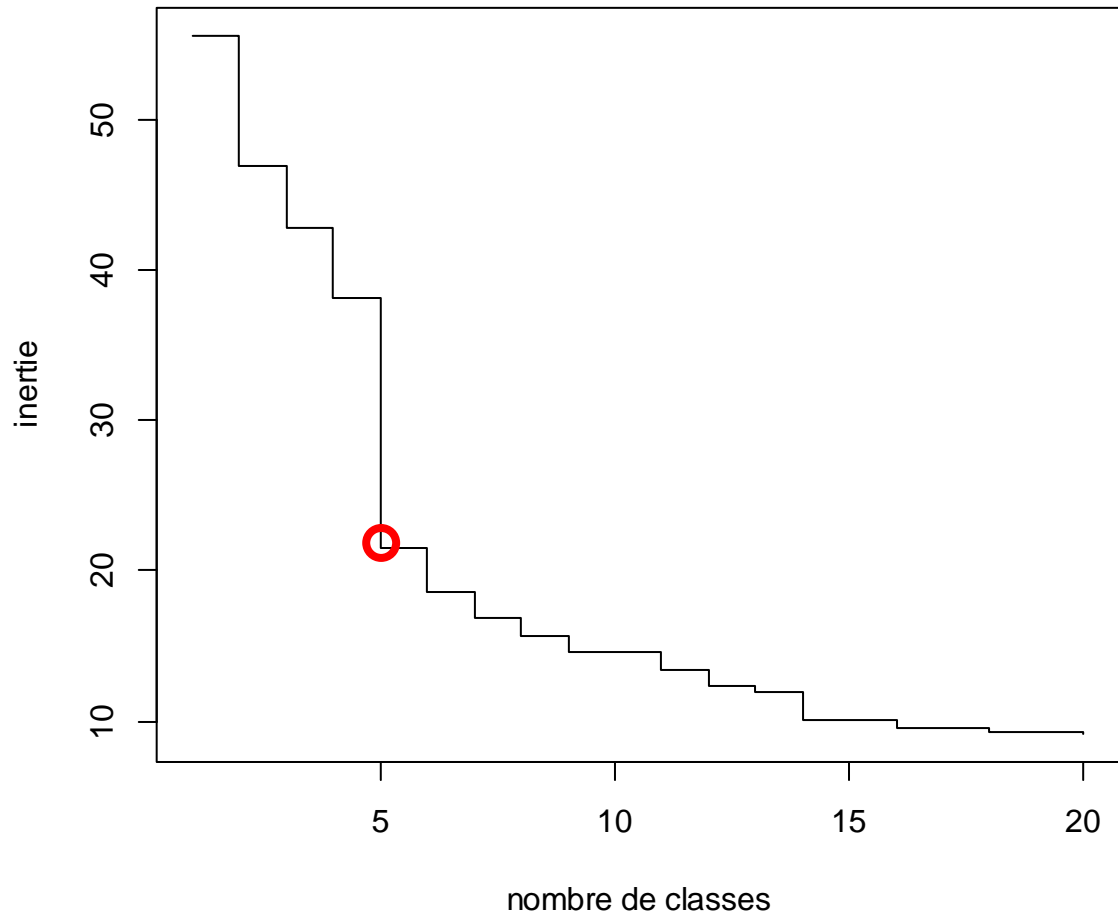
Source : Auteur.

Annexe A.III.5 Dendrogramme de la CAH de l'analyse des séquences (ensemble de l'échantillon du panel de ménages)



Source : Auteur.

**Annexe A.III.6 Courbe des sauts d'inertie de la CAH de l'analyse des séquences
(ensemble de l'échantillon du panel de ménages)**



Source : Auteur

Annexes Chapitre 4 :

Annexe A.IV. 1 Les déterminants des emprunts formels et informels dans la littérature

Références	Pays	Variables																																												
		1		2		3		4		5		6		7		8		9		10		11		12		13		14		15		16		17		18		19								
		F	I	F	I	F	I	F	I	F	I	F	I	F	I	F	I	F	I	F	I	F	I	F	I	F	I	F	I	F	I	F	I	F	I	F	I									
Balogun et Yusuf, 2011	Nigéria									+	-	-																								+				+	-					
Barslund et Tarp, 2008	Vietnam		+	+	+				+		-							+	+	+	+	-	+	-										+	+	+										
Diagne, 1999	Malawi	+		-							-										-	+	+													+							-			
Duy <i>et al.</i> , 2012	Vietnam									+					-		+				+		-																-							
Dzadze <i>et al.</i> , 2012	Ghana																+										+									+										
Khoi <i>et al.</i> , 2013	Vietnam									+	-	+	+					+	-						+	+			-	+				+					-	+			+			
Li <i>et al.</i> , 2011	Chine									+	-	+	+					+	+					-	+		-	-		+							-									
Mohamed, 2003	Zanzibar	+								-																+										+										
Mpuga, 2010	Uganda	+	+			-	-			+	+	+	+				+	+																+	+											
Nguyen, 2007	Vietnam									+													+																							
Okurut, 2006	Afrique du Sud	+	-							+												+		-																						
Dalla Pellegrina, 2011	Bangladesh											+	+	+											+	+	+									+										
Saint-Macary et Zeller, 2011	Vietnam			+						-																												+	+							
Tang <i>et al.</i> , 2010	Chine					+			-	+								+	-							+																		-	+	-
Vaessen, 2001	Nicaragua											+																											+	+						
Zeller, 1994	Madagascar	+																+	+																			+								

Note : (1) le liste des variables sont données ci-dessous ; (2) F signifie source formelle et I informelle ; (3) + et - signifient que la variable augmente (+) ou diminue (-) les chances d'emprunter auprès de la source.

Liste des variables : 1 : homme ; 2 : nombre d'actifs dans le ménage ; 3 : taille du ménage ; 4 : nombre de dépendants dans le ménage ; 5 : âge ; 6 : être en couple ; 7 : ethnies ; 8 : conditions de résidences ; 9 : niveau d'éducation ; 10 : bétail ; 11 : ressources productives ; 12 : superficie terre ; 13 : être pauvre ; 14 : épargne ; 15 : activités non agricoles ; 16 : réseaux sociaux ; 17 : éloignement géographique ; 18 : taux d'intérêt ; 19 : durée du prêt.

Annexe A.IV.2 Effectif des ménages par nombre de prêt d'origine informelle obtenu et par groupes de Petites Prospérités (2008)

	Nombre de prêt d'origine informelle		
	1	2	3
Précaires	43	4	0
PP Traditionnelle	23	4	1
PP Vulnérable	16	1	0
PP Supérieure	26	1	0
PP Emergente	19	1	1
Total (Effectif)	127	11	2

Source : Auteur.

Annexe A.IV.3 Effectif des ménages par nombre de prêt d'origine formelle obtenu et par groupes de Petites Prospérités (2008)

	Nombre de prêt d'origine formelle	
	1	2
Précaires	7	1
PP Traditionnelle	9	1
PP Vulnérable	11	0
PP Supérieure	5	2
PP Emergente	7	0
Total (Effectif)	39	4

Source : Auteur.

Annexe A.IV.4 Nombre de ménages ayant obtenu à la fois un prêt d'origine formelle et informelle par groupes de Petites Prospérités (2008)

	Prêt d'origine formelle et informelle à la fois
Précaires	4
PP Traditionnelle	1
PP Vulnérable	2
PP Supérieure	0
PP Emergente	1
Total (Effectif)	8

Source : Auteur.

Annexe A.IV.5 Effets marginaux des groupes de Petites Prospérités pour toutes les régressions du traitement multinomial sur l'échantillon (2008)

	Demande de crédit	Emprunt	Source de prêt formelle	Exclusion par peur
Vulnerable MP	-0,0366	-0,0075	0,6614	0,0020
Emerging MP	-0,1737	0,3320	0,5210	0,0905
Traditional MP	-0,2319	0,3144	0,3561	0,1189
Upper MP	-0,0457	0,4922	0,1211	0,2184

Source : Andrianampiarivo et Gondard-Delcroix (2016).

Annexe A.IV.6 Effets marginaux des groupes de Petites Prospérités pour toutes les régressions du traitement multinomial sur l'échantillon des Petites Prospérités (2008)

	Demande de crédit	Emprunt	Source de prêt formelle	Exclusion par peur
PP Emergente	-0,3882	0,1215	0,0273	-0,0593
PP Traditionnelle	-0,2133	0,0632	-0,1331	0,1213
PP Supérieure	-0,2054	0,3534	-0,1934	0,1704

Source : Andrianampiarivo et Gondard-Delcroix (2016).

Annexe A.IV.7 Participation des ménages à une association de producteurs en 2007 par groupe de Petites Prospérités

		Membre d'une association de producteurs en 2007	
		Non	Oui
Précaires	<i>Effectif</i>	145	23
	%	86,3	13,7
PP Traditionnelle	<i>Effectif</i>	77,0	11,0
	%	87,5	12,5
PP Vulnérable	<i>Effectif</i>	58	12
	%	82,9	17,1
PP Supérieure	<i>Effectif</i>	63	12
	%	84	16
PP Emergente	<i>Effectif</i>	54	13
	%	80,6	19,4
Total <i>Effectif</i>		397	71
%		84,8	15,2

Source : Andrianampiarivo et Gondard-Delcroix (2016).

Liste des Tableaux

Tableau I.1 Quatre questions abordées dans les analyses en termes de classe	63
Tableau II.1 Structure des emplois par branche d'activité, selon le milieu de résidence (en%)	80
Tableau II.2 Typologie des portefeuilles d'activités en Itasy	126
Tableau II.3 Stratification des ménages d'Itasy selon les variables de classification	131
Tableau II.4 Stratification des ménages d'Itasy selon les variables de caractérisation (Site et caractéristiques sociodémographiques des ménages)	132
Tableau II.5 Stratification des ménages d'Itasy selon les variables de caractérisation (Revenus des moyens d'existence des ménages)	133
Tableau II.6 Stratification des ménages d'Itasy selon les variables de caractérisation (dotation en actifs productifs et non productifs des ménages)	134
Tableau II.7 Stratification des ménages d'Itasy selon les variables de caractérisation (comportements économiques des ménages)	135
Tableau III.1 Grille d'entretien (Mission novembre-décembre 2013)	162
Tableau III.2 Distribution des ménages enquêtés selon les groupes de Petites Prospérités	166
Tableau IV.1 Classes de moyens d'existence et comportements des ménages sur le marché du crédit en Itasy (2008)	242
Tableau IV.2 Les raisons déclarées de l'exclusion du marché du crédit malgré le besoin d'emprunter (2008)	243
Tableau IV.3 Répartition des prêts obtenus par les ménages en Itasy selon leur origine et leur nature (2008)	244
Tableau IV.4 Répartition des prêts obtenus par les ménages en Itasy selon leur origine et leur destination (2008)	245
Tableau IV.5 Répartition des ménages en Itasy selon leur groupe social de moyens d'existence et la forme de leur épargne sur la période de 2000 à 2009 (panel non cylindré)	246
Tableau IV.6 Répartition des ménages en Itasy selon leur groupe social de moyens d'existence et leur statut de donneur net vis-à-vis du réseau social sur la période de 2000 à 2009 (panel non cylindré)	247
Tableau IV.7 Montant de l'investissement par nature et par classe de Petites Prospérités sur la période de 2000 à 2009, en Ariary, prix constant 2008 (panel non cylindré) (1)	248
Tableau IV.8 Régressions des modèles de traitement multinomial pour la demande de crédit, l'emprunt, le choix de la source et la raison de l'exclusion et du modèle Tobit pour le montant emprunté sur l'ensemble de l'échantillon (2008)	254
Tableau IV.9 Régressions des modèles de traitement multinomial pour la demande de crédit, l'emprunt, le choix de la source et la raison de l'exclusion et du modèle Tobit pour le montant emprunté sur l'échantillon des Petites Prospérités (2008)	256

Liste des Figures

Figure I.1 Cadre des moyens d'existence ruraux révisé _____	67
Figure I.2 Lien entre les différentes sources de revenus agricoles et non-agricoles dans les moyens d'existence ruraux _____	75
Figure II.1 Taux de croissance de la production rizicole et du PIB national _____	82
Figure II. 2 Le réseau des Observatoires ruraux en 2000 et l'Observatoire d'Itasy en 2008	118
Figure II.3 Cadre d'analyse des classes de moyens d'existences et de Petites Prospérités en Itasy _____	143
Figure III.1 Mise en séquence des approches quantitatives et qualitatives dans la méthode mixte _____	154
Figure III.2 Chronogrammes de la typologie des trajectoires des classes de moyens d'existence sur la période 2005-2008 (sous-échantillon du panel des ménages des Petites Prospérités) _____	169
Figure III.3 Tapis de la typologie des trajectoires des classes de moyens d'existence sur la période 2005-2008 (sous-échantillon du panel des ménages des Petites Prospérités) _____	169
Figure III.4 Chronogrammes de la typologie des trajectoires des classes de moyens d'existence sur la période 2005-2008 (ensemble de l'échantillon du panel des ménages) _____	170
Figure III.5 Tapis de la typologie des trajectoires des classes de moyens d'existence sur la période 2005-2008 (ensemble de l'échantillon du panel des ménages) _____	170
Figure III. 6 Passerelles entre les classes de moyens d'existences et de Petites Prospérités en Itasy _____	198
Figure IV. 1 Les institutions de microfinance à Madagascar _____	225
Figure IV.2 Structure arborescente de la demande de crédit et de la participation au marché du crédit rural en Itasy _____	235

Liste Annexes

Annexe A.II.1 Les différentes sources de revenus en Itasy de 2005 à 2008 _____	303
Annexe A.II.2 Dendrogramme de la CAH des portefeuilles d'activités _____	304
Annexe A.II.3 Histogramme des indices de niveau de la CAH des portefeuilles d'activités _____	305
Annexe A.II.4 Les critères de variance de la classification mixte _____	306
Annexe A.II.5 Dendrogramme de la classification mixte des moyens d'existence _____	306
Annexe A.II.6 Histogramme des indices de niveau de la CAH de la classification mixte _____	307
Annexe A.II.7 Les critères de variance de la classification mixte _____	307
Annexe A.III.1 Dendrogramme de la CAH de l'analyse des séquences (sous-échantillon du panel des ménages des Petites Prospérités) _____	308
Annexe A.III.2 Test de différence de revenus par tête des ménages en Ariary : panel non cylindré et panel cylindré _____	308
Annexe A.III.3 Dendrogramme de la CAH de l'analyse des séquences (sous-échantillon du panel des ménages des Petites Prospérités) _____	309
Annexe A.III.4 Courbe des sauts d'inertie de la CAH de l'analyse des séquences (sous-échantillon du panel des ménages des Petites Prospérités) _____	310
Annexe A.III.5 Dendrogramme de la CAH de l'analyse des séquences (ensemble de l'échantillon du panel de ménages) _____	311
Annexe A.III.6 Courbe des sauts d'inertie de la CAH de l'analyse des séquences (ensemble de l'échantillon du panel de ménages) _____	312
Annexe A.IV. 1 Les déterminants des emprunts formels et informels dans la littérature _____	314
Annexe A.IV.2 Effectif des ménages par nombre de prêt d'origine informelle obtenu et par groupes de Petites Prospérités (2008) _____	315
Annexe A.IV.3 Effectif des ménages par nombre de prêt d'origine formelle obtenu et par groupes de Petites Prospérités (2008) _____	315
Annexe A.IV.4 Nombre de ménages ayant obtenu à la fois un prêt d'origine formelle et informelle par groupes de Petites Prospérités (2008) _____	315
Annexe A.IV.5 Effets marginaux des groupes de Petites Prospérités pour toutes les régressions du traitement multinomial sur l'ensemble de l'échantillon (2008) _____	316
Annexe A.IV.6 Effets marginaux des groupes de Petites Prospérités pour toutes les régressions du traitement multinomial sur l'échantillon des Petites Prospérités (2008) _____	316
Annexe A.IV.7 Participation des ménages à une association de producteurs en 2007 par groupe de Petites Prospérités _____	316

Table des Matières

Remerciements _____	3
Sommaire _____	5
INTRODUCTION GENERALE _____	7
1. Le rôle déterminant de l'agriculture et du secteur rural dans le processus de transformation structurelle des pays à base agricoles _____	8
2. Une meilleure compréhension des dynamiques du changement structurel pour des meilleures politiques rurales et agricoles _____	10
3. La perspective microéconomique pour l'analyse des dynamiques de transformation structurelle dans les pays à base agricole _____	11
4. Les classes sociales et les classes moyennes, un cadre d'analyse des processus microéconomique de la transformation structurelle _____	13
5. La nécessité d'un cadre d'analyse en termes de classe sociale intermédiaire adapté aux milieux ruraux des pays à base agricole _____	15
6. Problématique de recherche, démarche scientifique et architecture de la thèse _____	16
CHAPITRE 1 : DES CLASSES MOYENNES AUX PETITES PROSPERITES RURALES : UNE CONSTRUCTION CONCEPTUELLE, THEORIQUE ET METHODOLOGIQUE _____	23
1. Introduction _____	23
2. Les analyses en termes de classe sociale et de Classe Moyenne : un outil théorique pertinent pour analyser les jeux d'acteurs _____	25
2.1. L'approche de Marx (1818-1883) et de la tradition marxiste _____	25
2.1.1. La conception antagoniste et dualiste de Marx _____	26
2.1.2. Les approches alternatives _____	28
2.2. L'approche de Max Weber (1864-1920) et des stratificationnistes _____	29
2.2.1. La conception multidimensionnelle mais segmentée de Weber _____	29
2.2.2. Les approches statistiques stratificationnistes _____	30
2.3. L'approche de Bourdieu (1930-2002) _____	31
2.3.1. La conception multidimensionnelle et structurale de Bourdieu _____	32
2.3.2. Une synthèse de Marx et de Weber ? _____	33
2.3.3. L'identification empirique des classes _____	35
2.4. La synthèse de Wright _____	37
2.4.1. Les questions relatives à l'usage populaire _____	37
2.4.2. Les questions relatives à l'usage académique _____	38
3. Inadaptation de concept de Classe Moyenne dans le contexte des pays à base agricole africains _____	39

3.1.	Le concept de Classe Moyenne : un cadre d'analyse adapté aux sociétés capitalistes modernes	39
3.1.1.	L'évolution sémantique du concept	39
3.1.2.	La Classe Moyenne comme grille de lecture	41
3.2.	Le concept de Classe Moyenne en Afrique Subsaharienne : une analogie superficielle au modèle occidental	42
3.2.1.	L'usage incertain du concept dans la littérature en sciences humaines et sociales avant les années 2000	43
3.2.2.	Les Classes Moyennes africaines émergentes dans la littérature en économie de la décennie 2000	44
3.2.3.	Les limites d'un raccourci conceptuel	46
3.3.	Les définitions gradualistes des Classes Moyennes émergentes des pays en développement	50
3.3.1.	L'approche absolue	50
3.3.2.	L'approche relative	52
3.4.	Des définitions limitatives des Classes Moyennes émergentes des pays en développement	52
3.4.1.	Critique d'une approche strictement économique	53
3.4.2.	Les approches alternatives	55
4.	L'approche de la Petite Prospérité : une alternative pour analyser les positions intermédiaires dans les pays africains à base agricole et en milieu rural	57
4.1.	Le concept de Petite Prospérité : une notion adaptée au contexte des pays Africains et au milieu rural	58
4.1.1.	Une interprétation confucéenne originelle du concept	58
4.1.2.	Une reconfiguration de la position sociale intermédiaire	61
4.2.	L'approche des moyens d'existence ruraux : un cadre d'analyse adapté à la structure sociale rurale des pays à base agricole	63
4.2.1.	La définition initiale	64
4.2.2.	La définition actualisée	65
4.2.3.	Le cadre conceptuel des moyens d'existence	67
4.3.	La classe de Petite Prospérité : une position intermédiaire dans l'espace des moyens d'existence ruraux	68
4.3.1.	La conception structurale de l'espace des moyens d'existence	68
4.3.2.	Les contraintes méthodologiques	70
4.4.	La configuration empirique de l'espace des moyens d'existence ruraux	71
4.4.1.	Une typologie des actifs ou des activités ?	71
4.4.2.	Une approche globale basée sur les activités	73
5.	Conclusion	75
 CHAPITRE 2 : LES PETITES PROSPERITES EN ITASY : UNE IDENTIFICATION EMPIRIQUE		77
1.	Introduction	77
2.	Agriculture et économie rurale à Madagascar : une difficile transition agraire	79
2.1.	Une économie malgache basée sur l'agriculture et le riz	79
2.1.1.	Le rôle moteur de l'agriculture	80

2.1.2.	La prépondérance de la riziculture _____	81
2.1.3.	Le potentiel sous-exploité des autres activités agricoles _____	83
2.1.4.	Une agriculture éprouvée dans un contexte rural pauvre _____	84
2.2.	L'impasse démo-économique de l'économie malgache _____	86
2.2.1.	Les pressions démographique et foncière _____	86
2.2.2.	L'immutabilité des systèmes agraires malgaches _____	87
2.2.3.	Des contraintes physiques structurelles _____	88
2.2.4.	Des défaillances des marchés structurelles _____	89
2.2.5.	Des contraintes macroéconomiques externes _____	91
2.3.	Les mutations en cours des systèmes agraires malgaches _____	92
2.3.1.	Des pratiques et techniques innovantes à soutenir et à coordonner _____	92
2.3.2.	Des innovations juridiques et institutionnelles _____	93
2.3.3.	Des opportunités de marchés internes et externes _____	95
3.	Le rôle conjoint de l'Etat et des ménages ruraux : la pertinence d'une analyse en termes de Petite Prospérité _____	96
3.1.	Des interventions de l'Etat contestables et leurs conséquences _____	96
3.1.1.	Les interventions publiques imposées et inégalitaires des périodes coloniale et postcoloniale _____	97
3.1.2.	Le dirigisme d'un Etat socialiste omniprésent _____	97
3.1.3.	Le tout marché de la période libérale _____	98
3.1.4.	Les voies vers le « mieux Etat » de la période récente _____	100
3.2.	Le voile du repli sur soi des sociétés paysannes malgaches _____	101
3.2.1.	Des communautés paysannes Merina primitives autonomes _____	102
3.2.2.	Des communautés paysannes assujetties à la monarchie Merina _____	103
3.2.3.	Un rapport de domination perpétué par les pouvoirs centraux successifs _____	104
3.2.4.	Une lecture dualiste et traditionnelle limitée des sociétés rurales contemporaines _____	105
3.2.5.	Déstructuration des communautés paysannes et mutations perpétuelles des sociétés rurales _____	106
3.3.	Au cœur des logiques et stratégies d'adaptation des ménages ruraux _____	108
3.3.1.	Les stratégies de gestion du risque des ménages ruraux _____	108
3.3.2.	La diversité des stratégies des ménages ruraux, source de différenciation sociale _____	109
3.3.3.	Focus sur les stratégies évolutives et efficaces _____	110
3.3.4.	Les Petites Prospérités rurales, quelques travaux précurseurs _____	111
4.	Identification empirique des Petites Prospérités en Itasy : une structure de classes de la paysannerie malgache _____	112
4.1.	Le Réseau des Observatoires Ruraux : un outil adapté à l'étude empirique des Petites Prospérités en Itasy _____	113
4.1.1.	Le Réseau des Observatoires Ruraux, un système d'information statistique original _____	113
4.1.2.	L'Itasy, une région propice à l'étude des Petites Prospérités _____	114
4.1.3.	L'Itasy, une région à forte diversification des moyens d'existence _____	116
4.1.4.	L'observatoire d'Itasy et les données d'analyse _____	119
4.2.	Configuration multidimensionnelle de la structure sociale en Itasy _____	120
4.2.1.	Méthode de structuration de l'espace des moyens d'existence en Itasy _____	121
4.2.2.	Principes et intérêts de la méthode de classification mixte _____	122
4.2.3.	Les procédures de classification dans la méthode mixte _____	123
4.2.4.	Choix et construction des variables structurant l'espace des moyens d'existence en Itasy _____	124

4.3.	L'hétérogénéité de l'espace des moyens d'existence en Itasy et de la classe de la Petite Prospérité	128
4.3.1.	Les sept groupes de l'espace social en Itasy	129
4.3.2.	La classe des ménages précaires (groupes E, F et G)	136
4.3.3.	La classe des Petites Prospérités (groupes A, B, C et D)	137
4.3.4.	Les représentations locales de la classe de la Petite Prospérité	144
5.	Conclusion	146
CHAPITRE 3 : LES PROCESSUS DE FORMATION DES PETITES PROSPERITES D'ITASY : UNE ANALYSE DYNAMIQUE		149
1.	Introduction	149
2.	Une analyse dynamique par la combinaison des méthodes quantitatives et qualitatives	151
2.1.	Articulation des méthodes quantitatives et qualitatives au service du processus de recherche	152
2.1.1.	Deux domaines d'intelligibilités et deux méthodes	152
2.1.2.	La complémentarité des deux approches par leur mise en séquence	153
2.2.	Une démarche quantitative mobilisant les statistiques exploratoires multidimensionnelles et l'analyse des séquences	156
2.2.1.	Affectation des ménages à une classe de moyens d'existence par la méthode de classification mixte	156
2.2.2.	Les trajectoires-types des ménages à partir de la technique d'appariement optimal	158
2.3.	Une démarche qualitative mobilisant les entretiens semi-dirigés	160
2.3.1.	Les récits de vie adaptés aux entretiens	161
2.3.2.	Portée et validation des résultats des entretiens qualitatifs	163
3.	Les trajectoires des moyens d'existence des ménages et les mécanismes sous-jacents selon les deux démarches	166
3.1.	La diversité des trajectoires des ménages à l'échelle des classes de moyens d'existence	166
3.1.1.	Cinq groupes de trajectoires-types de moyens d'existence	167
3.1.2.	Une position sociale élevée confirmée de la Petite Prospérité supérieure	171
3.1.3.	Une position sociale intermédiaire stable des Petites Prospérités émergentes et traditionnelles	171
3.1.4.	Une position sociale intermédiaire instable de la Petite Prospérité vulnérable	173
3.2.	La diversité des processus à l'œuvre à l'échelle des Petites Prospérités	174
3.2.1.	Stratégie du « petit à petit » et début d'accumulation et des ménages de la Petite Prospérité vulnérable	175
3.2.2.	Stratégie d'agriculture commerciale et dynamique d'accumulation des ménages des Petites Prospérités traditionnelle et émergente	181
3.2.3.	Stratégie de maximisation du revenu et dynamiques entrepreneuriales des ménages de la Petite Prospérité supérieure	188
4.	Les grandes tendances et les mécanismes sous-jacents à la transformation structurelle en Itasy à travers la triangulation des résultats des deux démarches	192
4.1.	La mobilité à l'intérieur et à l'extérieur de la classe des Petites Prospérités	193
4.1.1.	Reproduction sociale et ascension sociale difficile au sein de la Petite Prospérité supérieure	193

4.1.2.	Ascension sociale rapide au sein des Petites Prospérités traditionnelle et émergente	195
4.1.3.	Inclusion sociale au sein de la Petite Prospérité vulnérable	196
4.1.4.	Forte inégalité des chances entre les ménages ruraux en Itasy	197
4.2.	Le changement structurel à l'œuvre en Itasy à travers les trajectoires des ménages	198
4.2.1.	L'ancrage fortement rural des ménages des Petites Prospérités	199
4.2.2.	La forme familiale des organisations productives	200
4.2.3.	Le morcellement des exploitations	201
4.2.4.	Combinaison complexe des stratégies de diversification et de spécialisation	202
4.2.5.	L'intégration progressive des ménages au marché	203
5.	Conclusion	204

CHAPITRE 4 : LES PETITES PROSPERITES ET LE MARCHE FINANCIER RURAL EN ITASY : UNE ANALYSE DE L'ADEQUATION ENTRE LA DEMANDE ET L'OFFRE DE CREDIT RURAL 207

1. Introduction 207

2. La demande et l'offre de financement agricole et rural dans les pays en développement : une mise en adéquation difficile 209

2.1.	L'hétérogénéité de la demande et de l'offre de financement agricole et rural dans les pays en développement	209
2.1.1.	La diversité des besoins de financement des organisations productives familiales rurales	210
2.1.2.	Les obstacles au financement des organisations productives familiales rurales	211
2.2.	La segmentation du marché financier rural dans les pays en développement	213
2.2.1.	La prédominance du secteur informel et des pratiques usurières	213
2.2.2.	Les défaillances du secteur financier formel rural et la naissance de la microfinance	215
2.3.	L'essor et le déclin de la microfinance en matière de financement rural et agricole	216
2.3.1.	La « révolution » microfinance	216
2.3.2.	Les dérives et les limites de la microfinance	217
2.3.3.	L'échec de la microfinance dans le financement rural et agricole	219
2.4.	La construction d'un « nouveau paradigme » financier rural	220
2.4.1.	A la recherche d'une intermédiation financière rurale efficace	220
2.4.2.	Des pistes de synergies et de coordination des différents acteurs du secteur	221
2.4.3.	Des produits et services financiers innovants	223

3. Petites Prospérités et marché financier rural en Itasy : contexte, cadre d'analyse et cadre conceptuel 224

3.1.	Le secteur financier formel rural à Madagascar	224
3.1.1.	Les différentes institutions financières en milieu rural malgache	226
3.1.2.	Des conditions institutionnelles favorables et des politiques publiques volontaristes	227
3.1.3.	Les CECAM une référence en termes de financement agricole et rural	228
3.1.4.	Le sous-financement de l'agriculture et du secteur rural à Madagascar	229
3.2.	Les Petites Prospérités : un cadre pertinent pour l'analyse de l'adéquation entre l'offre et la demande de financement rural et agricole	229
3.2.1.	Un cadre adapté à l'analyse de la demande de financement des organisations productives familiales	230

3.2.2.	Petites Prospérités et marché financier rural en Itasy : une double causalité _____	231
3.2.3.	Classes sociales et microcrédit dans la littérature _____	232
3.3.	Cadre conceptuel de l'analyse empirique _____	233
3.3.1.	Concepts de demande, d'accès et de participation au marché du crédit rural _____	234
3.3.2.	Choix des sources de financement et raisons de l'exclusion _____	235
3.3.3.	Les déterminants de la demande de crédit et de la participation au marché du crédit rural dans la littérature _____	237
4.	Les Petites Prospérités d'Itasy comme déterminants de la demande et de choix de financement rural : méthodes et résultats empiriques _____	240
4.1.	Les comportements financiers des Petites Prospérités sur le marché financier en Itasy : une analyse en statistiques descriptives _____	240
4.1.1.	L'hétérogénéité des besoins et des comportements d'emprunt des ménages ruraux en Itasy _____	241
4.1.2.	L'hétérogénéité des comportements d'épargne, de transferts et d'investissement des ménages ruraux en Itasy _____	245
4.2.	Choix du modèle économétrique _____	249
4.2.1.	Les contraintes du choix du modèle économétrique _____	249
4.2.2.	Le modèle de traitement multinomial endogène pour résoudre le biais d'endogénéité _____	251
4.3.	Les résultats des analyses économétriques _____	253
4.3.1.	Les déterminants classiques de la demande et des comportements d'emprunt sur le marché du crédit rural en Itasy _____	254
4.3.2.	Les Petites Prospérités d'Itasy et la demande de crédit rural _____	256
4.3.3.	Les Petites Prospérités d'Itasy et la participation au marché du crédit rural _____	257
4.3.4.	Les Petites Prospérités d'Itasy et le choix de la source de crédit rural _____	258
4.3.5.	Les Petites Prospérités d'Itasy et les raisons de l'auto-exclusion du marché du crédit rural _____	260
5.	Conclusion _____	263
	CONCLUSION GENERALE _____	265
	Bibliographie _____	273
	Annexes _____	303
	Liste des Tableaux _____	317
	Liste des Figures _____	318
	Liste Annexes _____	319